

# Eni for 2022

Une Transition Juste



## Notre mission

Nous sommes une société énergétique.

- 13 15** Nous soutenons concrètement une transition énergétique socialement équitable, dans le but de préserver notre planète
- 7 12** et de favoriser l'accès aux ressources énergétiques de manière efficace et durable pour tous.
- 9** Nous concentrons notre travail sur la passion et l'innovation. Sur la force et le développement de nos compétences.
- 5 10** Sur la dignité égale des personnes, en reconnaissant la diversité en tant que ressource fondamentale pour le développement de l'humanité. Sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions.
- 17** Nous croyons aux partenariats à long terme avec les pays et les communautés qui nous accueillent pour créer une valeur partagée à long terme.

### Objectifs globaux pour le développement durable

Le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, présenté en septembre 2015, identifie les 17 objectifs de développement durable (ODD) qui représentent des objectifs communs de développement durable face aux défis sociétaux complexes d'aujourd'hui. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et pour Eni dans la conduite de ses activités dans les pays où elle opère.



# ENI FOR 2022

## UNE TRANSITION JUSTE

### Clause de non-responsabilité

Eni for 2022 est un document publié sur une base annuelle qui contient des déclarations prospectives (forward-looking statement) relatives aux différentes thématiques qui y sont abordées. Les forward-looking statement sont basées sur les prévisions et les croyances de la direction d'Eni élaborées sur une base raisonnable à la lumière des informations disponibles au moment de leur préparation. Néanmoins, les déclarations prévisionnelles comportent, de par leur nature même, un élément d'incertitude, car elles dépendent de la survenance d'événements et de développements futurs qui sont, en tout ou en partie, hors du contrôle et de la prévisibilité raisonnable d'Eni. Les résultats réels peuvent différer de ceux annoncés en raison de divers facteurs, y compris, à titre d'exemple, mais sans s'y limiter : l'impact de la pandémie de Covid-19, les tendances futures de la demande, de l'offre et des prix du pétrole, du gaz naturel et des produits pétroliers, les performances opérationnelles réelles, les conditions macroéconomiques générales, les facteurs géopolitiques et les changements de l'environnement économique et réglementaire dans de nombreux pays où Eni opère, le succès du développement et de l'application de nouvelles technologies, les changements des attentes des parties prenantes et d'autres changements des conditions de business. Les lecteurs du document sont donc invités à tenir compte d'une éventuelle divergence entre certaines déclarations prospectives figurant dans le texte, qui doivent être comprises comme des estimations, et les résultats qui seront obtenus si les événements ou les facteurs indiqués ci-dessus se produisent. Eni for 2022 contient également des termes tels que, par exemple, « partenariat » ou « partenariat public-privé », utilisés à titre de simple référence et sans connotation juridique technique. Eni fait référence à Eni SpA et aux entreprises incluses dans le secteur de consolidation.

### Images :

Les photos des couvertures et des rapports Eni for 2022 proviennent des archives photographiques d'Eni.

# Pourquoi lire Eni for 2022 ?

Eni for 2022 raconte la contribution d'Eni à une transition juste qui garantit l'accès à une énergie efficace et durable, avec l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050, dans une optique de partage des avantages sociaux et économiques avec les travailleurs, les fournisseurs, les communautés et les clients de manière inclusive et transparente. Eni for 2022 vise à représenter la voie suivie par Eni pour relever ces défis, en s'appuyant sur les trois leviers du modèle d'entreprise intégré : La neutralité carbone à l'horizon 2050, l'excellence opérationnelle et les alliances de développement, afin de générer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes. Eni for 2022, contrairement à la [Déclaration Non Financière \(DNF\)](#) publiée dans le Rapport Financier Annuel, se penche sur les histoires, les cas pratiques et les témoignages des personnes avec lesquelles Eni partage son parcours.

## LÉGENDE

- ▶ Liens externes
- Liens internes
- L'approche d'Eni en matière de transition juste

### Principes et critères d'établissement des rapports

Eni for 2022 est préparé conformément aux Sustainability Reporting Standards de la Global Reporting Initiative, selon la norme universelle et sectorielle actualisée de la GRI pour le pétrole et le gaz publiée en 2021, et en tenant compte des 10 principes du Pacte mondial.

Les engagements, ventilés pour chaque thème, sont alignés sur le plan quadriennal mis à jour et approuvé chaque année ; par conséquent, ces engagements peuvent être redéfinis et/ou mis à jour en conséquence, ce qui entraîne des variations d'une publication à l'autre. Cette variation ne se produit pas pour les engagements ayant une base de référence, comme par exemple les engagements liés au climat.

Dans [Eni for 2022 - Performance en matière de durabilité](#) l'indice de contenu GRI est publié, ainsi que des tableaux de transition sur le développement durable : Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD) ; Climate Action 100+ ; Sustainability Accounting Standards Board (SASB) ; World Economic Forum (WEF) ; Sustainable Finance Disclosures Regulation (SFDR) de l'UE ; Women's Empowerment Principles (WEPs).

### Assurance externe

Eni for 2022 a fait l'objet, comme les éditions précédentes, d'une [assurance limitée](#) par la société indépendante (PwC), qui a également vérifié les états financiers consolidés et la déclaration non financière, publiés au sein du Rapport Financier Annuel. En outre, les émissions GHG Scope 1 et Scope 2 sont soumises à [assurance raisonnable](#).

## INTRODUCTION

|   |    |
|---|----|
| Message aux parties prenantes                                       | 4  |
| Eni dans le monde   | 6  |
| Les activités d'Eni : la chaîne de la valeur                        | 8  |
| Modèle d'entreprise   | 10 |
| Vers une Transition Juste : contexte de référence et défis mondiaux | 12 |
| La Transition Juste pour Eni  | 14 |
| L'approche d'Eni à l'égard des ODD                                  | 18 |
| Les engagements d'Eni   | 20 |
| Gouvernance de durabilité   | 22 |
| Faits marquants de 2022   | 25 |
| Thèmes matériels pour Eni   | 26 |
| Activités d'engagement des parties prenantes                        | 28 |
| Modèle de Gestion Intégrée des Risques                              | 30 |
| Innovation technologique et numérique                               | 32 |

## 1

### NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Vers le Net Zéro d'ici 2050  | 39 |
| L'évolution des entreprises  | 40 |
| Plaidoyer et transparence    | 46 |
| Mesures des émissions de GES | 47 |

## 2

### L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

|   |    |
|---|----|
| Chacun d'entre nous   | 50 |
| Sécurité et Santé des personnes                               | 58 |
| Environnement   | 66 |
| Droits de l'homme   | 74 |
| Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale | 80 |
| Clients et Fournisseurs                                       | 84 |

## 3

### PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

|  |     |
|--|-----|
| Eni, acteur du développement local                         | 92  |
| Accès à l'énergie  | 94  |
| Analyse du contexte et engagement des parties prenantes    | 96  |
| Analyse d'impact et Droits de l'Homme dans les communautés | 97  |
| Programme de développement local                           | 98  |
| Projets de développement local                             | 100 |
| Le Contenu Local et son évaluation                         | 105 |
| Partenariat pour le développement                          | 106 |
| Glossaire  | 108 |
| Rapport du cabinet d'audit                                 | 109 |
| Rapports d'Eni sur le développement durable                | 112 |

▶ [Eni for 2022 - Performance en matière de durabilité](#)  
(annexe approfondie sur les indicateurs clés de performance et les tendances connexes)



# Message aux parties prenantes



Les événements survenus en Europe en 2022, en corrélation avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont mis en lumière la sécurité énergétique et le coût de l'énergie en tant qu'éléments essentiels pour nos communautés, qui doivent être poursuivis parallèlement à la décarbonisation. Le défi au cœur du débat public est de trouver des réponses adéquates à ce trilemme, dans un contexte de volatilité extrême, d'incertitude et de déséquilibres croissants.

Dans ce scénario, Eni s'est efforcée de contribuer à la sécurité énergétique de l'Europe et a poursuivi son chemin de transformation vers la décarbonisation des produits et des services, en s'appuyant sur une stratégie distinctive basée sur la diversification géographique et technologique des sources d'énergie, en travaillant avec ses parties prenantes et en considérant le gaz comme une source d'énergie "relais" dans la transition.

Quelques mois après le début de la guerre, nous avons défini une série d'accords avec nos partenaires historiques pour diversifier les approvisionnements en gaz de l'Italie et de l'Europe, ce qui nous permettra de remplacer d'ici 2025 100 % des quelque 20 milliards de mètres cubes précédemment fournis par la Russie. Cela sera possible grâce à l'entrée en production rapide des découvertes de gaz faites par Eni et à la solidité des relations avec les pays producteurs : à cet égard, au cours du dernier trimestre de 2022, la première cargaison de GNL produite à partir du

champ Coral South au Mozambique a été achevée, et à la fin de cette année, nous disposerons déjà du premier GNL en provenance du Congo. Dans le même temps, nous sommes restés fermes dans notre engagement et nos objectifs en faveur de la neutralité carbone d'ici 2050, en nous appuyant sur des investissements judicieux. Nous avons réalisé une réduction de 17 % des émissions nettes de GES liées au cycle de vie (Scope 1+2+3) par rapport à 2018. Nous avons continué à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour parvenir à zéro émissions nettes Scope 1+2 dans l'Upstream d'ici 2030. Nous nous sommes efforcés de réduire nos émissions en amont en investissant dans des technologies de réduction des émissions et en développant des projets à faible empreinte carbone Upstream. En particulier, en avril 2023, nous avons lancé le FPSO qui sera utilisé, dès le milieu de cette année, pour la production du gisement de Baleine en Côte d'Ivoire, la découverte la plus importante jamais faite dans le pays et aussi le premier développement Net Zéro Scope 1+2 en Afrique.

Nous continuons à investir dans la réduction des émissions de méthane. Afin de pouvoir apporter des réponses efficaces au trilemme énergétique et de contribuer à la fourniture d'une énergie abondante, abordable et durable sur le plan environnemental, Eni a mis au point un modèle commercial et financier innovant qui nous permet de résoudre le problème de l'allocation du capital, en trouvant le juste

équilibre entre les investissements et les retours sur investissement. Le modèle d'entreprise satellitaire prévoit la création de sociétés spécialisées capables d'accéder de manière indépendante aux marchés des capitaux pour financer leur croissance et d'exploiter pleinement chaque activité. Ces sociétés peuvent en effet accéder à des pools de capitaux spécialisés, optimisant ainsi la structure financière d'Eni tout en exploitant les technologies, le savoir-faire et les services offerts par Eni elle-même. Au début de l'année 2023, Eni Sustainable Mobility est devenue opérationnelle ; elle proposera des produits et des services progressivement décarbonés afin de réduire les émissions Scope 3 dans le domaine de la mobilité, parallèlement à Plenitude, qui se concentre sur l'augmentation de la capacité renouvelable et la fourniture d'énergie décarbonée aux clients finaux. Le modèle satellite a également été appliqué, avec des objectifs différents, dans certaines zones géographiques de l'E&P, par le biais de regroupements d'entreprises qui ont abouti à des sociétés déconsolidées, dont les investissements importants sont financés de manière autonome, libérant ainsi des ressources financières au profit de la sécurité et de la durabilité énergétiques.

Nous croyons fermement que l'innovation technologique est un moteur pour atteindre nos objectifs à court, moyen et long terme : les technologies exclusives développées dans les activités traditionnelles, ainsi que les

technologies révolutionnaires, jouent un rôle central dans la stratégie de décarbonisation d'Eni. Parmi les premières, en particulier, la technologie Ecofining nous permet d'obtenir des biocarburants à partir de déchets et de matières premières d'origine biologique qui n'entrent pas en concurrence avec l'alimentation, tandis que les technologies de réservoir et de stockage sont utilisées pour développer, en synergie avec les gisements de pétrole épuisés, des solutions efficaces pour le captage et le stockage du CO<sub>2</sub>. En outre, nous avons raccordé au réseau électrique de l'île de Pantelleria le premier système de production d'électricité à partir de l'énergie houlomotrice, une autre source d'énergie potentiellement inépuisable. Enfin, nous avons redoublé d'efforts pour accélérer le développement de technologies révolutionnaires telles que la fusion, dont la mise en œuvre et la pénétration pourraient, à long terme, remodeler les paradigmes énergétiques à l'échelle mondiale, en fournissant de vastes quantités d'énergie sûre, potentiellement inépuisable et sans émission de gaz à effet de serre. En mars 2023, nous avons signé un nouvel accord de coopération avec Commonwealth Fusion Systems (CFS), une spin-out du Massachusetts Institute of Technology (MIT), dans le but d'accélérer l'industrialisation de l'énergie de fusion. CFS, dont Eni est un actionnaire stratégique, s'efforce de rendre opérationnel le premier réacteur pilote capable de produire de l'énergie à partir de la fusion dès 2025, en vue de la première installation industrielle connectée au réseau, prévue pour le début de la prochaine décennie. Dans le cadre de la transformation entreprise par Eni, les objectifs de développement durable des Nations unies constituent une référence importante pour la conduite des activités dans les pays où l'entreprise opère, pour l'intégration des principes et des valeurs dans sa gouvernance, ses activités d'entreprise et ses instruments financiers.

L'agro-industrie, par exemple, incarne l'approche d'Eni pour une transition

juste : une transition énergétique avec une forte composante innovante combinée à une attention particulière à la dimension sociale. Dans cette optique, Eni veille à ce que le processus de décarbonisation offre des possibilités de reconversion des activités existantes et de développement de nouvelles chaînes de production offrant des opportunités significatives dans les Pays où elle opère. En 2022, la première cargaison d'huile végétale produite au Kenya, à partir de déchets et de matières premières produites sur des terres dégradées et n'entrant pas en concurrence avec la chaîne alimentaire, a été livrée aux usines de bioraffinage d'Eni, avec d'importantes retombées positives sur l'emploi et le développement local. Le modèle sera reproduit dans d'autres pays et s'accompagne d'une initiative de renforcement des capacités, menée avec l'IRENA, pour former les fonctionnaires de ces mêmes pays aux possibilités de développement d'une chaîne d'approvisionnement en biocarburants.

Par le biais d'alliances de développement, nous menons également des projets de développement local dans les pays où nous sommes présents afin de contribuer à l'accès à l'énergie, à l'éducation et à la santé et de promouvoir la diversification économique.

Parmi les diverses initiatives mises en œuvre en 2022 pour soutenir une transition juste, on peut citer celles menées en Côte d'Ivoire, au Mozambique et au Ghana pour promouvoir l'accès à la cuisson propre. En Côte d'Ivoire notamment, plus de 20 000 cuiseurs ont été distribués en l'espace de six mois seulement, touchant plus de 100 000 personnes. Eni a promu le droit à l'éducation au Congo, au Ghana, en Irak, au Mexique et au Mozambique, ainsi qu'en Égypte, où elle a également ouvert l'école de technologie appliquée de Zohr dans le but d'augmenter de manière significative le nombre de jeunes possédant les compétences techniques et professionnelles appropriées dans les domaines de l'énergie et de la technologie. En outre, l'année a vu la signature

de la déclaration conjointe avec l'ONU-DI pour renforcer la collaboration dans des domaines d'intérêt commun tels que la diversification économique et les énergies renouvelables, conformément à l'ODD 9 (Entreprises, innovation et infrastructures).

En vue de la protection et du respect des droits de l'homme, nous promovons une approche structurée et rigoureuse, en contrôlant constamment les activités et les projets afin d'évaluer leur impact et leurs résultats, conformément aux normes les plus élevées. Parmi eux, les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP), les dix principes du Pacte mondial et les principes directeurs de l'OCDE à l'attention des entreprises multinationales sont des références clés qui guident nos activités et nos pratiques d'entreprise. Face aux défis difficiles auxquels l'Eni est confrontée, nous maintenons fermement nos priorités en nous engageant à protéger la santé et la sécurité de notre personnel, à préserver l'intégrité de nos actifs et à protéger l'environnement, la biodiversité et les ressources en eau. Nous estimons qu'une culture de la diversité et de l'inclusion est un atout pour aborder le changement et nous nous engageons à promouvoir l'égalité des sexes et la valorisation des femmes sur le lieu de travail et dans les communautés.

Le succès de notre stratégie ne peut se faire sans une collaboration avec nos parties prenantes, qu'il s'agisse d'organisations privées, publiques, internationales ou de la société civile, ou encore d'instituts de recherche. Aujourd'hui, plus que jamais, il est nécessaire de mettre en commun les ressources et le capital humain dans le cadre d'une vision large afin de s'aligner sur des objectifs communs pour réduire les écarts géographiques et promouvoir le progrès humain à l'échelle mondiale.

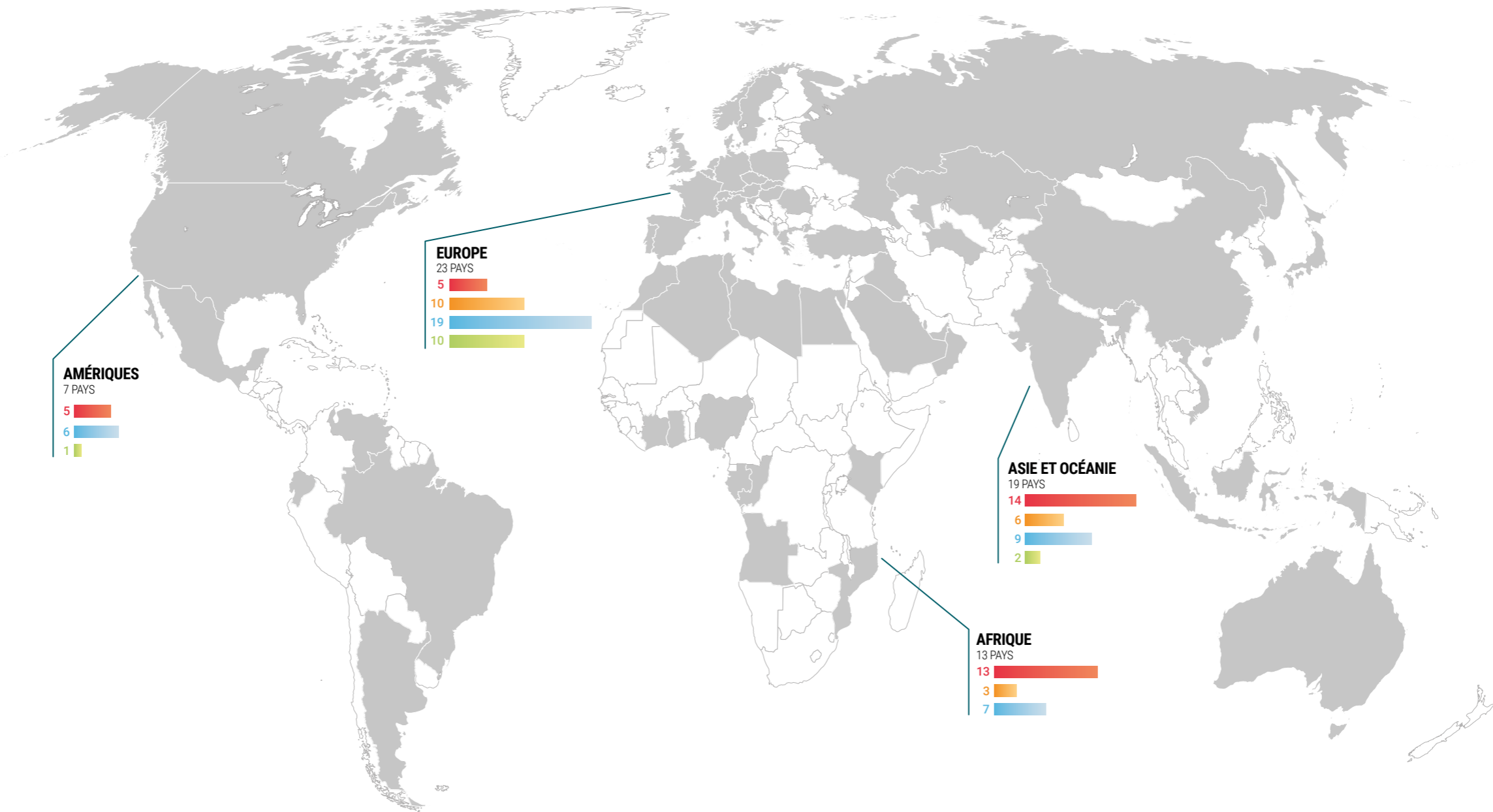
Claudio Descalzi  
L'Administrateur Délégué



# Eni dans le monde

Eni est une entreprise énergétique intégrée qui emploie plus de 32 000 personnes dans le monde et qui vise à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 en respectant les trois dimensions fondamentales de l'énergie : la durabilité environnementale, la sécurité énergétique et l'accessibilité. Outre la durabilité environnementale, l'engagement d'Eni en faveur d'une transition énergétique socialement juste et équitable, tel qu'énoncé dans la déclaration de mission de l'entreprise, comprend des actions concrètes visant à promouvoir l'accès à une énergie efficace et durable pour tous, à réduire les émissions liées à ses propres activités et à l'ensemble de la chaîne des produits énergétiques vendus, à se concentrer sur des solutions technologiques innovantes et exclusives, à diversifier les sources d'énergie et à créer une valeur partagée à long terme.

Le chemin vers une Transition Juste commence par un engagement fort partagé par la direction générale, mais nécessite nécessairement l'implication de chaque personne d'Eni dans le monde, à travers la diffusion assidue de valeurs fortes liées à une transition éthique et socialement juste.



**62**  
Pays de présence

**€164 millions**  
dépenses totales en Recherche et Développement

**29,9 mln**  
de tonnes de CO<sub>2</sub>eq. Empreinte carbone nette Eni (Scope 1+2)

**1.796**  
personnes embauchées

**90%**  
réutilisation de l'eau douce

■ PAYS OÙ ENI EST PRÉSENTE ■ EXPLORATION ET PRODUCTION ■ PORTEFEUILLE MONDIAL GAZ ET GNL ■ RAFFINAGE ET MARKETING ET CHIMIE ■ PLENITUDE & POWER

## AMÉRIQUES

|            |   |   |   |   |   |
|------------|---|---|---|---|---|
| ARGENTINE  | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| BRÉSIL     | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| CANADA     | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ÉQUATEUR   | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ÉTATS-UNIS | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| MEXIQUE    | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| VENEZUELA  | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |

## EUROPE

|                |   |   |   |   |   |
|----------------|---|---|---|---|---|
| ALBANIE        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ALLEMAGNE      | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| AUTRICHE       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| BELGIQUE       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| CHYPRE         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| DANEMARK       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ESPAGNE        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| FRANCE         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| GRECE          | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| HONGRIE        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ITALIE         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| NORVÈGE        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| PAYS-BAS       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| POLOGNE        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| PORTUGAL       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| RÉP. SLOVAQUIE | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| RÉP. TCHÈQUE   | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ROUMANIE       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ROYAUME-UNI    | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| SLOVÉNIE       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| SUÈDE          | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| SUISSE         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| TURQUIE        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |

## AFRIQUE

|               |   |   |   |   |   |
|---------------|---|---|---|---|---|
| ALGÉRIE       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ANGOLA        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| CONGO         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| CÔTE D'IVOIRE | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ÉGYPTE        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| GABON         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| GHANA         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| KENYA         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| LIBYE         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| MAROC         | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| MOZAMBIQUE    | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| NIGÉRIA       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| TUNISIE       | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |

## ASIE ET OCÉANIE

|                     |   |   |   |   |   |
|---------------------|---|---|---|---|---|
| ARABIE SAOUDITE     | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| AUSTRALIE           | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| BAHRAÏN             | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| CHINE               | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| CORÉE DU SUD        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| INDE                | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| INDONÉSIE           | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| IRAK                | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| JAPON               | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| KAZAKHSTAN          | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| LIBAN               | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| OMAN                | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| QATAR               | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| RUSSIE              | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| SINGAPOUR           | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| TIMOR ORIENTAL      | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| TURKMÉNISTAN        | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| VIETNAM             | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |

# Les activités d'Eni : la chaîne de la valeur



Eni est une entreprise énergétique mondiale à fort contenu technologique, présente tout au long de la chaîne de valeur : de l'exploration, du développement et de l'extraction du pétrole et du gaz naturel, à la production d'électricité à partir de la cogénération et de sources renouvelables, en passant par le raffinage et la chimie traditionnels et biologiques, jusqu'au développement de processus d'économie circulaire. Eni étend sa portée aux marchés finaux, en commercialisant du gaz, de l'électricité et des produits aux marchés locaux et aux clients de détail et d'affaires, auxquels elle offre également des services d'efficacité énergétique et de mobilité durable. **Compétences consolidées, technologies, diversification géographique et des sources,**

**alliances pour le développement et modèles commerciaux et financiers innovants** sont les leviers d'ENI pour continuer à générer de la valeur, en répondant efficacement aux défis du trilemme énergétique (durabilité environnementale, sécurité énergétique et accessibilité). En particulier, Eni s'est engagée à devenir une entreprise leader dans la production et la vente de produits et de services énergétiques décarbonés, de plus en plus orientés vers le client. La stratégie de neutralité carbone d'Eni à l'horizon 2050 est basée sur un plan de transformation industrielle qui envisage l'utilisation de solutions technologiques déjà disponibles et économiquement durables, comme par exemple :

- croissance progressive de la composante

**gaz en tant que source d'énergie** - passerelle dans la transition, accompagnée d'investissements pour la réduction des émissions ;

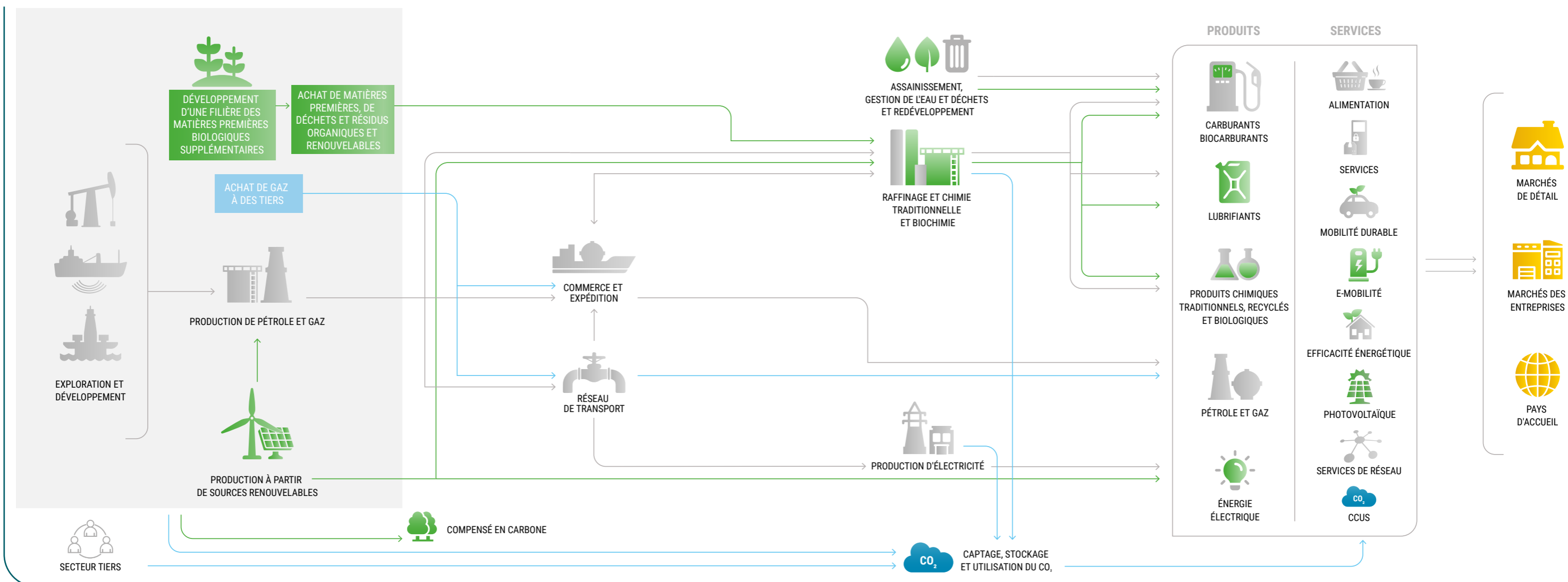
- **bioénergie** à travers le développement du biométhane et des biocarburants, avec un apport croissant de matières premières provenant des déchets et de la ferraille et une chaîne de production intégrée de matières premières agricoles n'entrant pas en concurrence avec la chaîne alimentaire ;
- **énergies renouvelables** à travers l'augmentation de la capacité et l'intégration avec le business retail ;
- **Stockage du carbone (CCS)** par le développement de centres de stockage de CO<sub>2</sub> pour les émissions difficiles à éliminer

provenant des sites industriels d'Eni et de tiers ;

- augmentation progressive de la **production de nouveaux vecteurs énergétiques**, y compris l'hydrogène.

L'utilisation de ces solutions à grande échelle s'accompagne de la recherche de technologies innovantes, telles que la fusion par confinement magnétique, qui peuvent contribuer à révolutionner le secteur de l'énergie. Les émissions résiduelles, c'est-à-dire celles qui ne peuvent être réduites en raison de contraintes techniques et économiques, seront compensées par l'utilisation de carbon offset de haute qualité, principalement auprès de **Natural Climate Solutions**.

## LA CHAÎNE DE LA VALEUR





# Modèle d'entreprise

Eni est une société intégrée du secteur de l'énergie engagée dans la transition énergétique socialement juste qui, avec des solutions concrètes et économiquement durables, vise à relever les défis cruciaux actuels : lutter contre le changement climatique et accéder à l'énergie de manière efficace et durable pour tous.

Le **modèle d'entreprise** d'Eni vise à créer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes grâce à une forte présence tout au long de la chaîne de valeur énergétique. L'accent est mis sur la **mission de l'entreprise** inspirée de l'Agenda 2030 des Nations unies, dont le fondement est l'**approche distinctive** qui imprègne toutes les activités. Eni poursuit son engagement à respecter les piliers essentiels du trilemme énergétique en assurant la durabilité environnementale ainsi que la sécurité et l'accessibilité de l'énergie.

Ces objectifs s'appuient sur une présence géographique et un éventail de sources d'énergie diversifiés qui, associés à un portefeuille de nouvelles technologies et à leur développement accéléré, créeront un éventail d'énergies diversifiées pour la transition énergétique et pour soutenir la sécurité énergétique, en continuant à créer de la valeur et des possibilités de percée, tout en reconnaissant le rôle essentiel des **partenariats et des alliances avec les parties prenantes** pour garantir une participation active à la transformation du système énergétique.

Le modèle agile et innovant combine l'utilisation de **technologies propriétaires** qui sous-tendent les entreprises traditionnelles avec le développement d'un modèle satellite, avec des entités dédiées capables d'accéder de manière indépendante au marché des capitaux pour financer leur croissance tout en faisant ressortir la valeur réelle de chaque entreprise.

Ce modèle intégré s'appuie sur les éléments suivants : **système de Corporate Governance** fondé sur les principes de transparence et d'intégrité, le **Modèle de Risk Management Intégré** fonctionnel pour garantir, grâce à l'évaluation et à l'analyse des risques et des opportunités du contexte de référence, la prise de décisions stratégiques en connaissance de cause et la mise en place d'un système de gestion des risques, **l'analyse de matérialité** qui étudie les impacts les plus significatifs générés par Eni sur l'économie, l'environnement et les personnes, y compris ceux sur les droits de l'homme.

Le fonctionnement du modèle d'entreprise repose sur la meilleure utilisation possible de toutes les ressources (intrants) dont dispose l'organisation et sur leur transformation en extrants, par la mise en œuvre de sa **stratégie** tout en contribuant à la réalisation des **Objectifs de développement durable (ODD)** de l'Agenda 2030.

Eni associe également son plan industriel aux principes de durabilité environnementale et sociale, en articulant ses actions autour de trois leviers :



**EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE** : Les activités d'Eni visent l'excellence opérationnelle grâce à un engagement continu en faveur de la valeur, de la santé et de la sécurité des personnes, de l'intégrité des actifs, de la protection de l'environnement, du respect des droits de l'homme, de la résilience et de la diversification des activités, ainsi que de la solidité financière. Ces éléments permettent à Eni de saisir les opportunités liées aux évolutions possibles du marché de l'énergie et de poursuivre son chemin de transformation.



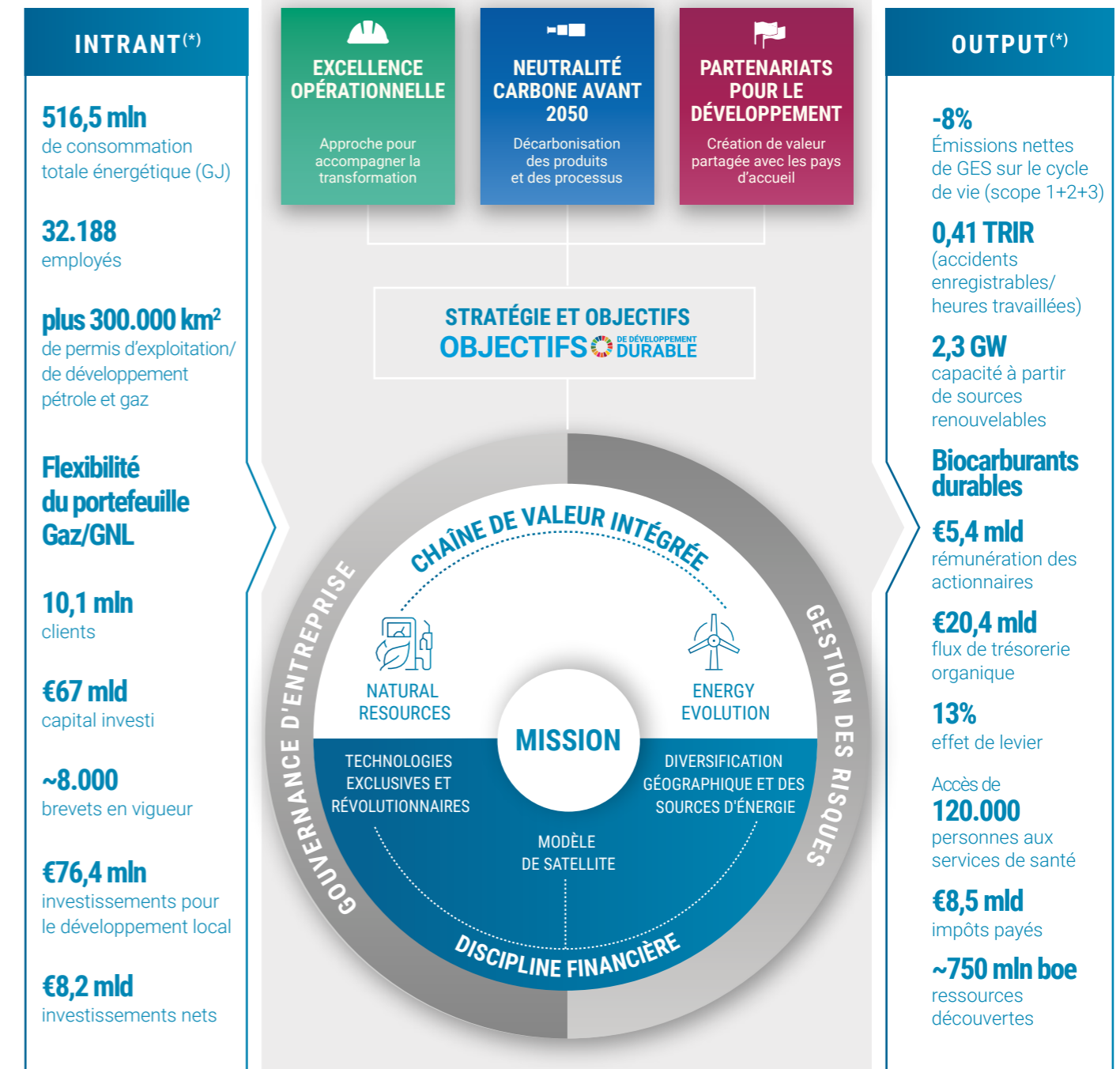
**NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050** : Eni s'est engagée sur la voie de la décarbonisation totale des processus et des produits d'ici 2050, en tenant compte des émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques. Cette voie, réalisée grâce aux technologies existantes, permettra à Eni de réduire totalement son empreinte carbone, tant en termes d'émissions nettes que d'intensité carbone nette. Dans ce contexte, le gaz apparaît comme une source d'énergie de transition.



**PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT** : Eni vise à réduire la pauvreté énergétique dans les pays où elle opère en développant des infrastructures liées aux activités traditionnelles, mais aussi aux nouvelles frontières des énergies renouvelables, dans le but de générer une valeur à long terme en transférant son savoir-faire et ses compétences à des partenaires locaux (approche dite « Dual Flag »). Dans ces pays, Eni promeut des initiatives en faveur des communautés locales pour favoriser, outre l'accès à l'énergie, la diversification économique, la formation, la santé des communautés, l'accès à l'eau et à l'assainissement et la protection du territoire, en collaboration avec des acteurs internationaux et conformément aux plans de développement nationaux et à l'Agenda 2030.

## CRÉATION DE VALEUR POUR TOUTES LES PARTIES PRENANTES

Grâce à la présence intégrée dans toute la chaîne de valeur de l'énergie



(\*) En 2022, sauf indication contraire.

# Vers une Transition Juste : contexte de référence et défis mondiaux

Eni entend jouer un rôle décisif sur la voie d'une transition énergétique socialement juste

Les défis auxquels est confronté le système énergétique mondial, aujourd'hui et dans les années à venir, semblent de plus en plus complexes et articulés, car les objectifs et les buts à poursuivre se sont multipliés et les mesures à prendre sont devenues de plus en plus urgentes. Si, jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine, les objectifs clés pour les décennies à venir étaient la lutte contre le changement climatique et l'accès universel à l'énergie, après le déclenchement de la guerre, la complexité des systèmes énergétiques s'est accrue de manière exponentielle avec des dynamiques perturbatrices sur les marchés du Pétrole et du Gaz, mettant en évidence une faiblesse dans le système énergétique actuel et réveillant

la demande pour le combustible le plus polluant, le charbon. Ces événements ont fait naître l'urgence de prendre des mesures concrètes pour atténuer rapidement les effets de ces turbulences sur les consommateurs et le système économique mondial. La forte contraction/réduction des flux de pétrole, de gaz et de charbon en provenance de Russie, dont le marché européen dépend historiquement, a attiré l'attention de tous sur l'urgence d'ajouter un pilier fondamental aux objectifs de l'avenir : la sécurité énergétique. Au cours des trois prochaines décennies, la demande d'énergie continuera de croître, tirée par les besoins des économies émergentes, tandis que les pays industrialisés connaîtront un ralentissement progressif de

la consommation, principalement dû à l'efficacité énergétique et aux processus d'économie d'énergie. Les sources fossiles continueront à jouer un rôle important dans le bouquet énergétique (notamment grâce à la CCUS, qui permet un profil d'émissions plus faible), même si leur part devrait diminuer par rapport à aujourd'hui. Principalement en raison de la baisse de la consommation de charbon, qui sera remplacée par des sources ayant moins d'impact sur l'environnement (gaz et énergies renouvelables). Des technologies révolutionnaires telles que la fusion nucléaire entreront en jeu et, ensemble, les nouvelles sources et les nouveaux vecteurs contribueront à réduire l'empreinte du système énergétique mondial.

mises en œuvre et planifiées par les gouvernements (STEPS - Stated Policies Scenario, qui est associé à une augmentation de la température d'environ 2,5°C à l'horizon 2100), et la réalisation des objectifs Net Zéro annoncés par les gouvernements dans les délais prévus (APS - Announced Pledges Scenario, qui est associé à une augmentation de la température d'environ 1,7°C à l'horizon 2100). Le STEPS esquisse un paysage énergétique jusqu'en 2050 dans lequel la demande d'énergie augmente à un taux proche de 1 % par an en moyenne, reflétant la dynamique démographique et économique, atténuée par les efforts en faveur de l'efficacité énergétique. Les fossiles, en particulier le

gaz et le pétrole, jouent toujours un rôle central dans le mélange (47% du total contre 52% actuellement) et les énergies renouvelables intermittentes (solaire et éolienne) augmentent leur rôle (12% d'ici 2050 contre 2% actuellement). Dans l'APS, la demande d'énergie en 2050 reste conforme aux niveaux actuels. Le bouquet évolue en faveur des sources à faible teneur en carbone, avec une part croissante d'énergie nucléaire (9 % d'ici 2050 contre 5 % en 2021) et de sources intermittentes (24 % en 2050 contre 2 % en 2021) ; les combustibles fossiles, bien qu'en diminution, conservent un rôle prépondérant dans le bouquet énergétique (Pétrole et Gaz égal à 31 % du bouquet en 2050 contre 52% en

2021) ; le gaz naturel, malgré son impact moindre sur les émissions parmi les combustibles fossiles, réduit son poids dans le bouquet énergétique mondial (14% en 2050 contre 23 % actuellement), pénalisée par la crise énergétique qui ralentit l'abandon des sources plus polluantes (par exemple le charbon), avec des effets négatifs sur les émissions à court terme. Dans ce scénario, bien que la demande de pétrole doive diminuer (à 57 Mb/j en 2050 contre environ 95 Mb/j en 2021), des investissements Upstream restent nécessaires pour compenser la baisse de production des champs existants, compte tenu également du ralentissement du secteur au cours des dernières années.

Le lien historique avec l'Afrique se renforce au fur et à mesure que nous relevons le défi de la sécurité d'approvisionnement en gardant à l'esprit nos objectifs de transition énergétique : la transition et la sécurité sont précisément les deux dimensions sur lesquelles nous devons continuer à travailler à travers nos partenariats.

CLAUDIO DESCALZI  
- ADMINISTRATEUR  
DÉLÉGUÉ D'ENI |

9,7  
milliards

de personnes  
d'ici à 2050

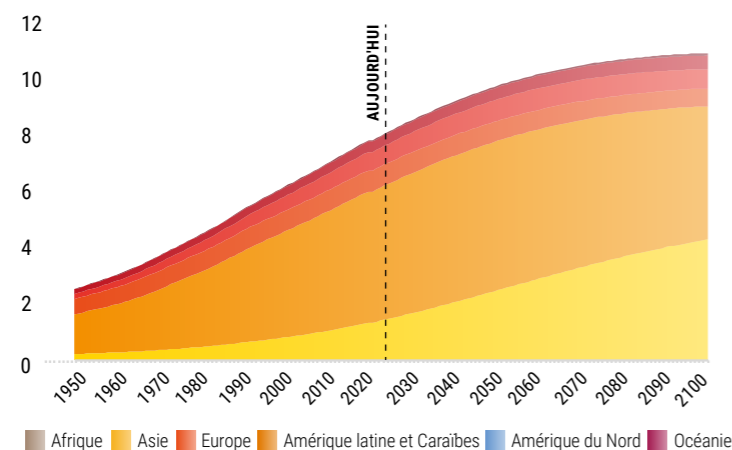
+1,6  
milliard

de personnes d'ici  
2050 en Afrique et  
en Asie-Pacifique

+33 %

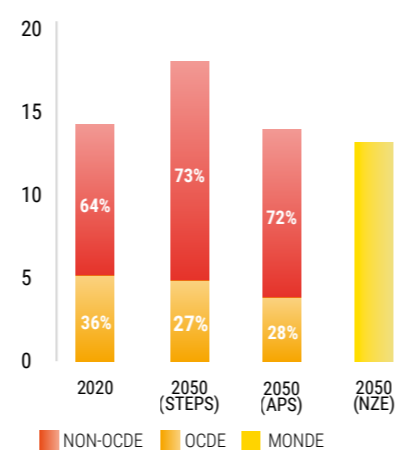
Demande d'énergie  
d'ici à 2050  
par rapport à 2021  
dans les pays  
émergents

## POPULATION MONDIALE (milliards d'habitants)



Source : Nations unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2022). Perspectives de la population mondiale 2022, édition en ligne.

## DEMANDE D'ÉNERGIE (Gtep)



Source : Agence internationale de l'énergie (2022), World Energy Outlook 2022, AIE, Paris.

## LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS ÉNERGÉTIQUES

La nécessité de mettre en œuvre des plans et des actions pour limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5°C est soutenue par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'organisation des Nations unies chargée de fournir des preuves scientifiques sur le changement climatique. Dans son récent rapport (AR6), le GIEC réaffirme l'importance de limiter l'augmentation de la température à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle d'ici la fin du siècle. En outre, le GIEC affirme que pour atteindre cet objec-

tif, les émissions mondiales de GES doivent être réduites immédiatement et rapidement, afin de parvenir à des émissions nettes de CO<sub>2</sub> nulles aux alentours de 2050.

Les voies d'évolution compatibles avec cet objectif sont multiples. Par exemple, dans le paysage énergétique mondial, l'Agence internationale de l'énergie (IEA) vise l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 (ainsi que le plein accès à l'énergie d'ici 2030) dans son parcours NZE construit avec une logique de backcasting, c'est-à-dire en identifiant à rebours ce qui est nécessaire pour y parvenir. À cette fin, selon l'Agence, il est déjà nécessaire, dans

un avenir immédiat, d'adapter/de modifier les systèmes énergétiques existants ou d'en construire de nouveaux nécessitant des investissements importants. Sur cette trajectoire, même avec une augmentation de la population d'environ 2 milliards et une économie mondiale qui croît à un taux moyen de 3 % par an, la demande mondiale d'énergie en 2050 diminuera par rapport à aujourd'hui (-15 % par rapport à 2021). Dans le cadre du WEO - World Energy Outlook, l'IEA publie également deux scénarios construits selon une logique prévisionnelle qui, à partir des facteurs économiques et démographiques, intègrent les politiques

## FOCUS ON

### La sécurité énergétique au cœur des agendas mondiaux : la contribution d'Eni

Le trilemme du secteur de l'énergie consiste à trouver un équilibre entre le défi de la durabilité environnementale et la nécessité de garantir la sécurité et l'accessibilité de l'énergie dans le contexte d'une population mondiale croissante. Pour ce faire, Eni reconnaît la nécessité d'être agile et flexible et a développé un modèle basé sur la diversification du mix énergétique et géographique, le développement de nouvelles technologies et le rôle central du gaz comme support de la transition. Dans un environnement incertain et volatil, exacerbé par les conséquences de la guerre en Ukraine, en 2022, Eni a agi rapidement pour définir avec ses partenaires historiques une série d'accords visant à diversifier les approvisionnements en gaz de l'Italie et de l'Europe, en augmentant la valeur de ses propres découvertes de gaz. Dans le même temps, Eni a maintenu son engagement et ses objectifs en matière de neutralité carbone d'ici 2050, y compris pour les émissions Scope 3. Ce plan permettra à Eni de remplacer plus de 50 % des quelque 20 milliards de mètres cubes de gaz historiquement fournis par la Russie, ce qui contribuera à garantir que l'Italie dispose de volumes suffisants pour remplir ses stocks de gaz à un niveau record, dépassant de loin l'objectif de 80 %. D'ici 2025, Eni espère remplacer 100 % de ce gaz grâce à une augmentation de la production en Afrique qui assurera des approvisionnements supplémentaires par gazoduc et GNL. La durabilité environnementale, la sécurité énergétique et l'accessibilité sont des questions mondiales qui ne concernent pas seulement l'Italie et l'Europe, mais qui revêtent une grande importance, en particulier dans les régions en développement. Dans cette optique, Eni a renforcé en 2022 ses liens historiques avec les pays dans lesquels elle opère, notamment en Afrique, dont elle a alloué au marché domestique environ 90 % du gaz produit, contribuant ainsi à l'accès à une énergie sûre pour les communautés locales. Parallèlement, Eni s'efforce de réduire les émissions liées à sa production en investissant dans l'efficacité, en construisant des centrales photovoltaïques pour alimenter ses actifs (par exemple en Égypte et en Algérie) et en développant des projets Upstream à faible empreinte carbone, tels que Baleine en Côte d'Ivoire, qui sera le premier développement Net Zéro (Scope 1+2) sur le continent.

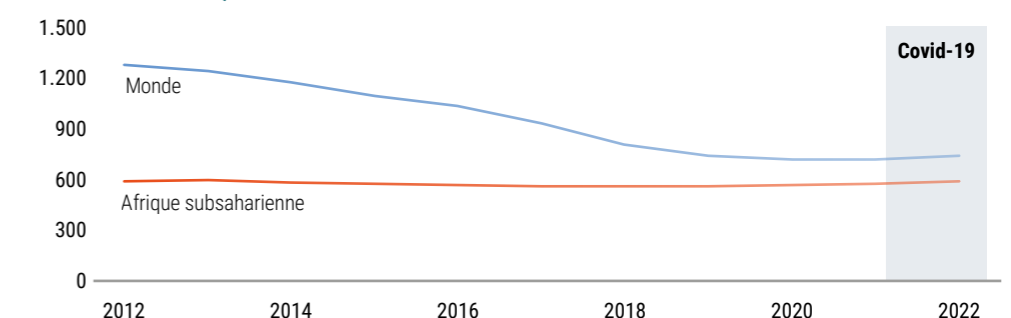
## L'ACCÈS UNIVERSEL À L'ÉNERGIE

En 2021, quelque 750 millions de personnes - soit environ 10 % de la population mondiale - n'avaient pas accès à l'électricité, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. Si les 20 dernières années ont été marquées par d'énormes améliorations, notamment en Inde, la pandémie puis la crise énergétique ont inversé la tendance après plusieurs années de progrès. En effet, la crise énergétique mondiale compromet également les efforts visant à garantir l'accès universel à une énergie sûre et abordable, en particulier dans les pays en dévelop-

pement où les populations sans accès à l'électricité augmentent après des années de déclin (~+20 millions en 2022 par rapport à 2021), notam-

ment en Afrique subsaharienne, où le nombre de personnes sans accès est presque revenu à son niveau record de 2013.

## NOMBRE DE PERSONNES SANS ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET DANS LE MONDE, 2012-2022



Source : Agence internationale de l'énergie (2022), World Energy Outlook 2022, AIE, Paris.



# La Transition Juste pour Eni

La transition énergétique est avant tout une transition technologique, qui nécessite une forte capacité industrielle et innovante, accompagnée d'une attention particulière à la dimension sociale. Dans cette optique, Eni veille à ce que le processus de décarbonisation offre des possibilités de reconversion des activités existantes et de développement de nouvelles chaînes de production offrant des opportunités significatives dans les pays où elle opère. Dans le même temps, Eni s'engage à gérer tout impact négatif potentiel sur les travailleurs, les communautés, les consommateurs et les partenaires

commerciaux dans les activités de « transition-out » et de « transition-in », en s'appuyant sur une approche solide du respect des droits de l'homme, de la diversité, de l'inclusion et de la valorisation des femmes. Au niveau mondial, des initiatives importantes ont été lancées par les gouvernements, la Commission européenne et des organismes internationaux tels que l'AIE et l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables). Ces initiatives s'adressent principalement aux gouvernements, mais une transition juste ne peut être réalisée sans l'implication et l'engagement spécifiques du secteur privé.

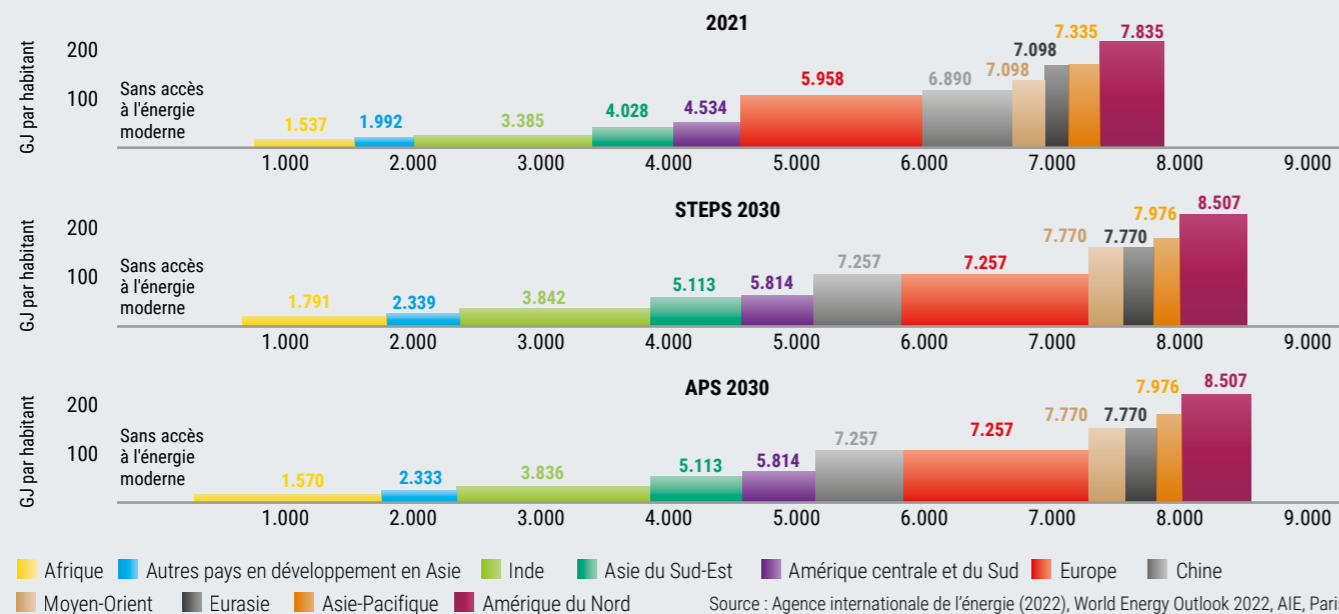
En outre, plusieurs cadres internationaux, notamment issus des échanges et du dialogue entre les entreprises, la société civile, les investisseurs et les institutions, ont commencé à définir des lignes directrices spécifiques sur la manière dont les entreprises peuvent contribuer positivement à la transformation du système énergétique et économique actuel, tout en tenant compte des retombées sociales. Dans ce contexte, Eni a été l'une des sept sociétés du secteur qui ont participé à la définition du **Just Energy Transition Framework** défini par le Council for Inclusive Capitalism.

## FOCUS ON

### Que signifie concrètement une transition juste ?

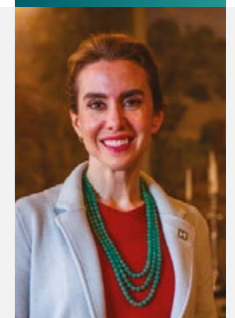
Pour promouvoir une transition juste, il est essentiel d'adopter une approche différente entre les pays à économie avancée et les pays à économie émergente. Dans les pays à économie avancée, il y a deux aspects de la Transition Juste à gérer de manière adéquate : la "Transition-Out" – c'est-à-dire la nécessité de convertir et de fermer certains sites ou secteurs d'activité – et la "Transition-In" – c'est-à-dire le développement de nouvelles entreprises, infrastructures, produits. Les personnes susceptibles d'être affectées négativement par la « transition-out » peuvent en fait ne pas être les mêmes que celles qui bénéficient de la « transition-in ». De même, il faut veiller à ce que les nouveaux secteurs à faible émission de carbone se caractérisent par des emplois décents et des effets positifs sur les communautés. En revanche, dans les pays à économie émergente, la nécessité de concilier le droit au développement et l'accès à l'énergie avec le besoin global de réduire les émissions doit rester une priorité, en tenant compte du principe des "responsabilités communes mais différenciées". Le concept même de "Transition-Out" est difficile à appliquer dans les pays qui ont toujours connu la pauvreté énergétique et de faibles niveaux d'émissions par habitant. La Transition Juste dans ces régions sera donc principalement axée sur la lutte contre la pauvreté énergétique, notamment grâce à une coordination internationale forte, afin de soutenir ces pays dans leur évolution industrielle et technologique vers des infrastructures énergétiques propres. En outre, les effets redistributifs potentiels à l'échelle mondiale liés à l'expansion de nouveaux secteurs tels que la production de matières premières énergétiques d'origine végétale ou l'extraction de minéraux utilisés dans la chaîne énergétique à faible émission de carbone devront être évalués et gérés de manière à ne pas entraîner une nouvelle aggravation des inégalités existantes.

### ÉNERGIE PAR HABITANT ET PAR RÉGION DANS LES SCÉNARIOS DE L'AIE, 2021 ET 2030 (millions de personnes)



La conversion de la raffinerie en bioraffinerie soutient le processus de décarbonisation, la diversification de la production et la communauté de la région de Gela, où Eni est présente depuis plus de 70 ans

## INTERVIEW



Entretien avec **Meredith Sumpter**, PDG du Council for Inclusive Capitalism (Conseil pour un capitalisme inclusif). Auparavant Directrice du département Research & Strategy chez Eurasia Group, elle a près de vingt ans d'expérience dans le domaine des politiques publiques et de l'économie dans différentes régions et secteurs. Elle a également mené des projets de conseil pour Fortune 500 en Asie, a travaillé au Sénat américain et a été diplomate américaine à Pékin.

### COMMENT PROMOUVOIR UNE TRANSITION JUSTE DANS L'ENVIRONNEMENT HAUTEMENT DYNAMIQUE ET POLYCRISTIQUE D'AUJOURD'HUI ?

#### Quels sont les principaux thèmes abordés par le Conseil du capitalisme inclusif ?

Le Conseil du capitalisme inclusif soutient les dirigeants du secteur privé dans l'identification, le partage et la diffusion des meilleures idées et pratiques afin de garantir une façon de faire des affaires qui concilie les besoins et les attentes des personnes et de la planète. Notre communauté compte plus de 400 engagés dans plus de 700 actions et bonnes pratiques sur des questions allant de l'égalité des sexes et des ethnies à la Just Energy Transition.

#### Les multiples crises mondiales (Covid-19, guerre en Ukraine, hausse de l'inflation, des taux d'intérêt, etc.) provoquent une augmentation des inégalités : quel rôle les entreprises peuvent-elles jouer dans ce contexte ?

Le marché exige des entreprises qu'elles fournissent des biens et des services qui répondent aux besoins les plus urgents de la société. En tant que Conseil, nous nous engageons à

renforcer les entreprises qui se sont engagées sur la voie de ce défi. Pour donner des exemples concrets, plusieurs sociétés pharmaceutiques ont rapidement mis au point des vaccins Covid-19, mais c'est un membre du Conseil qui a distribué le vaccin sans but lucratif afin d'en assurer une plus large diffusion. Une longue liste d'entreprises et d'investisseurs y compris des membres du Conseil comme Eni, sont intervenus dans la guerre en Ukraine, reconnaissant son impact déstabilisant sur les économies et la société au niveau mondial. En outre, d'autres membres du Conseil travaillent et continuent de travailler à la révision des politiques qui pénalisent accidentellement les plus vulnérables, reconnaissant que l'activité économique doit bénéficier non seulement aux entreprises mais aussi aux communautés dans lesquelles elles opèrent. Dans ce contexte, les entreprises apportent des idées, de l'ingéniosité et de l'innovation pour générer une valeur généralisée : cette approche du capitalisme est bonne pour les affaires et contribue à réduire les inégalités.

**Comment la Transition Juste est-elle mise en œuvre de manière efficace ? Quels sont les défis à relever ? Dans ce scénario, quel rôle pourrait/devoir jouer une entreprise comme Eni ?**

La Transition Juste nécessite l'engagement des gouvernements, des investisseurs, des entreprises et des personnes les plus touchées par le processus de transition lui-même. Notre **Just Energy Transition Framework** met l'accent sur le rôle que peut jouer le secteur privé, en proposant des orientations sur les mesures concrètes que les entreprises peuvent prendre pour mettre en œuvre une transition énergétique qui favorise les objectifs environnementaux et sociaux, en mettant l'accent sur les travailleurs, les clients et les communautés. Nous travaillons avec certains membres du Conseil, dont Eni, pour partager et diffuser des exemples pratiques de la manière dont cela peut être réalisé. Une transition juste nécessitera des compromis, tels que l'élaboration de stratégies responsables pour la conversion, le retrait ou la vente de biens à forte intensité de carbone, ainsi que la prise de risques pour mettre en œuvre de nouvelles stratégies commerciales et des partenariats intersectoriels. En ce sens, les entreprises sont appelées à prendre des mesures, et le font déjà, pour introduire des approches innovantes visant à promouvoir une production et une consommation plus responsables, à satisfaire les besoins des consommateurs, à mieux répartir les ressources et, dans le même temps, à créer de nouveaux emplois.



## LE CADRE D'ENI POUR LA TRANSITION JUSTE

À la lumière de ce scénario et conformément aux orientations des principaux cadres qui se dessinent, Eni partage sa trajectoire de transition avec toutes ses parties prenantes, en particulier avec quatre catégories principales : les

travailleurs, les fournisseurs et les partenaires commerciaux, les communautés et les consommateurs. Le dialogue permet de systématiser les engagements et les actions déjà mis en place, en définissant des stratégies, des objectifs et des indicateurs à suivre dans le temps pour évaluer l'efficacité du chemin

parcouru. Le point de départ et le lien entre la stratégie d'Eni et la gestion des répercussions et des opportunités sociales de cette voie est le modèle de gestion des droits de l'homme, qui a été développé et consolidé avec succès dans les principaux processus d'Eni au cours des cinq dernières années.

## UNE TRANSITION « AXÉE SUR LES PERSONNES »

### TRAVAILLEURS

- Impliquer les travailleurs en anticipant le changement.
- Garantir un environnement de travail dans lequel la diversité et les opinions personnelles et culturelles sont considérées comme des sources d'enrichissement mutuel.
- Transition intériorisée : donner accès à des emplois décents dans des activités décarbonées, attirer les meilleurs talents, offrir l'égalité des chances à tous.
- Transition extériorisée : priorité aux programmes d'amélioration et de requalification des compétences ; soutien au redéploiement des travailleurs dans des activités nouvelles ou transformées.
- Soutenir la protection sociale des travailleurs

### FOURNISSEURS

- Construire un écosystème d'entreprises (fournisseurs actuels et futurs) qui souhaitent jouer un rôle de premier plan dans une transition énergétique équitable et durable.
- Accompagner et soutenir les fournisseurs, surtout les PME, sur la voie de la croissance et du développement avec des outils et des solutions concrètes.
- Sensibiliser les entreprises et leurs employés aux questions de transition énergétique et de durabilité par des initiatives de formation et de sensibilisation qui mettent surtout en valeur les aspects sociaux et de gouvernance.

### COMMUNAUTÉS

- Promouvoir des projets de développement local dans une perspective à long terme afin d'améliorer le niveau de vie des communautés d'accueil, y compris des groupes vulnérables.
- Contribuer à développer des opportunités économiques et sociales adéquates pour tous.
- Promouvoir l'accès à l'énergie, la diversification économique, l'instruction, la santé communautaire, l'accès à l'eau et à l'assainissement, la protection des terres et l'amélioration des systèmes de protection sociale.

### CONSOMMATEURS

- Soutenir les clients en leur offrant des solutions énergétiques de pointe pour les aider à jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique.
- Contribuer à la création et à la diffusion d'une culture durable d'utilisation de l'énergie, en renforçant les sources d'énergie renouvelables et en éduquant à une consommation d'énergie consciente et efficace.
- Gérer la hausse des prix de l'énergie, donner la priorité aux consommateurs vulnérables, supprimer les obstacles qui empêchent la transition des consommateurs, y compris par des services financiers.

- Chapitre Chacun d'entre nous
- Chapitre sur la Santé et la sécurité des personnes
- Chapitre Droits de l'homme

- Chapitre Droits de l'homme
- Chapitre sur les Fournisseurs et clients

- Chapitre sur la Santé et la sécurité des personnes
- Chapitre Droits de l'homme
- Chapitre sur les Partenariats pour le développement

- Chapitre sur Innovation et numérisation
- Chapitre sur les Fournisseurs et clients

## ■ Approche des droits de l'Homme

### ■ Neutralité carbone d'ici à 2050

## LES AVANTAGES DE LA TRANSITION JUSTE

En décembre 2022, Eni a publié un rapport de synthèse ► **Eni et la transition centrée sur les personnes** qui comprend les engagements de l'entreprise envers les travailleurs, les fournisseurs, les

communautés et les consommateurs. Ces engagements, et les actions qui en découlent, sont alignés sur les principes de transition juste énoncés dans l'Accord de Paris, dans les Lignes directrices de l'OIT pour une transition juste 2015, dans la Déclaration "Supporting the Conditions for a Just Transition Internationally" signée par 14 gouvernements et la Commission européenne, lors de la COP26, et dans les recommandations de la "Global Commission on People-Centred Clean Energy Transition" de l'AIE.

ing the Conditions for a Just Transition Internationally" signée par 14 gouvernements et la Commission européenne, lors de la COP26, et dans les recommandations de la "Global Commission on People-Centred Clean Energy Transition" de l'AIE.

## FOCUS ON

### LE PROJET HYNETH NORTH WEST

**Projet** : HyNet North West est un projet intégré visant à capter les émissions des industries à forte intensité énergétique difficiles à supprimer, à développer de l'hydrogène à faible teneur en carbone et à créer la première usine de production de CO<sub>2</sub> au Royaume-Uni. **Avantages** : HyNet créera des opportunités pour attirer des investissements étrangers, avec le potentiel de générer, sur la période 2022-2030, jusqu'à 2,8 milliards de livres sterling de valeur ajoutée brute et de protéger 350 000 emplois existants dans des secteurs difficiles à supprimer. On estime que d'ici 2030, HyNet réduira les émissions de CO<sub>2</sub> jusqu'à 10 millions de tonnes de carbone par an, ce qui équivaut aux émissions de CO<sub>2</sub> produites par environ quatre millions de voitures aujourd'hui.

### LE DÉVELOPPEMENT DES PROJETS AGRO-INDUSTRIELS

**Projet** : Eni développe la chaîne des biocarburants pour contribuer à son propre système de bioraffinage dans les années à venir. Ces productions s'appuient sur de nouveaux modèles d'économie circulaire : des agri-hubs pour transformer les matières premières produites localement en huiles végétales et protéines végétales utilisées pour l'alimentation animale et les biofertilisants. Eni prévoit de récolter plus d'un million d'hectares au Kenya, au Congo (où des projets ont déjà été lancés), en Angola, au Mozambique, en Côte d'Ivoire, au Kazakhstan et en Italie. **Avantages** : ces projets contribueront également de manière décisive au développement des communautés locales grâce à la création de nouveaux emplois, au développement d'activités agricoles (sans incidence sur les activités existantes et la chaîne alimentaire) et à l'accès au marché pour les petits agriculteurs, ce qui favorisera la diversification économique et la génération de sources de revenus supplémentaires. Ces avantages concerneront plus d'un million de familles sur le continent africain.

### LA TRANSFORMATION DES RAFFINERIES EN BIORAFFINERIES

**Projet** : Eni a converti les raffineries traditionnelles de Venise et de Gela en bioraffineries pour la transformation de matières premières d'origine biologique en biocarburants de haute qualité et à faibles émissions. Les bioraffineries, déjà palm oil free à l'avance par rapport aux prévisions et aux réglementations, sont alimentées principalement par C.D. Waste and Residues (huiles usagées de cuisine, graisses animales, déchets de procédés agroalimentaires, etc.) et par des huiles végétales provenant de cultures dégradées. **Avantages** : la transformation des sites a été menée en atténuant de toutes les manières possibles la réduction de l'emploi par la reconversion des personnes, les incitations à changer d'emploi pour la diversification professionnelle et la retraite anticipée, en impliquant directement les syndicats et les travailleurs.

### LA TRANSFORMATION DU SECTEUR CHIMIQUE

**Projet** : à Porto Marghera, le plan de transformation d'Eni vise à reconverter la production dans une optique de spécialisation et de circularité, avec notamment la création d'un pôle dédié au recyclage mécanique avancé des plastiques. À Crescentino, l'usine spécialisée dans la production de bioéthanol à partir de biomasse lignocellulosique a été reconfigurée pour la production de bioéthanol avancé. **Avantages** : la transformation de Porto Marghera permettra de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de plus de 600 000 tonnes par an, soit environ 25 % des émissions annuelles produites par Versalis, la Société chimique d'Eni qui contribue à la transition énergétique grâce à une chimie circulaire et durable, en Italie. Le projet comprend le recyclage des compétences des employés par le biais d'activités de formation technique qui amélioreront et enrichiront leur savoir-faire professionnel. À Crescentino, des initiatives sont en cours pour soutenir d'autres entreprises opérant dans la région, par exemple l'achat de matières premières issues de la biomasse résiduelle avec une chaîne d'approvisionnement certifiée courte (<70 km).

### RAVENNE, UN MODÈLE POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

**Projet** : à Ravenna, Eni a construit le principal district énergétique italien, au cœur des stratégies de décarbonisation et d'économie circulaire d'Eni et du pays. À la première extraction de méthane et au développement de l'upstream se sont ajoutés la production d'énergie thermique et électrique, les produits chimiques, la récupération des zones et le redéveloppement de la production jusqu'à l'énergie photovoltaïque et le stockage du CO<sub>2</sub>. **Avantages** : Eni Rewind gère le projet de modernisation et de redéveloppement de Ponticelle, qui comprend une centrale photovoltaïque avec un laboratoire de stockage d'énergie, une plate-forme de biorécupération des sols contaminés par des hydrocarbures et une plate-forme polyvalente pour le prétraitement des déchets provenant d'activités industrielles et environnementales. Eni, avec le Distretto Centro Settentrionale-Upstream, a lancé un programme visant à construire un centre de captage et de stockage du CO<sub>2</sub> (CSC), en utilisant l'infrastructure d'extraction de gaz existante, qui sera convertie au processus inverse d'injection de CO<sub>2</sub> dans les champs de gaz épuisés de la zone offshore de Ravenna, avec un potentiel de 500 millions de tonnes de stockage.

JT





# L'approche d'Eni à l'égard des ODD



Eni soutient l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable signé en 2015 par les gouvernements des 193 pays membres de l'ONU, en contribuant directement ou indirectement par ses propres activités à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) inclus dans l'Agenda 2030. Dans la voie de la transformation dans laquelle Eni s'est engagée, les ODD constituent une référence importante pour résoudre les défis complexes d'aujourd'hui et pour mener ses activités dans les pays où elle opère. Eni s'ins-

pire des 17 objectifs de développement durable dans ses principes et valeurs, en intégrant les ODD dans sa gouvernance, ses activités commerciales et ses projets de développement local, ses instruments financiers et ses activités de formation afin de diffuser et de promouvoir la sensibilisation aux ODD. En outre, Eni participe à des initiatives internationales en matière de développement durable et a conclu des partenariats, tant au niveau local qu'avec des organismes internationaux, afin de favoriser la réalisation des ODD.

## FOCUS ON

### Eni et la finance durable

**CONTEXTE :** Conformément à sa stratégie de transition, Eni a émis des instruments financiers liés au développement durable qui encouragent la réalisation d'objectifs prédéterminés, ambitieux et significatifs en matière de développement durable et soutiennent la réalisation des ODD, en particulier l'ODD n° 7 (énergie propre et accessible) et l'ODD n° 13 (lutte contre le changement climatique). Ces instruments ont été émis sur la base du Sustainability-Linked Financing Framework d'Eni (publié pour la première fois en 2021). Ce document détaille les lignes directrices suivies par Eni pour l'émission de nouveaux instruments financiers durables, y compris les émissions d'obligations, les prêts bancaires et les produits dérivés de couverture.

**ACTIVITÉS :** conformément au [Sustainability-Linked Financing Framework](#) une ligne de crédit de 6 milliards d'euros liée à la durabilité a été signée en 2022, en lien avec la réalisation d'objectifs de durabilité liés à l'empreinte carbone nette en amont (scope 1+2) et à la capacité installée de production d'électricité à partir de sources renouvelables. La ligne de crédit de cinq ans a été accordée par 23 institutions financières internationales de premier plan. En outre, au début de l'année 2023, Eni a émis les premières obligations destinées au grand public (en Italie) et liées à ses objectifs de développement durable pour un montant de 2 milliards d'euros. La demande totale s'est élevée à plus de 10 milliards d'euros, avec des demandes reçues de plus de 300 000 investisseurs, établissant ainsi un record italien pour une émission d'obligations d'entreprise en une seule tranche destinée aux particuliers en Italie.

## L'ENGAGEMENT D'ENI EN FAVEUR DES ODD

Eni intègre les ODD dans sa mission, sa stratégie commerciale et son modèle de gouvernance du développement durable.

- La **mission d'Eni** s'inspire de l'Agenda 2030 des Nations unies et représente la voie suivie par Eni pour répondre aux défis mondiaux, en contribuant à la réalisation des ODD.
- Les valeurs qui inspirent la mission d'Eni se reflètent dans le **modèle d'entreprise**, qui repose sur trois piliers : Neutralité carbone à l'horizon 2050, Excellence opérationnelle et Partenariats pour le développement local.
- Le **système de Corporate Governance** d'Eni repose sur des principes d'intégrité et de transparence et reflète la volonté d'Eni d'intégrer la durabilité dans l'ensemble de ses activités.
- Le **Code d'Éthique** d'Eni valorise les engagements pris par l'entreprise et promeut le comportement que le personnel d'Eni et toutes les parties prenantes doivent adopter. Chaque chapitre du Code d'éthique correspond à un principe, en cohérence avec l'ODD qui l'a inspiré.
- Eni a l'intention d'impliquer sa chaîne d'approvisionnement dans sa démarche visant à soutenir une transition énergétique à faible émission de carbone et socialement juste en partageant les principes exprimés dans le **Code de Conduite des fournisseurs**.

## OUTILS D'INTÉGRATION DES ODD DANS LES ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

- **Intégration des ODD dans le Plan Stratégique 2023-2026**
- **Intégration des ODD dans les projets industriels**
- **Alignement des projets de développement local sur les ODD**
- **Activités de formation internes et externes**
- **Instruments de finance durable**

- **Les engagements d'Eni** : Eni est déterminée à relever le défi énergétique dans tous les pays où elle opère, quel que soit son secteur d'activité, afin de garantir l'accès à l'énergie, tant pour les projets industriels que pour le développement des communautés locales, conformément aux plans de développement nationaux et à l'Agenda 2030. Eni décline ses engagements à travers les trois leviers du modèle d'entreprise, selon une approche de « Transition Juste », en identifiant pour chaque thème les ODD auxquels elle contribue.
- **Intégration des ODD dans le développement de projets industriels** : à partir de 2020, Eni a introduit une méthodologie innovante d'évaluation des projets par rapport aux ODD, qui accompagne toute la phase de développement. Le but est d'identifier les Objectifs et Cibles de l'Agenda 2030 interceptés par le projet, de fournir une quantification de la contribution dans le pays de présence et d'orienter les choix du projet lorsque cela est possible.
- **Alignement des projets de développement local sur les ODD** : les initiatives et projets de développement local, mis en œuvre en coopération avec les autorités locales, sont conçus et mis en œuvre conformément aux ODD, contribuant ainsi à leur réalisation. À cet égard, Eni a défini un ensemble d'indicateurs standard conformes au cadre mondial d'indicateurs pour les ODD afin de mesurer l'efficacité et les impacts des initiatives de développement local. **La durabilité intégrée dans l'entreprise.**
- **Activités de formation** : à partir de 2019, un contenu de formation spécifique sur les ODD est disponible pour tous les employés d'Eni, en italien et en anglais. En 2022, un cours de formation a été lancé en Italie pour former de nouveaux utilisateurs qualifiés de SDG avec une certification reconnue au niveau international. Cette opportunité s'adresse à la fois aux employés d'Eni et à ses partenaires par le biais de la **plateforme Open-es**.
- **Finance durable** : Eni a développé des instruments financiers liés au développement durable qui contribuent à la promotion d'une transition énergétique à faible émission de carbone et à la réalisation de l'ODD n° 7 (Énergie propre et abordable) et de l'ODD n° 13 (Lutte contre le changement climatique).

## PARTICIPATION À DES INITIATIVES EXTERNES EN MATIÈRE D'ODD

Eni participe à de nombreuses initiatives internationales en matière de développement durable visant à atteindre les objectifs de l'Agenda 2030

- Eni participe à de nombreuses initiatives internationales en matière de développement durable, conformément à l'ODD n° 17 : **Le Pacte mondial des Nations unies ; LE WBCSD ; IPIECA**
- Autres initiatives volontaires visant à atteindre les ODD :
- l'adhésion aux **Women Empowerment Principles** et au programme Target Gender Equality de l'ONU, ainsi qu'à la campagne Orange the World promue par UN Women (ODD n° 5),
  - l'adhésion au **CEO Water Mandate** (ODD n° 6) ;
  - le lancement de l'**Energy Compact** (ODD n° 7) ;
  - la participation volontaire à la **Workforce Disclosure Initiative** (ODD N° 8) et aux **Voluntary Principles on Security and Human Rights** (ODD N° 16).

## PARTENARIAT POUR LES ODD

Eni entreprend des actions de développement en collaboration avec les différents acteurs des territoires

Grâce aux **partenariats et collaborations** avec diverses organisations de coopération dans le monde, Eni contribue à la réalisation des ODD, en multipliant les impacts des initiatives entreprises dans les pays où elle est présente.

## RENDRE COMPTE DES ODD

Eni intègre les ODD dans ses rapports sur le développement durable

- Depuis 2017, Eni intègre les ODD dans son rapport de développement durable, en commençant par la corrélation de chaque thème matériel identifié auquel il associe les ODD auxquels l'entreprise contribue par ses activités, relatives au sein de chaque section dédiée. En outre, Eni identifie également pour les **principaux indicateurs de performance** l'objectif de référence.

# Les engagements d'Eni

La Mission exprime clairement l'engagement d'Eni à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 grâce à une approche de « transition juste », c'est-à-dire dans une optique de partage des avantages sociaux et économiques

avec les travailleurs, la chaîne d'approvisionnement, les communautés et les clients de manière inclusive, transparente et socialement équitable, en contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

## ENGAGEMENTS

## PRINCIPAUX RÉSULTATS 2022

## PRINCIPAUX ENGAGEMENTS ET OBJECTIFS

| NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050                                 | LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE   |  |   |  |   |  |
|---|---|--|---|--|---|--|
|   |   |   | Eni a défini un plan à moyen et long terme visant à saisir pleinement les opportunités offertes par la transition énergétique et à réduire progressivement l'empreinte carbone de ses activités, en s'engageant à atteindre la décarbonation totale de tous les produits et processus d'ici à 2050. ODD: 7 9 12 13 15 17                                |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>-33% Empreinte Carbone Nette UPS et -19% Empreinte Carbone Nette Eni par rapport à 2018</li> <li>-17 % émissions nettes de GES sur le cycle de vie par rapport à 2018</li> <li>-3 % intensité en carbone nette rapport à 2018</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Empreinte carbone zéro émission nette UPS en 2030 et Eni en 2035</li> <li>Zéro émission nette de GES sur le cycle de vie et intensité en carbone en 2050</li> </ul>   |
| EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE                                     | PERSONNES   |   | Eni s'engage à soutenir la voie de la "Transition Juste" par la consolidation et l'évolution des compétences, en valorisant toutes les dimensions (professionnelles et non professionnelles) de son personnel et en reconnaissant les valeurs de la diversité et l'inclusion de toutes les diversités. ODD: 3 4 5 8 10                                  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>+0,6 p.p. population féminine par rapport à 2021</li> <li>Taux de remplacement des femmes plus élevé que celui des hommes</li> <li>+1,2 p.p. personnel féminin à des postes de responsabilité par rapport à 2021</li> <li>+0,7 p.p. population de moins de 30 ans par rapport à 2021</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>+3 p.p. population féminine par rapport à 2020 d'ici 2030</li> <li>&gt;1 taux de remplacement des femmes d'ici 2025</li> <li>+5 p.p. population de moins de 30 ans par rapport à 2021 d'ici à 2026</li> <li>+7 p.p. employés non italiens à des postes de responsabilité par rapport à 2021 d'ici à 2030</li> <li>+20 % d'heures de formation par rapport à 2022 d'ici à 2026</li> </ul>  |
|   | SANTÉ   |   | Eni considère la protection de la santé de son personnel, de ses travailleurs, de ses familles et de ses communautés, dans les pays où elle opère, comme un droit humain fondamental et une exigence, et promeut leur bien-être psychophysique et social en la plaçant au centre de ses modèles d'exploitation. ODD: 2 3 6 8                            |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>72 millions d'euros pour les activités de santé, y compris les dépenses pour les initiatives de santé communautaire</li> <li>82 700 enregistrements d'activités de promotion de la santé</li> <li>68 % des employés ont accès à un service de soutien psychologique</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>~267 millions d'euros pour les activités de santé 2023-2026</li> <li>80 % des employés auront accès à des services de soutien psychologique d'ici 2026</li> <li>Initiatives numériques pour surveiller et améliorer la salubrité des lieux de travail intérieurs</li> </ul>   |
|   | SÉCURITÉ  |   | Eni estime que la sécurité au travail est une valeur essentielle partagée par les employés, les entrepreneurs et les parties prenantes locales afin de prévenir les accidents et de protéger l'intégrité des actifs. ODD: 3 8 9 11 14   |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>TRIR<sup>(a)</sup> = 0,41 ; 4 accidents mortels</li> <li>7 applications de la méthodologie THEME sur le terrain</li> <li>&gt;6 000 ressources formées à la Gestion de la sécurité opérationnelle.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien du TRIR &lt;0,40 au cours de la période quadriennale 2023-2026 ; 0 accidents mortels</li> <li>Extension des initiatives de sécurité numérique aux entreprises contractantes et numérisation des processus HSE</li> <li>Application du modèle d'analyse du Facteur Humain sur les sites d'Eni en Italie et à l'étranger</li> </ul>  |
|   | RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT  |   | Eni promeut la protection de l'environnement et de la biodiversité et la gestion efficace des ressources avec des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique et la transition vers une économie circulaire, en identifiant les impacts potentiels et les actions d'atténuation. ODD : 3 6 9 11 12 14 15  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>90 % de réutilisation de l'eau douce</li> <li>+29 % de déchets générés par les activités de production par rapport à 2021</li> <li>-35% déversements opérationnels d'hydrocarbures vs. 2021</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Engagement à minimiser les prélèvements d'eau douce dans les zones soumises à un stress hydrique</li> <li>Réutilisation de l'eau douce en ligne avec la tendance des 5 dernières années</li> <li>Eau de production réinjectée en ligne avec la tendance des 5 dernières années, à périmètre constant</li> <li>Développement de nouvelles technologies de valorisation des déchets et mise en œuvre à l'échelle industrielle.</li> </ul> |
|   | DROITS DE L'HOMME   |   | Eni s'engage à respecter les Droits de l'homme (DH) dans ses activités et à promouvoir le respect des DH auprès de ses partenaires et parties prenantes. Cet engagement est fondé sur la dignité de chaque être humain et sur la responsabilité des entreprises de contribuer au bien-être des individus et des communautés locales. ODD: 1 2 3 8 10 16 |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>2 622 personnes formées dans le cadre du programme triennal relatif à DH</li> <li>100 % de la famille professionnelle Procurement formée sur les DH</li> <li>Maintenir 100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux</li> <li>409 participants à l'atelier Security &amp; Human Rights au Nigeria</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>100% des nouveaux projets évalués à risque DH font l'objet d'analyses spécifiques</li> <li>Maintenir 100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux</li> <li>Mise à jour des modules du programme de formation triennal sur les entreprises et DH</li> </ul>  |
|   | FOURNISSEURS  |   | Eni s'engage à développer sa chaîne d'approvisionnement de manière durable, en impliquant et en soutenant les entreprises avec des outils concrets pour faciliter le chemin de la croissance et de l'amélioration des dimensions ESG. ODD: 3 5 7 8 9 10 12 13 16 17   |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>52% des fournisseurs stratégiques évalués sur la voie du développement durable</li> <li>~4,5 milliards d'euros de contrats procurés en Italie liés à des procédures avec des évaluations ESG</li> <li>Adhésion de 15 partenaires et &gt;10 000 entreprises à l'initiative Open-es</li> <li>23 millions d'euros de mini-obligations financées par le programme Basket Bond - énergie durable</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>100% des fournisseurs stratégiques évalués sur la voie du développement durable d'ici 2025</li> <li>Procédures avec évaluation ESG pour 75 % des contrats procurés en Italie d'ici 2023 et 50 % des contrats procurés étrangers d'ici 2024</li> <li>1 000 fournisseurs locaux étrangers impliqués dans Open-es d'ici 2023</li> </ul>  |
| TRANSPARENCE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET STRATÉGIE FISCALE |  | Eni mène ses activités de business avec loyauté, équité, transparence, honnêteté, intégrité et dans le respect de la loi. ODD: 16 17 |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Réussir l'audit de recertification ISO 37001:2016</li> <li>Mise en place d'un nouveau cours "Code Éthique, Anti-corruption et responsabilité administrative de l'entreprise" pour environ 28 000 employés.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un nouveau cours "Code Éthique, lutte contre la corruption et responsabilité administrative de l'entreprise" pour tous les employés</li> <li>Mise en place d'un nouveau cours d'apprentissage en ligne sur le programme de conformité anti-corruption pour les employés à risque moyen et élevé</li> <li>Maintien de la certification ISO 37001:2016</li> </ul>                        |  |
| PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT                            | MODÈLE DE COOPÉRATION   |   | Les partenariats de développement représentent l'engagement d'Eni en faveur d'une transition équitable avec un large portefeuille d'initiatives communautaires. ODD: 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 13 15 17  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>63 000 nouveaux étudiants soutenus pour l'accès à l'éducation ; 128 000 personnes soutenues pour l'accès à des technologies clean cooking ; 7 800 personnes soutenues pour l'accès à la formation professionnelle et à l'autonomisation économique<sup>(b)</sup> ; 71 000 personnes soutenues pour l'accès à l'eau potable ; 120 000 personnes soutenues pour l'accès aux services de santé</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>d'ici 2026, assurer l'accès à : 62 900 étudiants à l'éducation ; 26 100 personnes à la formation professionnelle et au soutien à l'autonomisation économique<sup>(b)</sup> ; 97 300 personnes à l'eau potable ; 480 000 personnes aux services de santé</li> </ul>  |
| THÈMES TRANSVERSAUX   | INNOVATION TECHNOLOGIQUE  |   | Pour Eni, la recherche, le développement et la mise en œuvre rapide de nouvelles technologies représentent un levier stratégique important pour la transformation de l'entreprise. ODD: 7 9 12 13 16  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>70 % des dépenses R&amp;D consacrées aux activités de décarbonisation</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien de 70 % des dépenses R&amp;D consacrées aux questions de décarbonisation chaque année pendant la période quadriennale 2023-2026</li> </ul>   |

(a) Taux d'accidents enregistrables.

(b) Les bénéficiaires comprennent uniquement les personnes formées et/ou soutenues pour le démarrage ou le renforcement d'activités économiques spécifiques, et non les bénéficiaires pour la construction d'infrastructures (routes, bâtiments civils, etc.) ou pour de nouvelles activités agro-industrielles en phase de démarrage. Dans certains cas, les bénéficiaires ne sont pas formés, mais reçoivent des intrants, des fonds ou autres pour démarrer les activités économiques.



# Gouvernance de durabilité

Eni applique le Code de Corporate Governance introduisant le concept de succès durable

## CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉS

Le système de gouvernance d'entreprise d'Eni, fondé sur les principes d'intégrité et de transparence, reflète sa volonté d'intégrer le développement durable dans son modèle d'entreprise et sa stratégie. Ceci est confirmé par l'adhésion au Code de gouvernance d'entreprise 2020 (Code), appliqué à partir du 1er janvier 2021, qui identifie le "succès durable" comme l'objectif qui doit guider les actions du conseil d'administration et qui prend la forme de la création de valeur à long terme au profit des actionnaires, en tenant compte des intérêts des autres parties prenantes concernées de

l'entreprise. Ceci est mis en œuvre dans la liste des pouvoirs que le conseil d'administration (CA) a décidé de réserver à sa compétence exclusive, dans le but de consolider davantage ses tâches conformément aux meilleures pratiques nationales et internationales et au processus de transformation de la société et du groupe suivant la voie de la transition entreprise. Eni, en outre, considère depuis 2006 l'intérêt des parties prenantes autres que les actionnaires comme l'une des références nécessaires que les administrateurs doivent évaluer pour prendre des décisions en connaissance de cause. Parallèlement, conformément au Code, le conseil d'administration a également ap-

prouvé, sur proposition du président et en accord avec le Président-directeur général (PDG), une politique de dialogue avec les actionnaires. Le conseil d'administration joue un rôle central dans la définition, sur proposition du Administrateur Délégué du PDG, des orientations stratégiques et des objectifs de la société et du groupe, dans la poursuite de leur succès durable et dans le contrôle de leur mise en œuvre. Dans l'accomplissement de ses tâches en matière de durabilité, le conseil d'administration est soutenu par les comités du conseil, chacun dans le cadre de ses compétences, en vertu des fonctions d'investigation, de proposition et de conseil qui leur sont assignées.

## RÔLES ET RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN MATIÈRE DE DURABILITÉ



### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Il définit :

- le système de gouvernance d'entreprise ;
- les grandes lignes de la structure organisationnelle, administrative et comptable et les lignes directrices du système de contrôle interne et de gestion des risques ;
- Les lignes et objectifs stratégiques, la poursuite de leur succès durable et le contrôle de leur mise en œuvre, sur proposition du directeur général.

#### Il examine ou approuve :

- les bases du système normatif interne et les principaux instruments normatifs de l'entreprise ;
- les principaux risques, y compris ceux de nature socio-environnementale ;
- la politique de Rémunération des Administrateurs et des dirigeants avec responsabilités stratégiques ;
- l'information financière et non financière.



### PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Principal responsable de la gestion de la Société, sans préjudice des tâches réservées au Conseil ;
- Il met en œuvre les résolutions du CdA, informe et soumet des propositions à ce dernier et aux comités.



### PRÉSIDENT

- Rôle central dans le système de contrôle interne et de gestion des risques ;
- Il guide les activités du CdA et s'occupe de la formation des membres du CdA également sur les questions de durabilité.



### COMITÉS

#### COMITÉ DE DURABILITÉ ET SCÉNARIOS

Il exerce des fonctions de proposition et de conseil auprès du conseil d'administration sur les questions d'intégration entre la stratégie, les scénarios d'évolution et la durabilité de l'entreprise, notamment en termes de transition climatique et de protection des droits de l'homme.

#### COMITÉ CONTRÔLE ET RISQUES

Il soutient le CdA dans les évaluations et les décisions relatives au système de contrôle interne et de gestion des risques, et en particulier dans l'examen trimestriel des principaux risques, y compris les risques ESG, et l'approbation des rapports périodiques financiers et non financiers.

#### COMITÉ RÉMUNÉRATION

Il exerce des fonctions préliminaires, de proposition et de conseil auprès du CdA sur les questions de rémunération et, dans ce contexte, il propose les systèmes d'incitation annuels et à long terme, en définissant leurs objectifs, également à l'appui des orientations adoptées sur les questions de durabilité.

#### COMITÉ POUR LES NOMINATIONS

Il soutient le CdA dans les nominations, dans l'évaluation périodique des exigences des administrateurs et dans le processus d'auto-évaluation en fournissant des avis au CdA sur sa composition et celle de ses comités, y compris sur les compétences nécessaires.

## THÈMES RELATIFS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ABORDÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET/OU LE COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES SCÉNARIOS EN 2022

### STRATÉGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Scénarios énergétiques, climatiques et technologiques et risques liés au changement climatique
- Plan quadriennal et à long terme (y compris les objectifs de durabilité)
- Performances et perspectives du secteur des énergies renouvelables
- Instruments de finance durable
- Transition Juste
- Mise à jour des activités de recherche et de développement pour soutenir la Transition énergétique
- Mobilité durable
- Activités liées aux agrofournitures et projets de durabilité pour le développement des chaînes d'approvisionnement agricoles
- Systèmes de carbon pricing
- Analyse du positionnement d'Eni par rapport à ses pairs en ce qui concerne les objectifs et stratégies climatiques, les résolutions climatiques et les informations communiquées à l'assemblée générale des actionnaires
- Initiatives de coopération dans le domaine de l'énergie
- Mises à jour sur les projets de Carbon Capture and Storage (CCS), Carbon Offset Nature & Technology Based

### DROITS DE L'HOMME ET QUESTIONS SOCIALES

- Mise à jour des activités relatives aux droits de l'homme et à la diversité et l'inclusion (D&I) au sein d'Eni
- Approbation de la déclaration au titre de la loi sur l'esclavage moderne (Modern Slavery Act)
- Plan d'investissement pour le développement local et budget des organisations à but non lucratif
- Initiatives en Afrique liées à la sylviculture, à l'agriculture, à l'économie circulaire et à l'innovation technologique

### RAPPORTS ET SURVEILLANCE

- Approbation d'ENI for et de la Déclaration non financière, incluses dans le Rapport financier annuel, en mettant l'accent sur la taxonomie européenne
- Aperçu des stratégies commerciales poursuivies par la Société dans les secteurs les plus pertinents
- Aperçu des résultats HSE

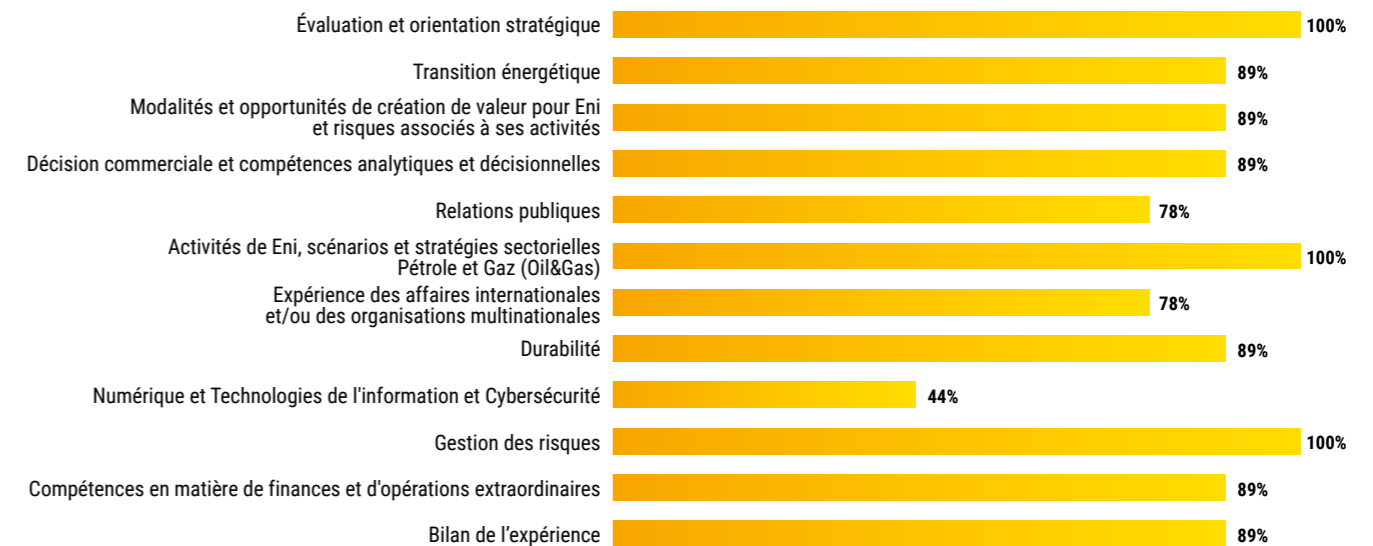
## COMPÉTENCES ET CONNAISSANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En ce qui concerne la composition du conseil d'administration, sur la base de l'auto-évaluation réalisée, environ 90 % des membres du conseil ont exprimé leur opinion positive sur le professionnalisme au sein du conseil, entendu en termes de connaissances, d'expérience et de compétences en matière de durabilité et de transition énergétique et de participation à des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, nationaux et internationaux, actifs sur ces questions, ainsi que sur la contribution

individuelle que les membres du conseil estiment apporter au conseil. L'importance de ces compétences est également soulignée dans le document intitulé Conseils aux actionnaires sur la composition optimale du futur Conseil d'administration, qui insiste sur l'importance de garantir une connaissance des questions de durabilité et de la maîtrise des risques climatiques et environnementaux, acquise dans des fonctions de direction ou d'entreprise et dans des contextes industriels comparables à ceux dans lesquels l'entreprise opère. Le programme de formation (appelé "board induction") pour les administrateurs

et les commissaires aux comptes, mis en œuvre immédiatement après la nomination du conseil d'administration et du Collège des commissaires aux comptes, qui a couvert, entre autres, les questions relatives à la trajectoire de décarbonisation et à la durabilité environnementale et sociale des activités d'Eni, s'inscrit dans cette direction. Les activités d'induction et d'ongoing training constituent un outil bien établi pour garantir une connaissance immédiate et complète des politiques et objectifs stratégiques d'Eni, ainsi que pour approfondir des questions spécifiques liées à la mission de la société.

## AUTO-ÉVALUATION DES COMPÉTENCES, DES CONNAISSANCES ET DE L'EXPÉRIENCE GÉNÉRALES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



# Principaux faits marquants de 2022

## FOCUS ON

### Gouvernance du climat

**RÔLE ET RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :** la stratégie de décarbonisation d'Eni fait partie intégrante de sa stratégie d'entreprise et est également mise en œuvre par un système structuré de gouvernance d'entreprise dans lequel le conseil d'administration et le DG jouent un rôle central dans la gestion des principaux aspects liés au changement climatique. Le Conseil d'administration, en particulier, examine et approuve, sur proposition du DG, le plan stratégique dans lequel les stratégies et les objectifs sont également définis par rapport au changement climatique et à la transition énergétique et, à partir de 2019, il examine et approuve également le plan à moyen et long terme d'Eni, qui vise à décrire et à suivre l'évolution des objectifs de décarbonisation et leur viabilité économique et commerciale sur un horizon temporel allant jusqu'à 2050. Dans le cadre de ces activités, le Conseil d'administration est soutenu par le Comité du développement durable et des scénarios (CSS), qui a eu l'occasion d'approfondir, au cours de l'année 2022, plusieurs questions liées au changement climatique.

**SCÉNARIOS ET ÉVALUATION DE L'EXPOSITION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE :** l'exposition économique et financière d'Eni au risque découlant de l'introduction de nouveaux mécanismes de tarification du carbone est examinée par le CdA tant dans la phase d'autorisation préliminaire des investissements individuels que dans la phase ultérieure de suivi semestriel de l'ensemble du portefeuille de projets. Le Conseil d'administration est également informé chaque année du résultat de l'impairment test effectué sur les principales Cash Generating Unit. À partir de 2021, le scénario NZE (Net Zero Emissions) de l'AIE est inclus dans les scénarios d'évaluation du portefeuille. Enfin, le CdA est informé trimestriellement des résultats de l'évaluation des risques d'Eni et du suivi des principaux risques, y compris le changement climatique.

### RÉMUNÉRATION LIÉE AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

#### PLAN D'INCITATION À COURT TERME

Le Plan comprend, dans la continuité des années précédentes, un objectif lié à l'augmentation de la capacité installée de sources renouvelables (poids 12,5 %), ainsi que des objectifs de durabilité environnementale et de capital humain liés à la réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre (Upstream Scope 1+2 equity) (poids 12,5 %) et à la sécurité du personnel (poids 12,5 %), par le biais de l'indice SIR (Severity Incident Rate), qui se concentre sur la réduction des accidents les plus graves.

#### PLAN D'INCITATION À LONG TERME

Le Plan soutient également la mise en œuvre de la stratégie par le biais d'un objectif spécifique sur les questions de durabilité, articulé autour d'objectifs liés aux processus de décarbonisation, de transition énergétique et d'économie circulaire, avec un poids global de 35 %, à la fois pour le PDG et pour l'ensemble de l'équipe de direction d'Eni visée par le Plan.

# 37,5%

objectifs de durabilité de l'incitation à court terme du DG.

# 35%

objectifs de durabilité de l'incitation à long terme du DG.

### RÔLE DE LA DIRECTION DANS LES QUESTIONS DE DURABILITÉ

Toutes les structures de l'entreprise sont impliquées dans la définition ou la mise en œuvre de la stratégie de neutralité carbone, ce qui se reflète dans la structure organisationnelle d'Eni avec ses deux directions générales : Ressources naturelles, actives dans l'optimisation et la décarbonisation progressive du portefeuille Upstream, dans les initiatives Natural Climate Solution et les projets de stockage de CO<sub>2</sub>; Évolution énergétique, active dans l'expansion des activités bio, renouvelables et de l'économie circulaire et dans l'offre de nouvelles solutions et de nouveaux

services énergétiques. À partir de 2019, les questions relatives à la stratégie climatique, qui font partie intégrante de la planification à long terme, sont gérées par la zone CFO par le biais de structures dédiées, dans le but de superviser le processus de définition de la stratégie climatique d'Eni et du portefeuille d'initiatives associé, conformément aux accords internationaux sur le climat, en coordination avec toutes les fonctions commerciales et transversales, y compris le Développement durable. En effet, depuis 2006, Eni dispose d'une structure de Développement durable qui coordonne et supervise les activités liées aux principales questions de développement du-

nable (par exemple, l'approche globale du développement durable et du développement local, les droits de l'homme, les collaborations et les partenariats nationaux et internationaux, la divulgation et les rapports de développement durable), en collaboration avec les différentes fonctions centrales et locales du personnel et de l'entreprise. Au près des sièges locaux, la direction générale des entreprises, responsable, entre autres, de la définition des plans de développement nationaux en fonction des besoins locaux, est soutenue par les personnes de contact chargées du développement durable dans la région et par la fonction centrale de Développement durable.



#### JANVIER

- Eni figure pour la première fois dans le Bloomberg Gender-Equality Index 2022
- Signature d'un protocole d'accord avec l'UNESCO pour le développement local au Mexique

#### FÉVRIER

- Lancement d'un projet avec l'Union européenne et l'UNICEF pour améliorer la qualité de l'eau pour 850 000 personnes à Bassorah, en Irak
- Accord avec la République du Mozambique pour des initiatives conjointes visant à produire des agro-biofournitures pour les biocarburants

#### MARS

- Accord avec le gouvernement du Bénin sur les initiatives agro-industrielles pour le bioraffinage
- Inauguration d'un deuxième parc éolien de 48 MW au Kazakhstan
- Partenariat Versalis et Novamont : renforcer la chimie verte
- 11 systèmes d'alimentation en eau alimentés par l'énergie solaire livrés au Nigéria avec NNPC et la FAO

#### AVRIL

- Lancement de la "route des consommateurs" : cycle de rencontres avec des associations de consommateurs, des institutions et des représentants de Confindustria sur la transition énergétique et l'économie circulaire
- Accord avec le gouvernement du Rwanda pour collaborer à l'économie circulaire et à la décarbonisation
- GreenIT (JV Plenitude et CDP Equity) et Copenhagen Infrastructure s'associent pour construire des parcs éoliens offshore de 750 MW en Italie

#### MAI

- Versalis reçoit la note "Platine" d'EcoVadis pour sa durabilité
- Solenova, la coentreprise Eni-Sonangol, démarre les travaux de la première centrale photovoltaïque en Angola

#### JUIN

- Renforcement de la coopération avec l'ONUDI dans les domaines de l'énergie, de l'emploi des jeunes et de l'agriculture
- Eni s'engage dans le plus grand projet de GNL au monde au Qatar

#### JUILLET

- Signature d'une nouvelle ligne de crédit de 6 milliards d'euros liée au développement durable
- Première production d'huile végétale pour le bioraffinage au Kenya
- Côte d'Ivoire : Baleine est le premier projet de développement Net Zéro (Scope 1+2) en Afrique

#### AOÛT

- Publication du rapport sur l'action d'Eni pour les droits de l'homme 2021
- Lancement d'Eniverse Ventures pour exploiter des technologies propriétaires dans de nouvelles entreprises

#### SEPTEMBRE

- Le projet "Be Charge" de Plenitude sélectionné par l'UE pour construire l'un des plus grands réseaux de recharge à grande vitesse en Europe
- Plenitude entame un partenariat avec Infrastruttura S.p.A. pour des projets solaires et éoliens de 1,5 GW en Italie et en Espagne
- Demande de licence pour le stockage de CO<sub>2</sub> dans le réservoir de Hewett au Royaume-Uni

#### OCTOBRE

- Conclusion de l'approvisionnement en huile de palme pour la production de biocarburants dans les bioraffineries de Venise et de Gela
- Première production d'huile végétale du Kenya à la bioraffinerie de Gela
- Plenitude inaugure un nouveau parc éolien de 104,5 MW en Espagne

#### NOVEMBRE

- Inauguration du Solar Lab avec Sonatrach et pose de la première pierre d'une centrale photovoltaïque de 10 MW en Algérie
- Départ de la première cargaison de GNL produite par l'usine FLNG de Coral Sul au Mozambique
- Renforcement des activités au Rwanda pour créer un centre de transition innovant

#### DÉCEMBRE

- Création d'une entreprise commune avec Snam pour développer et exploiter le premier projet italien de captage, et de stockage du CO<sub>2</sub>
- Des études ont été lancées avec Euglena et Petronas pour évaluer la possibilité d'une bioraffinerie en Malaisie
- Eni lance une nouvelle société : Sustainable Mobility
- Plenitude : acquisition d'une centrale photovoltaïque de 81 MW au Texas et de 100% de PLT, renforçant ainsi sa présence en Italie et en Espagne



# Thèmes matériels pour Eni

L'analyse de matérialité vise à identifier les questions de durabilité les plus pertinentes pour Eni et ses parties prenantes. En 2022, l'analyse a été mise à jour sur la base de la nouvelle norme GRI qui prévoit l'identification des thèmes matériels en fonction des impacts les plus significatifs – positifs et négatifs, actuels et potentiels – générés par l'organisation sur l'économie, l'environnement et les personnes, y compris les impacts sur les droits de l'homme (voir la perspective Impact Materiality). En outre, en prévision de l'entrée en vigueur de la nouvelle Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), qui prévoit une approche de la Double Matérialité, l'analyse a également pris en compte la pers-

pective de la matérialité financière. Ce dernier exige également l'identification des questions qui présentent des risques et des opportunités en matière de développement durable qui influencent ou peuvent influencer de manière significative les flux de trésorerie futurs de l'entreprise, en affectant son développement, ses performances et son positionnement à court, moyen ou long terme. Le processus de matérialité d'Eni prévoit les étapes suivantes :

- **l'identification des questions pertinentes et de leurs impacts**, en combinant les résultats de l'analyse de matérialité de 2021 avec les questions les plus significatives pour le contexte de référence de 2022 et le secteur d'activité,

également sur la base du nouveau Sector Standard du GRI pour le Pétrole et le Gaz ;

- **l'évaluation des thèmes à travers l'approche de la Double Matérialité**, qui prend en compte la vue des parties prenantes et celle des risques pour l'entreprise : (i) perspective d'Impact Materiality - en soumettant un questionnaire aux parties prenantes internes et externes pour évaluer l'importance des thèmes en fonction de l'importance des impacts et de leur probabilité d'occurrence (**Activité de stakeholder engagement**) ; et (ii) perspective de Financial Materiality - en tenant compte des résultats du processus d'évaluation des risques du Risk Management Intégré

- **Modèle de Risk Management Intégré et > Principaux risques ESG** ;
- **la hiérarchisation des thèmes** en combinant les résultats des deux évaluations. Les thèmes soumis à l'évaluation, qui ont tous été jugés importants, ont été répartis en trois niveaux de signification différents ;
- **le partage des résultats** de l'analyse de matérialité avec le Comité Audit et Risques, le Comité Développement durable et Scénarios et le Conseil d'administration. Le document final Eni for 2022 a été présenté au comité Développement durable et Scénarios, au Comité de Direction et a ensuite été approuvé par le Conseil d'administration.

Les thèmes importants jouent un rôle déterminant dans l'élaboration du plan stratégique, qui intègre les objectifs commerciaux et de développement durable, ainsi que dans l'élaboration des rapports. Les analyses des contextes socio-économiques, environnementaux et culturels des pays dans lesquels Eni opère permettent de décliner localement les priorités du Plan stratégique et de définir les activités de promotion du développement qui s'y rapportent. Le Plan Stratégique donne ensuite lieu au processus de définition des Management by Objective (MbO) de durabilité pour tous les responsables. En raison du contexte changeant, les résultats de l'analyse montrent un

certain dynamisme au fil du temps, tant en termes d'importance qu'en termes de fusion<sup>1</sup> ou d'introduction de nouveaux thèmes. Parmi les nouveaux thèmes, citons "Fermeture et restauration", qui découle du Sector Standard GRI, et "Sécurité et indépendance énergétiques", qui est un thème émergent des questionnaires et de l'écoute des médias sociaux. Le tableau met en évidence les résultats des deux matérialités ; il indique également certains impacts positifs et négatifs actuels/potentiels, à titre d'exemple et de manière non exhaustive, et la tendance par rapport à l'exercice de l'année dernière, ainsi que le secteur d'activité, Upstream ou Mid-downstream, dans lequel ces impacts pourraient se matérialiser.

| THÈME  | TREND par rapport à 2021 | IMPACT MATERIALITY   |   | SECTEUR OÙ L'IMPACT SE PRODUIT | Importance | FINANCIAL MATERIALITY |
|--|--------------------------|--|---|--------------------------------|------------|-----------------------|
|  |                          | Impacts positifs   | Impacts négatifs  |                                |            |                       |
| Lutte contre le changement climatique<br>ODD: 7 9 12 13 15 17                                | ↑                        | Réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à des stratégies de décarbonisation, au développement de technologies et à la sensibilisation des consommateurs  | Émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de leurs activités ou tout au long de la chaîne de valeur   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Développement du capital humain<br>ODD: 4 5 8 10   | ↑                        | Renforcement des compétences des salariés et amélioration des opportunités de carrière à travers la formation continue   | Formation inadéquate des employés, non-respect des règles contractuelles, de la liberté d'association et de la négociation collective, insécurité de l'emploi   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Diversité, inclusion et équilibre entre vie professionnelle et vie privée<br>ODD: 3 4 5 8 10 | ↓                        | Amélioration du bien-être des employés grâce à des programmes adéquats de bien-être et d'égalité des chances   | Aggravation du bien-être des travailleurs et de leurs familles et cas de discrimination   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Santé et sécurité des travailleurs<br>ODD: 2 3 6 8   | ↓                        | Activités de formation et de sensibilisation à la santé et à la sécurité ; réduction des accidents et des accidents grâce à l'utilisation de technologies  | Accidents et/ou maladies professionnelles et/ou atteintes à la santé dus au non-respect de la réglementation, aux pannes et/ou dysfonctionnements des installations et biens de l'entreprise, à l'exposition à des substances dangereuses, etc. | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Intégrité des actifs<br>ODD: 8 9 11 14   | ↓                        | Fiabilité du service grâce à un entretien adéquat et à une surveillance constante de l'intégrité de l'infrastructure et des actifs   | Interruptions des activités causées par des défaillances d'infrastructures et d'actifs  | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Réduction des impacts environnementaux<br>ODD: 3 6 9 11 12 14 15                             | ↑                        | Création de nouveaux habitats naturels grâce à l'utilisation de structures désaffectées, de projets de protection des territoires, de restauration/assainissement des terrains et de conservation des forêts   | Atteintes à l'environnement, perte de biodiversité et risque accru de sécheresse  | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Économie circulaire<br>ODD: 6 12 14 15   | ↑                        | Réduction de l'utilisation des ressources naturelles grâce à l'utilisation de pratiques et de processus d'entreprise ayant pour objectif le recyclage et la récupération   |   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Protection des droits de l'homme<br>ODD: 1 2 3 8 10 16                                       | ↑                        | Protection et respect des droits de l'homme grâce au contrôle de due diligence des activités des entreprises et de celles des fournisseurs et des partenaires commerciaux  | Violation des droits de l'homme des travailleurs, des communautés locales et des populations autochtones  | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement<br>ODD: 3 5 7 8 9 10 12 13 16 17        | ↓                        | Diffusion des principes de durabilité environnementale et sociale par le biais de la participation des fournisseurs et des partenaires de la chaîne d'approvisionnement  | Violation des droits des travailleurs et incidences négatives sur l'environnement des fournisseurs en raison de l'absence de contrôle de la part d'Eni  | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Relations avec les clients<br>ODD: 7 12 16   | ↑                        | Promotion de solides relations avec les clients par l'engagement, l'écoute et l'attention portée à la clientèle  | Interruption du service offert (par exemple, fourniture d'énergie) aux clients pour des raisons imputables à Eni  | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale<br>ODD: 16 17                  | ↓                        | Lutte contre la propagation des pratiques illégales grâce à la supervision et à la formation en matière de lutte contre la corruption, création de la valeur économique sur les territoires de présence grâce à des investissements, au paiement d'impôts et de redevances | Incidents de corruption et de conduite illégale pouvant avoir des répercussions économiques sur les marchés et les entreprises, également causés par l'évasion fiscale, les pratiques monopolistiques et de lobbying                            | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Fermeture et restauration<br>ODD: 4 8 11 14 15   | Nouveau                  | Réutilisation d'installations, de matériaux et d'usines désaffectés au profit des communautés locales et de l'économie circulaire  | Perte d'emplois et incapacité à améliorer les compétences des employés en raison de la fermeture d'usines ou de sites   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Développement local<br>ODD: 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 13 15 17                                    | ↓                        | Développement des communautés et du tissu économique local par le biais d'initiatives dans divers domaines d'intervention ainsi que par le biais de partenariats et d'accords commerciaux avec les fournisseurs locaux   | Violations des droits et du bien-être des communautés, réinstallations involontaires, compensations inégales et exploitation des ressources naturelles au détriment des communautés locales   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Accès à l'énergie<br>ODD: 7 13   | ↓                        | Réalisation d'infrastructures et amélioration de la qualité des services dans les zones reculées   | Dispersion et inefficacités dans le réseau de distribution avec des effets sur la communauté et l'environnement   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Innovation<br>ODD: 7 9 12 13   | ↑                        | Initiatives d'innovation et de transformation impliquant également les entreprises et les partenaires de la chaîne d'approvisionnement   |   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |
| Numérisation et cybersécurité<br>ODD: 9 13 16  | -                        | Amélioration de la cybersécurité dans les pays de présence grâce à des collaborations avec les institutions et les entreprises   | Perte de données et d'informations sensibles d'employés, de clients, de partenaires, etc.   | ●                              | ■■■        | ■■■                   |

(1) Par rapport à l'analyse précédente, trois thèmes ont été fusionnés avec des thèmes existants en 2022 : "Technologies à faible émission de carbone" avec "Lutte contre le changement climatique", "Biodiversité" avec "Réduction des incidences sur l'environnement" et « Local content » avec "Développement local".

# Activités d'engagement des parties prenantes

Eni considère l'implication des parties prenantes comme un levier fondamental et stratégique pour poursuivre une transition juste, responsable et durable : la participation soutient la maximisation de la création de valeur à long terme pour l'entreprise et les partenaires eux-mêmes, tout en réduisant les risques pour celle-ci. Conformément au Code éthique, Eni entretient des relations fondées sur des principes tels que l'équité, la légalité, la transparence, la traçabilité, le respect des droits de l'homme, l'inclusion, l'égalité des sexes et la protection de l'environnement et des communautés. La participation et le partage des choix, des objectifs et des résultats de l'entreprise favorisent l'établissement de relations solides et d'une confiance mutuelle, et constituent également un élément important du processus d'évaluation de l'importance relative. En 2022, quelque 3 000 parties prenantes ont participé à l'analyse de matérialité qui oriente la stratégie de l'entreprise et guide la définition du Plan Stratégique. Le dialogue continu qui touche toutes les fonctions de l'entreprise avec des rôles, des niveaux d'implication et des responsabilités différents, nous permet de comprendre les attentes et les besoins des parties prenantes d'Eni, présentes dans 62 pays avec des spécificités et des contextes très divers. Pour soutenir les relations avec les parties prenantes locales, Eni utilise l'application d'entreprise "Stakeholder Management System" (SMS), dans laquelle quelque 5 300 parties prenantes sont répertoriées. Cet outil assure une gestion constante et rapide des réclamations et des demandes.

(\*) Les sujets marqués d'un astérisque sont indiqués par les fonctions de l'entreprise telles qu'elles prévalent dans l'interaction avec la partie prenante concernée. Les thèmes abordés sont issus de l'analyse de la matérialité, mais pas nécessairement dans l'ordre présenté. Sur les seize thèmes matériels, chaque fonction en a mis six en évidence.

| CATÉGORIES  | PRINCIPAUX THÈMES TRAITÉS   | PRINCIPALES ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT EN 2022  |
|---|---|---|
| <b>LE PERSONNEL D'ENI ET LES SYNDICATS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Lutte contre le changement climatique</li> <li>Santé et sécurité des travailleurs</li> <li>Innovation</li> <li>Développement du capital humain</li> <li>Diversité, inclusion et équilibre entre vie professionnelle et vie privée</li> <li>Réduction des impacts environnementaux</li> </ul>                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Parcours professionnels et de formation sur les compétences émergentes liées aux stratégies commerciales et au développement de l'esprit d'entreprise.</li> <li>Des initiatives de formation pour soutenir l'inclusion et la reconnaissance de la valeur de tous les types de diversité.</li> <li>Analyse du climat pour recueillir les opinions des employés sur l'entreprise.</li> <li>Initiatives internationales visant à soutenir la constitution d'équipes, la mobilité et la formation pour favoriser l'internationalité.</li> <li>Finalisation et/ou signature d'accords avec les parties syndicales dont celui pour le Smart Working en Italie et extension progressive à l'étranger, pour des initiatives de well-being des personnes ENI, le contrat d'expansion 2022-2023 et le renouvellement des Conventions Collectives des CCNL du secteur.</li> </ul>   |
| <b>COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Stratégie et performance économique et financière(*)</li> <li>Lutte contre le changement climatique</li> <li>Réduction des impacts environnementaux</li> <li>Protection des droits de l'homme</li> <li>Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale</li> <li>Économie circulaire</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Capital Markets Day (Plan stratégique 2022-25 et à long terme jusqu'en 2050) et Road-Show virtuel dans les principaux centres financiers.</li> <li>Road-show avec les investisseurs et les conseillers en matière de procuracy sur la rémunération des dirigeants.</li> <li>Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels.</li> <li>Participation des cadres supérieurs à des conférences thématiques organisées par les banques.</li> <li>Participation à des conférences thématiques et engagement permanent avec les investisseurs institutionnels et les principales agences de notation sur les questions ESG.</li> </ul>  |
| <b>COMMUNAUTÉS LOCALES ET ORGANISATIONS COMMUNITY BASED</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement local</li> <li>Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale</li> <li>Réduction des impacts environnementaux</li> <li>Accès à l'énergie</li> <li>Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement</li> <li>Protection des droits de l'homme</li> </ul>                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Consultations des autorités et des communautés locales pour de nouvelles activités exploratoires et/ou pour le développement de nouvelles entreprises et de projets de développement local.</li> <li>Consultations avec les communautés et autres parties prenantes dans les pays où des études d'impact ont été réalisées, y compris l'évaluation de l'impact social et sur les droits de l'homme.</li> <li>Gestion des demandes et des réclamations des communautés locales.</li> <li>Communications périodiques sur l'avancement des projets et ateliers sur les opportunités de Local Content.</li> <li>Campagnes de sensibilisation des communautés locales sur les questions de santé et l'utilisation de cuisinières améliorées.</li> </ul>   |
| <b>AGENTS SOUS CONTRAT, FOURNISSEURS ET PARTENAIRES COMMERCIAUX</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Santé et sécurité des travailleurs</li> <li>Lutte contre le changement climatique</li> <li>Protection des droits de l'homme</li> <li>Développement du capital humain</li> <li>Diversité, inclusion et équilibre entre vie professionnelle et vie privée</li> <li>Numérisation et cybersécurité</li> </ul>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Des initiatives de sensibilisation et la participation des fournisseurs à des webinaires thématiques, à des ateliers industriels et à des événements de formation pour favoriser une prise de conscience généralisée de la durabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement.</li> <li>Élargissement de la communauté Open-es et renforcement de l'initiative avec davantage d'outils et de services de développement et la fourniture d'un programme de formation ouvert à toutes les entreprises sur les thèmes prioritaires ESG.</li> <li>Due Diligence on Human Rights : extension de l'application du modèle basé sur les risques pour prévenir et atténuer les risques tout au long de la chaîne d'approvisionnement.</li> <li>Programme "Basket Bond - Sustainable Energy", un instrument financier innovant destiné aux fournisseurs d'Eni et à la chaîne énergétique, pour permettre d'accéder à des ressources financières pour des projets axés sur le développement durable.</li> </ul>   |
| <b>CLIENTS ET CONSOMMATEURS</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Relations avec les clients</li> <li>Innovation</li> <li>Réduction des impacts environnementaux</li> <li>Lutte contre le changement climatique</li> <li>Économie circulaire</li> <li>Numérisation et cybersécurité</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Réunions et ateliers avec les présidents, les secrétaires généraux et les responsables de l'énergie des associations de consommateurs (AdC) nationales et locales sur les questions de transition énergétique et les initiatives commerciales.</li> <li>Réunions territoriales avec les AdC régionales du Conseil national des consommateurs et des utilisateurs et parrainage des initiatives des AdC sur diverses questions sur le développement durable</li> <li>Écoute des consommateurs, des clients et l'implication des AdC pour l'analyse des produits, l'évaluation et le suivi du service, afin d'améliorer la satisfaction, la qualité et le positionnement de l'entreprise.</li> <li>Présentation aux AdC de résultats, des objectifs et des stratégies futures pour le développement et la réalisation de la customer centricity.</li> </ul>  |
| <b>INSTITUTIONS NATIONALES, EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Lutte contre le changement climatique</li> <li>Réduction des impacts environnementaux</li> <li>Accès à l'énergie</li> <li>Économie circulaire</li> <li>Innovation</li> <li>Sécurité Énergétique(*)</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Participation à des commissions mixtes, des réunions et des tables rondes avec des Institutions et des organisations locales, nationales, européennes et internationales sur des sujets liés aux activités commerciales, aux scénarios géopolitiques et énergétiques, y compris la décarbonisation, l'agro-industrie, le développement durable, etc.</li> <li>Représentation du positionnement d'Eni sur la transition énergétique et la décarbonisation dans les principaux forums multilatéraux internationaux (par exemple G20, B20, COP27).</li> <li>Engagement institutionnel et dialogue, également dans le cadre de partenariats et d'adhésions, avec des groupes de réflexion et des organismes associatifs (nationaux, européens et internationaux) et avec des organismes internationaux et/ou promus par les institutions italiennes et européennes sur l'énergie, la transition environnementale et la mobilité durable.</li> <li>Présentation de projets, visites d'associations et de délégations institutionnelles et politiques nationales auprès d'installations industrielles, de sites opérationnels et de centres de recherche.</li> </ul> |
| <b>UNIVERSITÉS, CENTRES DE RECHERCHE ET HUB D'INNOVATION</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Lutte contre le changement climatique</li> <li>Innovation</li> <li>Réduction des impacts environnementaux</li> <li>Développement local</li> <li>Économie circulaire</li> <li>Protection des droits de l'homme</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Accords de recherche avec les universités de Milan Bicocca et de Pise ainsi qu'avec l'ENEA pour la transition énergétique et la décarbonisation.</li> <li>Poursuite des activités de coopération avec : a) École Polytechnique de Milan et de Turin, Universités de Bologne, Naples, Pavie, Padoue, Pise, MIT, CNR, Consortium INSTM, ENEA et INGV, b) avec le CNR pour 4 centres de recherche conjoints pour le développement environnemental et économique. Collaborations en matière de formation avec : Université LUSS, Université IULM, Université Roma Tre, Université de Florence.</li> <li>Création d'un laboratoire commun avec l'université de Bologne pour les nouvelles technologies de transition énergétique.</li> <li>Participation en tant que membre fondateur au sein du PNRR à 4 centres nationaux de recherche et 2 écosystèmes d'innovation.</li> <li>Présence dans les principaux centres d'innovation nationaux et internationaux, accords avec des courtiers en innovation, des incubateurs et des accélérateurs de jeunes entreprises.</li> </ul>  |
| <b>ORGANISATIONS BÉNÉVOLES DE DÉFENSE ET DE CATÉGORIE, ASSOCIATIONS CONFINDUSTRIELLES ET ORGANISMES ASSOCIATIFS</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement du capital humain</li> <li>Économie circulaire</li> <li>Réduction des impacts environnementaux</li> <li>Santé et sécurité des travailleurs</li> <li>Innovation</li> <li>Lutte contre le changement climatique</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Adhésion et participation à l'OGCI, à l'IETA, au WEF, à l'IIPECA, à l'IOGP, au WBCSD, au GLOBAL COMPACT des Nations unies, à l'EITI, au Council for Inclusive Capitalism, à l'Energy Compact et collaboration avec des institutions internationales de défense des droits de l'homme.</li> <li>Conférences, débats, événements et initiatives de formation sur les questions de durabilité ; production de lignes directrices et partage des best practice, capacity building pour la génération et l'utilisation de crédits carbone.</li> <li>Réunions avec les associations d'entreprises territoriales et catégorielles pour la chaîne d'approvisionnement durable et les questions énergétiques et pour soutenir les secteurs d'activité, notamment par la vérification des positions communes et des études sur la décarbonisation.</li> <li>Accord de collaboration avec Confindustria pour le 4e concours des meilleurs acteurs de l'économie circulaire et le 2e Circular Bootcamp.</li> </ul>   |
| <b>ORGANISATIONS POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement local</li> <li>Lutte contre le changement climatique</li> <li>Économie circulaire</li> <li>Accès à l'énergie</li> <li>Innovation</li> <li>Santé et sécurité des travailleurs</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Consolidation, par le biais d'accords de collaboration/partenariat, des activités de développement menées dans les pays avec les organisations de coopération. Des accords ont été signés avec l'ONUDI et l'UNESCO, des organismes et agences de coopération nationaux tels que IAICS, l'EGPC, le gouvernorat de Nabeul (Tunisie) et le SETAB, des organisations de la société civile et du secteur privé telles que le Centro Cardiologico Monzino IRCCS, CNH Industrial et le groupe Iveco.</li> <li>Les collaborations se sont poursuivies avec le PNUD, l'USAID, des institutions financières telles que la Banque mondiale, la CDP et la Standard Bank, les ministères de la santé des pays hôtes et les organisations de la société civile.</li> </ul>   |

## CHIFFRES DE L'ANNÉE

**79%**  
taux de participation analyse climatique d'Eni

**>600**  
investisseurs rencontrés

**360**  
réunions/appels avec les investisseurs et les agences

**1.200**  
personnes impliquées dans le Social and Human Rights Impact Assessment

**751**  
communautés locales (également autochtones) cartographiées

**341**  
demandes et réclamations gérées

**>10 000**  
entreprises participant à Open-es

**>500**  
représentants des Associations de Consommateurs rencontrés

**~200**  
bourses universitaires versées

**55**  
bourses d'études pour des doctorats financés/cofinancés

**24**  
projets de recherche conjoints lancés

**>100**  
jeunes entreprises innovantes incubées/accéléérées

**30**  
accords signés pour des initiatives du développement socio-économique et sur la santé



# Modèle de Gestion Intégrée des Risques



Le Risk Management Intégré (RMI) vise à soutenir les principaux processus décisionnels de la direction et des organes de l'entreprise, en garantissant une prise de décision fondée sur les risques. En particulier, dans le cadre de la transition énergétique définie par l'entreprise, il contribue à la poursuite d'une "Transition juste" en promouvant une vision intégrée, globale et prospective du portefeuille de risques, qui prend en compte les impacts économiques, environnementaux, sanitaires et sécuritaires, sociaux et de réputation, facilitant l'identification des actions de réduction des risques les plus appropriées d'un point de vue durable.

| GRAZIA FIMIANI – DIRECTOR INTEGRATED RISK MANAGEMENT D'ENI |

Le Modèle de Risk Management L'intégration permet à la direction de prendre des décisions éclairées dans le cadre d'une vision biologique et globale

Eni a développé et adopté un Modèle de gestion intégrée des risques visant à garantir que la direction prenne des décisions éclairées (en fonction des risques), grâce à l'évaluation et à l'analyse des risques à court, moyen et long terme, mises en œuvre avec une vision intégrée, globale et prospective. La Risk Governance confère un rôle central au CdA, qui définit la nature et le niveau des risques compatibles avec les objectifs stratégiques, en incluant dans ses évaluations tous les risques susceptibles d'être pertinents pour la pérennité de l'entreprise à moyen et long terme. Les risques sont (i) évalués à l'aide d'outils quantitatifs et qualitatifs considérant à la fois la probabilité d'occurrence et les impacts (économiques, opérationnels, HSE, sociaux, réputationnels) qui seraient déterminés dans un délai donné si le risque devait se produire ; (ii) représentés, sur la base de la probabilité d'occurrence et de l'impact, dans des matrices permettant la comparaison et la classification par importance.

Au cours de l'année 2022, deux cycles d'évaluation ont été réalisés : au premier semestre, l'évaluation annuelle du profil de risque a été effectuée, impliquant 134 filiales présentes dans 45 pays, tandis qu'au second semestre, l'évaluation intérimaire des principaux risques a été réalisée, impliquant la mise à jour des évaluations et le traitement des principaux risques d'Eni et des principaux risques au niveau de business. Trois cycles de suivi ont ensuite été réalisés sur les Top Risks d'Eni afin d'analyser leur performance et l'état de mise en œuvre des actions de traitement, dont les résultats ont été présentés au conseil d'administration et aux organes de contrôle en mars, juillet et octobre 2022. Le portefeuille Top Risk d'Eni comprend des risques externes, stratégiques et opérationnels. En particulier, en termes d'évolution du portefeuille, le risque biologique est confirmé parmi les principaux risques avec une réduction de l'impact due au niveau élevé de couverture des anticorps et à la réduction de la gravité des variantes, tandis qu'il y a, à la

lumière du contexte international, le relèvement du niveau d'alerte sur la cybersécurité, avec une surveillance constante pour définir rapidement des actions visant à atténuer les scénarios de risque liés aux TIC. En outre, Eni, dans le cadre de sa stratégie de risque, de ses activités d'évaluation des risques et d'analyse des risques des projets, ainsi que pour les opérations M&A, utilise Integrated Country Risk, un modèle qui fournit une analyse intégrée du profil de risque au niveau du pays, mis à jour tous les six mois. Le modèle est élaboré à partir de contributions externes, par le biais d'informations recueillies auprès de fournisseurs spécifiques, et de contributions internes, résultant de l'exploitation des connaissances acquises dans le pays. Le tableau présente un résumé des principaux risques ESG identifiés et évalués. Pour chaque événement de risque, le type de risque - risque majeur et non-risque - et les références de page des principales actions de traitement dans le document sont indiqués.

FOCUS ON

## Risques liés au changement climatique

Le risque Climate Change est confirmé comme l'un des "Top Risk" d'Eni : dans un contexte international en pleine évolution, la stratégie de l'entreprise, qui vise à garantir la sécurité et la durabilité du système énergétique, reste clairement axée sur une transition énergétique équitable et sur la création de valeur pour les parties prenantes. Les risques liés au changement climatique sont évalués, gérés et contrôlés dans le cadre d'une approche intégrée et interfonctionnelle impliquant les secteurs d'activité et les fonctions spécialisées, et tenant compte des opportunités. L'analyse est menée conformément aux recommandations émises par la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), qui s'appliquent à la fois aux risques liés à la transition énergétique (scénarios de marché, risques de réputation, évolutions technologiques, respect du cadre juridique) et aux risques physiques (aigus et chroniques) liés au changement climatique.

### PROCESSUS D'ENI FONDÉ SUR LE RISQUE



| THÉMATIQUE                                 | ÉVÉNEMENT   | TOP RISK              | PRINCIPALES ACTIONS DE TRAITEMENT |
|--|---|-----------------------|-----------------------------------|
| RISQUES TRANSVERSAUX                       | Risques liés aux activités de recherche et de développement   |                       | Page. 32                          |
|  | Cybersécurité   | ■                     | Page. 35                          |
|  | Relations avec les parties prenantes locales  | ■                     | Page. 28                          |
|  | Instabilité politique et sociale et Global security risk  | ■                     | Pages. 79; 98                     |
|  | Risques liés à la gouvernance d'entreprise  |                       | Page. 22                          |
| <b>NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050</b>     |   |                       |                                   |
| CHANGEMENT CLIMATIQUE                      | Risque lié au Changement Climatique :<br>• risques liés à la transition énergétique<br>• risques physiques  | ■                     | Page. 38                          |
| <b>EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE</b>           |   |                       |                                   |
| PERSONNES                                  | Risque biologique ou propagation de pandémies et d'épidémies ayant des impacts potentiels sur les personnes et les systèmes de santé ainsi que sur les entreprises  | ■                     | Page. 63                          |
|  | Risques pour la santé et la sécurité des personnes :<br>• accidents des travailleurs et des agents sous contrat<br>• accidents liés à la sécurité des processus et à l'intégrité des actifs   | ■                     | Page. 58                          |
|  | Risques associés au portefeuille de compétences   |                       | Page. 57                          |
| RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT                 | Blowout<br>Incidents liés à la sécurité des processus et à l'intégrité des actifs<br>Risque réglementaire dans le secteur de l'énergie<br>Permitting<br>Risques environnementaux (par exemple, pénurie d'eau, marée noire, déchets, biodiversité)<br>Implication dans les litiges et les enquêtes HSE | ■<br>■<br>■<br>■<br>■ | Pages. 38; 72                     |
| DROITS DE L'HOMME                          | Risques liés à la violation des droits de l'homme (dans la chaîne d'approvisionnement, droits de l'homme dans la sécurité, droits de l'homme sur le lieu de travail, droits de l'homme dans les communautés locales)  |                       | Pages. 74; 84; 97                 |
| FOURNISSEURS                               | Risques liés aux activités d'approvisionnement  |                       | Page. 84                          |
| TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | Risques de conformité (anti-bribery, vie privée, etc.)  |                       | Page. 80                          |
| <b>PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>  |   |                       |                                   |
| COMMUNAUTÉ                                 | Risques liés au contenu local   |                       | Page. 107                         |

# Innovation technologique et numérique



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Les processus d'innovation sont réalisés grâce à la grande richesse d'expertise du personnel d'Eni et à la synergie entre la recherche interne, les compétences d'ingénierie avancées, les outils numériques utilisant nos big data et la grande puissance de calcul des superordinateurs d'Eni. L'expertise et les projets innovants sont enrichis par un réseau de 70 universités et centres de recherche nationaux et internationaux et par l'ouverture au marché et aux start-ups, en Italie et à l'étranger, grâce à des activités d'innovation ouverte.

| FRANCESCA ZARRI - DIRECTOR TECHNOLOGY, R&D & DIGITAL |

**PROGRÈS 2022**  
par rapport aux engagements d'Eni for 2021

**ENGAGEMENTS À L'HORIZON 2030**

### INNOVATION

164 millions d'euros consacrés à la recherche et au développement, dont 70 % à la décarbonisation (pour un objectif de 70 %)

23 nouvelles premières demandes de brevet, dont 13 sur les énergies renouvelables

▲ ATTEINT

Veiller à ce que 70 % des dépenses de R&D soient consacrées aux questions de décarbonisation chaque année pendant la période quadriennale 2023-2026 et maintenir le même niveau à long terme

900 millions d'euros de dépenses prévues en R&D sur la période 2023-2026

### NUMÉRISATION – TÉLÉTRAVAIL

Promotion de modèles de travail flexibles grâce à des interventions spécifiques et des outils numériques

▲ ATTEINT

Continuer à faire évoluer les services et outils numériques pour garantir une expérience utilisable, sûre et homogène sur chaque lieu de travail

### DURABILITÉ NUMÉRIQUE

Diffusion de la culture numérique et du développement durable avec les associations et Think Tank

▲ ATTEINT

Soutenir la transformation énergétique de l'entreprise avec des produits numériques avancés et des applications commerciales durables, sûres et fiables, en explorant les méthodologies "Green IT" et en consolidant la culture numérique. Promouvoir le développement technologique par des partenariats et la participation à des forums majeurs sur l'innovation

### L'INNOVATION OUVERTE

Naissance d'Eniverse Ventures

Lancer 5 nouvelles entreprises d'ici 2025

### POLITIQUE

Code éthique d'Eni.

### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Fonction Recherche & Développement centralisée structurée pour assurer un déploiement rapide et efficace des technologies développées. Gestion de projets d'innovation technologique selon les meilleures pratiques (planification et contrôle par phases en fonction de la maturité de la technologie). Mise à jour continue des procédures relatives à la protection de la propriété intellectuelle et à l'identification des prestataires de services professionnels. Fonctions d'Open Innovation (Open Innovation & Ecosystems Development, Joule, l'école d'Eni pour l'entreprise, Eniverse, Eni Next) qui travaillent en synergie pour étudier et soutenir le marché de l'innovation et tester des solutions innovantes et durables qui répondent aux besoins des entreprises.

### POUR EN SAVOIR PLUS

► [Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable](#) ► [eni.com](#) ► [Code éthique](#) ► [Joule](#) ► [Eniverse](#) ► [Eni Next](#)

## INNOVATION

La technologie est au cœur de la stratégie et de la transformation d'Eni, et est développée avec une approche intégrée capable de proposer différentes solutions pour atteindre les objectifs de la transition énergétique. Plus de 1 000

chercheurs participent aux activités de recherche, avec une expertise allant de l'amont à l'aval, des énergies renouvelables à l'environnement. Pour encourager l'innovation technologique, Eni a institué depuis 2008 ► **l'Eni Award**, un prix international dont la cérémonie

de remise des prix se déroule en présence du président de la République italienne et, depuis l'année dernière, Eni Joule for Entrepreneurship, un prix visant à encourager l'application, la valorisation et le transfert de technologies pour la transition énergétique.

**8.029**

brevets en vigueur

**13**

nouvelles demandes de premier dépôt de brevet sur les énergies renouvelables

## LES 4 PLATEFORMES D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE POUR ENI

### DÉCARBONISATION DES PROCESSUS

Les travaux se sont poursuivis sur le développement des technologies liées au bioraffinage et à la CCUS. En ce qui concerne les technologies de captage, de transport, de stockage et d'utilisation du CO<sub>2</sub>, Eni s'efforce d'améliorer l'ensemble de la chaîne technologique, d'identifier et de fournir à l'entreprise un portefeuille d'options qui peuvent s'adapter à différentes conditions opérationnelles et industrielles

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DES PRODUITS BIOLOGIQUES

Pour les biocarburants, les technologies de prétraitement des matières premières ont été développées et des matières premières biologiques supplémentaires provenant de sous-produits de l'économie circulaire, de déchets et de résidus, et d'huiles végétales non comestibles ont été introduites

### ÉNERGIES RENOUVELABLES ET NOUVELLES ÉNERGIES

Afin de soutenir le développement des énergies renouvelables, les travaux se sont poursuivis dans les domaines de l'énergie solaire (conventionnelle, avancée et à concentration), de l'énergie des vagues, de l'énergie éolienne et du stockage de l'énergie

### EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

En ce qui concerne les activités traditionnelles, le développement de technologies permettant de mieux comprendre le sous-sol, d'améliorer l'évaluation des risques liés à l'exploration et d'accroître l'efficacité opérationnelle et énergétique s'est poursuivi

## DÉPENSES EN R&D (millions d'euros)



Stockage de l'énergie : y compris les technologies de stockage de l'énergie thermique ou électrique en vue d'une utilisation ultérieure.  
Environnement : comprend les technologies de surveillance, de protection et d'entretien de l'environnement, ainsi que les technologies d'assainissement.

## L'INNOVATION NUMÉRIQUE

L'innovation numérique chez Eni est présente dans toute l'entreprise et joue un rôle décisif : elle accélère la transformation vers la neutralité carbone grâce à la technologie, à de nouvelles compétences et à des méthodes de travail de plus en plus agiles et intégrées. Les Digital Competence Center (DCC) favorisent le développement du savoir-faire numérique à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, par exemple en collaborant à des projets de recherche et de fusion pour accélérer les phases de validation et de prototypage grâce au Digital Twin des installations de démonstration et à des projets de

formation pour organiser des ateliers éducatifs consacrés à Data Science, Design Thinking et Agile. Le Green Data Center est l'un des meilleurs d'Europe en termes d'efficacité et les supercalculateurs soutiennent de plus en plus la recherche énergétique du futur. À partir de 2022, Eni participe au Centre national High Performance Computing, Big Data e Quantum Computing et collabore avec le Centre national pour le calcul de haute performance, le Big Data et l'informatique quantique ► **PASQAL** pour le développement de solutions HPC d'informatique quantique pour le secteur de l'énergie. Les données, la puissance de calcul et l'intelligence

artificielle permettent l'excellence opérationnelle des actifs, l'optimisation des performances et l'efficacité énergétique. De nombreuses initiatives d'innovation ont été lancées en 2022, telles que l'utilisation de robots à pattes et d'algorithmes de vision par ordinateur pour les inspections sur les sites industriels, l'utilisation de l'analytique pour la recherche de terres marginales et de biocultures pour la production de biocarburants, et la numérisation des processus dans le secteur *Carbon Offset* pour soutenir la prise de décision sur les projets REDD+ et dans le domaine de l'agrofourme pour soutenir le premier agri-hub au Kenya.



Eni applique sa propre méthodologie de validation technologique pour évaluer les avantages et les domaines d'amélioration des technologies

**VALIDATION DES TECHNOLOGIES ET INGÉNIERISATION DE L'INNOVATION**

Pour encourager l'adoption des meilleures technologies disponibles ou émergentes sur le marché, Eni dispose depuis plusieurs années de sa propre **méthodologie de validation** ("Technology Validation"), qui permet d'évaluer les avantages et les domaines potentiels d'amélioration avant de les adopter dans son propre projet de développement ou dans ses actifs opérationnels. Si un risque technologique est identifié, Eni définit toute autre vérification ou activité approfondie afin d'évaluer les mesures d'atténuation. En 2022, des technologies innovantes ont été validées dans les domaines sui-

vants : production d'énergie renouvelable, stockage de l'électricité, capture du CO<sub>2</sub>, production d'hydrogène bleu ou vert, processus d'économie circulaire, solutions d'intégrité des actifs. L'innovation est également une force motrice dans les activités d' **EniProgetti**, la société d'ingénierie d'Eni, engagée dans le développement de projets visant à valoriser les ressources naturelles, dans le domaine en aval et pour la décarbonisation. Dans ce dernier domaine, les activités d'ingénierie d'EniProgetti en 2022 se sont concentrées sur le projet CCS Liverpool Bay au Royaume-Uni et sur la bioraffinerie de Gela pour la réalisation d'un projet qui permettra la production de " Eni Biojet " et la commercialisation de 150 000 tonnes/an supplémentaires de

Sustainable Aviation Fuels (SAF) à partir de matières premières 100 % renouvelables. Parmi les activités dans le domaine de la robotique, de la mécatronique et de l'automatisation, un système de nanocapteurs innovants a été mis au point pour détecter les points potentiellement émissifs dans les zones encombrées ou difficilement accessibles par le personnel ou par d'autres moyens robotiques et le système robotique sous-marin Clean Sea a été optimisé, y compris pour la surveillance des champs offshore pour CCS. Dans une perspective à plus long terme, EniProgetti étudie également des applications robotiques pour la maintenance des futures centrales de production d'énergie à partir de ► la fusion par confinement magnétique.

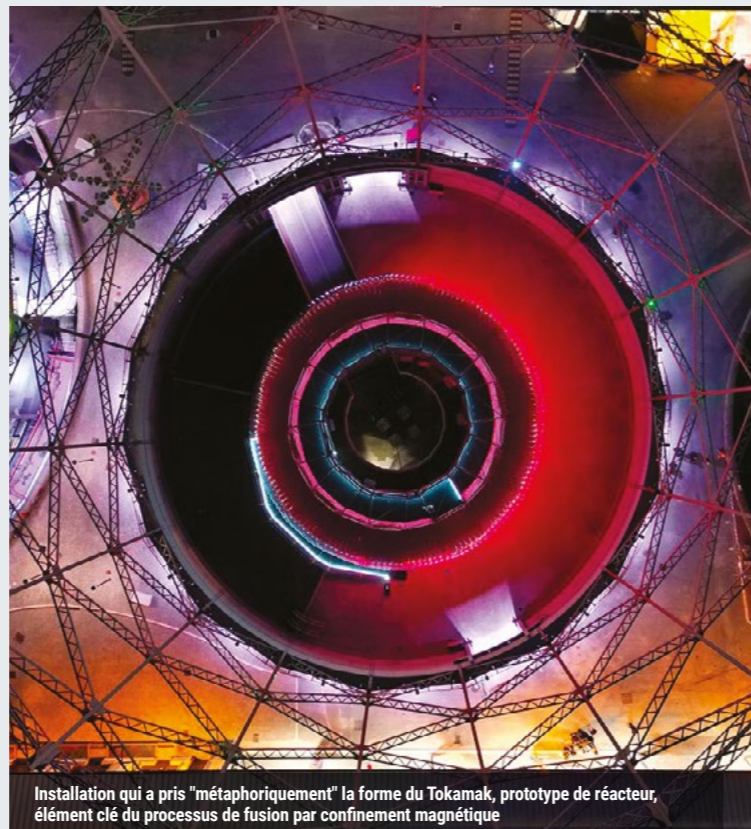
**FOCUS ON**

**L'énergie de fusion**

**OBJECTIF :** le développement de l'énergie de fusion, une fois qu'elle aura atteint un niveau industriel, permettra de produire de grandes quantités d'énergie sans émission grâce à un processus sûr et virtuellement illimité. Eni considère qu'il s'agit d'un défi stratégique et a depuis longtemps lancé un programme de fusion qui comprend plusieurs engagements au niveau italien et international.

**COLLABORATIONS EN ITALIE :** (i) participation au projet Divertor Tokamak Test facility (DTT) avec l'ENEA et d'autres entités universitaires et de recherche, dans le but de construire une machine expérimentale pour la gestion de la chaleur excédentaire développée dans une machine de fusion ; (ii) avec le CNR pour soutenir le développement d'une expertise spécifique sur la fusion par l'intermédiaire du Centre commun de recherche de Gela ; (iii) avec les organismes de recherche et les universités italiennes, pour permettre l'activation de 16 nouveaux doctorats sur la fusion en 2022 et mettre les superordinateurs de son Green Data Center à la disposition des chercheurs ; (iv) avec les entreprises italiennes, pour développer la chaîne de valeur de la fusion.

**COLLABORATIONS INTERNATIONALES :** (i) avec des associations industrielles ; (ii) avec le Massachusetts Institute of Technology (MIT) dans le cadre du programme scientifique LIFT (Laboratory for Innovation in Fusion Technology) ; et (iii) avec des organisations internationales ► **Commonwealth Fusion Systems (CFS)** pour accélérer l'industrialisation de la fusion par confinement magnétique. Dans la feuille de route du CFS, la construction de la première centrale électrique, capable d'alimenter le réseau, est prévue pour le début des années 2030, tandis que l'achèvement de la démonstration technique est prévu pour 2025.



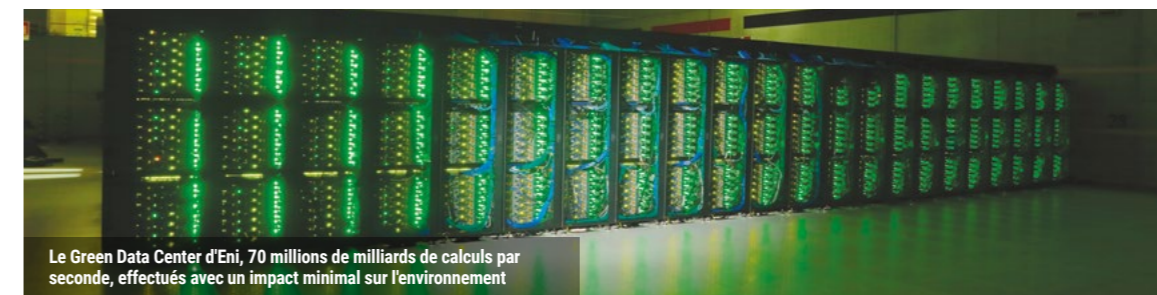
Installation qui a pris "métaphoriquement" la forme du Tokamak, prototype de réacteur, élément clé du processus de fusion par confinement magnétique

**CYBERSÉCURITÉ**

Le risque de cybersécurité chez Eni est considéré comme élevé en raison à la fois du contexte géopolitique dans lequel Eni opère et de la tendance croissante aux cyberattaques. C'est pourquoi Eni a mis en place, dans le cadre d'une approche fondée sur les risques, des mesures de défense pour prévenir et contenir les impacts, telles que le renforce-

ment de la défense de la cybersécurité. En 2022, le programme Cyber Security Culture visant à renforcer la culture d'entreprise sur les bons comportements s'est poursuivi avec plus de 80 initiatives, et les collaborations avec des organisations, des universités et des institutions se sont poursuivies pour l'élaboration de lignes directrices, telles que la

collaboration avec le World Economic Forum (WEF). Parmi les initiatives destinées aux tiers, des ateliers sur la gestion des cyber risques dans la chaîne d'approvisionnement pour les petites et moyennes entreprises ont été organisés et l'offre de formation pour les enseignants et les élèves des écoles primaires et secondaires a été élargie avec 20 initiatives, en personne et en ligne.



Le Green Data Center d'Eni, 70 millions de milliards de calculs par seconde, effectués avec un impact minimal sur l'environnement

**FOCUS ON**

**L'approche d'Eni en matière d'innovation ouverte**

Eni gère les processus d'innovation ouverte conformément à sa stratégie d'innovation pour la transition énergétique, en améliorant ses technologies et en soutenant à la fois les jeunes talents dans le développement de projets de durabilité et de circularité et les jeunes entreprises à fort potentiel pour créer des technologies Game Changer. En 2022, Eni a été confirmée comme l'une des 100 TOP Corporate Startup Stars, entrant dans la catégorie des 50 entreprises récompensées par le prix "Open Innovation Challengers". L'approche de l'innovation ouverte comprend des activités diversifiées dans quatre domaines d'intérêt :

**Open Innovation & Ecosystems Development**

Son objectif est de développer des écosystèmes et des pôles d'innovation technologique pour lancer des initiatives d'innovation ouverte et identifier des solutions adaptées aux stratégies d'entreprise, par une approche globale et transversale.

**Joule**

L'école d'affaires d'Eni qui soutient la croissance des jeunes entreprises innovantes et durables pour créer un écosystème d'entreprises spécialistes de la chaîne d'approvisionnement avec les énergies propres.

**Eni Next**

Entreprise 100% Eni, c'est une filiale spécialisée dans le capital-risque, ou Corporate Venture Capital, qui investit dans des start-ups à fort potentiel pour créer de la valeur technologique accélératrice.

**Eniverse Ventures**

Entreprise détenue à 100 %, Eni est investisseur en capital-risque, ou Corporate Venture Builder, pour soutenir le développement de technologies innovantes à partir des technologies propriétaires d'Eni et créer des nouvelles entreprises Eni qui soutiennent la transition juste.

**~180 mln**  
d'attaques (y compris automatiques) envers des applications exposées sur Internet

**>2.000**  
campagnes de phishing

**~15 mln**  
de courriels malveillants

**+2.500**  
solutions innovantes identifiées

**10**  
appel aux jeunes entreprises lancées chaque année

**+100**  
jeunes entreprises incubées/accéléérées

**+40**  
collaborations avec des jeunes entreprises lancées

**4**  
écosystèmes surveillés : Amérique du Nord, Israël, Europe et Afrique

# 1 NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050

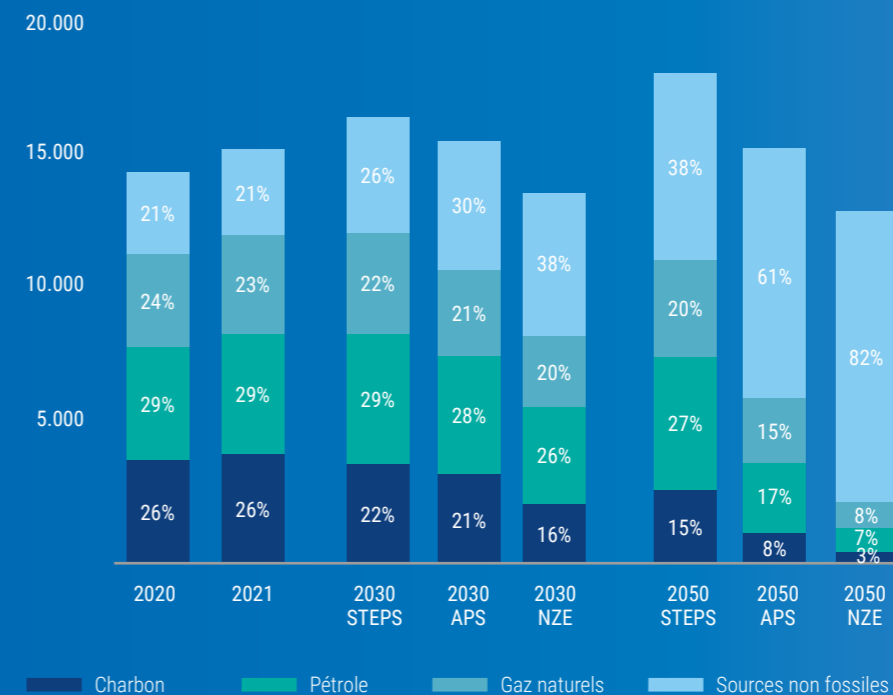
Le modèle d'entreprise d'Eni envisage une voie vers la neutralité carbone basée sur une approche qui considère les émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques et sur un ensemble d'actions qui conduiront à la décarbonisation totale des processus et des produits d'ici 2050. La stratégie climatique d'Eni repose sur un plan de transformation industrielle qui s'appuie sur les options technologiques disponibles et se concentre sur le développement de solutions innovantes.

## CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

### Le défi du net zéro à l'horizon 2050

Le GIEC insiste sur la nécessité de réduire immédiatement et rapidement les émissions mondiales de GES et de parvenir à une émission nette zéro de CO<sub>2</sub> vers 2050 afin de limiter l'augmentation de la température à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle. À cet effet, le GIEC définit plusieurs scénarios compatibles pour atteindre l'objectif de 1,5°C qui envisage la décarbonisation du système énergétique par la combinaison de plusieurs leviers, comme la diffusion des énergies renouvelables, l'électrification de l'utilité finale, l'usage de combustibles à teneur en carbone faible ou nulle, et le captage et le stockage du carbone (CSC), la modification du comportement des consommateurs, la réduction des émissions dans le secteur de l'évolution de l'utilisation des sols et la neutralisation des émissions résiduelles par l'élimination du carbone dans le secteur de l'évolution de l'utilisation des sols et la capture et le stockage du carbone appliqués à la bioénergie (BECS).

### Demande d'énergie par source (EJ)

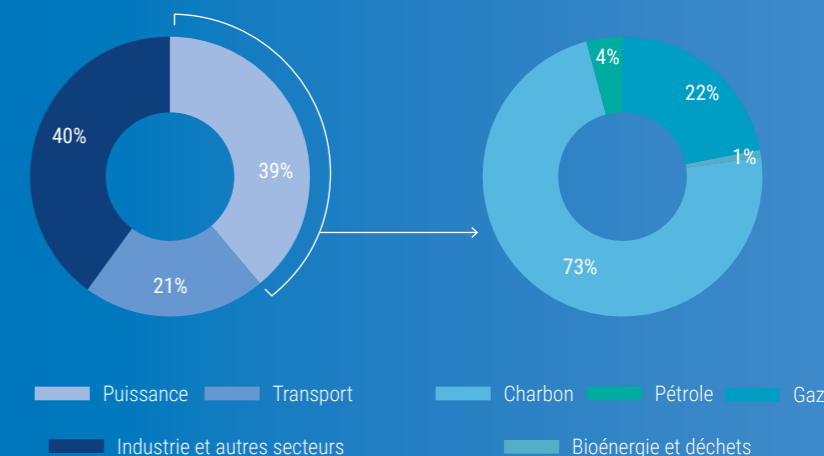


Parmi les possibles évolutions les plus citées concernant le paysage énergétique mondial, les scénarios de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) indiquent diverses trajectoires futures sur la base des hypothèses, des objectifs et des logiques de construction. Le scénario « Net Zéro » (NZE), construit selon une logique d'analyse rétrospective, « backcasting », indique l'une des voies possibles pour arriver à l'objectif de 1,5°C, en identifiant les principaux leviers de décarbonisation: l'électrification, l'efficacité des consommateurs et un changement radical de leur comportement, car un changement immédiat du paradigme énergétique est nécessaire. On s'attend à ce qu'ils entrent immédiatement dans les combinaisons production/consommation des différents pays et à ce qu'ils connaissent une croissance exponentielle dans un avenir proche. Pour y parvenir, il sera déjà nécessaire presque immédiatement, d'adapter/de modifier les systèmes énergétiques existants (hautement complexes) ou d'en construire de nouveaux, ce qui nécessitera des investissements importants. De plus, la demande énergétique mondiale en 2050 sera inférieure à celle d'aujourd'hui (-15 % par rapport à 2021), un objectif très ambitieux face à une économie mondiale qui croît à un rythme prévu d'environ 3 % et à une population qui augmente d'environ 2 milliards d'habitants. Le scénario STEPS comprend toutes les politiques mises en œuvre et planifiées par les gouvernements, tandis que l'APS suppose la réalisation de tous les objectifs Net Zéro annoncés (Vers une Transition Juste).

Source : Agence internationale de l'énergie (2022), World Energy Outlook 2022, AIE, Paris

### Les émissions de CO<sub>2</sub> mondiales du secteur de l'énergie

Les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> dues au secteur de l'énergie en 2022 ont augmenté de 0,9 % (par rapport à 2021), atteignant un nouveau record de plus de 36,8 Gt. Près de 40 % des émissions sont imputables au secteur de l'électricité, où le charbon est responsable de plus de 70 % des émissions, alors qu'il ne produit que 35 % de l'électricité totale. Sur le plan géographique, les pays émergents représentent encore plus de 65 % des émissions mondiales (~73 % des émissions dans le secteur électrique mondial).



Source : Agence internationale de l'énergie (2022), World Energy Outlook 2022, AIE, Paris

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Vers le Net Zéro d'ici 2050  | 39 |
| L'évolution des entreprises  | 40 |
| Plaidoyer et transparence    | 46 |
| Mesures des émissions de GES | 47 |



# Neutralité carbone d'ici à 2050



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Eni veut à créer de la valeur et à décarboniser l'entreprise, en se fixant des objectifs de réduction des émissions parmi les plus ambitieux du secteur de l'énergie, à la fois en termes d'intensité et en termes absolus, dans toutes les activités et tous les cycles de vie des produits. Notre stratégie de transition vers des combustibles plus propres et moins coûteux, des produits à faible teneur en carbone ou sans carbone, pour lesquels nous voyons de grandes opportunités de développement, nous permettra de devenir un fournisseur d'énergie de plus en plus compétitif. Notre expertise en matière de technologie et de recherche et développement, notre bonne gouvernance et la forte intégration de nos activités sont les moteurs de notre transition.

| FRANCESCO GATTEI - DIRECTEUR FINANCIER |

| PROGRÈS 2022<br>vs. engagements d'Eni for 2021 | OBJECTIFS À COURT TERME | OBJECTIF À MOYEN TERME | OBJECTIF À LONG TERME |
|--|-------------------------|------------------------|-----------------------|
|--|-------------------------|------------------------|-----------------------|

### NET CARBON FOOTPRINT (SCOPE 1+2) - BASELINE 2018

|                 |                            |                                |  |
|-----------------|----------------------------|--------------------------------|--|
| Upstream : -33% | Upstream : -50% d'ici 2024 | Upstream : Net Zéro d'ici 2030 |  |
| Eni : -19 %     | Upstream : -65% d'ici 2025 | Eni : Net Zéro d'ici 2035      |  |

### NET GHG LIFECYCLE EMISSIONS (SCOPE 1+2+3) - BASELINE 2018

|      |                   |                     |
|------|-------------------|---------------------|
| -17% | - 35 % d'ici 2030 | -80 % d'ici 2040    |
|      | -55% d'ici 2035   | Net Zéro d'ici 2050 |

### NET CARBON INTENSITY (SCOPE 1+2+3) - BASELINE 2018

|     |                  |                     |
|-----|------------------|---------------------|
| -3% | -15 % d'ici 2030 | -50% d'ici 2040     |
|     |                  | Net Zéro d'ici 2050 |

## POLITIQUE

Plan stratégique 2023-2026 ; engagement responsable d'Eni sur le changement climatique au sein d'associations professionnelles ; position d'Eni sur la biomasse ; code d'éthique d'Eni.

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Organisation fonctionnelle du processus de transition énergétique avec deux directions générales : Ressources naturelles, pour l'optimisation et la décarbonisation progressive du portefeuille Upstream, et Energy Evolution, pour l'expansion des activités bio, renouvelables et d'économie circulaire et l'offre de nouvelles solutions et services énergétiques. Fonction centrale dédiée à la supervision de la stratégie et du positionnement en matière de changement climatique. Systèmes de gestion de l'énergie coordonnés avec la norme ISO 50001, inclus dans le système réglementaire HSE, pour améliorer la performance énergétique et déjà mis en œuvre dans tous les principaux sites Mid-Downstream et en cours d'extension à l'ensemble d'Eni. Organisation de la recherche et du développement technologique visant à la réalisation et à l'application de technologies à faible empreinte carbone, en pleine intégration avec les sources renouvelables, l'utilisation de la biomasse et la valorisation des déchets, ainsi que le développement de technologies pour l'exploitation de nouvelles formes d'énergie ou de vecteurs énergétiques avec une empreinte carbone réduite ou nulle.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- [Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable](#)
- [eni.com](#)
- [Code Éthique](#)
- [Évaluation des positions des associations industrielles en matière de politique climatique](#)
- [L'engagement responsable d'Eni sur le changement climatique au sein des associations professionnelles](#)

# Vers le Net Zéro d'ici 2050

## LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA DÉCARBONISATION ET LES OBJECTIFS D'ENI

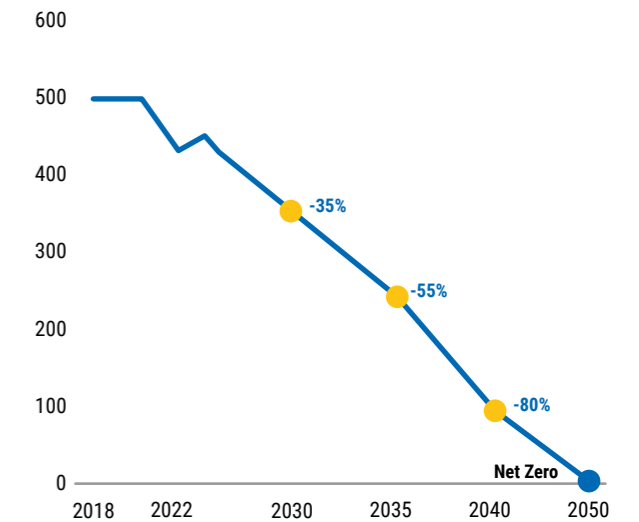
Eni veut participer activement à la transition du secteur de l'énergie avec une stratégie à long terme qui permettra d'atteindre la neutralité carbone en 2050, conformément aux scénarios compatibles avec le maintien du réchauffement climatique en deçà du seuil de 1,5°C à la fin du siècle. À cette fin, depuis 2014, Eni s'est engagée sur la voie de la transformation industrielle qui a progressivement permis à l'entreprise de créer de la valeur même dans des scénarios difficiles, en contribuant à garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques et la durabilité de l'environnement.

## LES LEVIERS OPÉRATIONNELS DE LA DÉCARBONISATION

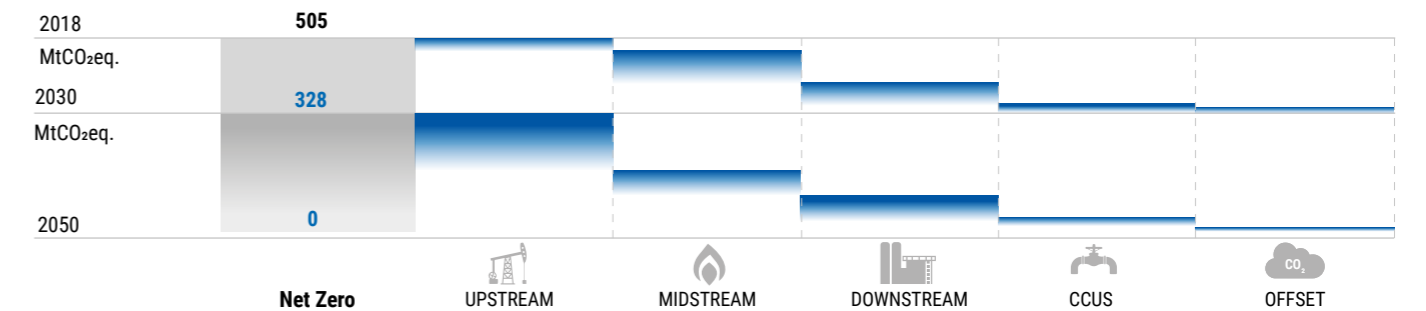
La stratégie d'Eni vers le Net Zéro est soutenue par un plan de croissance et de transformation industrielle qui implique l'ensemble de la chaîne de valeur, envisageant l'optimisation et la valorisation du portefeuille Upstream par une décarbonisation progressive, combinée à l'expansion des activités bio, renouvelables et de l'économie circulaire et à l'offre de nouvelles solutions et de nouveaux services éner-

gétiques. Environ 90 % de l'objectif de réduction absolue à long terme sera atteint grâce à la transformation des activités conventionnelles. Pour l'amont, la production d'hydrocarbures diminuera à moyen et long terme, avec un plateau attendu d'ici 2030 et une croissance progressive de la composante gazière qui atteindra 60 % d'ici 2030 et plus de 90 % après 2040. Pour le secteur intermédiaire/aval, les activités contribueront à réduire les émissions, principalement grâce à l'utilisation de gaz naturel et de GNL et à la

## ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE (MtCO<sub>2</sub>eq.)



## ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE (SCOPE 1+2+3)



## FOCUS ON

### Rôle des crédits carbone

Eni prévoit de compenser ses émissions résiduelles en s'appuyant sur les initiatives Natural Climate Solution et sur l'application de solutions technologiques dans différents domaines, dans le but de maximiser progressivement la composante d'élimination du carbone. Les initiatives identifiées garantissent la compensation des émissions en générant des crédits carbone de haute qualité, certifiés selon les normes internationales les plus élevées, à la fois pour la composante d'atténuation du changement climatique, comme le Verified Carbon Standard (VCS), et pour la contribution à la réalisation des objectifs de développement durable (comme le Sustainable Development Verified Impact Standard (SD VSta) et le Climate, Community and Biodiversity (CCB)). Dans ce contexte, outre les activités de conservation et de protection des forêts dans le cadre du programme REDD+, qui ont débuté en 2019 avec le Luangwa Community Forest Project (LCFP) en Zambie, Eni a lancé en 2022 des initiatives de génération de crédits carbone basées sur la technologie avec le projet de [Clean Cooking en Côte d'Ivoire](#).

# L'évolution des entreprises

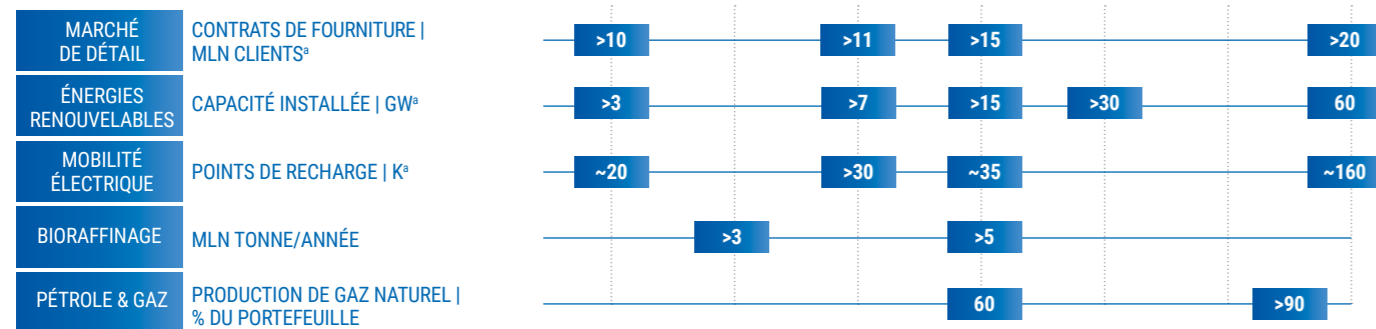
## OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE EN MATIÈRE DE NET ZÉRO D'ICI 2050

La stratégie d'Eni vers le Net Zéro est étayée par un plan de transformation industrielle qui suit les voies distinctes et synergiques des deux directions générales : Natural Resources, active dans l'optimisation et la décarbonisation progressive du portefeuille Upstream, dans le déve-

loppement de projets de stockage de CO<sub>2</sub> et de Natural Climate Solution et dans l'intégration avec le bioraffinage en développant un réseau agri-hub innovant, et Energy Evolution, active dans l'expansion des activités bio, renouvelables et d'économie circulaire et dans l'offre de nouvelles solutions et de nouveaux services énergétiques. En outre, le plan de transformation est soutenu par des activités

transversales qui visent à la fois à optimiser les solutions existantes et à rechercher des innovations de rupture susceptibles d'accélérer la décarbonisation (Innovation). La stratégie de décarbonisation d'Eni repose sur un plan qui tient compte de la dynamique du marché et de l'évolution de la Société, décliné en objectifs spécifiques pour chaque secteur d'activité.

### PRINCIPAUX OBJECTIFS D'ENTREPRISE



a) Plénitude 100%

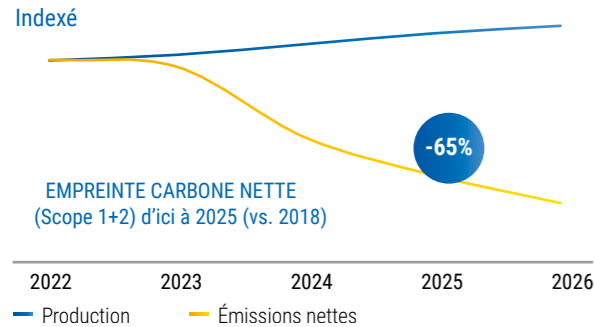
## LA DÉCARBONISATION DES ENTREPRISES TRADITIONNELLES

La stratégie d'Eni vise à remplir chacun des piliers essentiels du trilemme énergétique, en réalisant des réductions significatives des émissions de GES parallèlement à la sécurité et à l'accessibilité de l'énergie. La production d'hydrocarbures augmentera entre 2023 et 2026, avec un plateau attendu d'ici 2030 et une croissance progressive de la composante gazière

qui atteindra 60 % d'ici 2030 et plus de 90 % après 2040. Dans le même temps, Eni a maintenu ses objectifs de décarbonisation, qui visent à atteindre zéro émission nette (Scope 1+2) pour les activités Upstream d'ici 2030, avec des objectifs intermédiaires de réduction de 50 % d'ici 2024 et de 65 % d'ici 2025 par rapport à 2018, sur la base des leviers de l'efficacité énergétique, de l'absence de torchage de routine et de la minimisation des émissions de méthane. Les projets de captage et de stockage du CO<sub>2</sub> contribueront également à la réduction des émissions nettes d'Eni, tandis que les initiatives en matière de Natural Climate Solution compenseront les émissions résiduelles. En adoptant un modèle basé sur une exploration réussie à des coûts compétitifs, en réduisant le délai de mise en production des réserves, en adoptant une approche progressive du développement des

projets et en contrôlant continuellement les dépenses d'exploitation, Eni a construit un portefeuille de Pétrole et Gaz résilient, dont la part de gaz représente environ 52 % des réserves totales prouvées d'Eni en 2022. La part restante du portefeuille Oil & Gas est constituée en grande partie de projets conventionnels à faible taux d'émission. Les analyses effectuées sur les réserves 2P ont montré que le seuil de rentabilité moyen du Brent, c'est-à-dire le prix qui garantit un retour sur investissement égal au coût du capital, est inférieur aux prix actuels du pétrole brut, ce qui favorise des retours sur investissement rapides, inférieurs à 5 ans pour les nouveaux projets. Cela améliore la résilience du portefeuille Pétrole & Gaz aux scénarios à faible émission de carbone en atténuant le risque de stranded asset (Résilience de la stratégie du scénario à faible émission de carbone).

### ÉMISSIONS NETTES DE GES SCOPE 1+2 UPSTREAM VS. PRODUCTION

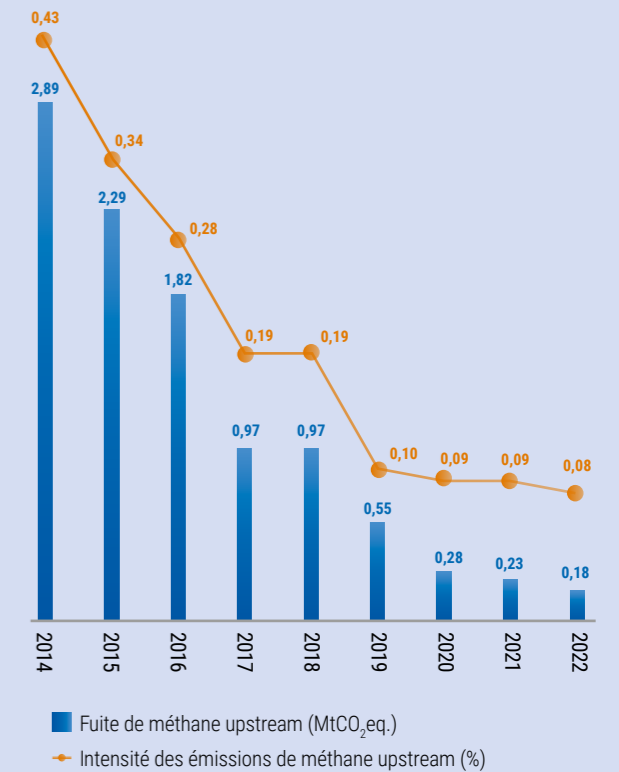


### FOCUS ON

## L'engagement d'Eni à réduire les émissions de méthane

**CONTEXTE :** Eni est consciente de l'importance de la réduction des émissions de méthane, compte tenu de son fort pouvoir de changement climatique et de son rôle reconnu en termes de possibilités d'atténuation du réchauffement planétaire à court et à moyen terme.

**ACTIVITÉS :** Eni s'engage à mettre en œuvre des actions pour contrôler et minimiser les émissions de méthane tout au long de sa chaîne d'approvisionnement en Pétrole & Gaz et confirme son objectif de maintenir l'intensité des émissions Upstream en dessous de 0,2 %. Afin d'améliorer encore la précision et la transparence des rapports sur les émissions de méthane, avec le soutien d'un tiers, Eni procède à une campagne de mesure sur les principaux actifs exploités, qui s'achèvera en 2023 et permettra de fixer un nouvel objectif de réduction une fois qu'elle sera achevée. Eni participe également à d'importants partenariats internationaux dans le domaine du méthane, notamment la **Aiming for Zero Methane Emissions Initiative** d'OGCI, dans laquelle Eni s'engage, entre autres, à contrôler et à tester des technologies innovantes de mesure et d'atténuation des émissions. Eni est également signataire de l'initiative **Methane Guiding Principles** (MGP) et s'engage donc à respecter cinq principes clés dans la gestion des émissions de méthane (réduction, amélioration des performances, précision, politique et divulgation). Parmi les autres activités promues par le MGP, Eni a collaboré avec d'autres entreprises du secteur et des organisations internationales pour définir la stratégie européenne sur le méthane.



### PROJETS CSC

Les projets de captage et de stockage du CO<sub>2</sub> dans les réservoirs offshore en voie d'épuisement, ou de réutilisation dans d'autres cycles de production, sont un élément clé de la stratégie de transition énergétique d'Eni. Le CSC contribuera à réduire les émissions nettes des activités d'Eni et constituera une solution pour d'autres secteurs émetteurs difficiles à supprimer que le secteur de l'énergie. En s'appuyant sur son



portefeuille de projets de CSC déjà en cours de développement, qui utilisent des gisements de gaz épuisés et des infrastructures existantes, Eni s'est fixé pour objectif de stocker environ 10 MTPA de fonds propres d'ici 2030, avec une capacité brute totale de 30 MTPA. L'un des projets les plus avancés est **HyNet** situé dans la baie de Liverpool, qui devrait démarrer en 2025 avec une capacité de stockage initiale de 4,5 millions de tonnes par an. Pour le projet Raven-

na Phase 1, dont le développement a récemment commencé, le démarrage est prévu pour début 2024, et Ravenna Phase 2 pour fin 2026. Eni poursuit également un deuxième projet au Royaume-Uni, utilisant le champ épuisé de Hewett, qui pourrait être prêt d'ici 2027 et qui vise à décarboniser les zones de Bacton et de l'estuaire de la Tamise. Des opportunités sont également à l'étude en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, notamment le projet BES en Libye.

capacité de stockage de  
**10 MTPA**  
de capitaux propres d'ici 2030

### LES PRINCIPAUX PROJETS CCS

**UK HyNet**

**DÉMARRAGE**  
2025 Phase 1 (capacité de stockage de 4,5 MTPA)  
2030 Phase 2 (capacité de stockage de 10 MTPA)  
**CAPACITÉ DE STOCKAGE TOTALE**  
200 MT CO<sub>2</sub>

**ITALIA Ravenna**

**DÉMARRAGE**  
2024 Phase 1 (capacité de stockage 25ktonne/an)  
Fin 2026 Phase 2 (capacité industrielle de 4 MTPA)  
**CAPACITÉ DE STOCKAGE TOTALE**  
> 500 MT CO<sub>2</sub>

**LIBIA BES CO<sub>2</sub> Management**

**DÉMARRAGE**  
2027 Capacité de stockage 2,5 MTPA  
**CAPACITÉ DE STOCKAGE TOTALE**  
50 MT CO<sub>2</sub>

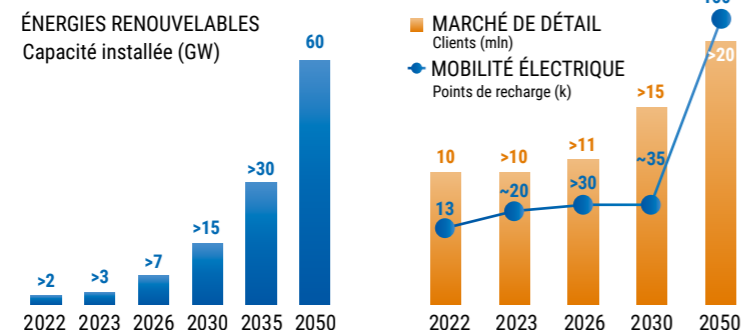


**+13.000**

points de charge pour les véhicules électriques en 2022

**LES NOUVELLES SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES**

Eni continue de transformer ses activités traditionnelles et de développer ses nouvelles activités en générant de la valeur et en aidant ses clients à réduire leurs émissions. Plenitude, la Société Benefit d'Eni qui intègre les énergies renouvelables, les solutions énergétiques pour les clients et un vaste réseau de recharge de véhicules électriques (EV), développe sa réserve de projets renouvelables et a atteint son objectif de plus de 2 GW de capacité installée en 2022. Les objectifs d'Eni dans ce domaine seront atteints grâce au développement organique d'un portefeuille diversifié, complété par des transactions sélectives d'acquisition d'actifs et de projets et des par-

**L'ÉVOLUTION DE PLENITUDE**

tenariats stratégiques au niveau national et international, qui permettront l'augmentation progressive de la capacité renouvelable installée de Plenitude avec plus de 15 GW d'ici 2030, pour atteindre 60 GW d'ici 2050. Dans un secteur de la mobilité en pleine évolution, qui prévoit une augmentation constante du nombre de véhicules électriques en circulation en Italie et en Europe, Plenitude dispose de l'un des réseaux les plus vastes et les plus capillaires d'infrastructures publiques de recharge pour véhicules électriques, avec plus de 13 000 points de charge répartis dans tout le pays, visant un total de 30 000 unités d'ici la fin de 2026, pour atteindre 160 000 d'ici 2050. Enfin, l'intégration des activités de détail, avec une croissance de la clientèle

à plus de 11 millions d'ici 2026 et plus de 20 millions en 2050, des énergies renouvelables et de la mobilité électrique, présente des synergies significatives d'un point de vue opérationnel, tout en garantissant la diversification et la résilience financière. Versalis s'engage à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 par la promotion de la chimie d'origine renouvelable, l'identification d'alternatives d'approvisionnement en matières premières durables et le développement continu de solutions de circularité. La recherche et le développement technologique sont également réalisés dans le cadre de partenariats, tels que Matrica - la JV créée en 2011 entre Versalis et Novamont à Porto Torres - spécialisée dans la production de bioproduits à partir de sources renouvelables. En outre, Versalis cherche à renforcer continuellement l'intégration de ses technologies : en décembre 2022, elle a acquis la technologie de production d'enzymes de DSM (une entreprise mondiale axée sur les secteurs de la santé, de la nutrition et des biosciences), l'intégrant ainsi à sa technologie exclusive Proesa®, appliquée dans l'usine de Crescentino, pour la production de bioéthanol durable.

**ALLIANCES POUR LA DÉCARBONISATION**

**Les analyses les plus récentes du GIEC ont montré que la décarbonisation est un processus en cours, mais qu'il existe toujours un écart d'émissions par rapport aux objectifs de Paris. Comment combler le fossé qui nous sépare de la transition énergétique ?**

Bien que le défi climatique figure désormais en bonne place dans l'agenda politique de tous les gouvernements et que les effets du changement climatique soient déjà évidents, les actions mises en œuvre jusqu'à présent sont encore insuffisantes. Cependant, beaucoup a été accompli et le développement des énergies renouvelables au cours des dix dernières années est sans aucun doute une réussite qui, d'une part, nous permet d'envisager l'avenir avec optimisme et, d'autre part, nous oblige à continuer à travailler pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Comme le souligne le World Energy Transitions Outlook de l'IRENA, la transition énergétique est en cours et nous conduira inévitablement vers un nouveau système énergétique dominé par les énergies renouvelables, complétées par l'hydrogène et l'utilisation durable de la bioénergie. Au cours de la dernière décennie, le coût de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables a chuté de manière spectaculaire (-88 % pour le solaire photovoltaïque ; -68 % pour l'éolien terrestre ; -60 % pour l'éolien en mer) et, dans le même temps, les investissements ont presque doublé, atteignant le chiffre record de 499 milliards d'USD d'ici 2022.

Les énergies renouvelables constituent un choix économique gagnant et, en particulier dans la phase de crise actuelle du système énergétique, elles jouent un rôle essentiel dans la résolution du "trilemme énergétique", c'est-à-dire l'équilibre entre la durabilité environnementale, la sécurité de l'approvisionnement et la compétitivité. Il reste cependant évident qu'il faut accélérer le plan d'investissement dans les technologies de transition, qui doit au moins quadrupler d'ici 2022 pour atteindre l'objectif de 1,5°C.

**La transition énergétique nécessite un effort collectif sans précédent, notamment en raison des événements récents qui ont remis la question de la sécurité énergétique au centre du débat sur le climat. Quel rôle joue l'IRENA pour faciliter la collaboration entre les institutions et les entreprises, telles qu'Eni ?**

La transition énergétique ne peut se faire sans une forte collaboration entre les institutions et les entreprises. Il suffit de dire qu'au cours de la période 2013-2020, le secteur privé a réalisé 75 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables. À partir de 2020, l'IRENA a commencé à signer des accords stratégiques avec certaines des entreprises les plus importantes du secteur de l'énergie et nous travaillons actuellement à la mise en œuvre de plusieurs initiatives importantes. Avec Eni, par exemple, nous avons élaboré un programme de renforcement des capacités visant à intégrer le continent africain dans la chaîne d'approvisionnement en biocarburants. Eni et l'IRENA collaborent

également à l'Alliance pour la décarbonisation de l'industrie, une alliance qui vise à accélérer la décarbonisation des secteurs industriels, qui représentent plus de 30 % des émissions mondiales et près de 40 % de la consommation mondiale d'énergie. Cette initiative est également particulièrement pertinente en raison des difficultés connues liées aux secteurs difficiles à abattre, où les entreprises individuelles n'ont pas toujours les solutions pour s'attaquer à la décarbonisation par elles-mêmes.

**Quelles sont les technologies les plus prometteuses selon l'IRENA et comment l'Alliance pour la décarbonisation de l'industrie soutiendra-t-elle l'accélération de leur développement ?**

Face à l'urgence du défi climatique, nous devons choisir la voie la plus rapide pour réduire les émissions, en donnant la priorité aux solutions existantes et à celles qui ont le plus de chances d'atteindre la maturité technologique au cours de cette décennie. Le World Energy Transitions Outlook de l'IRENA identifie l'efficacité énergétique et l'électrification facilitée par les énergies renouvelables comme les principaux leviers permettant d'accélérer la transition énergétique. L'hydrogène, quant à lui, jouera un rôle clé dans la transition des secteurs difficiles à abandonner, où le grand défi du remplacement du charbon doit être relevé. Pour créer un marché de l'hydrogène, il est nécessaire de travailler simultanément sur l'offre et la demande, et l'Alliance pour la décarbonisation de l'industrie offre une plateforme de collaboration entre les secteurs afin de poursuivre cet objectif.

**INTERVIEW**

Entretien avec **Francesco La Camera**  
Directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) depuis 2019, il a plus de 30 ans d'expérience dans le domaine du changement climatique, de la durabilité et de la coopération internationale.

**FOCUS ON****Eni Sustainable Mobility et le modèle d'intégration verticale avec les agro-industries**

Eni Sustainable Mobility, créée au début de 2023, est la société du groupe verticalement intégrée qui soutiendra la transition énergétique d'Eni, en combinant l'offre de carburants de plus en plus durables avec des services avancés dédiés aux automobilistes en Italie et en Europe, en s'appuyant sur un réseau de 5 000 stations-service, qui sera mis à niveau pour soutenir également la mobilité électrique et à base d'hydrogène. Eni Sustainable Mobility gèrera les bioraffineries d'Eni et les activités liées au biométhane, et poursuivra le développement de nouveaux projets, notamment ceux de Livourne et de Pengerang en Malaisie, actuellement en cours d'évaluation, et en Louisiane (États-Unis), où une bioraffinerie en coentreprise avec PBF a été construite et est en cours de démarrage.

L'un des éléments distinctifs de la stratégie de bioraffinage d'Eni est l'intégration verticale progressive avec les activités Upstream grâce au modèle agro-industriel innovant, qui peut fournir des matières premières durables qui n'entrent pas en concurrence avec la chaîne alimentaire et apportent une contribution significative au développement local et à l'économie circulaire. Le plan de développement des activités identifiées prévoit des accords avec les agriculteurs et les coopératives locales auxquels la production de graines oléagineuses est confiée et la construction par Eni de centres de collecte et d'extraction d'huile (agri-hubs). Les sous-produits de la chaîne de production seront destinés aux marchés locaux et éventuellement à l'exportation. En octobre 2022, la première cargaison d'huile végétale destinée au bioraffinage, produite à l'agri-hub Makueni d'Eni au Kenya, a été expédiée à la bioraffinerie de Gela. Outre l'huile végétale, Eni a déjà commencé à exporter de l'huile de cuisson usagée (UCO) collectée auprès des chaînes hôtelières, des restaurants et des bars de Nairobi, dans le cadre d'un projet déjà en cours qui promeut la culture du recyclage, sensibilise les opérateurs économiques aux avantages pour l'environnement et la santé d'une élimination correcte des huiles usagées et génère des revenus à partir des déchets. Ce modèle sera reproduit dans d'autres pays africains, partenaires de longue date d'Eni. Ces développements ont conduit Eni à accélérer sa stratégie et à relancer ses objectifs de capacité de bioraffinage, visant plus de 3 millions de tonnes par an d'ici 2025, par rapport aux 2 millions annoncés en 2022, et plus de 5 millions de tonnes par an d'ici 2030.



# €13,8 milliard

dépenses allouées aux activités à faible émission de carbone pour la période quadriennale 2023-2026

## ÉVOLUTION DE L'ALLOCATION DE CAPITAL

Eni s'engage à aligner ses plans et ses décisions d'investissement sur la stratégie de décarbonisation. L'évolution vers un portefeuille de produits entièrement décarbonés sera soutenue par une croissance progressive de la part des investissements consacrés aux activités à zéro ou à faible émission de carbone, qui atteindra 30 % du total des investissements en 2026, 70 % en 2030 et jusqu'à 85 % en 2040. Après 2035, ces activités généreront un flux de trésorerie disponible positif et

contribueront à hauteur de 75 % en moyenne sur la période 2040-2050. Les dépenses consacrées aux activités zéro et bas carbone s'élèveront à 13,8 milliards d'euros sur la période quadriennale 2023-2026<sup>1</sup>. À moyen et long terme, la part des dépenses consacrées aux activités pétrolières et gazières sera progressivement réduite, avec l'abandon progressif des investissements dans des activités ou des produits à forte intensité de carbone, et l'évaluation des grands projets d'investissement en fonction des objectifs de réduction des émissions fixés. En outre, le plan

de décarbonisation est intégré à la stratégie de financement d'Eni, qui a émis en 2021 la première obligation liée à la durabilité dans le secteur Pétrole et Gaz, dont le taux d'intérêt est lié aux objectifs de transition énergétique annoncés par l'entreprise. Dans ce sens, début 2023, Eni a mis sur le marché les premières obligations destinées au public en Italie liées à ses objectifs de durabilité pour une valeur initiale de 1 milliard d'euros, un montant doublé pour répondre au nombre élevé de demandes qui a conduit à la clôture de l'offre en seulement cinq jours (finance).

## INVESTISSEMENTS DANS DES ACTIFS À FAIBLE TENEUR EN CARBONE ET À TENEUR NULLE EN CARBONE 2023-2026 (EN MILLIARDS D'EUROS)

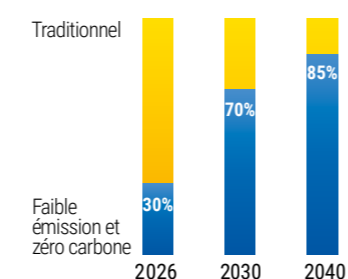
|  |     |
|--|-----|
| Production d'électricité à partir de sources renouvelables                                       | 4,6 |
| Réduction des émissions de GES   | 3,4 |
| Économie circulaire  | 3,5 |
| Recherche pour la décarbonisation, l'économie circulaire et les nouvelles solutions énergétiques | 0,6 |
| Développement du portefeuille de vente au détail (y compris l'e-mobilité)                        | 1   |
| Autres initiatives (y compris Natural Climate Solution et Venture Capital)                       | 0,7 |

## RÉSILIENCE DE LA STRATÉGIE FACE AUX SCÉNARIOS FAIBLE TENEUR EN CARBONE

Les initiatives de décarbonisation annoncées ou lancées par les gouvernements de nombreux pays pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, l'impulsion de la société civile, des ONG et du système financier, ainsi que l'évolution des préférences des consommateurs et la sensibilisation croissante au changement climatique et à la préservation des écosystèmes naturels, pourraient à moyen ou long terme conduire au déplacement de la demande d'hydrocarbures par les énergies renouvelables et d'autres vecteurs énergétiques à émissions nulles ou faibles. La gestion des risques de transition comprend l'examen régulier du portefeuille d'actifs de Eni et des investissements dans le développement de nouvelles réserves d'hydrocarbures afin d'identifier et

d'évaluer les risques potentiels liés aux changements dans les régimes réglementaires en matière d'émissions ou les conditions physiques dans lesquelles les opérations sont menées. L'exposition économique et financière d'Eni au risque découlant de l'introduction de nouveaux mécanismes de tarification du carbone est examinée par le CdA tant dans la phase d'autorisation préliminaire des investissements individuels que dans la phase ultérieure de suivi semestriel de l'ensemble du portefeuille de projets. Eni considère notamment que la gestion du risque de dépréciation des réserves est d'une importance capitale et a adopté une stratégie et des mesures pour atténuer ce risque. Le choix des projets de développement du secteur Pétrole et Gaz est basé sur des critères industriels et financiers stricts et le profil d'émission des opérations est analysé par le biais d'analyses de sensibilité aux impacts potentiels

## ALLOCATION DE CAPITAL



liés à l'introduction de taxes sur le carbone. En outre, Eni contrôle régulièrement la conformité des grands projets avec les seuils de rentabilité à la lumière d'éventuels changements dans le cadre réglementaire qui pourraient, par exemple, augmenter le coût des émissions.

Étant donné que les actifs Upstream ont une durée de vie très longue, l'évaluation de la résilience économique dépend fortement des hypothèses de la direction concernant les prix futurs des hydrocarbures. À cette fin, les variables de prix reflètent la meilleure estimation par la direction des fondamentaux des différents marchés de l'énergie, en tenant compte des tendances actuelles et prévisibles en matière de décarbonisation. En tant qu'outil de contrôle et d'évaluation supplémentaire, et comme le recommandent les lignes directrices de la TCFD, Eni vérifie par des tests de stress la recouvrabilité des valeurs comptables des investis-

sements dans le Pétrole & Gaz, qui représentent 70 % des actifs fixes d'Eni, par rapport à des scénarios de décarbonisation autres que celui adopté par la direction et, en particulier, par rapport au Net Zero Emission (NZE) de l'AIE. Ce test de résistance comprend également un scénario dans lequel les prix supposés par la direction sont réduits de 10 %. Les résultats de l'analyse de sensibilité, exprimés en pourcentage de rédu-

tion de la marge de sécurité donnée par l'excédent des flux de trésorerie futurs sur les valeurs comptables (c'est-à-dire la marge de manœuvre), sont présentés ci-dessous. Le test de résistance effectué par la direction d'Eni sur la valeur d'utilisation des actifs Pétrole & Gaz sur la base des hypothèses de prix et de coûts du scénario IEA NZE a révélé une perte de valeur et des dépréciations potentielles d'actifs non pertinents,

de l'avis de la direction, confirmant la qualité et la résilience des actifs d'Eni. Ces tests de résistance ont été réalisés en actualisant les hypothèses relatives au prix des hydrocarbures et au coût du CO<sub>2</sub> dans les projections de flux de trésorerie, sans tenir compte des changements possibles dans d'autres facteurs (par exemple, les volumes, le taux d'actualisation).  
 ➤ Résilience de la stratégie d'Eni dans le rapport annuel 2022.

|                                  | Marge de manœuvre valeur d'usage des CGU O&G vs. Valeurs comptables excédentaires % |                                       | Recrutement à l'horizon 2050 en termes réels USD 2021 |                                  |  |
|----------------------------------|---|---------------------------------------|---|----------------------------------|--|
|                                  | Coûts CO <sub>2</sub> déductibles   | Coûts CO <sub>2</sub> non déductibles | Prix du Brent (\$/bl)                                 | Prix du gaz en Europe (\$/mmbtu) | Coût du CO <sub>2</sub> (\$/tonne)   |
| Scénario Eni                     | >100%   | -                                     | 43  | 5,3                              | Projections des coûts du CO <sub>2</sub> dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission (EU/ETS) + prévisions des coûts de la sylviculture |
| Décote de 10 % prix scénario Eni | 80%   | -                                     | 39  | 4,8                              | Projections des coûts du CO <sub>2</sub> dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission (EU/ETS) + prévisions des coûts de la sylviculture |
| Scénario IEA NZE 2050            | 55%   | 49%                                   | 24  | 3,8                              | 250-180 par tonne de CO <sub>2</sub> <sup>(a)</sup>  |

(a) Prix différenciés selon que l'économie est classée comme "avancée" ou "émergente".

## FOCUS ON

## Risques et opportunités liés au climat

Les risques liés au changement climatique sont analysés, évalués et gérés en tenant compte des aspects identifiés dans les recommandations de la TCFD, qui concernent à la fois les risques liés à la transition énergétique (scénario de marché, évolution juridique et technologique et aspects de réputation) et le risque physique (aigu et chronique) lié au changement climatique. L'analyse est réalisée selon une approche intégrée et transversale impliquant des fonctions spécialisées et des domaines d'activité, y compris l'évaluation des risques et des opportunités connexes. Le tableau ci-dessous résume les principaux risques et opportunités liés au climat identifiés par Eni (➤ Facteurs de risque et d'incertitude). Afin de saisir les opportunités et de minimiser les risques liés au changement climatique, Eni met en œuvre une stratégie à long terme visant à transformer son modèle d'entreprise pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, conformément aux engagements de la communauté internationale, c'est-à-dire zéro émission nette pour tous les processus et produits commercialisés par le groupe sur l'ensemble de leur cycle de vie.

|                       | RISQUES              | OPPORTUNITÉS  |
|-----------------------|----------------------|---|
| RISQUES DE TRANSITION | <b>Norme</b>         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement des énergies renouvelables et à faible teneur en carbone</li> <li>Diversification des matières premières pour les bioraffineries et le secteur chimique et développement de nouveaux produits</li> <li>Mesures d'efficacité énergétique avec l'adoption des MTD</li> <li>Réévaluation des actifs dans une clé circulaire</li> <li>Développement du CSC et produits décarbonés</li> <li>R&amp;S, innovation et partenariats pour le développement de nouveaux produits et services pour la décarbonisation</li> <li>Positionnement distinctif dans les indices de référence climatiques et impact positif sur la perception des parties prenantes</li> </ul>  |
|                       | <b>Scénario</b>      |   |
|                       | <b>Technologique</b> |   |
|                       | <b>Réputation</b>    |   |
| RISQUES PHYSIQUES     | <b>Aigus</b>         | <p>L'Eni a mis au point un processus d'évaluation qui porte à la fois sur ses propres actifs et sur ceux des tiers susceptibles d'avoir un impact sur ses activités. Le processus, qui évolue constamment, notamment sur la base des résultats des premières mises en œuvre et des données fournies par les fournisseurs de données spécialisés, évalue le risque inhérent des actifs par rapport aux risques aigus et chroniques identifiés. Pour les biens exposés, la solidité et l'efficacité des mesures d'atténuation existantes sont évaluées, ce qui permet d'identifier le risque résiduel (pour chaque bien). Les actifs encore exposés au niveau de risque résiduel sont analysés plus en détail dans le cadre du processus d'intégrité des actifs, ce qui permet d'identifier en aval, le cas échéant, les mesures d'atténuation supplémentaires à mettre en œuvre.</p> <p>Eni est également attentif aux impacts socio-économiques et environnementaux dans les pays où il opère et a développé.</p> |
|                       | <b>Chroniques</b>    |   |

<sup>1</sup>) Contrairement à la réglementation fiscale de l'UE, ces dépenses comprennent également les interventions de JV, toutes les dépenses qui contribuent à la réduction des émissions (par exemple, l'efficacité énergétique et les interventions de réduction du brûlage à la torche), et celles qui soutiennent le développement de la base de clients Plenitude.



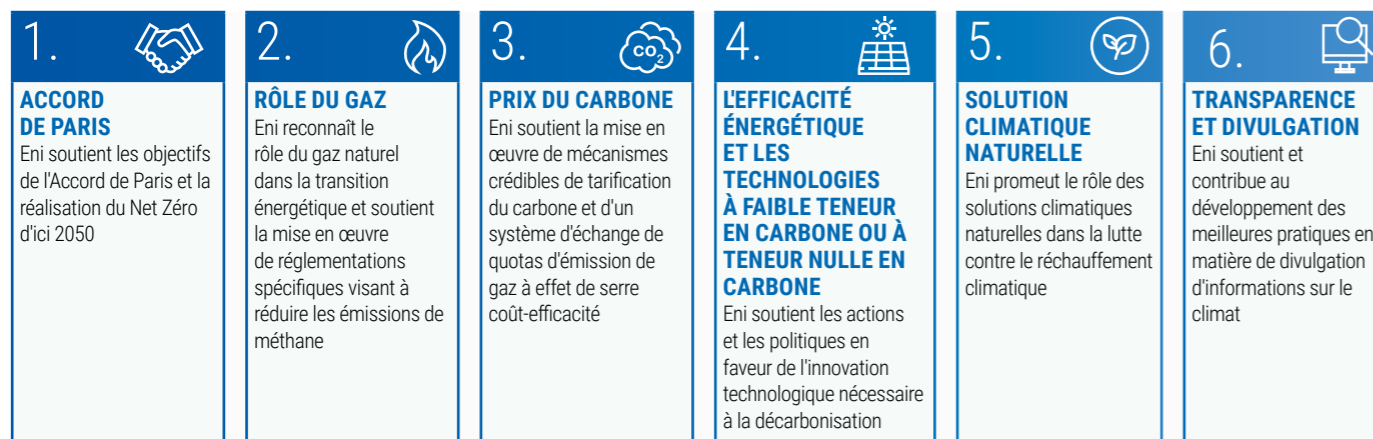
## Plaidoyer et transparence

Eni collabore depuis longtemps avec le monde universitaire, la société civile, les institutions et les entreprises pour favoriser la transition énergétique en générant de nouvelles connaissances, en partageant les meilleures pratiques et en valorisant les initiatives des parties prenantes. Eni dialogue avec les décideurs politiques à la fois directement et indirectement par le biais d'associations industrielles, contribuant activement à la définition de stratégies et de

normes visant à accélérer la transition vers le Net Zéro, grâce à son expérience en tant qu'entreprise internationale du secteur de l'énergie. Dans ses partenariats et ses activités de plaidoyer, Eni soutient et partage de manière claire et transparente sa position sur le changement climatique et les questions connexes de stratégie climatique. En 2020, Eni a publié ses [lignes directrices sur l'engagement responsable en matière de changement climatique](#) au sein des

associations dont elle est membre, prévoyant une évaluation périodique de l'alignement entre le positionnement d'Eni et celui des associations. Dans le [▷ deuxième rapport](#) publié en 2022, l'évaluation des positions publiques a été étendue à 40 associations, dont 38 étaient alignées sur les positions d'Eni et 2 partiellement alignées. En outre, Eni publie la [▷ liste des principales initiatives de sensibilisation au changement climatique](#).

### LES PRINCIPES D'ENI EN MATIÈRE DE DÉFENSE DU CLIMAT



Eni soutient la définition des meilleures pratiques pour une divulgation complète et efficace sur le changement climatique et défend la nécessité d'homogénéiser les méthodologies utilisées pour la déclaration des émissions de GES afin de rendre comparables les performances et les objectifs de décar-

bonisation du secteur Pétrole & Gaz. Dans cette optique, en 2022, [▷ Eni a apporté sa contribution aux consultations convoquées](#) par les régulateurs européens (EFRAG) et américains (SEC) sur les futures normes obligatoires de déclaration climatique et considère la définition de ces normes comme un pilier essen-

tiel pour accroître la transparence et l'efficacité du secteur privé en matière de climat. La transparence des rapports sur le changement climatique, ainsi que la stratégie mise en œuvre par l'entreprise, ont permis à Eni d'être évaluée positivement par les [principales notations ESG](#) et les repères climatiques.

### FOCUS ON

#### La valeur de la collaboration

**CONTEXTE :** les partenariats et les collaborations avec les partenaires de l'industrie sont un outil essentiel pour la transition énergétique. À cette fin, Eni continue d'étendre son réseau de collaborations avec le monde universitaire, la société civile, les institutions et les entreprises, dans le but d'unir les forces, de créer de nouvelles synergies et de multiplier les opportunités pour offrir des solutions innovantes en matière d'énergie à faible teneur en carbone et à teneur nulle en carbone.

**LES PARTENARIATS CLIMATIQUES D'ENI :** parmi les nombreuses initiatives internationales sur le climat auxquelles Eni participe, la [▷ "Oil & Gas Climate Initiative"](#) (OGCI) joue un rôle clé dans l'accélération de la réponse du secteur Pétrole & Gaz aux défis posés par le changement climatique. Créée en 2014 par cinq entreprises, dont Eni, l'OGCI compte aujourd'hui 12 sociétés Pétrole & Gaz, représentant environ un tiers de la production mondiale d'hydrocarbures. Eni est également membre du comité exécutif de l'IIPECA, l'une des associations professionnelles les plus pertinentes et les plus participatives de l'industrie Pétrole et Gaz, active sur les questions environnementales et sociales, qui vise à soutenir une voie vers un avenir Net zero. Récemment, l'IRENA a lancé l'Alliance pour la décarbonisation de l'industrie dans le but d'accélérer la décarbonisation des chaînes d'approvisionnement industrielles conformément aux objectifs de l'accord de Paris. Eni est cofondateur de l'initiative, qui a connu sa première réunion officielle lors de la COP27, au cours de laquelle des domaines d'action prioritaires ont été définis, notamment le développement des énergies renouvelables, des CCUS et de l'hydrogène vert.

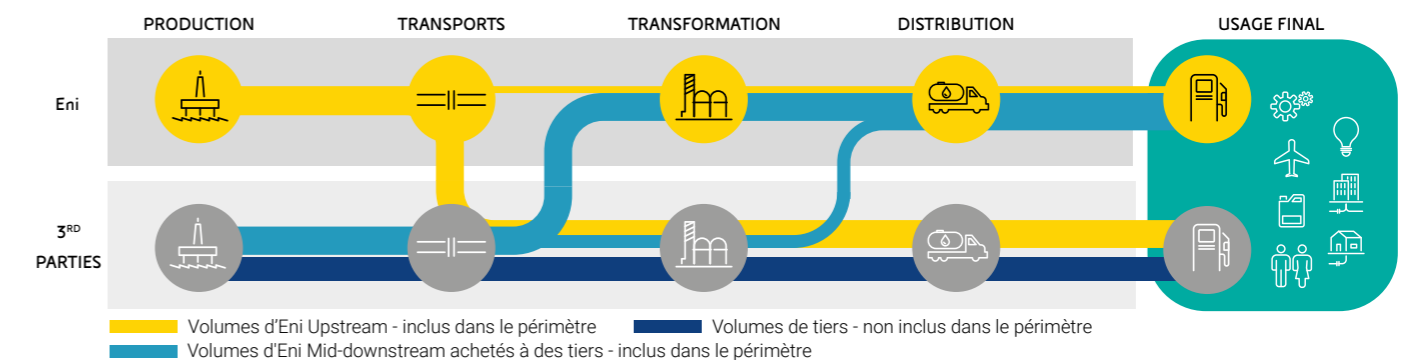
## Mesures des GES

Eni a adopté une approche d'analyse du cycle de vie comme l'outil le plus approprié et le plus représentatif pour tracer son chemin vers la neutralité carbone. La déclaration des émissions de GES de la chaîne d'approvisionnement d'Eni se réfère à une méthodologie exclusive distinctive qui permet une vision intégrée des émissions de GES

Scope 1+2+3 liées aux produits énergétiques vendus par Eni. Une approche qui englobe donc tous les produits énergétiques traités par les différentes activités d'Eni et toutes les émissions qu'ils génèrent tout au long de la chaîne de valeur. Les volumes de produits énergétiques considérés sont également quantifiés sur la base d'un périmètre élar-

gi, qui inclut à la fois la production propre et les volumes achetés à des tiers. Dans cette optique, la production et les émissions associées sont comptabilisées comme des capitaux propres et comprennent les émissions des Scope 1 et 2 liées aux activités d'Eni et les émissions du Scope 3 liées aux segments pertinents du puits à la roue.

### LE MODÈLE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

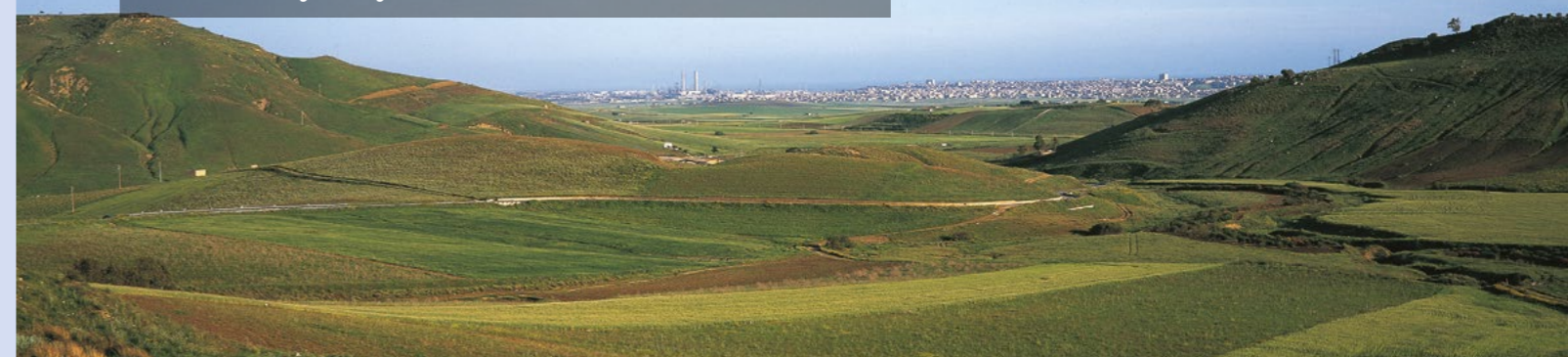


La méthodologie a été élaborée en collaboration avec des experts indépendants et est progressivement améliorée pour refléter les derniers développements en matière de normes de déclaration des émissions. Les indicateurs qui en résultent sont publiés annuellement et certifiés par l'auditeur [▷ Déclaration GES](#). Les émissions de GES Scope 1 et 2 sont publiées, depuis 2014, selon l'approche de l'opérateur qui consiste à comptabiliser à 100 % les émissions des actifs sur lesquels Eni exerce un contrôle opérationnel. En ce qui concerne les émissions Scope 3, elles sont déclarées selon les catégories du protocole GES, conformément aux lignes directrices de l'IIPECA, qui prévoient une analyse

basée sur l'activité et ont donc des périmètres de déclaration hétérogènes [▷ Déclaration GES](#). De ce point de vue, les émissions Scope 3 liées à la consommation finale des produits vendus (catégorie 11 d'utilisation finale) constituent la contribution la plus pertinente et sont calculées sur la base de la chaîne d'approvisionnement dominante d'Eni, c'est-à-dire la production Upstream, en tant que part d'équité. Ces émissions ne représentent qu'une partie des émissions Scope 3 end-use prises en compte dans les indicateurs Net GHG Lifecycle Emissions et Net Carbon Intensity, qui comprennent toutes les émissions de l'utilisation finale liées aux produits énergétiques vendus (y com-

pris en aval), ainsi que les émissions liées à la production, au transport, à la transformation et à la distribution des produits énergétiques. Les émissions de GES Scope 1 et 2 liées aux activités d'exploitation d'Eni font l'objet d'une assurance raisonnable, tandis que les émissions de la catégorie 3 et les mesures fondées sur les actions font l'objet d'une assurance limitée. La "Déclaration sur la comptabilisation et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre - Année 2022" et son rapport d'assurance sont joints au document [▷ Eni for 2022 - Sustainability Performance \(Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable\)](#) où sont publiés tous les indicateurs clés d'émissions d'Eni.

Le développement des biocarburants est l'un des moteurs de la transition juste d'Eni, basée sur l'économie circulaire et tirant parti de la bioraffinerie de Gela, un atout distinctif grâce à des technologies exclusives de pointe et à des améliorations constantes des produits et des processus. La bioraffinerie comprend des usines de production de biocarburants utilisant uniquement de la biomasse provenant d'huiles de cuisson usagées et de graisses issues de la transformation de la viande en Sicile.



# 2 EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

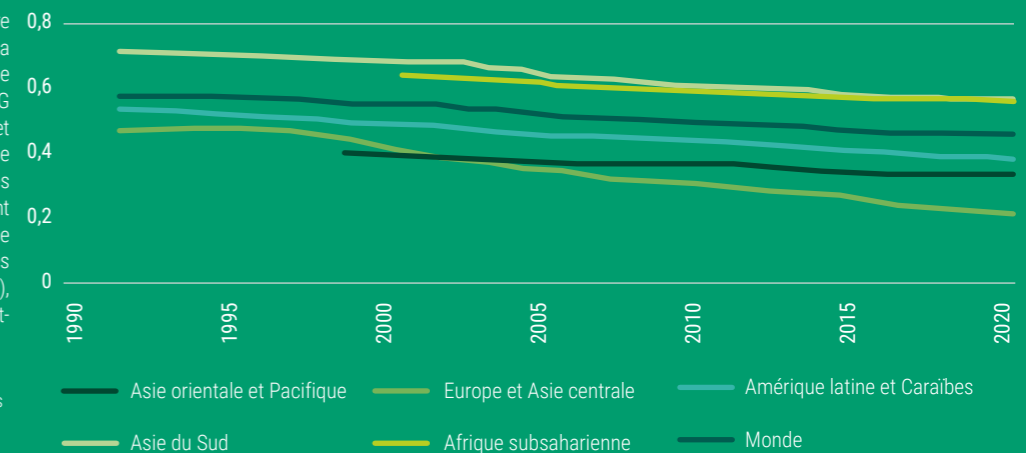
Afin de saisir les opportunités liées à l'évolution du marché de l'énergie tout en relevant les défis associés à la transition énergétique, l'activité d'Eni est constamment orientée vers l'excellence opérationnelle. Cela se traduit par un engagement permanent en faveur du développement des personnes par la consolidation et l'évolution des compétences et le renforcement de la diversité, de la protection de leur santé et de leur sécurité, et de l'intégrité des actifs. Eni s'engage également à protéger l'environnement en promouvant l'utilisation efficace des ressources naturelles et la sauvegarde des zones protégées importantes pour la biodiversité, à respecter et à promouvoir les droits de l'homme, en mettant l'accent sur la résilience et l'amélioration de la chaîne de valeur et du portefeuille de clients, ainsi que sur la transparence et la lutte contre la corruption sous toutes ses formes.

## CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

### L'évolution de l'indice d'inégalité de genre par zone géographique (1990-2021)

L'indice d'inégalité de genre (IIG) mesure l'inégalité de genre selon trois dimensions : la santé reproductive, l'autonomisation et le marché du travail. Une faible valeur de l'IIG indique une faible inégalité entre les femmes et les hommes et vice versa. L'évolution historique de l'IIG montre que les différences entre les zones géographiques se sont progressivement creusées. Alors que l'Europe et l'Asie centrale ainsi que l'Asie du Sud ont enregistré les résultats les plus significatifs (-44% et -25%), l'Afrique subsaharienne a connu des améliorations plus progressives (-12%).

Source : Adaptation élaborée par Eni du Programme des Nations Unies pour le Développement (pour plus de détails sur les pays, veuillez vous référer au site institutionnel de la Source).



### PRINCIPES INTERNATIONAUX EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME



Depuis 2011, date à laquelle les Nations unies ont publié les « Principes directeurs applicables à l'activité économique pour les Droits de l'Homme », les références normatives et réglementaires liées à ce sujet se sont multipliées à l'international.

Source : Eni retravaille le guide des droits de l'homme à l'intention des PDG, WBCSD 2020.

**+733 mln**

de personnes vivent dans des pays où le niveau de stress hydrique est critique

**>85%**

des zones humides de la planète ont disparu au cours des 300 dernières années

**10 mln**

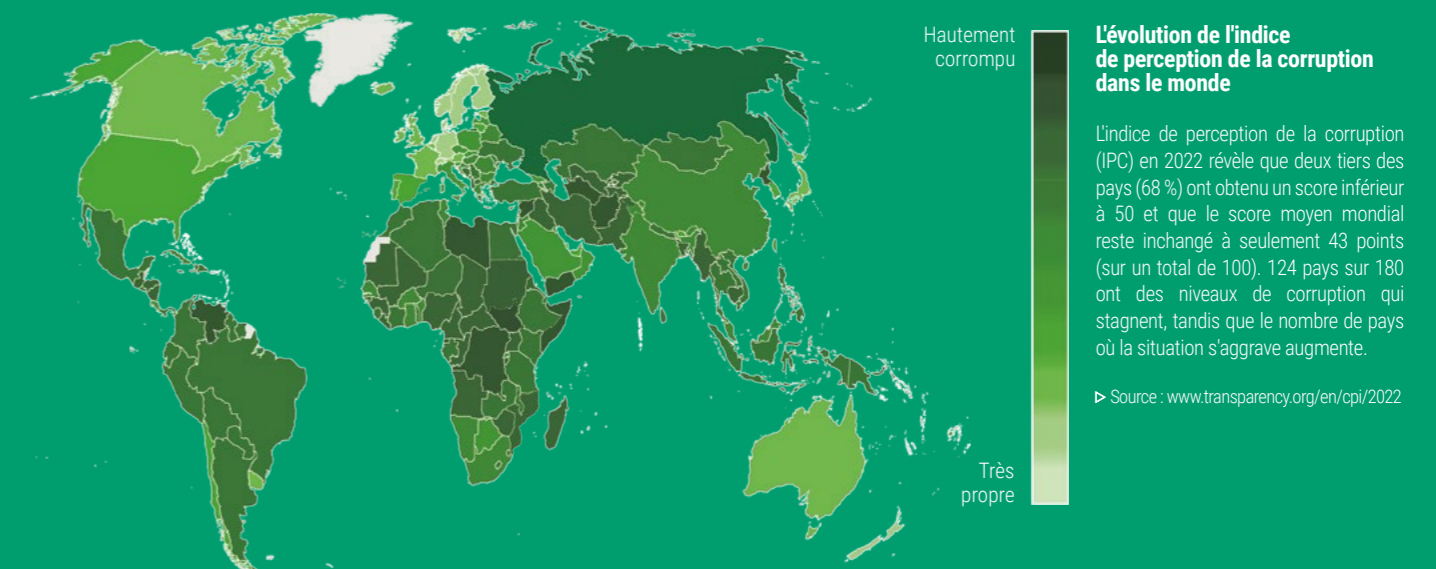
d'hectares de forêts sont détruits chaque année

**~40.000**

des espèces sont menacées d'extinction dans les décennies à venir

Source : Rapport 2022 sur les objectifs de développement durable, publication des Nations Unies éditée par le Département des affaires économiques et sociales (DAES), © 2022 Nations Unies. Avec l'autorisation des Nations unies.

|   |    |
|---|----|
| Chacun d'entre nous   | 50 |
| Sécurité et Santé des personnes                               | 58 |
| Environnement   | 66 |
| Droits de l'homme   | 74 |
| Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale | 80 |
| Clients et Fournisseurs                                       | 84 |





# Chacun d'entre nous



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Plusieurs caractéristiques personnelles et professionnelles convergent en chacun de nous, ce qui nous rend unique. Pour mettre en valeur le caractère unique de nos collaborateurs, nous travaillons tous ensemble à développer une culture de l'inclusion afin de créer un environnement de travail où les chances sont égales et où chacun peut se sentir libre de s'exprimer. La nécessité d'une approche d'apprentissage continu est de plus en plus évidente à une époque de changements rapides et de défis complexes, tels que la transition énergétique équitable. Eni s'engage donc à former chacun à faire face aux changements et aux défis en développant des compétences appropriées et un nouvel état d'esprit.

| MARWA ELHAKIM, RESPONSABLE D&I |

| PROGRÈS 2022<br>par rapport aux engagements d'Eni for 2021 | OBJECTIFS À COURT TERME (2023) | OBJECTIF À MOYEN TERME (2024-2026) | OBJECTIF À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ) |
|--|--------------------------------|------------------------------------|---|
|--|--------------------------------|------------------------------------|---|

### TAUX DE ROTATION

Turnover de 0,57 : donnée triennale 2020-22.  
Turnover femmes en 2022 : 1  
(contre turnover 0,73 pour les hommes).

▲ ATTEINT

Valorisation des ressources internes et greffe sélective de compétences stratégiques utiles pour soutenir le processus de transition énergétique  
Engagement à maintenir un taux de rotation du personnel féminin supérieur à celui des hommes.  
>1 taux de remplacement des femmes d'ici 2025

Renforcement des nouvelles structures avec un taux de rotation supérieur à 1.

### FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

Plus de 900 000 heures de formation et 27 500 employés formés dans le cadre du cours sur le "Nouveau code éthique"

▲ ATTEINT

16 000 employés seront formés sur le thème "Tolérance zéro : violence et harcèlement au travail" et 5 000 ressources pour le nouveau cours "Lutte contre la corruption spécialisée"

+20 % d'heures de formation d'ici 2026 par rapport à 2022  
Mise à jour des compétences en cohérence avec les évolutions commerciales et technologiques  
Achèvement du parcours "Tolérance zéro : violence et harcèlement au travail"

Mise à niveau des compétences en vue de l'achèvement de la transformation stratégique.

### DIVERSITÉ ET INCLUSION

+0,6 p.p. population féminine par rapport à 2021  
+0,7 p.p. population de moins de 30 ans par rapport à 2021

▲ ATTEINT

+1,7 p.p. population féminine par rapport à 2020  
+3 p.p. population de moins de 30 ans par rapport à 2021

+2,2 p.p. population féminine par rapport à 2020  
+5 p.p. population de moins de 30 ans par rapport à 2021

+3 p.p. population féminine par rapport à 2020 d'ici à 2030  
+7 p.p. employés non italiens à des postes de responsabilité par rapport à 2021 d'ici à 2030

### POLITIQUE et AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; Politique d'Eni contre la violence et le harcèlement au travail ; Code d'éthique d'Eni.

### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Processus de gestion et de planification fonctionnelle de l'emploi pour aligner les compétences aux besoins technico-professionnels. Outils de gestion et de développement pour l'implication, la croissance et la mise à jour professionnelles, l'échange d'expériences intergénérationnelles et interculturelles, la construction de parcours transversaux et professionnels de développement de la gestion dans des domaines techniques clés, la valorisation et l'inclusion de la diversité. Développement d'outils innovants de gestion des ressources humaines. Soutien et développement des compétences distinctives nécessaires en cohérence avec les stratégies d'entreprise, accent mis sur les questions de transition énergétique et de transformation numérique, également par l'utilisation de la Faculty/Academy. Mise à jour du système de gestion de la qualité de la formation conformément à la Norme ISO 9001:2015. Système de gestion des connaissances pour l'intégration et le partage du savoir-faire et de l'expérience professionnelle. De nouvelles initiatives de mobilité internationale pour favoriser une plus grande exposition aux entreprises et une politique de mobilité internationale dédiée plus flexible et un soutien renforcé à l'équilibre du work-life balance. Système de gestion des relations industrielles au niveau national et international : modèle participatif et plateforme d'outils opérationnels pour favoriser l'implication du personnel, conformément aux conventions de l'OIT (Organisation internationale du travail) et aux lignes directrices de l'Institut pour les droits de l'homme et les entreprises. Système de protection sociale pour l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- [Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable](#)
- [eni.com](#)
- [Code Éthique](#)
- [Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme](#)
- [Politique d'Eni contre la violence et le harcèlement au travail](#)

## DÉFIS LIÉS À L'EMPLOI

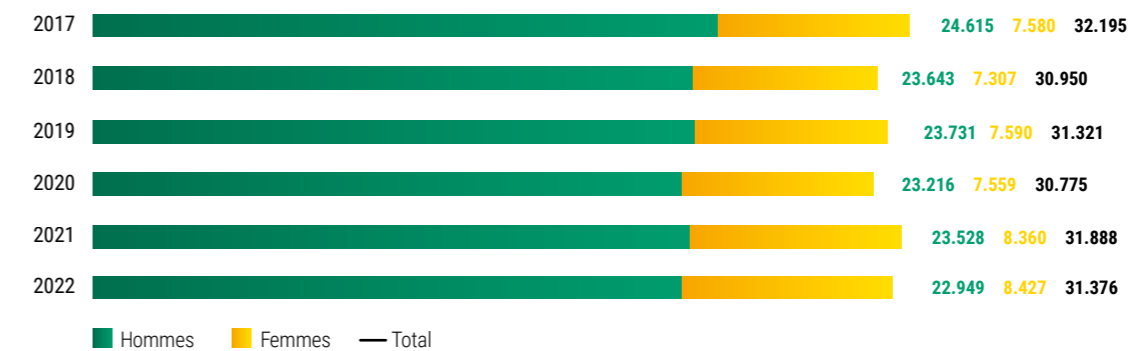
Conformément au processus de transformation entreprise, Eni continue à faire évoluer les compétences professionnelles de son personnel par le biais d'initiatives visant à les enrichir et/ou à les réorienter pour relever de nouveaux défis commerciaux. En 2022, les initiatives se sont poursuivies pour diffuser et intégrer, dans les processus et la culture interne, un nouveau modèle de capacités et de comportements visant à gérer efficacement la transition, en lançant des processus de révision des modèles professionnels et de mise à niveau des compétences pour la croissance d'un professionnalisme plus complet et intégré. En ce qui concerne la gestion de son personnel, Eni a lancé un nouveau modèle de gestion et de développement (People Journey) qui définit des parcours de développement tout au long du cycle de vie de

l'entreprise, diversifiés et cohérents avec le nouveau modèle d'entreprise, afin de valoriser les différentes compétences et talents professionnels dans une logique d'inclusion, et de favoriser la motivation, le sentiment d'appartenance et la proactivité des personnes. Dans ce contexte, en 2022, les processus de nomination d'environ 400 profils seniors identifiés dans les parcours prévus ont été finalisés et la révision des modèles concernant environ 4 400 ressources a été achevée, tout en commençant les activités de mise à jour des modèles qui concerneront 5 700 ressources supplémentaires. En outre, afin de rendre le marché du travail interne plus dynamique et plus fluide et de faciliter la mobilité entre les unités organisationnelles, Jobs4You, le site interne de publication d'offres d'emploi, a été amélioré. Des programmes de mentorat, de

coaching et de coaching d'équipe ont également été envisagés, ce dernier étant particulièrement destiné aux nouvelles équipes, notamment celles qui sont confrontées à des défis majeurs en matière de transition. En 2022, l'emploi dans le monde a diminué de 1,6 % par rapport à 2021, en raison de l'utilisation d'instruments extraordinaires tels que le Contratto di Espansione et l'Isospensione, en Italie, et de désinvestissements et déconsolidations dans le portefeuille Natural Resources à l'étranger. Malgré la discontinuité du marché de l'énergie, Eni a poursuivi ses objectifs en matière d'égalité femmes-hommes : en 2022, la présence des femmes a augmenté significativement de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2021, en ligne avec l'objectif de +3 points de pourcentage par rapport 2020 de la population féminine d'ici 2030

**31.376**  
personnes chez Eni

### EMPLOYÉS\* (nombre)



■ Hommes ■ Femmes — Total

\* Les chiffres diffèrent de ceux publiés dans le rapport financier, Eni dans le monde et dans le Business Model du présent document, car ils ne concernent que les sociétés consolidées intégralement.

**1.796**  
ressources engagées à durée indéterminée

**+0,6**  
points de pourcentage par rapport à 2021 de femmes sur la population totale

### LES INITIATIVES D'ENI POUR L'EMPLOI VERS LA TRANSITION JUSTE

#### CREATE

Des conditions préalables pour garantir que la transition est soutenue de manière adéquate, par exemple par l'acquisition de sociétés disposant d'un savoir-faire spécifique pour la transition énergétique, de nouvelles initiatives entrepreneuriales de haute technologie, un nouveau modèle de compétences et de capacités personnelles visant à créer un état d'esprit favorable à la transition.

#### ENGAGE

l'implication des parties prenantes dans les décisions de l'entreprise par le biais de canaux d'écoute (analyses climatiques, groupes de discussion virtuels et réunions avec le personnel d'Eni) et de relations avec les syndicats.

#### INCLUDE

des conditions et des possibilités de travail décentes et utiles pour tous les travailleurs, la promotion de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, un marché intérieur dynamique et fluide et l'égalité entre les hommes et les femmes.

#### UP/RESKILL

la formation continue par le biais de programmes de formation pour l'évolution des compétences existantes et le développement de nouvelles compétences selon l'optique de la transition juste pour soutenir le changement et la transition énergétique.

#### PROTECT

la mise en œuvre de programmes d'assistance et de soutien pour aider les parties prenantes pendant la transition grâce à de multiples initiatives dans les domaines de la santé, de la sécurité sociale, de l'aide au revenu et de la gestion de la famille.

#### ADVOCATE

pour la représentation auprès de l'opinion publique et des législateurs des questions urgentes relatives à une transition juste pour les travailleurs.



La pluralité est une ressource à préserver et à renforcer. Les fondements de l'engagement comprennent l'inclusion de toutes les diversités, tant dans l'entreprise que dans les relations avec le monde extérieur

**DIVERSITÉ ET INCLUSION : LA CULTURE DE LA PLURALITÉ**

L'approche d'Eni en matière de diversité et d'inclusion repose sur les principes fondamentaux de non-discrimination et d'égalité des chances, ainsi que sur un engagement actif à promouvoir et à garantir un environnement de travail dans lequel la diversité personnelle et culturelle est une source d'enrichissement mutuel

et un élément indispensable à la viabilité de l'entreprise. Eni veille à ce que tous ses employés soient traités équitablement, quelles que soient les différences de sexe, de nationalité, d'orientation sexuelle, de capacités physiques et d'âge. Ces principes sont affirmés dans le corpus réglementaire et dans la gouvernance d'entreprise, ainsi que dans la mission qui inspire ses valeurs. Une politique d'entreprise sur le thème des

violences et du harcèlement sur le lieu de travail a également été publiée en 2021 dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention 190 de l'OIT. Au cours de l'année 2022, Eni a mis en œuvre un plan d'actions identifiées comme prioritaires, visant à développer un état d'esprit inclusif et à renforcer les objectifs d'unicité spécifiques tels que le genre, l'internationalité, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

**PRIORITÉS D'INTERVENTION**

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
| <b>GOVERNANCE ET LEADERSHIP</b> | Définition d'objectifs et de cibles pour les responsables des fonctions concernées par les questions D&I et liées à la rémunération des cadres (MBO) et aux activités d'information adressées à la direction d'Eni sur les questions de diversité et d'inclusion  |
| <b>ENGAGEMENT</b>               | Développement et mise à jour des cours de formation institutionnels et des cours en ligne spécifiques tels que D&I Matters, qui offre une formation modulaire, interactive et actualisée  |
| <b>ÉCOUTE DES PERSONNES</b>     | Écoute par le biais d'initiatives telles que l'analyse du climat et l'engagement des entités étrangères d'Eni ; lancement de la D&I Community sur le canal interne d'Eni, réunions individuelles  |
| <b>COMMUNICATION</b>            | Mise en avant des journées internationales de l'unicité D&I à travers le canal interne Myeni et dans la communauté D&I ; initiative #EniForInclusion sur les questions d'âge, de genre, de handicap, d'orientation sexuelle à travers des actualités informatives, des webinaires et des événements en direct avec des témoignages externes ; création d'un sujet D&I sur le site corporate Eni.com |
| <b>PARTENARIAT</b>              | Collaboration avec Parks - Liberi e Uguale et Valore D ; participation à la Task Force Diversity&Inclusion d'ERT et au "Chief D&I Network" du WEF   |

**+1,2**

points de pourcentage des femmes à des postes de responsabilité par rapport à 2021

**VALORISATION DES FEMMES**

Eni a poursuivi et enrichi les initiatives visant à renforcer la présence et la valorisation des femmes, avec une référence particulière aux activités : (i) d'attraction des talents féminins, à travers l'organisation et la promotion d'initiatives pour les étudiants d'orientation vers les matières STEM (InspirinGirls, Think About Tomorrow, Coding Girls) et à travers la contribution des 150 rôles modèles et ambassadeurs Eni qui constituent un témoignage de l'égalité des chances des femmes dans le monde du travail de l'énergie ; (ii) de soutien au

développement féminin à travers des actions de diversification professionnelle, suivi des principaux pivots de carrière et enrichissement de l'offre de formation du management et du personnel avec des contenus visant à sensibiliser et à surmonter les biais de genre dans les relations et les processus d'entreprise ; (iii) de valorisation de la présence féminine, avec une attention aux processus de nomination à des postes de plus grandes responsabilités, domaine dans lequel au cours de l'année 2022 ont été finalisées les nominations d'environ 400 profils seniors avec une incidence de

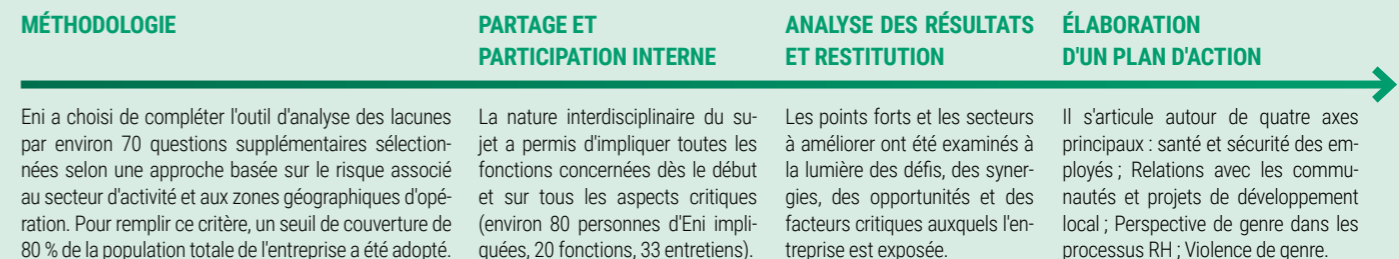
présence féminine supérieure à 30%, en croissance par rapport aux années précédentes ; (iv) de réalisation et d'adhésion aux campagnes de communication visant à soutenir les femmes (par exemple #IoconLei Orange the world des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes) et Partenariats visant à renforcer l'autonomisation et l'entrepreneuriat des femmes (par exemple Women X Impact et Valeur D), à partager les meilleures pratiques et à renforcer le réseautage sur les thèmes de l'inclusion et du développement des femmes.

**FOCUS ON**

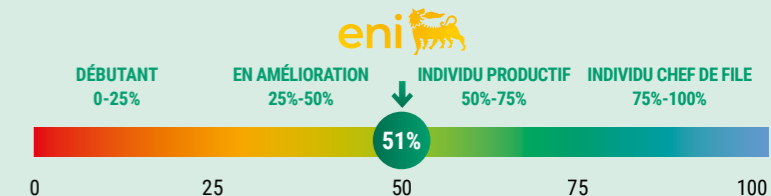
**Adhésion d'Eni aux principes de valorisation des femmes**

**CONTEXTE :** Les Women's Empowerment Principles (WEP) de l'UN Women et du UN Global Compact incitent les entreprises à intégrer une perspective de genre sur le lieu de travail, dans les relations avec les communautés locales et tout au long de la chaîne de la valeur. Suite à son adhésion aux WEPs en 2021, Eni a initié un processus d'auto-évaluation de ses performances basé sur le Gender Gap Analysis Tool, un outil fourni par les WEPs, en aval duquel un Plan d'action a été créé. Cela jette les bases d'une approche de plus en plus transversale de l'égalité des sexes et de la valorisation des femmes dans tous les domaines de l'activité d'entreprise.

**LE PROCESSUS D'AUTO-ÉVALUATION**



**RÉSULTATS :** Eni est classée dans la catégorie "Achiever" avec un score de 51% (17% des entreprises se sont classées dans cette catégorie alors que la plupart, 79%, sont encore considérées comme des "Beginners" ou des "Improvers" ; seulement 4% ont obtenu un score de "Leader"). Les entreprises qui ont procédé à l'évaluation étaient principalement issues des secteurs de la finance et de l'énergie/extraction (► WEP).



**INTERNATIONALITÉ**

La forte présence internationale d'Eni repose sur des alliances avec les pays hôtes et vise à créer de la valeur dans ces pays, notamment par le transfert de connaissances, tout en respectant les cultures locales. La présence moyenne du personnel local à l'étranger est globalement constante et s'est établie en moyenne à 87 % au cours des trois dernières années. La consolidation au fil des ans des processus

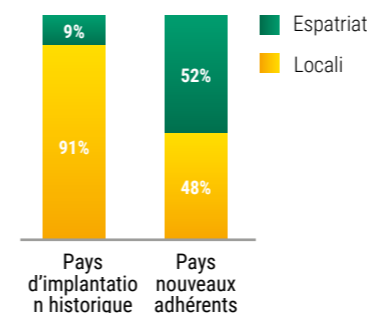
d'accueil des nouvelles recrues, de coaching, de formation et de partage des compétences et des meilleures pratiques avec le personnel local a permis d'assurer la continuité des activités d'exploitation en 2022. Ces dernières années, environ 20 % des personnes occupant des postes à responsabilité ne sont pas italiennes, ce qui correspond globalement à la situation en 2021, avec une légère baisse de -0,8 point de pourcentage due également à des

changements dans le périmètre de consolidation. Dans les activités upstream, qui représentent environ 50 % des employés non italiens, la part des employés locaux dans la main-d'œuvre totale est plus élevée dans les pays ayant une présence historique (Nigeria, Congo, Égypte, Libye et Kazakhstan) que dans les pays d'entrée récente (Émirats arabes unis, Qatar et Côte d'Ivoire), où le transfert de savoir-faire est encore en cours.

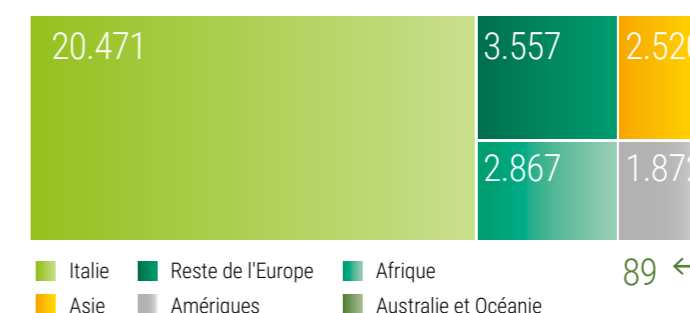
**19,8%**  
non italiens occupant des postes de responsabilité

**108**  
nationalités

**EMPLOYÉS EN AMONT (UPSTREAM)**



**EMPLOYÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE**





## INTERVIEW



Entretien avec

**Caterina Gozzoli**

Professeur Ordinaire à la Faculté de Psychologie de l'Université Catholique où elle enseigne la Psychologie de la Coexistence socio-organisatrice. Elle EST membre du Directoire de la Haute Ecole de Psychologie Agostino Gemelli pour lequel il dirige en qualité de Responsable scientifique le Master "Gestion et Certification des Compétences". Il s'occupe de la gestion de la diversité, de la qualité de la vie organisationnelle et des formes de malaise organisationnel.

## L'IMPORTANCE CROISSANTE DE LA D&I

### Pourquoi parler de D&I ?

Parler de D&I, c'est aborder un thème ancien, intrinsèquement lié à la dimension humaine : sans différence, il n'y a pas de croissance, d'innovation, de vie même, et c'est perdre l'opportunité d'échanges entre organismes différents. La question de la différence, de l'inclusion et de l'exclusion est au cœur de la productivité et de la qualité de la vie organisationnelle. Cependant, lorsque nous parlons de la différence, nous sommes souvent tentés d'en faire une lecture simplifiée : la différence en tant que problème et urgence par opposition à une ressource automatique et absolue. Lorsque nous parlons d'inclusion, nous l'imaginons davantage comme un état fixe que comme un processus multidimensionnel. Au contraire, le traitement du sujet est inévitable mais nécessite une vision plus complexe.

### La question est plutôt celle de sa gestion : quelles sont les compétences nécessaires aux niveaux individuel, collectif, communautaire, social et organisationnel pour gérer au mieux les différences et générer des processus inclusifs ?

Aujourd'hui, le débat sur le D&I doit être abordé dans des termes nouveaux qui tiennent compte des études, des réflexions et des expériences. Tout d'abord, il ne s'agit pas seulement de parler de la protection des groupes fragiles et du rééquilibrage des pouvoirs en jeu, mais de la possibilité de générer des idées novatrices et créatives. Chacun d'entre eux est différent des autres, ce qui en fait des porteurs potentiels de nouvelles visions, propositions et actions. Deuxièmement, il est important d'être conscient que lorsque nous parlons de D&I, nous parlons de processus organisationnels complexes qui sont également caractérisés par le croisement de conflits et d'émotions fortes qui requièrent des compétences spécifiques. La gestion des différences est un processus continu qui n'est certainement pas linéaire. Nous devons éviter la banalisation et ne pas traiter ces questions uniquement en cas d'urgence. La gestion quotidienne de la différence et de l'inclusion devrait faire partie de la culture sociale et organisationnelle. La différence ne doit pas seulement être liée à des questions de

marginalisation ou d'égalité des chances, mais doit être considérée comme une opportunité d'innovation, de créativité et d'amélioration des performances.

### Existe-t-il un lien entre D&I et la performance de l'entreprise ?

Le lien entre D&I et la performance (et pas seulement D&I en tant qu'objectif éthique) est l'un des sujets les plus récents de la littérature et confirme ce qui a été compris intuitivement depuis longtemps : le fait que l'inclusion et la valorisation des différences sont également à la base de la productivité, tant au niveau individuel qu'au niveau organisationnel. Sans différence et sans appréciation de l'autre, il n'y a pas d'innovation. Ainsi, la performance se nourrit de différences intelligemment gérées.

Le thème de l'homogénéité fonctionne bien dans un marché stable, prévisible et solide, où la similitude nous permet de nous faire confiance et de nous reconnaître mutuellement, ainsi que de partager des pratiques, mais moins d'être prêts pour le changement. Lorsque le marché change, la situation devient plus compliquée et chaotique et les organisations qui n'ont pas une dimension d'hétérogénéité et de pensée divergente entrent en crise. On peut donc dire que la gestion des différences et une culture inclusive sont fondamentales pour la performance de l'entreprise, car c'est en valorisant la diversité que l'on trouve de nouvelles idées. Aujourd'hui, le travail a des significations et des valeurs différentes pour les gens ; il est donc essentiel d'impliquer les salariés dans les choix de l'entreprise. La différence ne doit pas être considérée comme un problème, mais comme une compétence à utiliser de manière générative et constructive. De cette manière, les personnes sont valorisées pour assurer la performance de l'entreprise.

### Quelles sont les stratégies efficaces pour gérer D&I ?

La promotion de la diversité sur le lieu de travail est importante et ne devrait pas être une action occasionnelle détachée des processus quotidiens, mais une conséquence de la culture de l'organisation, qui valorise les personnes dans leurs spécificités en tant que base fondamentale. Les entreprises devraient travailler sur les aspects communs et sur la valorisation des personnes dans leur spécificité, en créant précisément la culture qui promeut la di-

versité et l'inclusion par le biais de tous les dispositifs organisationnels stables (sélection, rotation des emplois, compétences non formelles et informelles, formation, groupes d'innovation, etc.)

Les sensibilités à la promotion de la diversité varient manifestement d'un pays à l'autre, ainsi qu'au sein de types d'organisations spécifiques, ce qui devrait être considéré comme un point de départ pour mieux contextualiser et anticiper les réactions. Par exemple, en Italie, où historiquement une grande partie du tissu productif est constitué de petites et moyennes entreprises, la culture de l'homogénéité (je t'embauche parce que tu es conforme à ce que nous sommes) et du daltonisme (je t'embauche parce que tu es compétent et que peu importe comment tu es) prévaut encore, alors que d'autres pays d'Europe du Nord, par exemple, présentent plus de différences dans le capital humain organisationnel et une recherche plus intentionnelle des différents marchés internationaux (je te cherche parce que, par ton originalité, tu représentes la nouveauté). Il faut tenir compte du fait que l'histoire même des pays peut influencer la manière dont les organisations se sont développées et leur sensibilité à la diversité.

### Quels sont les points critiques à prendre en compte ?

Les processus D&I impliquant des efforts, nous sommes naturellement enclins à valoriser ce qui nous ressemble, car ce qui est différent implique plus d'efforts, voire, parfois, des mécanismes de défense qui nous protègent de la remise en cause de nos points fixes. Pour être efficace, toute action de ce type doit s'accompagner de l'anticipation d'une nouvelle dynamique. Ce n'est pas facile, mais on peut aussi devenir compétent dans ce domaine en faisant preuve d'une plus grande ouverture d'esprit et d'une plus grande intelligence culturelle. Enfin, il EST important de souligner la nécessité d'aborder la question non seulement à certains niveaux de l'organisation, mais aussi en impliquant la direction et les postes de direction. Sans la participation des décideurs, ces efforts perdent une grande partie de leur efficacité. La diversité doit être véritablement vécue comme une valeur ajoutée pour l'organisation, et pas seulement comme un élément supplémentaire et superposé à la vie quotidienne et concrète de l'organisation.

## L'ÂGE

La promotion de la diversité et de l'inclusion concerne également le groupe d'âge chez Eni, en essayant de sensibiliser les gens aux stéréotypes qui caractérisent à la fois les jeunes recrues et les personnes qui travaillent chez Eni depuis longtemps. L'objectif est de créer un environnement où tous les individus sont appréciés pour ce qu'ils sont et ce qu'ils peuvent offrir, quel que soit leur âge. C'est également pour cette raison qu'Eni a mis à jour le parcours de développement des ressources au cours des trois premières années suivant l'embauche, en mettant l'accent sur les premiers mois d'entrée, et qu'elle est également en train de revoir l'ensemble du parcours de gestion et de développement des personnes tout au long de leur carrière afin d'intercepter les talents le plus tôt possible et de les orienter à travers des parcours diversifiés.

## RÉMUNÉRATION

Les politiques de rémunération des employés d'Eni sont définies selon un modèle intégré au niveau mondial et favorisent une progression salariale liée exclusivement à des critères méritocratiques basés sur les compétences exprimées dans le rôle occupé, les performances réalisées et les références du marché salarial local. Eni contrôle chaque année l'écart salarial entre la population féminine et masculine (ratio de rémunération entre les sexes), en utilisant une méthodologie de comparaison des salaires à rôles et niveaux d'ancienneté égaux, conformément au principe des Nations unies "à travail égal, salaire égal", qui montre pour la population italienne

## HANDICAP

Au cours de l'année 2022, Eni a procédé à une évaluation de la capacité d'accueil des bureaux et des sites, en termes de logistique et d'utilisation des outils de travail. L'étude comprenait également une analyse comparative des meilleures pratiques du marché et définissait un plan d'action pour 2023. Parallèlement, un projet a été lancé pour mettre en place un canal d'écoute centralisé afin d'orienter les collègues handicapés ou les membres de la famille de personnes handicapées sur les réglementations, les procédures, les pratiques administratives et les services d'aide existants.

## ORIENTATION SEXUELLE ET IDENTITÉ DE GENRE

En 2022, une attention particulière a été accordée à la diffusion d'une mentalité inclusive sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, par le biais d'actions d'engagement, d'écoute, de sensibilisation et de com-

munication adressées à tous les employés, en Italie et à l'étranger. Dans le cadre de la sensibilisation et de la communication internes, un événement avec un témoignage externe a été organisé pour mettre l'accent sur les préjugés et les droits de la communauté LGBTQ+. Eni a sponsorisé le festival MIX, le festival international du film LGBTQ+ et de la culture Queer, reconnu comme l'un des plus importants au monde. La question de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre a également été abordée dans les pays étrangers par le biais d'initiatives d'écoute et d'un séminaire en ligne réalisé en coopération avec l'association Parks - Liberi e Uguali. Eni a également participé à la table ronde LGBTQ+ organisée par Repsol et à laquelle ont participé certaines des grandes entreprises du secteur de l'énergie, et au cours de laquelle ont été partagées les meilleures pratiques en matière d'inclusion comme levier de la transition énergétique.

+0,7

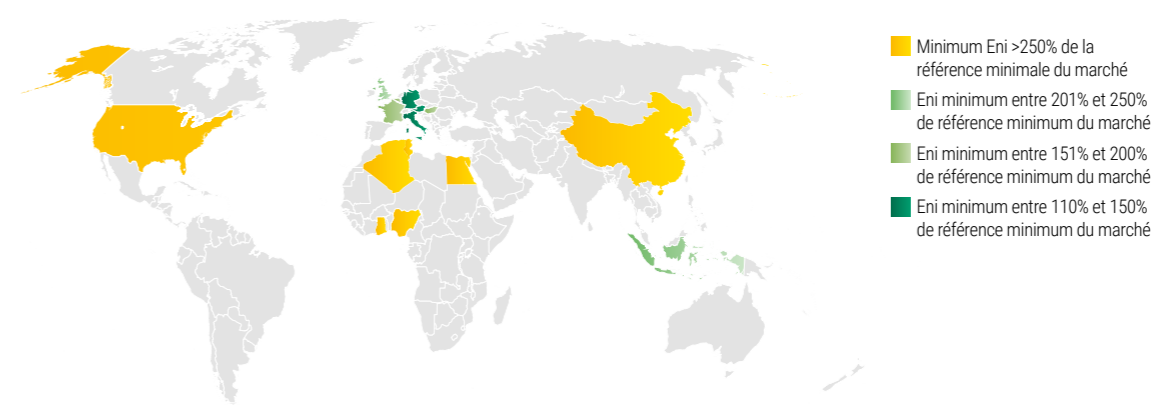
points de pourcentage population de moins de 30 ans par rapport à 2021

et mondiale un alignement substantiel entre les salaires de la population féminine et masculine. Cet alignement est également confirmé par le ratio de rémunération "brut", qui ne tient pas compte du niveau de fonction et montre un alignement substantiel de la rémunération des femmes et des hommes pour les cadres moyens et les employés, tandis que pour les cadres supérieurs et les ouvriers, les écarts sont principalement imputables à une plus faible présence féminine. L'indicateur au niveau global, sans tenir compte des catégories professionnelles, est de 101 pour la rémunération totale (Italie 102) et de 97 pour la rémunération fixe (Italie 98). Dans les différents pays où elle opère, Eni

garantit à son personnel l'application de politiques de rémunération équitables et compétitives par rapport au rôle et au professionnalisme exercé, et toujours capables de maintenir un niveau de vie décent, supérieur aux simples niveaux de subsistance et/ou aux minima légaux ou contractuels en vigueur, ainsi qu'aux niveaux de rémunération minimaux constatés sur le marché local. À cette fin, Eni fournit à ses domaines d'activité, pour chaque pays, des références salariales politiques bien supérieures au premier décile du marché salarial local, ainsi que des minimums légaux/contractuels, et vérifie annuellement leur application dans les principaux pays de présence.

Pour chaque pays où elle opère, la politique salariale d'Eni est bien supérieure aux minima légaux/contractuels, ainsi qu'au premier décile du marché salarial local

## SALAIRES MINIMUMS ENI PAR RAPPORT À MINIMA DU MARCHÉ





## BIEN-ÊTRE SOCIAL

Dans la conception des services à la personne, Eni a renforcé son écoute des demandes issues de l'évolution du contexte social et de l'organisation du travail, impliquant quelque 200 salariés. Cela a conduit à la reconnaissance de certains besoins : la recherche d'un équilibre entre vie privée et vie professionnelle ; une attention accrue

au bien-être psychophysique et aux besoins de soins en même temps ; la demande de soutien de la part des nouveaux parents. C'est pourquoi la faisabilité et la conception de nouveaux services pour 2023 ont été lancées immédiatement, en mettant l'accent sur les initiatives de soutien à la parentalité. En outre, un protocole sur les initiatives et les services pour le bien-être a été

signé avec les syndicats NOI - Protocole sur les initiatives et les services pour le bien-être, qui prévoit le renforcement des interventions dans les domaines de la santé, du bien-être, de l'aide au revenu, du logement et de la gestion familiale, afin de rechercher un juste équilibre entre les activités professionnelles et une approche plus personnelle et sociale.

### PRINCIPALES INITIATIVES EN MATIÈRE DE BIEN-ÊTRE

#### LA FAMILLE ET LE WORK LIFE BALANCE

- Confirmation d'un Modèle de travail intelligent confirmé (accord signé en octobre 2021) qui offre à tous les employés en Italie 8 jours/mois pour les sites de bureaux et 4 jours/mois pour les sites opérationnels, ainsi que des options en matière de bien-être et de durabilité. L'accord a également été progressivement étendu à l'étranger en fonction des réglementations locales ;
- application, dans les bureaux, d'horaires journaliers et multi-périodes flexibles et de congés payés pour des événements tels que les deuils, les maladies familiales graves, les mariages et les unions civiles, les congés d'études et les cours de formation professionnelle ;
- a confirmé l'organisation de services de soutien à la parentalité et aux soins, garantissant toutes les actions utiles pour prévenir le risque d'infection par Covid-19. Outre la crèche et les colonies de vacances, les initiatives de prise en charge numérique (orientation dans les écoles professionnelles pour les enfants des salariés, programmes d'information pour les parents) et les services destinés aux salariés ayant des membres de leur famille à charge ou des enfants souffrant de troubles de l'apprentissage ont été renforcés.

#### PARENTALITÉ

- Reconnaissance, dans tous les pays où Eni est présente, de 10 jours de travail entièrement payés aux travailleurs qui sont pères de famille, ainsi que d'un congé de maternité minimum de 14 semaines avec paiement d'au moins 2/3 du salaire perçu au cours de la période précédente, conformément aux normes fixées par la convention ILO ;
- Droit d'accès au Smart Working jusqu'à 12 jours par mois pendant les trois premières années de l'enfant pour les parents travaillant dans des bureaux principaux.

#### CAMPAGNES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE

- L'extension progressive du programme "Preveni con Eni" (Prévenir avec Eni), qui prévoit des contrôles médicaux pour la prévention oncologique et cardiovasculaire, est confirmée.



Crèche Eni à San Donato

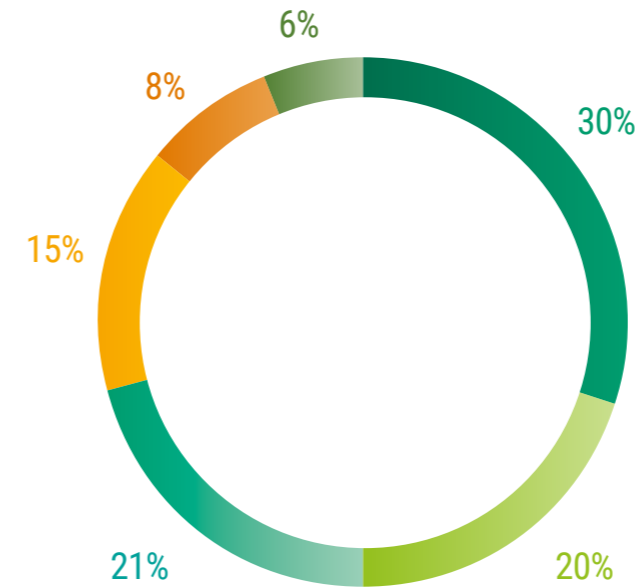
## FORMATION

Eni considère la formation comme un outil fondamental pour soutenir le changement et veille à ce qu'elle soit utilisée par le biais de formations en classe et d'un apprentissage à distance et d'un apprentissage à distance autodirigé. Un autre outil pour augmenter la qualité de la formation est le microlearning, une méthodologie d'enseignement caractérisée par un petit contenu de formation, avec lequel la plate-

forme (MyChange) a été enrichie de contenus de formation sur la transition énergétique, le développement durable et la transformation numérique. En outre, le processus de recyclage s'est poursuivi cette année grâce à des initiatives d'amélioration et de requalification visant à intégrer de nouvelles compétences, tant professionnelles que comportementales, nécessaires à l'évolution de l'entreprise et aux défis posés par

les changements technologiques et le marché de l'emploi. Les efforts de formation sur le nouveau Code d'éthique, les cours d'initiation pour les nouvelles recrues, le leadership et, dans la continuité des années précédentes, sur les questions de HSE et de droits de l'homme ont été renforcés. Enfin, un cours de formation visant à promouvoir un comportement inclusif a été mis en place pour tous les employés.

### PRINCIPALES FORMATIONS PROPOSÉES PAR ENI (oheures de formation par type)



**Professionnel technique commercial** : parcours techniques pour des secteurs d'activité et des familles professionnelles spécifiques, projets commerciaux et transition énergétique

**Sécurité** : cours obligatoires sur la sécurité pour les employés, à la fois en e-learning et en présentiel sur les sites d'Eni ou dans des centres de formation certifiés

**Professionnel transversal** : professionnel transversal : conformité, cours professionnels requis par les entreprises et formation aux nouvelles approches du travail et du monde numérique

**Comportemental/communication/corporate identity** : parcours comportementaux en matière d'identité d'entreprise, de droits de l'homme/durabilité et de leadership

**Langue et informatique** : nouvelles compétences informatiques et linguistiques

**Environnement, santé, qualité et comportement HSEQ** : le renforcement du professionnalisme dans le domaine de la réglementation environnementale, de la santé et des parcours comportementaux en matière de HSE

**939.393**  
nombre total d'heures de formation

### FOCUS ON

## L'apprentissage continu grâce à des programmes de upskill/reskill

JT

**CONTEXTE** : la nécessité d'une approche d'apprentissage tout au long de la vie est de plus en plus évidente à une époque de changements rapides et de défis complexes, tels que la transition énergétique. Les programmes de formation ayant un impact sur la qualification et la requalification répondent à ce besoin et s'adressent à la quasi-totalité de la population d'Eni.

**OBJECTIF** : Eni a revu ses programmes de formation dans l'optique de la Transition Juste afin de soutenir le changement et la transition énergétique (cours d'initiation, formation HSEQ axée sur l'environnement et la durabilité, leadership et état d'esprit, Diversity & Inclusion et cours techniques spécialisés ou pistes axées sur les nouvelles technologies et les nouvelles compétences).

**ACTIVITÉS** : la plateforme MyChange a été confirmée également pour 2022 comme un canal important pour diffuser une culture du changement sur la Transition énergétique, le Développement durable, la Diversity & Inclusion et les New Ways of Working inspirées par les valeurs de la Mission d'Eni et les ODD. Le programme de formation, qui a débuté en mai 2021, a élargi son offre de contenu avec un parcours de certification pour "SDG User", afin de renforcer la contribution de chaque employé à la réalisation de l'Agenda 2030. En outre, en ce qui concerne les cours axés sur les nouvelles technologies et compétences, Eni promeut la formation sur l'approche Agile, l'apprentissage par les outils de Design Thinking et les projets d'amélioration continue sur les nouvelles technologies d'intérêt telles qu'AI, Machine Learning, Data Science.



# Sécurité et Santé des personnes



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Les bonnes performances en matière de HSE sont le fruit des efforts de chacun et contribuent de manière significative au développement des activités de l'entreprise. Chez Eni, nous promovons une culture positive de la sécurité en développant des projets visant à sensibiliser chacun aux comportements corrects et sûrs à adopter dans tous les environnements de travail.

| GIOVANNI MILANI, RESPONSABLE HSEQ ENI |

### PROGRÈS 2022

par rapport aux engagements d'Eni for 2021

### ENGAGEMENTS À COURT TERME (2023)

### ENGAGEMENTS À MOYEN TERME (2024-2026)

### ENGAGEMENTS À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

#### INDICES D'ACCIDENTS

TRIR = 0,41 ; indice de fréquence des accidents (LTIF)=0,25  
INDICE DE LÉTALITÉ = 1.46

▼ NON ATTEINT

TRIR < 0,40 ; 0 accident mortel

Application du modèle d'analyse comportementale, en Italie et à l'étranger, et des outils numériques pour prédire les situations dangereuses récurrentes à partir de l'analyse des signaux faibles

#### CONSOLIDATION DE LA CULTURE DE SÉCURITÉ

Application du modèle THEME sur 7 sites ; >6 000 personnes formées à la sécurité opérationnelle ; 90 personnes formées à l'analyse des causes profondes des incidents

▲ ATTEINT

Application de THEME à 5 sites opérationnels supplémentaires. 1 000 personnes des filiales étrangères à former à la Sécurité opérationnelle ; nouveau cours "Process Safety in Eni" (sécurité des processus chez Eni)

Application de THEME à au moins 15 sites opérationnels supplémentaires ; formation du personnel nouvellement recruté sur la Sécurité opérationnelle et "Sécurité comportementale"

Engagement constant dans la recherche et le développement d'actions visant à garantir la sécurité sur le lieu de travail ; adoption de modèles et d'outils pour la gestion des risques

#### SÉCURITÉ DU TRAVAIL, SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS

Lancement de l'application HSEni sur 112 sites d'exploitation ; extension de l'outil de sécurité Pre-sense à toutes les lignes d'activité et sites d'exploitation

▲ ATTEINT

Extension des initiatives numériques aux contractants ; extension de l'outil Safety Pre-sense aux événements liés à la sécurité des processus ; analyse de la sécurité des processus dans les nouvelles chaînes d'approvisionnement

Adoption de technologies prédictives pour intercepter les risques potentiels ; adoption de critères non ambigus pour l'analyse des risques liés aux changements naturels/climatiques

Extension de la numérisation à tous les processus et outils HSE grâce à des technologies capables de rendre les processus d'entreprise plus sûrs, plus efficaces et plus rapides

#### INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIVITÉS DE SANTÉ

Environ 72 millions d'euros d'engagement économique, dont 10,3 millions d'euros pour la santé des communautés

► CONFORMÉMENT AU PLAN

Environ 75 millions d'euros d'engagement économique, dont 18 millions d'euros pour la santé des communautés

Environ 192 millions d'euros d'engagement économique, dont 31 millions d'euros pour la santé des communautés

Renforcement du rôle d'Eni en tant qu'acteur clé dans la protection et la promotion de la santé des travailleurs, de leurs familles et des communautés d'accueil

#### NUMÉRISATION DES PROCESSUS ET DES SERVICES DE SANTÉ

Expérimentation sur les sites onshore Italie de 20 dispositifs pour la surveillance de la salubrité des environnements intérieurs

► CONFORMÉMENT AU PLAN

Poursuite de l'expérimentation (20 appareils supplémentaires sur des sites onshore en Italie)

Extension de l'expérimentation sur les sites offshore et à l'étranger (total estimé de 80 dispositifs)

#### POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; Code Éthique d'Eni.

#### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Système intégré de gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité certifié selon la norme OHSAS ISO 45001. Système de gestion de la sécurité des procédés. Préparation et réponse aux situations d'urgence avec des plans qui placent la protection des personnes et de l'environnement au premier plan. Système de gestion de la sécurité des produits. Méthodologie d'analyse et de gestion du facteur humain dans la prévention des accidents. Système de gestion de la santé. Médecine du travail pour la protection de la santé des travailleurs. Fourniture de services de santé aux travailleurs et aux membres de leur famille et réponse aux urgences médicales. Initiatives visant à diffuser la culture de la santé. Initiatives visant à maintenir, protéger et/ou améliorer l'état de santé des communautés et activités d'évaluation de l'impact sur la santé - EIS.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

► [Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable](#) ► [eni.com - La culture de la sécurité](#) ► [Code Éthique](#) ► [eni.com - Protection de la santé](#)

► [Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme](#) ► [Eni for 2021 - Human rights](#)

## INDICES D'ACCIDENTS ET ACTIONS D'INTERVENTION

Eni s'engage pour une culture de la sécurité qui privilégie la prévention par rapport à la protection, par le biais de la recherche et du développement visant à adopter des modèles et des outils d'évaluation et de gestion des risques, dans un effort constant pour réduire le nombre d'accidents à zéro. Malgré ces efforts, 4 accidents mortels (tous impliquant du personnel contractuel) ont eu lieu en 2022, 3 à l'étranger et 1 en Italie. En particulier, l'année a vu, pour les employés d'Eni, une interruption de la tendance négative de l'indice de

fréquence des accidents enregistrables - TRIR, (accidents enregistrables/heures travaillées) x 1 000 000 - et une aggravation pour les contractants, ce qui, on le suppose, peut être attribué à la pénurie de personnel qualifié causée par le retrait, pendant la pandémie de Covid-19, des travailleurs les plus expérimentés et à la forte politique de recrutement menée pour répondre à la demande du marché. L'identification et l'analyse minutieuses des causes des accidents ont permis de mettre en œuvre des actions spécifiques, par le biais : (i) d'initiatives visant à renforcer la sensibilisation et l'implication des employés

et des contractants dans le domaine HSE (c'est-à-dire Safety Leadership, Coaching Programme, Stop Work authority) ; (ii) de formations sur les risques spécifiques liés à la conduite de véhicules et à la manipulation de matériaux en hauteur ; (iii) d'activités visant à améliorer les zones de travail en termes de sécurité ; (iv) de la mise à jour des documents de gestion et d'exploitation. Toujours en 2022, Eni a confirmé l'inclusion du Severity Incident Rate (SIR), un indice qui prend en compte le niveau de gravité des accidents, dans la rémunération à court terme du PDG et des cadres ayant des responsabilités stratégiques.

**0,41 TRIR**  
de l'effectif total

## NOUVELLES INITIATIVES POUR RÉDUIRE LES ACCIDENTS

### MODÈLE THEME

Application du modèle THEME pour l'analyse du comportement des travailleurs et de la fiabilité humaine afin d'identifier des stratégies d'action pour renforcer les barrières humaines et les comportements sûrs

### GESTION DE LA SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE

Développement d'un nouveau cours de formation consacré à la gestion de la sécurité opérationnelle, dans le but de sensibiliser aux principes de base et aux exigences minimales en matière de sécurité

### ENQUÊTE DES CAUSES PROFONDES

Formation du personnel expérimenté à la nouvelle méthodologie d'enquête sur les causes profondes des accidents conformément aux normes Eni, en vue d'identifier des actions efficaces pour éviter que les événements ne se reproduisent

### NUMÉRISATION POUR L'ANALYSE PRÉDICTIVE DES ACCIDENTS

Extension à tous les sites opérationnels de l'outil numérique " Safety Presense " qui, à l'aide de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique, permet une analyse prédictive en exploitant les données disponibles dans les bases de données de sécurité, et envoie une alerte au site pour mettre en œuvre des actions correctives avant qu'un incident ne se produise

## LE MODÈLE THEME POUR L'ANALYSE DES FACTEURS HUMAINS

### Quel est le rôle du facteur humain dans les accidents ?

Le facteur humain est la principale cause de blessures et d'accidents depuis de nombreuses années. Elle peut être gérée en adoptant des pratiques et des procédures de sécurité appropriées, en améliorant la perception des risques et en mettant en œuvre une culture de la sécurité approfondie. En outre, il est important que les organisations se dotent également d'outils d'analyse de la fiabilité humaine et du comportement qui incluent les facteurs environnementaux, organisationnels et individuels influençant la performance au travail.

### L'homme peut-il être considéré comme une "barrière active" dans la prévention des accidents ?

L'approche comportementale de la sécurité au travail met l'accent sur le rôle proactif de l'homme dans le système sociotechnique dans lequel il est intégré ; l'homme devient ainsi un participant actif qui, par ses actions, maintient un environnement de travail sûr en identifiant et en résolvant les problèmes, en signalant rapidement les dangers potentiels à ses collègues et à ses supérieurs et en encourageant les pratiques sûres dans les équipes dans lesquelles il est impliqué.

### Quels sont les aspects innovants introduits par THEME, la nouvelle méthodologie d'analyse comportementale développée par Eni en collaboration avec l'université de Bologne ?

THEME est un outil innovant dans la mesure où il s'agit d'un modèle structuré d'analyse du comportement et du facteur humain en matière de sécurité, basé sur l'étude de la fiabilité humaine. Le modèle comprend l'identification des facteurs influençant le comportement, les barrières humaines à renforcer et les stratégies d'intervention visant à modifier les comportements dangereux.

## INTERVIEW



Entretien avec  
**Luca Pietrantonio**

Professeur titulaire de psychologie du travail et de l'organisation au département de psychologie à l'université de Bologne.

**-50%**

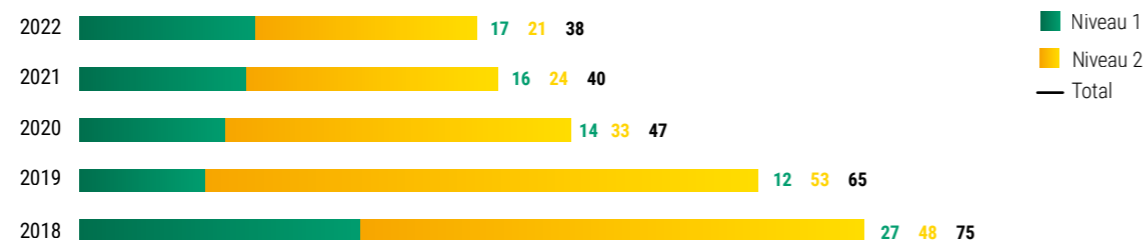
événements de process safety TIER 1 et TIER 2 à partir de 2018

**SÉCURITÉ DE PROCESSUS**

L'engagement d'Eni en matière de sécurité des procédés est constant et vise à préserver la sécurité des personnes, de l'environnement et des actifs. Eni a développé et mis en œuvre un système de gestion de la sécurité des processus, contrôlé par des audits spécifiques, afin de gérer correctement et en toute sécurité les actifs tout au long de leur cycle de vie et ainsi de prévenir et d'atténuer, par

l'application de normes techniques et de gestion élevées, les risques associés aux rejets incontrôlés de substances dangereuses. Ces dernières années, les performances en matière de sécurité des procédés n'ont cessé de s'améliorer, comme en témoigne la tendance à la baisse des incidents de niveau 1 et de niveau 2, à la fois en chiffres absolus et en normalisant le nombre d'incidents par rapport au nombre d'heures travaillées dans les

activités de procédé, ce qui indique une attention accrue portée aux questions de sécurité des procédés sur tous les sites. Parmi les initiatives en 2022, le séminaire "Process Safety in Eni's Energy Supply Chains" mérite d'être mentionné, dans le but d'illustrer les nombreuses initiatives d'Eni pour l'identification de nouvelles chaînes d'approvisionnement en énergie, en mettant l'accent sur les aspects HSE et de sécurité des processus.

**ÉVÈNEMENTS DE SÉCURITÉ DES PROCESSUS (nombre)****+5.200**

exercices d'intervention en cas d'urgence

**PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX URGENCES**

La préparation aux situations d'urgence est régulièrement testée au moyen d'exercices qui permettent de vérifier la capacité du personnel à réagir conformément aux plans prévus, y compris l'alerte en temps utile de la chaîne de commandement et des ressources nécessaires pour faire face à l'événement. En 2022, plus de 5 200 exercices d'intervention d'urgence

ont été menés sur des sites opérationnels, avec des scénarios plus ou moins complexes. À cela s'ajoutent trois exercices coordonnés, en coopération avec les Autorités, qui ont concerné (i) à Ravenne, la vérification des activités de coopération en cas de détresse aéronautique, tant dans la phase de recherche et de sauvetage que dans la gestion des urgences environnementales ; l'exercice a été organisé et coordonné par l'Autorité

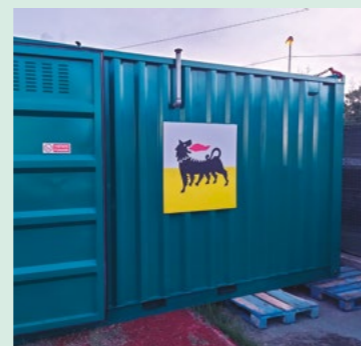
portuaire (ii) à Imperia, dans le cadre de l'accord international entre l'Italie, la France et la Principauté de Monaco pour la protection du sanctuaire des cétacés, le test de l'organisation, de la coordination et de la préparation de la réponse à une pollution du transport maritime en mer et sur terre ; (iii) en Sicile et en Calabre, le test de la réponse opérationnelle du Service national de protection civile en cas de forte secousse sismique dans la région.

**FOCUS ON****Exercice "Séisme dans le détroit 2022"**

**CONTEXTE :** du 4 au 6 novembre, les régions de Calabre et de Sicile ont participé à l'exercice "Séisme dans le détroit 2022". Le scénario simulé retrace le tremblement de terre du 16 janvier 1975, avec une magnitude accrue, de sorte que des phénomènes de liquéfaction du sol, des mouvements de glissement de terrain avec implication potentielle de l'infrastructure routière et le déclenchement de raz-de-marée étaient également possibles.

**ACTIVITÉS :** l'exercice a été coordonné par le Département de Protection Civile, avec la contribution des Régions impliquées et des Préfectures - UTG de Reggio Calabria et Messine, le support technico-scientifique des centres de compétence du Département et l'implication des Gestionnaires de Services Essentiels, dont Eni fait partie.

**OBJECTIF :** la collaboration entre le département de la protection civile et Eni, consolidée par la signature d'un protocole d'accord spécifique, a permis la participation active d'Eni à toutes les phases de l'essai, contribuant ainsi à renforcer la sensibilisation au risque sismique sur le territoire. En particulier, la planification de la distribution de carburant aux colonnes mobiles des secouristes a été coordonnée, et un réservoir d'urgence a été déplacé vers le camp d'accueil installé à Bova Marina, établissant avec succès la préparation aux situations d'urgence et la réactivité des sites d'Eni opérant dans la région.

**FOCUS ON****Recherche, innovation et sécurité : Protocole avec l'Institut national d'assurance contre les accidents du travail (INAIL)**

**LA SIGNATURE :** en novembre 2022, l'Inail et Eni ont signé un protocole de cinq ans, en cohérence avec l'échéance du PNRR (Plan national de relance et de résilience) en 2026. Le protocole a été signé par le directeur général de l'Inail, Andrea Tardiola, le PDG d'Eni et les secrétaires nationaux des syndicats Filctem-Cgil, Femca-Cisl et Uiltec-Uil.

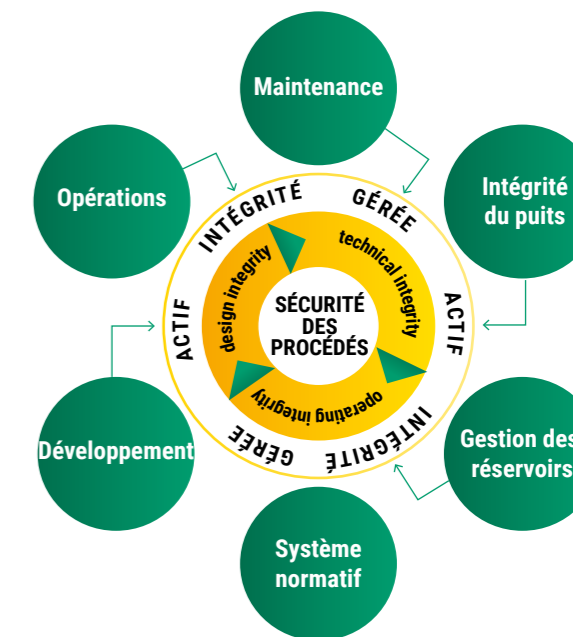
**DOMAINES D'APPLICATION :** l'accord permettra d'identifier des initiatives conjointes pour la diffusion d'une culture de la prévention dans la chaîne d'approvisionnement énergétique, afin de prévenir les accidents et les maladies professionnelles, par le biais d'initiatives de communication, de programmes de formation du personnel, de la mise en œuvre et de la diffusion de modèles d'organisation et de gestion des risques, en mettant l'accent sur la sécurité comportementale, le facteur humain et les questions émergentes telles que le Smart Working et le stress lié au travail.

**OBJECTIF :** la collaboration avec l'Inail offre la possibilité de mettre à la disposition du pays un portefeuille d'initiatives innovantes et de solutions opérationnelles, contribuant à renforcer l'engagement continu de l'entreprise en faveur de l'autonomisation des personnes et de la protection de la santé et de la sécurité.

**INTÉGRITÉ DES ACTIFS**

Eni applique le processus d'intégrité des actifs à toutes ses installations, en veillant à ce qu'elles soient conçues et construites correctement, exploitées et mises hors service de manière rigoureuse, en gérant au mieux les risques résiduels et en garantissant une fiabilité et une sécurité maximales pour les personnes et l'environnement. Dans le cadre de l'évaluation des risques physiques (aigus et chroniques) liés au changement climatique, le processus d'intégrité des actifs adopté par Eni implique une vérification spécifique et détaillée de la concordance entre les critères de conception adoptés et les conditions climatiques futures, ce qui inclut à la fois ses propres actifs et ceux de tiers susceptibles d'avoir

un impact sur les opérations d'Eni. Le système de gestion de l'Asset Integrity s'étend de la phase initiale de conception (Design Integrity) à l'approvisionnement, la construction, l'installation et les essais (Technical Integrity), en passant par la gestion opérationnelle et le decommissioning (Operating Integrity). Au cours de ce processus, la "Life Cycle Information" (LCI), c'est-à-dire la gestion des informations techniques acquises tout au long du cycle de vie de l'installation (données, documents et modèles), est un pilier essentiel qui soutient l'intégrité technique, en garantissant que toutes les données relatives à l'actif sont toujours à jour par rapport aux changements qui peuvent survenir au cours de sa vie opérationnelle.

**HYGIÈNE INDUSTRIELLE**

Dans le domaine de l'hygiène industrielle, Eni a mené en 2022 une série d'activités visant à renforcer la surveillance et le contrôle des agents à risque présents sur le lieu de travail, notamment en participant à des groupes de travail avec des organismes nationaux pour la préparation de lignes directrices de référence en la matière. En particulier : (i) la connaissance des agents à risque a été renforcée par la mise en œuvre d'un programme de formation ciblé pour les formateurs

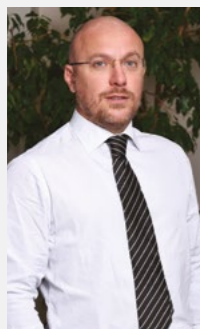
internes ; (ii) des études approfondies ont été menées sur les équipements de protection individuelle, avec l'élaboration de cahiers techniques dédiés et du programme d'information associé (iii) le corps de procédures de l'entreprise a été mis à jour conformément aux réglementations et lignes directrices de référence, afin d'anticiper et d'optimiser les impacts sur les activités ; (vi) un projet pilote a été développé dans le but de définir une norme méthodologique pour la gestion efficace des aspects HSE liés au

risque radiologique dans les activités Pétrole et Gaz. Dans le domaine de la sécurité des produits, Eni s'engage à la fois dans la gestion des risques liés aux produits chimiques, par l'adoption d'un outil de gestion de la documentation et des caractéristiques des dangers, et dans le développement d'un système d'évaluation de la capacité à générer une valeur circulaire dans les produits et les services, au fil du temps, à travers les chaînes de valeur des familles de produits chimiques et pétrochimiques.





## LA SANTÉ POUR ENI



Eni considère la santé comme un droit humain fondamental et s'engage à protéger le bien-être de son personnel et des communautés d'accueil en assurant une gestion de la santé basée sur les principes de précaution, de prévention et de promotion. Dans un contexte épidémiologique en mutation et face aux défis de la transition énergétique et du changement climatique, il est de plus en plus stratégique de promouvoir la culture sanitaire et l'accès à des services de santé adéquats. Eni accorde une attention particulière aux situations de plus grande fragilité, en tenant compte de la dimension bio-psycho-sociale de la santé et des normes internationales les plus élevées.

| FILIPPO UBERTI, RESPONSABLE SANTÉ CHEZ ENI |

Pour Eni, la santé des personnes - travailleurs, familles et communautés - est un droit humain fondamental ; par conséquent, la promotion du bien-être psychophysique et social des personnes est un élément central de ses modèles d'exploitation. Eni assure une bonne gestion des risques sanitaires en mettant constamment à jour les évaluations des risques sanitaires des pays où elle opère, qui tiennent également compte des attentes des principales parties prenantes et des impacts sanitaires potentiels de ses activités, avec un suivi constant des événements exceptionnels tels que la présence d'épidémies et de pandémies. Afin de garantir la santé à chaque étape du cycle économique, Eni a mis au point un système intégré de gestion de la

santé pour l'ensemble de ses activités, basé sur une plateforme opérationnelle de prestataires de santé qualifiés et sur des collaborations avec des universités nationales et internationales, des institutions gouvernementales et des centres de recherche.

Au cours de l'année, Eni :

- a mené des activités de médecine du travail, y compris l'évaluation et la gestion des risques, avec la contribution d'activités de recherche scientifique en rapport avec de nouveaux projets et processus industriels liés à la transition énergétique ;
- a continué à garantir les services de soins de santé, renforcer les centres et services d'urgence, les initiatives visant à soutenir les situations fragiles, en particulier

l'urgence pandémique et la protection de la santé mentale ;

- a étendu l'accès à la promotion, à la prévention, au diagnostic (y compris les activités de dépistage) et à la diffusion de la culture de la santé, y compris par le biais de nouveaux outils numériques pour la communication interne ;
- a adopté de nouvelles technologies pour la prestation de services de santé et la surveillance de la santé à l'intérieur des bâtiments (utilisation des technologies de l' "Internet of Things", de la communication mobile et de la télémédecine) ;
- a renforcé la formation et les compétences du personnel par des activités de formation spécifiques.

### PLATEFORME OPÉRATIONNELLE POUR LA SANTÉ

#### MÉDECINE DU TRAVAIL ET HYGIÈNE INDUSTRIELLE

Ayant pour objectif la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, en ce qui concerne l'environnement de travail, les méthodes de travail et les facteurs de risque professionnels inhérents aux processus industriels et résultant des résultats des activités d'hygiène industrielle

#### ASSISTANCE MÉDICALE ET SOINS DE SANTÉ D'URGENCE

Elle prévoit la fourniture de services de santé aux travailleurs d'Eni et à leurs familles, conformément aux conclusions des analyses des besoins et aux contextes épidémiologique, opérationnel et législatif. Elle comprend la préparation et la réponse aux urgences sanitaires, y compris les plans de réponse aux épidémies et aux pandémies

#### PROMOTION DE LA SANTÉ

Elle vise à diffuser une culture de la santé par la mise en œuvre d'initiatives destinées aux travailleurs et à leur famille, identifiées à la suite de l'analyse des indicateurs de santé disponibles pour la population générale.

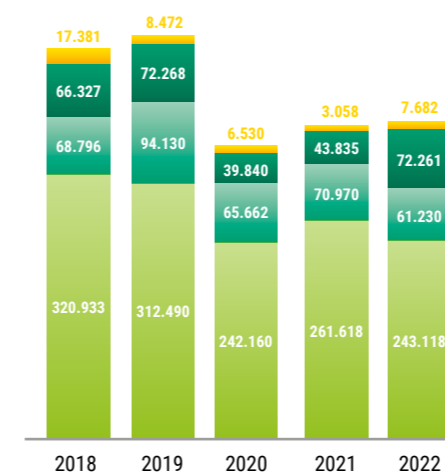
#### SANTÉ GLOBALE

Elle vise à promouvoir l'état de santé des populations des sites de l'entreprise en tant que contribution au développement socio-économique local, par l'évaluation des impacts sanitaires des activités industrielles sur les communautés et la mise en œuvre de programmes spécifiques.

#### NUMÉRISATION DES PROCESSUS

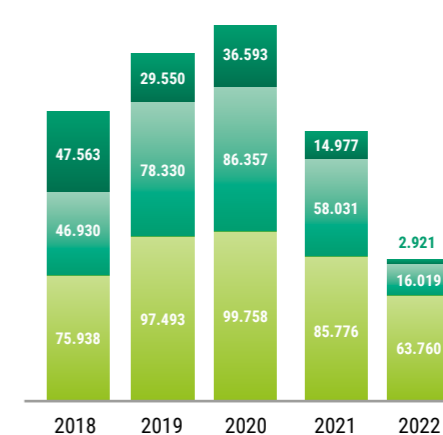
Promouvoir la numérisation des processus et des services de soins de santé par l'utilisation des technologies de l'information et d' "Internet of Things"

### NOMBRE DE SERVICES SANITAIRES LIVRÉS



■ Employés ■ Agents sous contrat  
■ Membres de la famille ■ Autres

### NOMBRE D'INSCRIPTIONS À DES INITIATIVES DE PROMOTION DE LA SANTÉ



■ Employés ■ Agents sous contrat  
■ Membres de la famille

# 384.291

services de santé fournis

# 82.700

accès à des initiatives de promotion de la santé

### LES INITIATIVES À L'ÉGARD DES EMPLOYÉS, DES PROCHES ET DES AGENTS SOUS CONTRAT

Dans le cadre des activités visant à améliorer le bien-être des entreprises, le projet pilote "Più Salute" a été lancé dans la société mère et dans certaines filiales en Italie. Il s'agit d'un programme de soins de santé à domicile et numérique qui offre aux employés et aux membres de leur famille des services gratuits grâce à l'accès à une consultation télé/vidéo par un médecin, disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et à un spécialiste sur ren-

dez-vous. Diverses initiatives ont été prises pour protéger la santé mentale et l'assistance sociale des employés en Italie, notamment un service de soutien psychologique à distance (24 heures sur 24, 7 jours sur 7 ; actuellement couvert par 68 % des employés, il sera étendu à 80 % d'ici 2026), et une ligne d'assistance téléphonique dédiée aux victimes de harcèlement et de violence sexuelle ; un service de PFA (Psychological First Aid - premiers secours psychologiques) a également été mis en place pour tous les employés en Italie et à l'étranger, en cas d'événements catastrophiques, sou-

dains et inattendus. Parmi les services visant à promouvoir le bien-être et la santé, les initiatives de sensibilisation des employés, des membres de leur famille et des sous-traitants aux maladies endémiques, telles que la tuberculose et le paludisme, aux maladies sexuellement transmissibles et aux maladies non transmissibles, telles que le diabète et l'hypertension, et, pour les employés en Italie, les initiatives de diagnostic précoce des maladies chroniques (telles que les maladies oncologiques) et la campagne de vaccination contre la grippe, figurent parmi les faits marquants de 2022.

### FOCUS ON

### L'engagement envers les institutions dans le cadre de l'urgence COVID-19

**SOUTIEN AUX INSTITUTIONS ET AUX STRUCTURES SANITAIRES :** dans la continuité du soutien déjà garanti aux institutions et aux structures sanitaires qui ont fait face à l'urgence de la pandémie de Covid-19, en 2022 Eni a réalisé des améliorations au système de soins de santé en Italie, dans le but de contribuer à la résilience des installations locales, telles que l'hôpital Vittorio Emanuele à Gela, l'hôpital S. Elia à Caltanissetta, l'hôpital Luigi Sacco à Milan et l'hôpital S. Matteo à Pavie. Les initiatives visant à soutenir les unités commerciales d'Eni et à protéger la santé des personnes se sont également poursuivies, afin de relever les défis posés par l'urgence pandémique.

**LA PROTECTION DE LA SANTÉ DU PERSONNEL ENI :** en ce qui concerne cette dernière, une attention particulière a été accordée à la diffusion des mesures de prévention de la Covid-19, un suivi des mises à jour épidémiologiques et des nouvelles lignes directrices émises par les organismes internationaux a été mis en œuvre, avec une actualisation et une mise en œuvre continues des mesures de prévention et d'endiguement ; les meilleures pratiques cliniques et de gestion des flux de soins ont également été mises en œuvre, et des mesures de médecine des voyages ont été mises en œuvre pour réduire le risque pour le personnel voyageur et l'utilisation du service de transport international avec un soutien médical pour le personnel dans des conditions de santé graves.

## SANTÉ ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En 2022, les activités de recherche scientifique se sont poursuivies, développées avec la contribution des chercheurs d'Eni et en collaboration avec des universités et des instituts de recherche, afin d'évaluer les risques, les impacts potentiels et les opportunités pour la santé, des travailleurs et des communautés, liés à la transition énergétique, aux nouvelles technologies (telles que l'énergie solaire et éolienne), et aux nouveaux processus de production d'Eni (tels que le biocarburant, le biogaz et l'agrobio-feedstock). En particulier, un comité de recherche scientifique indépendant, hébergé par la Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM), a été créé en 2021 pour

mener des recherches continues sur ces questions et pour aider Eni à définir des modèles de collaboration entre les secteurs public et privé pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence et la fourniture de services sociaux, contribuant ainsi au renforcement et à la résilience des systèmes sociaux et de santé.

### DES PERSONNES EN BONNE SANTÉ, DES ENTREPRISES SAINES

Eni a rejoint le groupe de travail "Health People, Healthy Business" du WBCSD (> [World Business Council for Sustainable Development](#)). En 2022, les travaux se sont concentrés sur la manière dont les entreprises peuvent contribuer à la santé mondiale dans quatre do-

maines clés : la santé et le bien-être des employés, le renforcement de la résilience des systèmes de santé, les comportements sains des consommateurs et la relation entre la santé et les systèmes naturels. Les résultats ont été résumés dans le rapport "Personnes en bonne santé, entreprises en bonne santé : comment les entreprises peuvent contribuer à la réalisation de la santé mondiale", présenté en octobre 2022 à la conférence de la Planetary Health Alliance à la Harvard Medical School. Parmi les études de cas présentées dans le document figure l'initiative de santé communautaire visant à fournir de l'électricité (solaire) hors réseau pour améliorer les soins dans les établissements de santé en Angola.

## FOCUS ON

### Engagement en faveur de la santé des communautés

**OBJECTIFS** : l'engagement à protéger la santé des communautés s'exprime par des programmes spécifiques visant à renforcer les systèmes et infrastructures de santé locaux, à développer les institutions locales concernées et les capacités médicales et managériales du personnel d'exécution, et à sensibiliser les communautés bénéficiaires.

**PROJETS** : par le biais de 42 initiatives ([Partenariat pour le développement](#)), les efforts ont été concentrés dans les domaines des soins de santé primaires, de la santé maternelle et infantile, comme l'intervention visant à réduire la mortalité maternelle et néonatale au Mozambique, des maladies transmissibles, comme la campagne de prévention du paludisme et des maladies sexuellement transmissibles dans la région occidentale du Ghana, de la prévention des maladies non transmissibles comme le projet visant à renforcer les soins aux patients atteints de cancer (adultes et enfants) en Irak, de la nutrition, comme le projet de lutte contre la malnutrition infantile au Mexique, de l'accès à l'eau potable et de l'hygiène, comme la modernisation des infrastructures de l'hôpital de Nalut en Libye, des urgences médicales et de la relation entre la santé et l'environnement.

**ÉVALUATIONS D'IMPACT** : dans le but d'évaluer les impacts potentiels des projets industriels sur la santé des communautés affectées, 11 études d'Health Impact Assessment (HIA) ont été menées en 2022, dont 1 étude de base non intégrée de Health Baseline, 1 étude non intégrée de HIA, 2 études préliminaires intégrées d'Environmental, Social and Health Impact Assessment (pre-ESHIA) et 7 études intégrées ESHIA.

Le centre de santé de Magude, dans la province de Maputo, a été sélectionné par Eni pour un projet d'amélioration de la nutrition maternelle et infantile qui se poursuivra jusqu'en 2023.



## LA SANTÉ DANS L'ENTREPRISE : SYNERGIES ET OPPORTUNITÉS

Quelles sont les logiques organisationnelles et managériales qu'ENI devrait adopter pour être en mesure de créer des synergies efficaces avec le service national de santé ?

Le secteur de la protection de la santé en Italie subit de multiples transformations : d'une part, la demande de services de santé est alimentée par le tableau démographique qui nous place en deuxième position (après le Japon) en termes de vieillissement de la population ; d'autre part, le niveau de financement de la santé publique dans notre pays est faible. Cela devient un défi non seulement pour les institutions directement impliquées dans la fourniture de services de santé, mais aussi pour tous ceux qui peuvent contribuer au maintien de l'état de santé de leurs populations cibles : cela implique des interventions sur le mode de vie, des actions d'information préventive et un soutien à la qualité de vie non seulement de l'individu mais aussi de sa famille au sens large. Le modèle de protection sociale d'entreprise qu'Eni a mis en place au fil du temps a progressivement élargi ses domaines d'intervention pour favoriser le "dialogue" entre l'employé et le système de soins, en facilitant l'accès aux services.

Il s'agit d'une évolution non banale par rapport aux modèles de bien-être plus traditionnels. En fait, Eni représente l'une des réponses à l'extension et au renforcement du réseau d'acteurs intervenant sur les questions de santé dans les actions quotidiennes des personnes dans des lieux de vie typiques. Après le domicile, les lieux de travail et les écoles sont les contextes dans lesquels se construit la santé communautaire.

C'est ce qu'elle appelle le processus d'alphabétisation. C'est ce qui peut constituer un avantage concurrentiel

pour Eni. Au lieu de cela, quelles sont les opportunités réelles pour l'employé ?

L'avantage concurrentiel d'une entreprise ne réside pas seulement dans sa performance économique, mais aussi dans sa « position » sur le marché. Ce n'est pas un hasard si l'on parle souvent d'entreprises "saines" ou "malades". La qualité de l'environnement de travail, la sensibilité à la prévention des maladies, la place centrale de l'éducation à la santé et des modes de vie, la pertinence des relations sociales sont autant d'éléments qui caractérisent la culture de la santé que chaque entreprise peut contribuer à construire.

Ces orientations ne sont pas seulement individuelles mais aussi collectives, soulignant l'importance de la santé en tant que facteur "hygiénique" dans la qualité de vie des personnes et, par conséquent, dans le développement économique des communautés. Il s'agit d'un travail d'alphabétisation, car on imagine souvent que la construction de la santé se fait dans les lieux où l'on traite la maladie (du cabinet du médecin généraliste aux urgences) et non dans ceux où l'on vit au quotidien. En effet, la santé est un "bien atypique" dont la valeur est appréciée lorsque nous la perdons.

À cet égard, il est naturel de mentionner l'Academy of Healthcare Management, l'initiative par laquelle la SDA Bocconi a soutenu Eni (NOC - Libyan National Oil Corporation) pour promouvoir les compétences managériales d'un groupe sélectionné de gestionnaires publics de la santé en Libye. Quels sont les points de qualification de ce projet ?

L'Academy of Healthcare Management mise en place avec l'Université de Benghazi a été l'occasion d'accueillir un groupe de professionnels très motivés pour améliorer l'organisation du système de soins dans un contexte très différent de notre système de santé. Deux défis majeurs

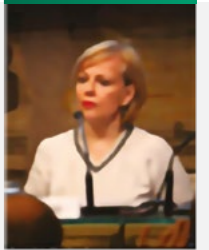
ont été relevés : intercepter les bons professionnels et valoriser les compétences managériales pour construire l'équité dans l'accès aux soins et pas seulement pour gérer leur viabilité économique et financière. L'un des sujets abordés dans la salle de conférence, par exemple, était le rôle des preuves scientifiques en tant que critère pour la conception des services et l'évaluation de la qualité des services fournis. Le processus de mise à jour des compétences cliniques est crucial pour les cliniciens, mais la direction peut également créer les conditions nécessaires pour soutenir l'apprentissage continu.

Dans l'un de vos articles du rapport 2017 de l'AVS, ce Professeur parle de transitional care. Dans un scénario caractérisé par la transition énergétique et à la lumière de votre contribution au comité scientifique du FEEM, pensez-vous que nous pouvons également parler d'Eni comme d'une transitional care company ?

Le besoin de solutions de soins de transition découle de la difficulté à "naviguer" dans le système de soins et c'est pourquoi des équipes de professionnels se spécialisent dans la gestion des transitions les plus difficiles : pensons, par exemple, au cas typique de la personne âgée comorbide et handicapée qui nécessite l'alignement de plusieurs interventions cliniques, de soins et souvent sociales. La recherche d'un nœud du réseau de services spécialisé dans le traitement de ces cas est le principal mandat des COT (Centres d'opérations territoriaux).

D'une certaine manière, Eni soutient également la "navigabilité" du réseau de services : lorsque j'ai parlé plus tôt de l'expansion du modèle de protection sociale des entreprises, je parlais précisément de ce type de soutien, qui permet d'entrer en contact avec les bons nœuds du réseau de soins et de soutenir le travail des médecins généralistes.

## INTERVIEW



Entretien avec

**Valeria Tozzi**

Professeur associé de pratique de la santé publique et de la division publique et de la division des organisations à but non lucratif à la SDA Bocconi School of Management. Depuis septembre 2014, elle est également directrice du programme de master MiMS (Master in Healthcare Management). Membre du Comité de santé de la Fondazione Enrico Mattei.



# Environnement



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Pour Eni, la durabilité environnementale est un pilier fondamental qui accompagne notre chemin vers la neutralité carbone 2050. Une attention particulière est accordée à l'utilisation efficace des ressources naturelles telles que l'eau, à la réduction des déversements, à la gestion adéquate des déchets, à la protection de la biodiversité et des services écosystémiques, ainsi qu'à la promotion d'une approche visant à développer des processus circulaires. Notre gestion de l'eau, de l'air, du sol et de la préservation de la biodiversité repose sur les critères de prévention, de protection, d'information et de participation. En diffusant la culture du respect de l'environnement, nous impliquons directement le personnel d'Eni, les fournisseurs et les communautés locales.

| ROBERTO DALL'OMO - RESPONSABLE HSEQ NATURAL RESOURCES |

| PROGRÈS 2022<br>par rapport aux engagements d'Eni for 2021   | OBJECTIFS À COURT TERME (2023)  | OBJECTIF À MOYEN TERME (2024-2026)   | OBJECTIF À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)   |
|--|---|--|---|
| <b>EAU</b><br>90% de réutilisation de l'eau douce<br>▲ ATTEINT<br>10 Mm <sup>3</sup> d'eau recyclée traitée et réutilisée dans le cycle de production ou réinjectée.<br>59% de l'eau de production réinjectée à des fins de production ou pour l'élimination | Engagement à minimiser les prélèvements d'eau douce dans les zones en situation de stress hydrique<br>Réutilisation de l'eau douce conforme à la tendance des cinq dernières années<br>Maintien de la part du plan dans l'eau de production réinjectée à au moins 59% | Augmentation, prévue à plat, de la part de l'eau d'assainissement traitée et réutilisée dans le cycle de production ou réinjectée, de l'actuel 10 Mm <sup>3</sup> à 12 Mm <sup>3</sup> à 2026<br>Eau de production réinjectée en ligne avec les dernières années | Engagement en faveur d'une gestion efficace, collective et durable des ressources en eau  |
| <b>DÉVERSEMENT DE PÉTROLE</b><br>-35% de déversement d'hydrocarbures opérationnel par rapport à 2021<br>▲ ATTEINT  | Finalisation de l'étalonnage des capteurs e-vpms installés sur la ligne Clough Creek-Tebidaba (52 km)   | Mise en œuvre d'actions d'amélioration pour l'intégrité des actifs des installations upstream, downstream et retail  | Exploration de nouvelles technologies et de nouveaux outils pour améliorer la prévention, l'atténuation et l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures |
| <b>DÉCHETS</b><br>+29% de déchets générés par des activités productives par rapport à 2021<br>► CONFORMÉMENT AU PLAN   | Développement de nouvelles technologies de valorisation des déchets et mise en œuvre à l'échelle industrielle   |  |   |

## POLITIQUE

Position de Eni sur la biomasse ; Code d'éthique de Eni ; "Politique de Eni sur la biodiversité et les services écosystémiques", "Engagement de Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels classés au patrimoine mondial de l'UNESCO" ; Positionnement d'Eni sur l'eau.

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Système intégré de gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité : adopté dans toutes les usines et unités de production et certifié selon la norme ISO 14001:2015 ou EMAS pour la gestion de l'environnement. Application du processus ES-HIA dans tous les projets. Tables techniques pour l'analyse et le partage d'expériences sur des questions spécifiques liées à l'environnement et à l'énergie. Analyse de la mesure de la circularité spécifique au site. Groupes de travail chargés de définir le positionnement stratégique et les objectifs de Eni en matière de protection des ressources hydriques et de la biodiversité. Développement d'une méthodologie unique et intégrée pour l'analyse environnementale, l'évaluation de l'impact/du risque environnemental et organisationnel, y compris 231, applicable en Italie et à l'étranger. Environmental Golden Rules pour promouvoir des comportements vertueux plus conscients et responsables envers l'environnement de la part des employés et des fournisseurs d'Eni. Diffusion d'une culture environnementale par le biais du programme d'engagement des sites et des agents sous contrat.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable
- [eni.com](#)
- Code Éthique
- CDP Water Security Questionnaire 2022
- Positionnement d'Eni sur l'eau
- Politique d'Eni en matière de biodiversité et de services écosystémiques
- L'engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels du patrimoine mondial de l'UNESCO

## LA CULTURE ENVIRONNEMENTALE

La protection de l'environnement est une composante indispensable du mode de fonctionnement d'Eni et repose sur les critères de précaution, de protection, d'information et de participation. Une attention particulière est accordée à l'utilisation efficace des ressources naturelles, telles que l'eau, à la réduction des marées noires, à la gestion des déchets, à la protection des zones protégées et à la biodiversité et aux services écosystémiques. Eni investit constamment dans les activités d'accroissement de la culture environnementale et dans le renforcement de la gestion verte, en réalisant diverses activités dédiées aux personnes ENI et aux fournisseurs. L'analyse des résultats de l'enquête sur l'environnement, à laquelle ont

participé environ 3 000 personnes sur les sites opérationnels en Italie et à l'étranger, a permis de mesurer le niveau de perception de la culture environnementale par les employés, ce qui a été utilisé pour définir des actions ciblées et concrètes visant à promouvoir d'autres activités de sensibilisation liées à cette question. En 2022, la campagne pour la diffusion des Golden Rules a été lancée pour promouvoir des comportements vertueux de la part du personnel d'ENI, lancer une série de discussions environnementales sur des thèmes d'actualité et diffuser le parcours de formation « Ensemble pour l'environnement » disponible pour tous les employés, axé sur différents aspects, notamment à la suite d'un événement environnemental, la valeur d'une communication efficace sur les risques

associés aux aspects environnementaux et les rôles et responsabilités en la matière. Les activités ont également impliqué directement certains sites opérationnels dans le cadre d'activités d'engagement spécifiques au site. En collaboration avec l'université de Padoue, Eni a lancé le projet de recherche Be Green, qui vise à évaluer et à analyser le rôle des comportements pro-environnementaux sur le lieu de travail et à promouvoir une culture environnementale partagée à différents niveaux de l'organisation. Des conventions sur l'environnement et la sécurité ont été signées par 19 sites, impliquant plusieurs fournisseurs dans l'engagement de mettre en œuvre des actions d'amélioration tangibles qui peuvent être mesurées à l'aide de l'indice de performance en matière de sécurité et d'environnement.

## LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU CHEZ ENI :

### LES PRINCIPES FONDATEURS

La stratégie d'Eni pour préserver les ressources en eau, qui comprend l'adhésion au CEO Water Mandate en 2019 et une stratégie de développement durable de l'entreprise, a été mise en œuvre ► **positionnement public en 2021** vise une gestion efficace et territorialement intégrée de l'eau nécessaire aux opérations. La minimisation des prélèvements d'eau douce de haute qualité (c'est-à-dire des aqueducs, des eaux souterraines ou des eaux de surface) est mise en œuvre par : (i) des mesures d'effica-

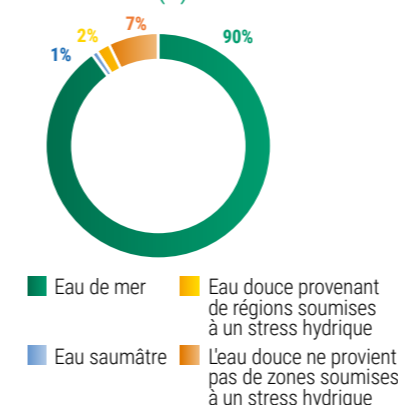
cité des processus ; (ii) l'utilisation d'eau de moindre qualité (c'est-à-dire d'eau de pluie, d'eau souterraine récupérée, d'eaux usées traitées ou d'eau dessalée). Ensemble, ces actions ont également des effets positifs sur la réduction de la consommation d'eau. Eni s'engage également dans les territoires où elle est présente à soutenir ► **projets d'accès à l'eau** pour les populations résidentes.

En 2022, les prélèvements d'eau douce, égaux à environ 9 % du total des prélèvements d'eau et attribuables pour plus de 79 % au secteur R&M et Chimie, ont enregistré une augmentation globale attribuable à l'entrée des consortiums Porto Marghera et Ra-

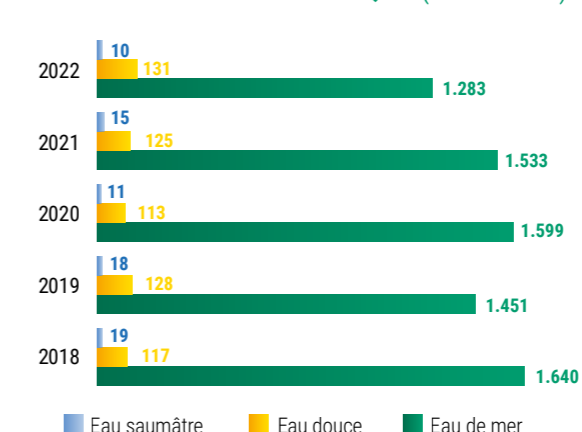
venne dans le domaine de consolidation de Versalis, qui fournit un service de gestion de l'eau pour l'ensemble du site industriel, y compris la distribution de l'eau prélevée aux sociétés co-filiales autres qu'Eni. En excluant les prélèvements pour des tiers, les prélèvements d'eau douce utilisés dans les processus de production d'Eni en 2022 sont réduits de 2 % par rapport à l'année précédente (► **Eni for - Performance**). En 2022, Eni a prélevé 131Mm<sup>3</sup> d'eau douce, dont 30,3Mm<sup>3</sup> dans des zones de stress hydrique, tandis que les prélèvements d'eau de mer et d'eau saumâtre dans les zones de stress hydrique se sont élevés respectivement à 942Mm<sup>3</sup> et 8Mm<sup>3</sup>.

**90%**  
réutilisation de l'eau douce

## TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU PAR SOURCE (%)



## TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS HYDRIQUES (millions de m<sup>3</sup>)





## LA PRÉSERVATION DE L'EAU DOUCE

Les interventions visant à préserver la qualité de l'eau ont été axées en priorité sur les sites situés dans les

zones de stress hydrique. Les lignes d'intervention concernaient la réduction des prélèvements, mise en œuvre par la réutilisation des eaux usées, ou le remplacement des

prélèvements d'eau précieuse par de l'eau provenant de sources de moindre qualité, telles que l'eau recyclée, associée à la production de Pétrole et de Gaz ou l'eau dessalée.



Vue aérienne d'Assemini où des activités ont été menées pour réduire les prélèvements d'eau

### LES PRINCIPALES LIGNES D'INTERVENTION

#### EAUX RÉSIDUAIRES

En donnant la priorité aux zones de stress hydrique (définies par Aqueduct), des interventions visant à réduire les prélèvements de haute qualité grâce à la réutilisation des eaux usées ont été menées dans les sites suivants : (i) Raffinerie de Livourne, l'un des principaux sites italiens exposés au stress hydrique ; (ii) Pôle pétrochimique de Ravenna, qui sera opérationnel à partir de 2025, une usine de réutilisation des eaux usées pour réduire les prélèvements d'au moins 0,4 Mm<sup>3</sup> par an (environ -5% des prélèvements d'eau douce de surface du site), même en cas d'augmentation de l'activité de production ; (iii) Usine pétrochimique de Brindisi, où une usine de réutilisation d'environ 0,5 Mm<sup>3</sup> par an d'eaux usées sera opérationnelle d'ici 2026, en plus de l'usine de dessalement déjà opérationnelle, qui a permis de réduire à zéro les prélèvements d'eaux souterraines du site ; (iv) Bioraffinerie de Gela, où Eni gère le traitement des eaux usées urbaines (environ 2,7 Mm<sup>3</sup> en 2022) et en réutilise une partie (0,3 Mm<sup>3</sup> en 2022) à des fins industrielles

#### EAUX D'ASSAINISSEMENT

Conformément aux principes de l'économie circulaire et de la préservation des ressources en eau, Eni s'engage à accroître la valeur de l'eau récupérée grâce à des processus qui permettent de la réutiliser à des fins industrielles, en évitant de prélever de l'eau précieuse. En témoignent les initiatives d'Eni Rewind -, la société environnementale d'Eni qui valorise les terres, les eaux et les déchets, industriels ou issus d'activités de récupération - sur les sites de Porto Torres, Priolo, Assemini, Manfredonia et Gela, où les eaux souterraines traitées sont utilisées pour produire de l'eau déminéralisée, remplaçant ainsi les prélèvements d'eau douce. D'importants projets et optimisations dans les zones de stress concernant la réutilisation à des fins industrielles des eaux récupérées, autrement rejetées en mer après traitement, sont présents à l'usine pétrochimique de Porto Torres (environ 0,6 Mm<sup>3</sup> par an, 40 % des besoins en eau douce du site) et à la bioraffinerie de Gela (environ 0,8 Mm<sup>3</sup> par an). Au total, environ 60 % de la demande en eau de la bioraffinerie de Gela en 2022 a été satisfaite par de l'eau de faible qualité (eaux usées urbaines et eau recyclée). D'autres études sont en cours pour accroître la réutilisation de l'eau recyclée et des eaux usées sur les sites de Porto Torres, Priolo et Mantoue.

#### EAUX DE PRODUCTION

Le traitement et la réutilisation de l'eau de production, outre qu'ils ont pour effet de limiter les activités d'élimination, contribuent également au déplacement de précieuses ressources en eau. Par exemple, le Viggiano Blue Water, une installation de traitement et de récupération à des fins industrielles des eaux de production du Centro Olio Val d'Agri, en Basilicate, actuellement en cours d'autorisation, a été conçue à cette fin.

#### EAU DESSALÉE

Un autre levier pour réduire les prélèvements d'eau douce de qualité est leur remplacement par de l'eau dessalée. En Égypte, grâce à des projets de réduction des prélèvements d'eau douce démarrés en partie à partir de 2021 (Zohr) et d'autres en 2022, on observe une économie de 1 Mm<sup>3</sup> par an de ressources en eau de haute qualité par rapport aux prélèvements avant les interventions (réduction des prélèvements d'eau douce d'environ 70 %). Cette attention portée à la ressource a également été reconnue et récompensée lors de l'édition 2022 du salon EGYPTES (Egypt Energy Show). Petrosel (une société exploitée par Eni) a remporté le premier prix dans la catégorie "Meilleur projet environnemental de l'année" pour ses efforts visant à minimiser les prélèvements d'eau douce

### FOCUS ON

## Réduction des prélèvements d'eau douce à la raffinerie de Livourne

**CONTEXTE :** la raffinerie de Livourne est située dans une zone de stress hydrique en Italie centrale, comme le montre la cartographie réalisée avec [► Aqueduct Water Risk Atlas](#).

**OBJECTIF :** réduire la dépendance de l'usine à l'égard des prélèvements d'eau douce, en particulier des eaux de surface, et réduire l'impact de la raffinerie sur le stress hydrique dans la région. Eni encourage également les interventions visant à réutiliser une partie des eaux usées, en augmentant sa capacité de traitement et en améliorant la résilience de la raffinerie en cas d'événements extrêmes.

**RÉSULTATS :** l'installation et les tests de la nouvelle usine de production d'eau déminéralisée desservant la raffinerie ont été achevés en décembre 2022. L'usine est conçue avec une capacité allant jusqu'à 200 m<sup>3</sup>/h pour répondre aux besoins en eau déminéralisée du site. Le projet prévoyait le traitement et la réutilisation des eaux usées de la raffinerie afin de réduire les prélèvements d'eau de surface. Lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle, une réduction des prélèvements d'eau douce de 0,4 Mm<sup>3</sup>/an est attendue, ce qui équivaut à une économie d'environ 10 % des prélèvements d'eau douce de surface du site.



## GESTION DE L'EAU DE PRODUCTION

L'élimination des eaux de production pour les activités en amont suit une échelle de priorité qui favorise leur utilisation par réinjection dans les réservoirs afin d'augmenter la récupération du pétrole ; lorsque cela n'est pas possible, leur réinjection dans des réservoirs épuisés est encouragée. Enfin, les rejets dans l'environnement et la gestion de l'eau en tant que déchet liquide

sont limités autant que possible. Au cours de l'année 2022, la réinjection de l'eau de production (à la fois à des fins de production et d'élimination) a atteint 59 % du total produit. Le projet de réinjection sur le site de Meleiha (Agiba, Égypte) s'est poursuivi en 2022, ce qui, avec le démarrage d'une nouvelle usine en 2023, permettra la réinjection totale de l'eau de production à des fins de production en 2024, réduisant ainsi de manière significative

les rejets dans les bassins d'évaporation. Au Turkménistan, sur le site de Burun, une initiative est en cours pour augmenter le taux de réinjection de l'eau de production dans le réservoir. En 2022, la réinjection se faisait soit pour l'élimination, soit, dans une plus large mesure, à des fins de production ; à partir de 2023, on s'orientera vers une réinjection nulle pour la simple élimination, ce qui augmentera encore la valeur de l'eau de production.

### FOCUS ON

## Scénarios de risques liés à l'eau

**ACTIVITÉS :** au cours de l'année 2022, une évaluation de l'exposition potentielle future aux risques physiques résultant du changement climatique, avec un horizon à long terme, comprenant à la fois le risque chronique (water stress) et le risque hydrique aigu (inondations), a été réalisée, impliquant environ 600 actifs exploités et environ 30 actifs majeurs de la chaîne d'approvisionnement.

**RÉSULTATS :** l'analyse a montré que les critères de construction (par exemple, l'emplacement des sites, les distances par rapport aux sources de risque) et les barrières/atténuations présentes ou identifiées sur les sites à ce jour, permettent de considérer la majorité des sites industriels comme gérés et atténués du point de vue des risques liés à l'eau ; pour les actifs résiduels présentant une exposition potentielle à long terme, une surveillance et d'éventuelles mesures d'atténuation sont planifiées.

**PROCHAINES ÉTAPES :** le processus sera régulièrement mis à jour, notamment en fonction de l'évolution du portefeuille et des scénarios climatiques envisagés. Eni est également engagée dans la recherche de solutions pour améliorer les capacités locales d'évaluation des risques liés à l'eau. Dans cette optique, Eni a testé une solution de modélisation innovante pour la caractérisation du stress hydrique local, utile pour soutenir l'évaluation des risques dans les scénarios futurs.

Site Versalis Dunkerque où l'analyse des scénarios de risque hydrique a été réalisée en 2022





4 partenariats avec des ONG internationales pour la conservation de la biodiversité

## BIODIVERSITÉ

La gestion de la biodiversité et des services écosystémiques (BES) est un élément clé des stratégies environnementales et des pratiques d'exploitation d'Eni, compte tenu également des multiples contextes environnementaux dans lesquels Eni opère. Tel que décliné dans la [Policy BES](#) Eni a mis au point un modèle de gestion "science-based", fondé sur les risques, qui s'applique à la fois aux opérations existantes et aux nouveaux projets. Ce modèle garantit que les interrelations entre les aspects environnementaux - biodiversité, services écosystémiques, changement climatique, gestion de l'eau - et le développement durable des communautés locales sont identifiées et gérées tout au long du cycle de vie, en évaluant et en gérant à la fois les impacts potentiels sur les aspects BES prioritaires et les opportunités d'apporter une contribution positive à la conservation. Cela se fait par l'application systématique de la hiérarchie d'atténuation, qui donne

la priorité aux mesures préventives par rapport aux mesures correctives, dans le but d'éviter une perte nette (no net loss) ou d'améliorer l'état de la biodiversité (net gain), en fonction des risques et du contexte spécifique du projet. La participation active des parties prenantes locales, y compris les communautés et les populations autochtones, tout au long du projet, permet de comprendre les attentes et d'identifier les options de gestion en fonction des besoins locaux. En 2022, Eni a signé un partenariat de deux ans avec l'UICN (International Union for the Conservation of Nature), visant à définir des critères et des outils pour sélectionner les zones les plus adaptées à l'environnement pour le développement de centrales d'énergie renouvelable, en minimisant leur impact sur la biodiversité, en fournissant des conseils sur la gestion des impacts cumulatifs, l'aménagement du territoire et les possibilités d'amélioration de la nature dans les zones de développement de parcs solaires et éoliens. Ce projet est dirigé par

l'UICN et The Biodiversity Consultancy, avec la collaboration de Fauna & Flora et de quatre autres entreprises du secteur de l'énergie, dont Eni. Cela s'ajoute à d'autres collaborations avec des organisations internationales : Fauna & Flora (depuis 2003), Wildlife Conservation Society (depuis 2016) et Proteus (depuis 2008), une initiative du PNUE/WCMC (World Conservation Monitoring Centre) pour la collecte et la diffusion de données et d'informations sur la biodiversité et les écosystèmes mondiaux. En 2022, Eni a mis à jour l'analyse de l'exposition aux risques liés à la biodiversité de ses sites d'exploitation ([Eni for - Performance](#)) et a poursuivi les études et activités BES pour mettre en œuvre les actions identifiées dans les plans d'action pour la biodiversité (BAP) sur les sites prioritaires. Les principales activités concernaient la restauration écologique des forêts ou d'autres habitats naturels, la surveillance et la conservation des espèces, ainsi que la sensibilisation des communautés et des travailleurs.

## ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Eni a progressivement adopté un modèle de business qui lui a permis d'appliquer les principes circulaires aux chaînes d'approvisionnement existantes et d'ajouter de la valeur aux nouvelles chaînes d'approvisionnement et aux produits durables. Les principes circulaires sont internalisés dans tous les processus d'Eni : dans l'Upstream, avec la maximisation des possibilités de réutilisation des actifs et avec le recyclage des matériaux ; dans les approvisionnements, avec les actions de sensibilisation et d'implication des fournisseurs sur les thèmes de l'économie circulaire à travers la plateforme numérique "Open-es" ; dans le downstream, par la production de biocarburants et, dans les années à venir, de biométhane qui seront en partie obtenus par la valorisation des déchets, des résidus/déchets et des

nouvelles technologies pour la valorisation des déchets (par exemple, FORSU, Fraction Organique des Déchets Solides Urbains, est le matériau issu de la collecte différenciée des déchets organiques). Parmi ses activités, Versalis développe des procédés et des technologies complémentaires de recyclage des polymères, à la fois mécaniques et chimiques, et s'engage à utiliser des matières premières alternatives, telles que les matières premières d'origine renouvelable et les matières premières secondaires. Eni Rewind valorise les sols, l'eau et les déchets grâce à des projets d'assainissement et de réaménagement durables, notamment en maximisant la réutilisation de l'eau après le traitement des eaux souterraines contaminées pour produire de l'eau déminéralisée à usage industriel, en promouvant l'assainissement au kilomètre 0, comme dans les cas

suivants [Porto Torres](#). En outre, la Société participe à la construction d'usines de valorisation des déchets, comme à Ravenne, avec la plateforme de biorécupération, et à Porto Marghera, avec le projet de valorisation des boues urbaines. Eni a également poursuivi l'application à divers contextes d'entreprise de son modèle de mesure de la circularité, validé par un tiers, qui est un outil essentiel pour le contrôle, la gestion et la transparence. Enfin, Eni soutient la croissance des entreprises durables dans le pays et la recherche de nouvelles idées commerciales, avec des initiatives telles qu'Eni Circular Bootcamp, qui en est à sa deuxième édition en collaboration avec Confindustria et en présence de l'Association des consommateurs et des entreprises lauréates du concours "Best Performer of the Circular Economy 2022".

Les principes circulaires sont internalisés dans tous les processus d'Eni

### FOCUS ON

## Protéger la biodiversité dans les parcs éoliens

**APPROCHE :** Plenitude promeut les bonnes pratiques pour la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques dans toutes ses installations d'énergie renouvelable. Compte tenu du lien étroit entre les parcs éoliens et la biodiversité des oiseaux et des chauves-souris, Plenitude met en œuvre une "gestion adaptative de la biodiversité" avec un suivi ciblé. En coopération avec l'administration locale et d'autres parties prenantes, un plan d'action pour la protection de la biodiversité dans les parcs éoliens de Raposeras et de Cuevas est en cours depuis 2022. Il vise à améliorer les connaissances sur l'avifaune locale, à réduire les risques de collision pendant l'exploitation des parcs éoliens et à soutenir la prise de décision.

**MESURES DE CONSERVATION PASSIVE :** Raposeras est un parc éolien de 40,5 MW composé de 26 éoliennes, situé à La Rioja (nord-est de l'Espagne). Comme mesures complémentaires pour éviter les collisions avec les oiseaux (oiseaux de proie et espèces aquatiques), des signaux visuels passifs ont été mis en place pour augmenter la visibilité des éoliennes, y compris la peinture noire des pales et l'installation d'autocollants en vinyle à 9 m au-dessus du sol sur toutes les éoliennes. Ces mesures sont suivies d'un cycle annuel de surveillance du comportement des oiseaux et des chauves-souris afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en œuvre.

**HIÉRARCHIE DES MESURES D'ATTÉNUATION :** Cuevas est un parc éolien de 104,5 MW composé de 19 éoliennes, situé à Cuenca (centre de l'Espagne). Plusieurs actions de conservation de la biodiversité ont été mises en œuvre dans cette zone, parmi lesquelles : la mise en place de systèmes automatiques dans 4 éoliennes pour la surveillance des oiseaux et la réduction du risque de collision, par des signaux sonores et l'arrêt temporaire des pales ; des programmes spécifiques de conservation de l'avifaune locale (albanelle mineure et aigle royal) avec des mesures ciblées pour éviter les collisions ; la restauration environnementale de l'habitat d'intérêt communautaire le plus proche du parc éolien ; un plan de conservation des herbiers.



Installation éolienne Plenitude El Monte de 104,5 MW, dans la région Castille-La Manche en Espagne

### FOCUS ON

## Le Déclassement circulaire

**APPROCHE :** l'approche circulaire étend les analyses à l'ensemble du cycle de vie des installations, depuis leur conception et leur exploitation jusqu'à leur démantèlement. Ce processus a été développé sur les principes des "3R", c'est-à-dire la réutilisation, le recyclage et la réduction des volumes de déchets, avec les avantages environnementaux et économiques qui en découlent. Compte tenu du nombre croissant de projets de démantèlement attendus dans les années à venir et de la quantité importante de matériaux qui seront générés, les principes de l'économie circulaire sont l'un des principaux facteurs déterminants dans le choix des meilleures solutions de démantèlement pour les installations Pétrole et Gaz. De nombreuses usines en fin de vie représentent une ressource importante à la fois en termes de matériaux ferreux et de composants qui peuvent encore être potentiellement utilisés dans d'autres domaines, tels que les nouveaux projets de développement ou les engagements en matière d'exploitation et de maintenance.

**OBJECTIF :** Eni vise à maximiser la valeur résiduelle des actifs arrivés à maturité afin de saisir toutes les opportunités de conversion des usines et de réutilisation de leurs composants. En particulier, Eni a fourni une analyse structurée de la durée de vie d'un actif.

### RÉCYCLAGE ET RECONVERSION

Identifier les possibilités de prolonger la durée de vie des actifs grâce à des actions ciblées visant à optimiser la production et à limiter les charges d'exploitation. Examen préalable pour la sélection des meilleures technologies visant à reconvertir les installations qui conviennent encore aux projets de transition énergétique

### ÉTENDRE LA DURÉE DE VIE DES ACTIFS

Analyse des options de réutilisation partielle pour soutenir des initiatives telles que les projets d'énergie renouvelable, le stockage du CO<sub>2</sub>, l'énergie géothermique ou la réévaluation de certaines parties des structures offshore pour la conservation de la biodiversité marine

### RECYCLAGE DES COMPOSANTS

Recyclage des matériaux ferreux et non ferreux avec l'adoption de solutions contractuelles appropriées pour la vente d'acier, de cuivre, d'aluminium et d'autres ressources essentielles pour les processus industriels (y compris les matériaux provenant des DEEE - déchets d'équipements électriques et électroniques)

### RECYCLAGE DES MATÉRIAUX

Évaluation de l'équipement et des composants à remplacer. Eni dispose d'un outil informatique créé dans le but de disposer d'un référentiel centralisé facilement accessible où les équipements réutilisables peuvent être suivis et cartographiés

## FOCUS ON

## Le recyclage des polymères

JT

**APPROCHE** : Eni, par l'intermédiaire de **Versalis**, est très actif dans le développement de technologies avancées complémentaires de recyclage mécanique et chimique.

**DE NOUVELLES USINES DE RECYCLAGE** : à Porto Marghera, Versalis construit le premier pôle de recyclage mécanique avancé des plastiques de post-consommation, qui verra, dans une première phase, le développement d'une usine de recyclage de polymères et dans une seconde phase, grâce à l'acquisition, sur une base exclusive, de la licence de Forever Plast (une société italienne leader au niveau européen dans le secteur du recyclage des plastiques de post-consommation), le développement d'une autre usine de recyclage. Avec le projet Hoop®, Versalis participe également à la construction d'une première usine de recyclage chimique de 6 000 tonnes par an à Mantoue, pour transformer les déchets plastiques mixtes non recyclables mécaniquement en matière première pour produire de nouveaux polymères vierges.

**LES EMBALLAGES** : Versalis a mis en place deux projets, des projets de développement d'emballages circulaires, afin de récupérer et de recycler les emballages industriels en polyéthylène et de les remettre dans le circuit. Versalis propose également des polymères avec un contenu recyclé obtenu à partir d'emballages post-consommation, ce qui permet d'économiser de la matière vierge pour les mêmes performances. En outre, en signant des engagements volontaires spécifiques, elle contribue, au sein de l'Alliance circulaire pour les plastiques (CPA), à l'objectif européen ambitieux d'utiliser 10 millions de tonnes de plastiques recyclés dans les nouveaux produits d'ici 2025.

**-35%**  
volumes  
opérationnels de  
déversements  
d'hydrocarbures

**+70%**  
volumes de  
déversements  
d'hydrocarbures  
par sabotage,  
dont 80 %  
récupérés

GESTION DES  
DÉVERSEMENTS  
D'HYDROCARBURES

Eni poursuit ses efforts sur tous les aspects de la gestion des urgences liés aux impacts des déversements d'hydrocarbures au cours de l'exploitation et de l'effraction. Dans le cadre de la prévention des marées noires en Italie, des travaux de maintenance ont été réalisés à Val d'Agri sur le réseau de production et le système e-vpms<sup>(1)</sup> a été mis à niveau, ainsi que sur la ligne de pétrole brut reliant la station de pompage de Genova Pegli à la raffinerie de Sannazzaro. Cette mise à jour a également été effectuée pour la surveillance Leak Detection<sup>2</sup> de la ligne de transport de pétrole brut du Centro Olio Val d'Agri (COVA) et de la ligne d'injection d'eau industrielle du COVA. Dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence, la méthode d'évaluation des risques liés aux événements naturels, tels que les glissements de terrain, les inondations et les séismes, susceptibles d'affecter les pipelines, a

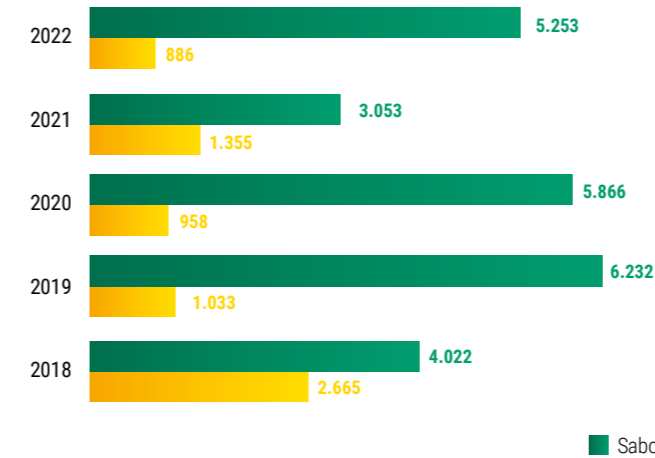
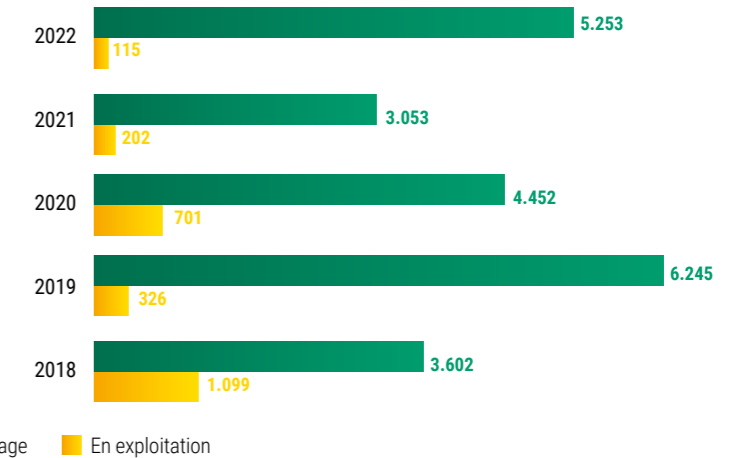
été achevée. Dans le Val d'Agri, le système de surveillance et d'alerte Early Warning - Cassandra Meteo Forecast a été optimisé, appliqué au contrôle continu des risques hydrogéologiques, à la gestion des sorties d'eau de la COVA et au suivi des cultures agricoles. En outre, des études de faisabilité ont été réalisées en vue d'une évolution de ce système pour l'atténuation des risques liés aux événements naturels dans les centrales photovoltaïques et éoliennes (Early Warning for Asset Integrity). Eni a également poursuivi son expérimentation technologique, en vérifiant le degré de fiabilité des images satellite haute définition pour la surveillance environnementale des sols et en construisant des cartes de sensibilité à partir d'images satellite-gratuites<sup>3</sup>, utiles pour planifier une réponse appropriée en cas de déversement d'hydrocarbures. Cette année encore, des activités ont été menées pour prévenir et contenir les impacts environnementaux potentiels (technologies de contrôle

de l'intégrité des réservoirs), pour sauvegarder l'intégrité des actifs, comme l'extension du système e-vpms<sup>(1)</sup> sur la ligne de transfert de carburacteur de Rho à Malpensa (40 km) et sur la ligne Pantano-Aeroporto di Fiumicino ; des essais avec la technologie d'émission acoustique (e-siam<sup>(2)</sup>) pour la surveillance de la corrosion et des fuites de fluides dans les dépôts de stockage ; des études de faisabilité de la technologie RADAR pour la surveillance à distance des vibrations ; et enfin, l'assainissement préventif de certains réservoirs souterrains et l'assainissement et la mise hors service de réservoirs de pétrole usagé sur certains sites en Italie. Eni continue de travailler avec l'IEPCA et l'IIOGP (International Association of Oil & Gas Producers) pour renforcer la capacité de lutte contre la pollution marine en aval de toute marée noire, notamment en participant à des initiatives régionales dans des régions telles que la mer Caspienne, la mer Noire, l'Afrique occidentale/centrale/sud et l'Eurasie centrale.

(1) e-vpms<sup>(1)</sup> est une technologie de détection des variations vibro-acoustiques de la structure des pipelines et du fluide transporté par ceux-ci, visant à détecter d'éventuels déversements en cours.

(2) Leak Detection est un système permettant de détecter les fuites dans les conditions de transport et d'attente des fluides.

(3) Élaboration de cartes de sensibilité à l'aide d'images satellite de l'Agence spatiale européenne (ESA).

DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES PAR L'EXPLOITATION ET À CAUSE DE SABOTAGE (Volume >1 baril)<sup>(\*)</sup>DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES PAR L'EXPLOITATION ET À CAUSE DE SABOTAGE AU NIGÉRIA (Volume >1 baril)<sup>(\*)</sup>

\* Les données sur les déversements de l (> 1 baril), tant en termes de nombre que de volumes déversés, sont sujettes à des mises à jour au fil des ans en raison de la fermeture éventuelle de certaines enquêtes, parfois après la publication du document.

## FOCUS ON

## La gestion des déversements d'hydrocarbures au Nigeria

**CONTEXTE ET APPROCHE** : ces dernières années, les installations d'Eni au Nigeria (puits, conduites d'écoulement et pipelines couvrant quelque 3 000 km) ont été la cible d'activités illégales qui ont entraîné des pertes considérables. Néanmoins, Eni a mis au point une stratégie visant à prévenir et à contenir de tels événements et leurs impacts potentiels, basée sur l'identification précoce des fuites, des dommages ou des activités effractives à proximité ou sur les pipelines, afin de prendre des mesures rapides pour les réduire ou les résoudre. En particulier, en 2022, le programme de mise à niveau technologique du système e-vpms<sup>(1)</sup> a été achevé sur certaines lignes principales, tandis que sur d'autres, l'installation de nouveaux capteurs du système a été achevée, et un plan opérationnel pour de nouvelles installations e-vpms<sup>(1)</sup> sur le réseau de production et de transport de pétrole brut a été défini.



**ACTIVITÉS** : Eni a également mis en œuvre d'autres initiatives pour prévenir et gérer les fuites dans les conduites, telles que : (i) une surveillance accrue dans les zones particulièrement sujettes au sabotage, (ii) la technologie e-vpms<sup>(1)</sup>, déjà installée et opérationnelle sur les conduites Kwale-Akri (17 km) et Ogbainbiri-Tebidaba (32 km), a fait l'objet d'une mise à niveau technologique en 2022 grâce à l'installation de capteurs supplémentaires pour éliminer les bruits de fond. L'activité a été réalisée et calibrée avec succès sur les deux lignes. Le système est mis en œuvre sur d'autres lignes avec des activités de maintenance technique accrues visant à intercepter les dysfonctionnements ou les dommages. Eni promeut également **des activités de sensibilisation** sur les risques associés à la pollution potentielle due aux déversements d'hydrocarbures auprès de la communauté locale.

**RÉSULTATS** : grâce à ces mesures, le nombre de déversements opérationnels d'hydrocarbures et les volumes déversés en 2022 ont diminué respectivement de 75 % et de plus de 40 % par rapport à 2021.



# Droits de l'homme



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

La promotion et la protection des droits de l'homme sont inscrites dans l'histoire d'Eni, un ADN hérité de la vision clairvoyante d'Enrico Mattei, qui souhaitait combiner les stratégies industrielles et opérationnelles avec un élément distinctif et fondamental : le respect des personnes et l'intégration des communautés directement concernées par les activités d'Eni. Cela se traduit, aujourd'hui plus encore, par le respect des droits de l'homme dans nos actions quotidiennes, par l'engagement que ce respect devienne une règle pour nos partenaires, contractants, prestataires et tous les acteurs avec lesquels nous traitons, ainsi que par la capacité à partager, à dialoguer, à mettre en commun des projets, des compétences, des idées qui doivent être mises au service de la défense de nos principes et de l'ensemble des droits.

| ALFIO GIUSEPPE RAPISARDA, CHEF DE LA SÉCURITÉ |

### PROGRÈS 2022

par rapport aux engagements d'Eni for 2021

### OBJECTIFS À COURT

TERME (2023)

### OBJECTIF À MOYEN

TERME (2024-2026)

### OBJECTIF À LONG

TERME (2030 ET AU-DELÀ)

## MODÈLE DE GESTION DES DROITS DE L'HOMME

Des enquêtes spécifiques ont été menées sur 100 % des projets considérés comme les plus risqués.

▲ ATTEINT

100 % des nouveaux projets évalués comme présentant un risque DU font l'objet d'une analyse spécifique ; extension à d'autres unités commerciales ; diffusion et mise à jour de nouveaux modèles de due diligence.

Extension du modèle aux différents domaines d'activité ; vérification périodique du système global

Modèle en place dans toutes les unités de business d'Eni.

## RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS LIÉE AUX DROITS DE L'HOMME

Des objectifs ont été assignés à tous les responsables qui rendent compte au DG.

► CONFORMÉMENT AU PLAN

Poursuite de l'attribution de MBO spécifiques sur les droits de l'homme à la direction d'Eni à tous les niveaux et aux filiales.

## FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME

14 245 heures de formation dispensées sur les DU

▲ ATTEINT

2 622 personnes formées pour le programme triennal relatif à DU qui a été achevé

▲ ATTEINT

Mise à jour des modules de formation spécialisés ("Security and Human Rights", "Human Rights and relations with Communities", "Human Rights in the Workplace")

Évaluation de l'extension de l'utilisation des cours spécialisés à tous les employés

Mise en place dans toutes les filiales d'Eni d'un plan de formation frontal sur le processus de gestion des droits de l'homme

## POLITIQUE

Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; code de conduite des fournisseurs ; « Signalements, y compris anonymes, reçus par Eni SpA et ses filiales en Italie et à l'étranger » ; politique "Alaska Indigenous Peoples" ; "Eni contre la violence et le harcèlement au travail" ; code éthique d'Eni.

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Processus de gestion des droits de l'homme régi par un instrument réglementaire interne aligné sur les UNGP. Activités interfonctionnelles sur les entreprises et les droits de l'homme afin d'aligner davantage les processus sur les normes internationales clés et les meilleures pratiques. Évaluation de l'impact sur les droits de l'homme et analyse des risques en matière de droits de l'homme à l'aide d'un modèle de hiérarchisation basé sur les risques pour les projets industriels. Système de gestion de la sécurité visant à garantir le respect des droits de l'homme dans tous les pays. Processus de gestion des signalements (whistleblowing). Plan triennal de formation en ligne sur les principaux domaines d'intérêt en matière de droits de l'homme.

### POUR EN SAVOIR PLUS

► [Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable](#) ► [eni.com](#) ► [Code Éthique](#) ► [Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme](#)

► [Eni for 2021 - Droits de l'homme](#) ► [Position sur les Conflict Minerals](#) ► [Slavery and human trafficking statement](#)

## APPROCHE D'ENI SUR LES DROITS DE L'HOMME

L'approche d'Eni en matière de droits de l'homme, intégrée dans la mission, est illustrée dans le tableau suivant ► [Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme](#) approuvée par le conseil d'administration en décembre 2018. Il met en évidence les domaines d'engagement prioritaires, selon une approche élaborée en cohérence avec les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits

de l'homme (UNGP) et les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Cet engagement est également réaffirmé dans le Code Éthique et soutenu par les engagements requis dans le code de conduite des fournisseurs, également adopté en 2020. La dignité de chaque être humain est au cœur des activités d'Eni, c'est pourquoi elle s'engage à définir ses responsabilités en contribuant au bien-être des personnes et des communautés locales. Le chemin parcouru ces der-

nières années pour diffuser et consolider la culture du respect des droits de l'homme a renforcé la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, décrite dans un document réglementaire interne spécifique adopté en 2020. Cette approche repose sur une responsabilité partagée entre plusieurs fonctions pour la gestion des processus les plus pertinents en matière de gestion des risques liés aux droits de l'homme : ressources humaines, achats, sécurité, durabilité et conformité.

### ENGAGEMENT POUR LES DROITS DE L'HOMME

Les droits de l'homme sont intégrés dans les politiques et les processus de gouvernance. Eni a structuré des contrôles de gouvernance appropriés et assure une formation continue.

### DUE DILIGENCE

Eni a adopté un système de gestion qui comprend un ensemble de processus et d'outils permettant d'évaluer les problèmes, les risques et les impacts les plus pertinents en matière de droits de l'homme.

### ACCESS TO REMEDY

Eni assure une gestion adéquate des réclamations par le biais du « Mécanisme de réclamation » et du processus de whistleblowing.

## LE RÔLE DES ENTREPRISES DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL EN MUTATION

### Plus de dix ans après l'adoption des principes directeurs des Nations unies, où en sont les entreprises dans leur mise en œuvre ?

Le 10 décembre 2023 marque le 75<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, signée pour la première fois au Palais de Chaillot à Paris en 1948. Ce n'est toutefois qu'en 2011, avec l'adoption des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, que la responsabilité des entreprises en matière de droits de l'homme a été définie. Au cours de la dernière décennie, nous avons constaté des progrès inégaux dans la mise en œuvre de ces principes. Les résultats du Corporate Human Rights Benchmark, publiés chaque année depuis 2017, montrent qu'environ un tiers des plus grandes entreprises mondiales ont fait des progrès, mais qu'il reste encore beaucoup à faire.

### Quels seront les effets attendus des récentes évolutions réglementaires (au niveau européen et au niveau des États membres) ?

La législation constitue une avancée très importante dans la mise en œuvre des principes directeurs des Nations unies, et de nombreux gouvernements européens ont déjà mis en place des lois nationales qui imposent des exigences de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme ("know and show"), ainsi que la nécessité de structurer des actions correctives appropriées. L'Union européenne introduit plusieurs exigences en matière de droits de l'homme et de développement durable pour les grandes entreprises, ce qui renforcera la surveillance des investisseurs et de la société civile sur le comportement des entreprises. Les sanctions et les droits de douane seront également de plus en plus liés à des critères relatifs aux droits de l'homme. D'une manière générale, l'accent sera mis de plus en plus sur ce que les autorités attendent des entreprises dans ce domaine.

### Quelles seront les principales questions émergentes à traiter dans les années à venir ?

Dans les années à venir, les attentes des consommateurs à l'égard des produits qu'ils achètent, des investisseurs à l'égard des entreprises dans lesquelles ils investissent et des électeurs à l'égard de leurs représentants élus augmenteront. La sécurité énergétique restera une question aussi centrale et fondamentale que le changement climatique, la biodiversité et la protection de l'environnement. Les entreprises devront garantir un niveau croissant de transparence sur toutes ces questions. La transition vers une économie à faibles émissions de carbone continuera d'exiger des choix importants pour garantir une transition "juste" qui tienne compte de toutes les personnes concernées - travailleurs, communautés, peuples autochtones et consommateurs.

## INTERVIEW



Entretien avec **John Morrison**, Directeur général de l'Institute for Human Rights and Business (HRB), depuis sa fondation en 2009. Il conseille de nombreux gouvernements, organisations intergouvernementales et entreprises sur les droits de l'homme et d'autres questions relevant de la sphère plus large de la durabilité, du développement et des affaires internationales.

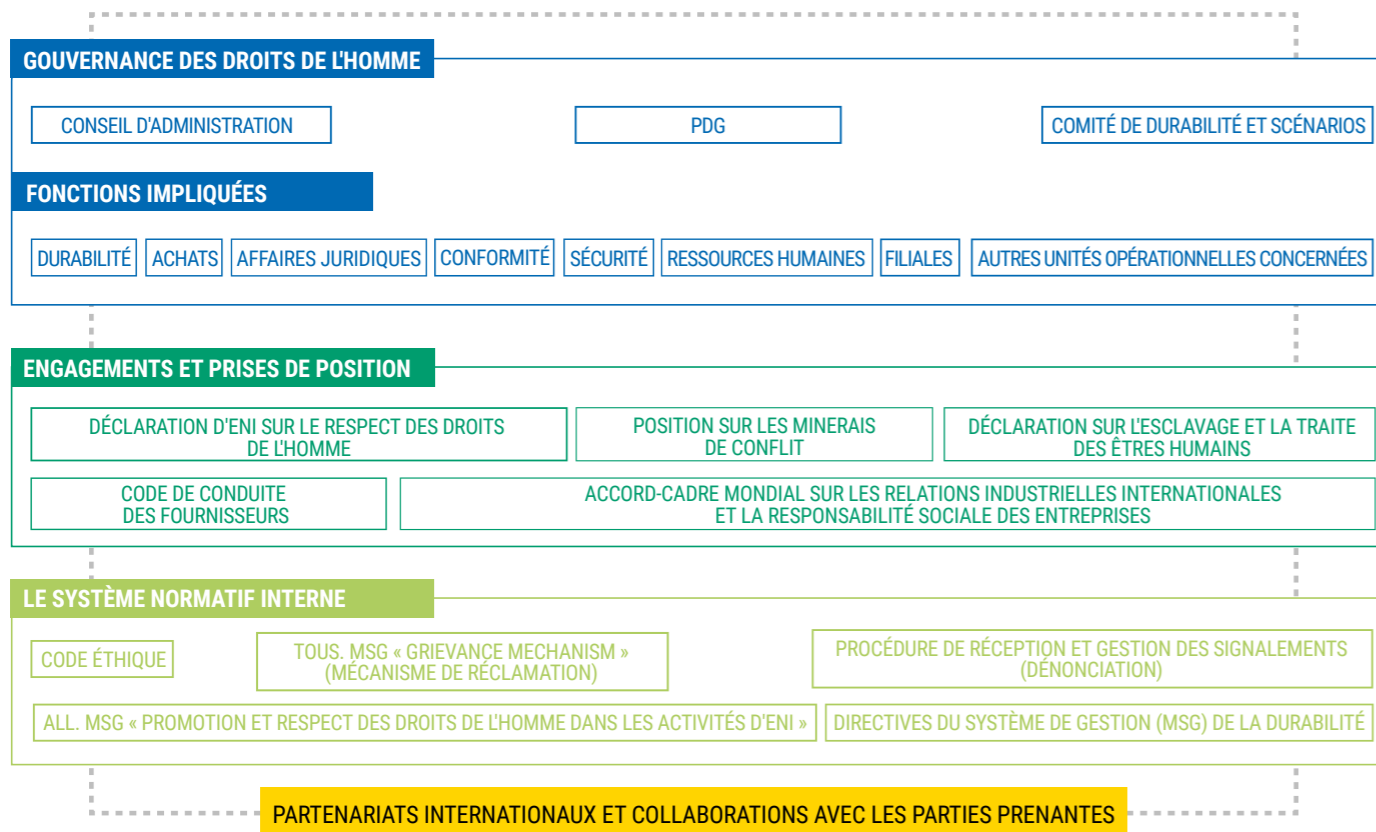
**100%**  
premiers rapports du DG auxquels un objectif en matière de droits de l'homme a été assigné

**GOVERNANCE ET SYSTÈME DE GESTION DES DROITS DE L'HOMME**

Les droits de l'homme font partie des sujets sur lesquels le **Comité de la durabilité et des scénarios (CSS)** qui se compose principalement d'administrateurs indépendants, exerce des fonctions d'investigation, de conseil et de proposition vis-à-vis du conseil d'administration. Le président du comité informe le conseil d'administration des questions les plus importantes discutées lors des réunions. En 2022, le CSS a approfondi

la mise en œuvre du modèle de due diligence en matière de droits de l'homme sur la base des domaines d'intervention prioritaires définis par les principales questions de droits de l'homme d'Eni et a analysé le Slavery and Human Trafficking Statement, approuvée par le conseil d'administration en avril. Eni a également adopté une procédure spécifique définissant le cadre interne du modèle de gestion des droits de l'homme, dans le but de définir les rôles et les responsabilités. Cette procédure décrit le processus de diligence raisonnable requis par

les UNGP et définit les principales lignes directrices en matière de prévention des violations des droits de l'homme pour toutes les fonctions de l'entreprise. En 2022 également, des objectifs spécifiques ont été assignés à tous les premiers subordonnés du PDG, ainsi qu'aux autres niveaux de direction, d'où découlent les incitations liées aux performances en matière de droits de l'homme. Ces objectifs ont également été assignés à la direction des filiales. Dans tous les cas, la réalisation des objectifs assignés a été vérifiée au cours de l'année.



**2.622**  
personnes formées en 2022 pour le programme de trois ans

**ACTIVITÉS DE FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME**

La formation d'Eni sur les affaires et les droits de l'homme est organisée dans le cadre d'une stratégie diversifiée selon quatre axes : (i) cours généraux sur les affaires et les droits de l'homme pour l'ensemble du personnel d'Eni ; (ii) cours spécifiques sur des sujets et des domaines particulièrement exposés à des risques

d'impacts négatifs ; (iii) initiatives de formation sur des sujets étroitement liés aux droits de l'homme (par exemple, code éthique, HSE, etc.) ; (iv) ateliers pratiques pour les fournisseurs sur la sécurité et les droits de l'homme. En 2022, la campagne de formation obligatoire de trois ans pour les cadres et les dirigeants (en Italie et à l'étranger) dans les quatre modules

spécifiques : "Security and Human Rights", "Human Rights and relations with Communities", "Human Rights in the Workplace" et "Human rights in the Supply Chain" s'est achevée. En outre, les autres cours proposés sur les questions de durabilité et de droits de l'homme à l'ensemble de la population d'Eni se sont poursuivis. Le taux global d'utilisation des cours s'est élevé à 89 % des inscrits.

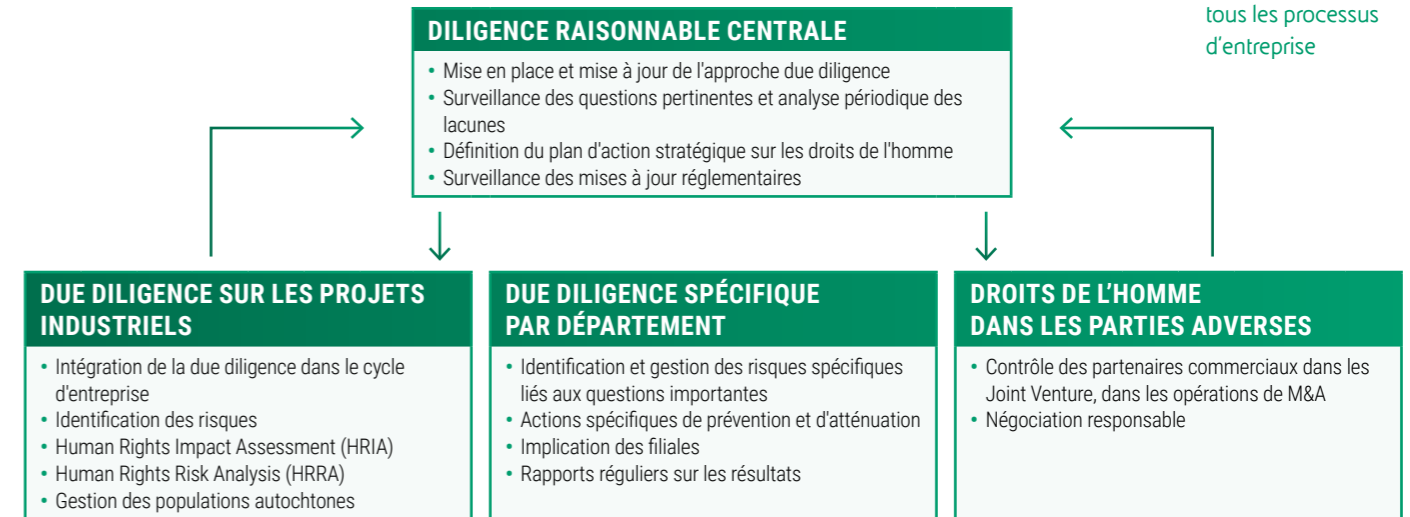
**DUE DILIGENCE SUR LES DROITS DE L'HOMME**

La diligence raisonnable en matière de droits de l'homme est un processus continu axé sur l'ensemble des implications que les activités d'Eni

pourraient avoir sur les droits de l'homme, au-delà de la liste définie par ce que l'on appelle les "salient human rights issue". Le modèle de diligence raisonnable est multidisciplinaire, multicouche et intégré

dans les processus d'entreprise, avec une approche basée sur le risque dans le but d'identifier, de prévenir, d'atténuer et de signaler les impacts négatifs sur les droits de l'homme.

La due diligence d'Eni en matière de droits de l'homme est multidisciplinaire, multinationale et intégrée dans tous les processus d'entreprise



**QUESTIONS IMPORTANTES**

L'engagement, le modèle de gestion et les activités d'Eni en matière de droits de l'homme se concentrent sur les questions considérées comme les plus importantes pour l'entreprise à la lumière des activités commerciales qu'elle mène et des contextes dans lesquels elle opère. L'ensemble des sujets, appelés salient human rights issue, a été identifié par un groupe

interfonctionnel sur les droits de l'homme et les entreprises en 2017, avec le soutien du Danish Institute for Human Rights, dans le cadre du travail plus large d'analyse de l'approche d'Eni en matière de droits de l'homme. Les 13 questions saillantes relatives aux droits de l'homme identifiés par Eni sont regroupés en quatre catégories. Depuis 2018, Eni a adopté un modèle fondé sur le risque, basé sur des

éléments contextuels (risques spécifiques dans les pays d'opération) et les caractéristiques du projet, afin de classer les projets Upstream en fonction du risque potentiel en matière de droits de l'homme et d'identifier les mesures de gestion appropriées par le biais d'analyses spécifiques. Le modèle a ensuite été étendu à d'autres domaines d'activité, sans modifier la liste des salient issue.

**QUESTIONS IMPORTANTES RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME POUR ENI**



**ACCÈS AUX MESURES DE RECOURS**

Eni s'engage activement à vérifier et à fournir, ou à coopérer pour fournir, des remèdes aux impacts négatifs sur les droits de l'homme qu'elle a pu causer ou auxquels elle a contribué, et à faire tout son possible pour promouvoir la réalisation de

ces mêmes impacts dans les cas où ils sont directement liés à ses opérations, produits ou services. Eni identifie deux canaux de signalement des violations : **les rapports** et le **mécanisme de réclamation**. Eni interdit et s'engage à prévenir les représailles contre les travailleurs et les autres parties prenantes qui attirent

l'attention sur les questions relatives aux droits de l'homme et ne tolère pas les menaces, l'intimidation, les représailles ou les attaques et n'y contribue pas. En outre, Eni n'empêche en aucune façon l'accès aux recours judiciaires ou extrajudiciaires dans le cadre de ses activités et coopère de bonne foi avec ces mécanismes.



Pour la surveillance des droits de l'homme sur le lieu de travail a été défini un modèle fondé sur le risque pour saisir les caractéristiques et les risques spécifiques des pays et des contextes

## LES DROITS DE L'HOMME SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Le respect des droits des personnes qui travaillent au sein d'Eni et pour Eni est essentiel à l'établissement de relations mutuellement satisfaisantes et durables. Eni dispose d'un cadre complet de politiques, de modèles de gestion, de clauses contractuelles et de programmes également adoptés par ses filiales. Un tel cadre permet une prévention efficace de ces risques dans la gestion directe de la main-d'œuvre (initiatives pour les personnes). Dans ce contexte, un modèle "basé sur le risque" a été mis en œuvre

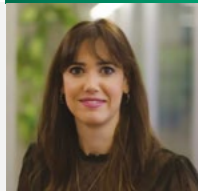
pour évaluer la protection des droits de l'homme sur le lieu de travail, sur la base de paramètres quantitatifs et qualitatifs spécifiques, afin de saisir les caractéristiques et les risques propres au pays/contexte liés au processus de gestion des ressources humaines, y compris la lutte contre toutes les formes de discrimination, l'égalité entre les hommes et les femmes, les conditions de travail, la liberté d'association et la négociation collective. Grâce à cette approche qui identifie les zones de risque, ou d'amélioration, des actions spécifiques à surveiller au fil du temps

sont définies. En 2022, l'application du modèle dans les filiales de l'activité Upstream déjà suivie en 2021, a été approfondie, et une première application a été faite dans l'activité Energy Evolution, élargissant ainsi son champ d'application. Le modèle de relations industrielles d'Eni joue également un rôle central dans l'établissement de relations avec les travailleurs et la protection de leurs droits. Ce modèle repose sur des accords définissant les modalités de partage des informations avec les organisations représentatives des travailleurs, définies au niveau national et international.

## PRINCIPAUX ACCORDS EXISTANTS SUR LE SUJET

- ▷ Accord-cadre mondial sur les relations industrielles internationales et la responsabilité sociale des entreprises
- ▷ Protocole Insieme - Modèle de relations industrielles à l'appui du parcours de transition énergétique

## INTERVIEW



**Diana Junquera Curriel**

Directrice de l'industrie de l'énergie et de la transition juste à IndustriALL Global Union. Elle possède de nombreuses années d'expérience dans le secteur de l'énergie, notamment au niveau européen en tant que présidente du groupe de travail sur l'égalité des chances dans les secteurs industriels et au niveau mondial dans le cadre de divers comités. Aujourd'hui, elle dirige le secteur de l'énergie et est chargée de coordonner le travail mondial des syndicats du secteur de l'énergie, en se concentrant sur les implications sociales, financières et industrielles de la transition énergétique et sur l'impact sur les travailleurs.

## JT PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS DANS LE PARCOURS DE TRANSITION JUSTE

### Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever et les opportunités à saisir dans le cadre de la décarbonisation et de la transition énergétique ?

Les plus grands défis auxquels nous sommes confrontés dans cette transition sont les décalages de temps et d'information, ainsi que l'incertitude inhérente au parcours lui-même. Pour que cette transition convienne à tous, il est nécessaire de planifier suffisamment à l'avance et de rechercher des réalisations futures et des projets qui aspirent à un avenir prometteur. Le manque d'information et de transparence suscite la méfiance et rend le processus beaucoup plus difficile. Il existe de nombreuses opportunités, de nouvelles carrières et des emplois qui doivent être inclusifs, décents et écologiques.

### Quels types de programmes devraient caractériser cette voie et comment la

### transition peut-elle être qualifiée de "juste" ?

Les lignes directrices de l'OIT fournissent une définition claire : une transition juste garantit l'avenir et les moyens de subsistance des travailleurs et de leurs communautés dans le cadre de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Elle repose sur le dialogue social entre les travailleurs et les syndicats, les employeurs et le gouvernement, ainsi que sur la consultation des communautés et de la société civile. Un Plan de Transition juste garantit des emplois meilleurs et décents, une protection sociale, davantage de possibilités de formation et une plus grande sécurité de l'emploi pour tous les travailleurs touchés par les politiques de lutte contre le changement climatique.

### Comment les entreprises et les syndicats peuvent-ils coopérer dans le cadre de ces programmes, en particulier dans le secteur de l'énergie, et quel rôle peut jouer la signature d'un tel accord ?

Le dialogue social est crucial et doit se traduire par l'implication des syndicats dans l'élaboration des plans de transition. Des accords tels que le Global Framework Agreement, qu'Eni a signé avec IndustriALL Global Union, garantissent que les travailleurs d'Eni, dans toutes ses opérations à travers le monde, font partie de ce dialogue social. Les deux parties, l'entreprise et les syndicats, ont pour tâche de veiller à ce que cela se produise dans la pratique.

### Comment impliquer efficacement les travailleurs dans la définition des programmes de transition ?

En les invitant dès le départ à participer aux conversations et aux décisions qui sont prises sur les plans de transformation de l'entreprise. Il est nécessaire de créer des tables de travail dédiées à la Transition Juste dans lesquelles les représentants des entreprises, de l'administration et des employés sont impliqués, travaillant ensemble pour un avenir prometteur pour l'industrie, les personnes et les communautés concernées.

## DROITS DE L'HOMME ET SÉCURITÉ

Les événements liés à la sécurité peuvent affecter l'ensemble des droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, et peuvent avoir un impact significatif, négatif ou positif, sur la liberté d'expression et la possibilité de participer aux processus politiques. Eni s'engage à maintenir la sûreté et la sécurité de ses activités dans un cadre opérationnel qui garantit le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et qui est conforme aux

Voluntary Principles on Security & Human Rights. En novembre 2022, l'atelier sur la sécurité & Droits de l'Homme s'est tenu à la société Eni au Nigeria - NAOC (Nigerian Agip Oil Company Ltd). L'initiative a été menée par une société indépendante, spécialisée dans la gestion de la sécurité et la protection des droits de l'homme sur la scène internationale, et a impliqué plus de 400 ressources des forces armées nigérianes, des forces de sécurité privées et des filiales locales. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de formation sur la sécurité et les droits de

l'homme, déjà lancé en 2009, dans le but de promouvoir les meilleures pratiques des entreprises qui intègrent les principes internationaux consacrés par les Nations unies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, à laquelle se réfère l'initiative des principes volontaires, et qui inspirent la déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme dans tous les pays où l'entreprise exerce ses activités. À ce jour, 21 cours de formation ont été organisés dans 15 pays, avec un total de plus de 1 700 forces de sécurité formées au cours des huit dernières années.

97%

contrats de sécurité contenant des clauses relatives aux droits de l'homme



## FOCUS ON

### Eni et le Voluntary Principles on Security & Human Rights

**CONTEXTE :** le 8 décembre 2022, après avoir été admise comme "Engaged Corporate Participant" en 2020, Eni a acquis le statut de "Full Member" de la Voluntary Principles Initiative, l'initiative multipartite qui rassemble les principales entreprises du secteur de l'énergie dans la protection et la promotion des droits de l'homme, en reconnaissance de son engagement à promouvoir et à sensibiliser aux droits de l'homme.

**ACTIVITÉS :** parmi les activités les plus importantes en 2022 figure l'application au Nigeria de l'outil d'analyse des conflits, un projet proposé et développé par le VPI dans le but d'analyser les causes des conflits dans une région ou un pays donné, en commençant par l'identification des causes qui contribuent le plus à exacerber le conflit, puis en essayant d'identifier les actions possibles pour atténuer les causes. L'application de l'outil a nécessité la réalisation de plus de 30 entretiens au niveau local, au cours desquels les causes du conflit au Nigeria ont été analysées, ainsi que l'élaboration d'un plan d'action contenant des mesures d'atténuation pertinentes et impliquant plusieurs sites opérationnels dans le pays.

# Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

L'éthique - en tant que valeur de base des règles de Compliance - et le respect des lois anti-corruption jouent également un rôle clé dans le soutien à la transition énergétique. À cette fin et conformément au principe de "tolérance zéro", exprimé dans le Code Éthique, Eni interdit et combat toutes les formes de corruption et exige de ses employés qu'ils exercent leurs activités quotidiennes avec intégrité et transparence, notamment par l'application du Compliance Program de Lutte contre la Corruption et de son système articulé de règles et de contrôles. Nous confirmons notre engagement à diffuser la culture de la conformité anticorruption et à actualiser en permanence notre programme de conformité afin d'intercepter et de gérer les nouveaux risques de corruption dans le cadre de l'évolution d'Eni vers la décarbonisation.

| LUCA FRANCESCHINI, RESPONSABLE DE LA CONFORMITÉ INTÉGRÉE CHEZ ENI |

| PROGRÈS 2022<br>par rapport aux engagements d'Eni for 2021 | OBJECTIFS À COURT<br>TERME (2023) | OBJECTIF À MOYEN<br>TERME (2024-2026) | OBJECTIF À LONG<br>TERME (2030 ET AU-DELÀ) |
|--|-----------------------------------|---------------------------------------|--|
|--|-----------------------------------|---------------------------------------|--|

## COMPLIANCE PROGRAM DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Réussite de l'audit de recertification ISO 37001:2016 "Anti-bribery management systems"  
▲ ATTEINT

Réussite de l'audit de surveillance ISO 37001:2016 "Anti-bribery management systems"

Mise à jour et amélioration continue de la conformité Programme de lutte contre la corruption

Maintien de la certification ISO 37001:2016 "Anti-bribery management systems"

## FORMATION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Mise en place du nouveau cours d'apprentissage en ligne "Code Éthique, Lutte contre la corruption et responsabilité administrative des entreprises" en Italie et à l'étranger.

Mise à jour du cours "Compliance Program de Lutte contre la Corruption" pour le personnel à risque moyen et élevé  
▲ ATTEINT

Mise en place d'un nouveau cours sur le "Compliance Program de Lutte contre la Corruption" pour le personnel à risque moyen et élevé

Formation de tous les employés au cours "Code Éthique, lutte contre la corruption et responsabilité administrative de l'entreprise".

Formation de tous les employés à risque moyen et élevé sur le "Compliance Program de Lutte contre la Corruption"

## POLITIQUE et AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Management System Guideline « Lutte contre la Corruption » ; « Signalements, notamment anonymes, reçus par Eni SpA et ses filiales en Italie et à l'étranger » ; Directives fiscales (Tax strategy) ; Position d'Eni sur la transparence contractuelle ; Code Éthique d'Eni.

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Modèle 231. Compliance Program de Lutte contre la Corruption d'Eni SpA, certifié selon la norme ISO 37001:2016. L'unité de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, qui fait partie de la fonction « Compliance intégrée », est directement rattachée à l'AD. Participation d'Eni aux activités des groupes multipartites locaux de l'ITIE. Modèle de Compliance Intégrée.

## POUR EN SAVOIR PLUS

► [Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable](#) ► [eni.com](#) ► [Code Éthique](#) ► [Country by Country report](#)  
► [Rapport sur les paiements aux Gouvernements](#) ► [eiti.org](#) ► [MSG Lutte contre la Corruption](#)

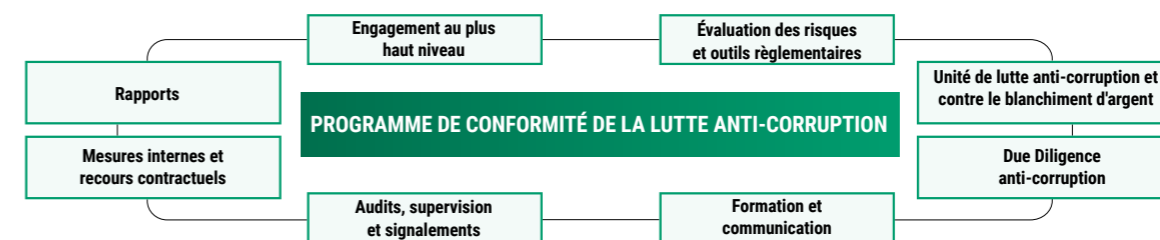
## LE COMPLIANCE PROGRAM DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Conformément au principe de "tolérance zéro" exprimé dans le code d'éthique, Eni a adopté le programme de conformité anticorruption, un système de règles, de contrôles et de garanties organisationnelles pour la prévention des délits de corruption, qui contribue également à la prévention du blanchiment d'argent dans les activités non financières. Le Compliance Program de Lutte contre la Corruption, défini conformément aux dispositions anti-corruption et aux conventions internationales applicables (y compris la Convention des Nations Unies contre la corruption, le Foreign Corrupt Practices Act et le UK Bribery Act), a évolué au fil des ans dans une optique d'amélioration continue, à tel point qu'en janvier 2017, Eni SpA a été la première entreprise italienne à recevoir la certification ISO 37001:2016 "Systèmes de gestion anti-corruption", maintenue au fil des ans avec des audits

de surveillance et de recertification, qui se sont toujours conclus par un résultat positif. Au niveau de la réglementation interne, le programme de conformité anti-corruption est représenté par la MSG anti-corruption et des outils réglementaires détaillés qui fournissent le cadre d'identification des activités à risque de corruption et de blanchiment d'argent et les outils de contrôle qu'Eni met à la disposition de son personnel pour prévenir et contrer le risque. Ces instruments réglementaires sont adoptés par toutes les filiales en Italie et à l'étranger. Les entreprises et les entités dans lesquelles elle détient une participation minoritaire sont en tout état de cause encouragées à se conformer aux normes anti-corruption d'Eni, en adoptant et en maintenant un système de contrôle interne conforme aux exigences des lois pertinentes. La mise en œuvre du Compliance Program de Lutte contre la Corruption est assurée par une structure organisationnelle spécialisée dont l'une des tâches

consiste également à garantir le flux d'informations vers l'encadrement supérieur, la direction et les organes de contrôle, grâce à la préparation d'un rapport annuel et d'une mise à jour semestrielle concernant les activités pertinentes dans le cadre du programme, qui font partie intégrante du rapport de Compliance intégrée et en suivent les flux. L'expérience d'Eni en matière de lutte contre la corruption s'enrichit également grâce à sa participation à des événements internationaux et à des groupes de travail, notamment l'initiative Partnering Against Corruption (une plateforme mondiale permettant aux entreprises de maximiser leurs efforts de lutte contre la corruption en contribuant à l'amélioration des pratiques de conformité en la matière), le Oil & Gas ABC Compliance Attorney Group (un groupe de discussion sur les questions de lutte contre la corruption dans le secteur du Pétrole et du Gaz) et la Integrity & Compliance Task Force du B20 Italie et du B20 Indonésie.

Le Compliance Program Anti-corruption d'Eni SpA est certifié ISO 37001:2016 "Anti-bribery management systems" depuis 2017.



## DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION À L'ÉGARD DES TIERS À RISQUE

Les outils réglementaires d'Eni en matière de lutte contre la corruption exigent que les tiers exposés à un risque de corruption fassent l'objet d'un contrôle préalable an-

ticorruption, qui consiste en une collecte structurée d'informations visant à vérifier certains aspects particulièrement importants, tels que la reconstitution de la structure de propriété, l'existence d'enquêtes ou de condamnations pour des délits pertinents, la présence

d'agents publics, les conflits d'intérêts et l'existence d'un Compliance Program de Lutte contre la Corruption. Le degré d'approfondissement des contrôles dépend du type de transaction et de tiers, du pays de référence et des informations publiques disponibles.

## RECONSTRUCTION DE LA COMPOSITION DE L'ACTIONNARIAT

La reconstitution de la composition de l'actionnariat - envisagée selon une approche fondée sur le risque - consiste à identifier les personnes (physiques et morales) qui détiennent, directement ou indirectement, individuellement ou cumulativement, des participations dans le tiers potentiel à risque. Cette reconstitution doit, dans la mesure du possible à travers les outils d'information disponibles, tendre à l'identification de 100 % des participations. En tout état de cause, l'étendue de la collecte d'informations relatives à la composition de l'actionnariat peut dépendre de circonstances spécifiques, telles que la notoriété de l'entité faisant l'objet de la diligence raisonnable, ses connaissances acquises sur la base de relations antérieures, l'importance de la transaction, le niveau de risque du pays dans lequel la transaction aura lieu et, d'une manière générale, le niveau de risque perçu.

## AUDITS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Le risque de corruption lié aux fournisseurs potentiels est contrôlé au moyen d'un processus de qualification spécifique visant à évaluer non seulement leur capacité technique et leur fiabilité économique et financière, mais aussi leur profil éthique et leur réputation et, pour les cas les plus risqués, l'adoption d'un Compliance Program de Lutte contre la Corruption. Des clauses d'intégrité commerciale sont en tout cas prévues dans les contrats concernés, qui comprennent, outre l'engagement à respecter les principes énoncés dans le Code Éthique et la MSG Lutte contre la Corruption, des droits d'audit de la part d'Eni dans les cas à haut risque et des recours contractuels en cas de manquement aux obligations de conformité. Le sous-traitant fait également l'objet de contrôles préalables afin de vérifier sa fiabilité sur le plan de l'éthique et de la réputation ; la relation est définie exclusivement par un contrat écrit, contenant des engagements de conformité équivalents à ceux prévus pour le fournisseur principal.



1.346

participants aux ateliers généraux

523

participants aux job specific training

## ÉVALUATION ET SUIVI DES RISQUES DE CONFORMITÉ

Eni adopte un processus structuré d'évaluation et de suivi des risques de conformité visant à identifier, évaluer et suivre les risques de corruption dans le cadre de ses activités commerciales, et à analyser périodiquement la performance des risques identifiés, grâce à l'exécution de contrôles spécifiques et au suivi d'indicateurs de risque précis. Le processus est conçu pour garantir le respect des exigences réglementaires et l'efficacité des modèles, des outils réglementaires et des systèmes de contrôle, et pour guider leur mise à jour. Au cours de l'année 2022, les interventions ont concerné le domaine de la lutte contre la corruption dans son ensemble, l'évaluation des risques liés aux activités de "vente de biens et de services" et le suivi des activités de "coentreprises", "tiers" et "cadeaux et hospitalité". À la lumière des conclusions, le niveau de risque du domaine de la corruption

ainsi que l'adéquation et l'efficacité des mesures d'atténuation et de conformité, notamment adoptées à la suite d'activités antérieures, ont été confirmés. Des obligations spécifiques ont également été identifiées pour les activités à risque examinées.

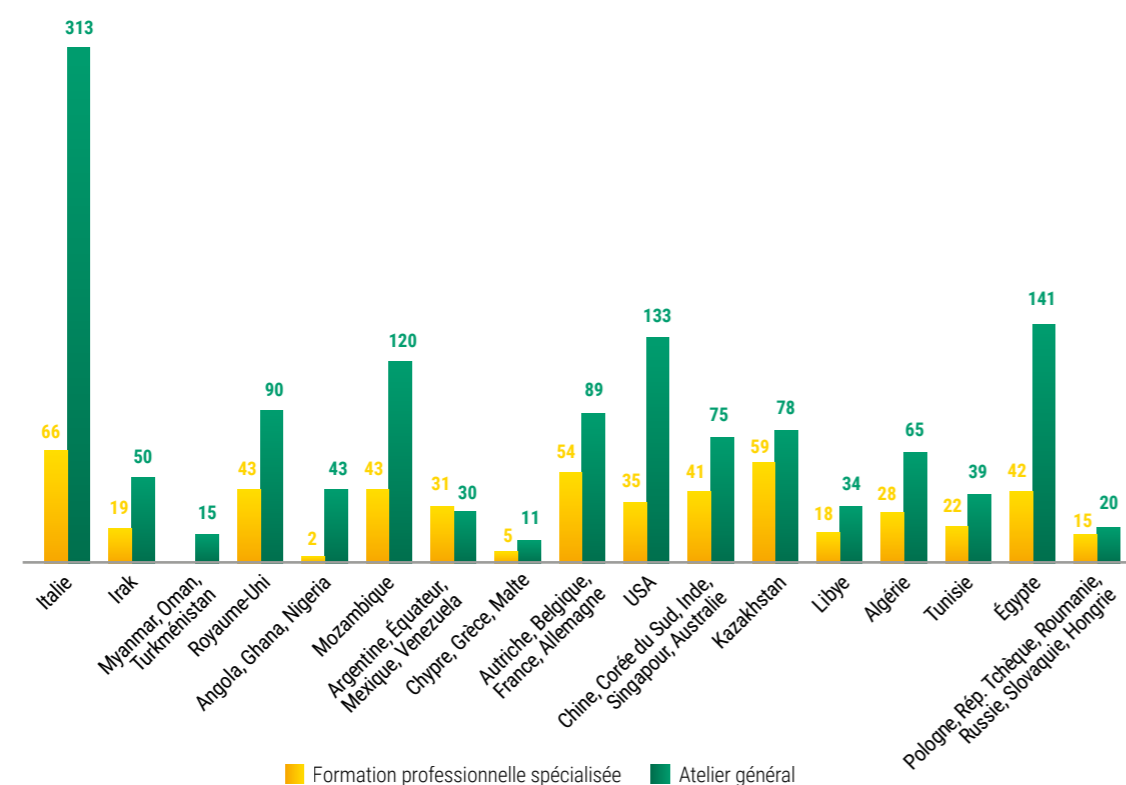
## LA FORMATION ANTI-CORRUPTION

Eni met en œuvre un programme de formation anti-corruption pour les employés, dispensé par le biais de cours d'apprentissage en ligne et d'événements en classe, divisé en ateliers généraux (destinés aux ressources présentant un risque moyen/élevé de corruption) et en formations spécifiques au poste, sessions de formation généralement menées en même temps que les ateliers généraux et destinées aux domaines professionnels présentant un risque spécifique de corruption. Afin d'optimiser l'identification des bénéficiaires des différentes initiatives de formation, une

méthodologie "basée sur le risque" a été définie pour la segmentation systématique du personnel d'Eni en fonction de facteurs de risque de corruption spécifiques, tels que le pays, la qualification, la famille professionnelle. En 2022, une formation en ligne à la lutte contre la corruption a été dispensée dans le cadre du nouveau cours intitulé "Code d'éthique, lutte contre la corruption et responsabilité administrative de l'entreprise", destiné à l'ensemble du personnel d'Eni, en Italie et à l'étranger (environ 28 000 employés ont été formés). Environ 93 % de la population d'Eni a participé à au moins un cours de lutte contre la corruption au cours de l'année.

Outre la formation des employés en 2022, une formation à la lutte contre la corruption a également été dispensée aux Managing Director des filiales et des sociétés d'investissement d'Eni, ainsi qu'à des tiers (certains fournisseurs à haut risque et les employés d'une Joint Venture).

## PAYS OÙ ENI A ORGANISÉ DES FORMATIONS ANTI-CORRUPTION (nombre de participants)



38pays

impliqués dans des activités de formation à la lutte contre la corruption

## LA GESTION DES SIGNALEMENTS

Depuis 2006, Eni dispose d'un règlement interne, mis à jour au fil du temps et plus récemment en 2020, aligné sur les meilleures pratiques nationales et internationales ainsi que sur la législation italienne en la matière (loi 179/2017), qui régit le processus de réception, d'analyse et de traitement des signalements (appelés whistleblowing) reçus, y compris sous forme confidentielle ou anonyme, par Eni SpA et ses filiales en Italie et à l'étranger. Cette réglementation permet aux salariés et aux tiers de signaler des faits relatifs au Système de contrôle interne et de gestion des risques et concernant des comportements en violation du code éthique, des lois, des règlements, des dispositions des Autorités, des règlements internes, du Modèle 231 ou des Modèles de conformité pour les filiales étrangères, qui peuvent causer

des dommages ou des préjudices, ne serait-ce qu'en termes d'image, à Eni. À cet égard, des canaux d'information dédiés et facilement accessibles ont été mis en place, disponibles sur les sites suivants > [eni.com](https://www.eni.com). Au cours de l'année 2022, un total de 77 dossiers relatifs à des rapports ont été déposés ; les conclusions communiquées au Collège des Commissaires aux Comptes par l'audit interne ont montré que, dans 26 cas, les contrôles ont confirmé au moins en partie le contenu des rapports et que des mesures correctives appropriées ont été prises, consistant principalement en (i) des actions de formation à l'égard des employés et des mesures disciplinaires, conformément à la convention collective et aux autres réglementations nationales applicables ; (ii) des actions relatives au système de contrôle interne et de gestion des risques, portant sur la mise en œuvre et le renforcement des contrôles exis-

tants ; (iii) des actions à l'égard des fournisseurs.

Un rapport est préparé sur une base trimestrielle et envoyé, entre autres, au président du conseil d'administration et au Directeur général d'Eni.

## STRATÉGIE FISCALE ET TRANSPARENCE

La stratégie fiscale d'Eni, approuvée par le conseil d'administration, repose sur les principes de transparence, d'honnêteté, d'équité et de bonne foi énoncés dans son Code Éthique et dans les "Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales". Son principal objectif est de s'acquitter correctement et en temps voulu de ses obligations fiscales dans les différents pays où elle opère, sachant qu'elle contribue de manière significative aux recettes fiscales des États, soutenant ainsi le développement économique et social au niveau local.

## LES ÉTAPES DU TAX CONTROL FRAMEWORK

1.

ÉVALUATION DU RISQUE FISCALE (RISK ASSESSMENT)

2.

IDENTIFICATION ET MISE EN PLACE DE CONTRÔLES POUR SE PRÉMUNIR CONTRE LES RISQUES

3.

VÉRIFICATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES FLUX D'INFORMATIONS CONNEXES (REPORTING)

## CO-OPERATIVE COMPLIANCE

Dans le cadre de ses activités de gestion du risque fiscal et de contentieux, Eni adopte un dialogue préalable avec les autorités fiscales et entretient des relations fondées sur la transparence, le dialogue et la coopération en participant, le cas échéant, à des projets de coopération renforcée (Co-operative Compliance).

## EXTRACTIVE INDUSTRIES TRANSPARENCY INITIATIVE (EITI)

Depuis 2005, ENI adhère à l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), ce qui témoigne de son engagement en faveur d'une meilleure gouvernance et transparence du secteur minier, essentielle pour favoriser une utilisation responsable des ressources et prévenir les phénomènes de corruption. Dans ce contexte, Eni participe activement à la fois au niveau local, par le biais des Multi Stakeholder Group dans les pays participants, et aux initiatives du Conseil au niveau international. Conformément au soutien apporté à l'EITI, Eni a adopté une position publique sur la transparence des contrats dans laquelle elle encourage les gouvernements à se conformer à la nouvelle norme sur la publication des contrats et exprime son soutien aux mécanismes et initiatives qui seront mis en place par les pays pour promouvoir la transparence dans ce domaine.

## RAPPORT PAYS PAR PAYS

Conformément à la loi 208/2015, Eni publie volontairement, bien qu'il n'y ait pas d'obligations réglementaires, le "Country-by-Country Report" requis par l'action 13 du projet "Base erosion and profit shifting - BEPS", promu par l'OCDE avec le parrainage du G20, dont l'objectif est que les bénéfices des entreprises multinationales soient déclarés dans les juridictions où les activités économiques qui les génèrent sont exercées, proportionnellement à la valeur générée. La publication de ce rapport a été reconnue comme une bonne pratique par l'EITI elle-même.

## DIRECTIVE EUROPÉENNE 2013/34 UE (ACCOUNTING DIRECTIVE)

Anticipant de deux ans les obligations de reporting sur la transparence des paiements aux États dans l'exercice d'une activité extractive introduites par la directive comptable 2013/34 de l'UE, Eni avait commencé en 2015 à communiquer volontairement un ensemble de données synthétiques sur les flux financiers versés aux États dans lesquels elle mène des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures

# Clients et Fournisseurs



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Nous croyons fermement au rôle central du client et nous continuerons à nous occuper de lui comme nous l'avons toujours fait, en l'aidant grâce à la transparence de nos offres et à des solutions énergétiques innovantes. Chez Plenitude, nous avons un portefeuille de 10 millions de clients dans 6 pays européens différents, avec l'objectif d'atteindre plus de 11 millions d'ici 2026, pour lesquels nous cherchons à promouvoir des modes de consommation responsables grâce à des solutions technologiques abordables. Nous continuons à considérer la diversité et l'inclusion comme des valeurs fondamentales, et l'équité et la transparence comme les fondements de nos relations avec les clients et les parties prenantes.

| STEFANO GOBERTI, DIRECTEUR GÉNÉRAL ENI PLENITUDE SPA SOCIETA' BENEFIT

| PROGRÈS 2022<br>par rapport aux engagements d'Eni for 2021 | OBJECTIFS À COURT<br>TERME (2023) | OBJECTIF À MOYEN<br>TERME (2024-2026) | OBJECTIF À LONG<br>TERME (2030 ET AU-DELÀ) |
|--|-----------------------------------|---------------------------------------|--|
|--|-----------------------------------|---------------------------------------|--|

### CLIENTS

10 millions de clients atteints en Europe sur le marché de détail  
▲ ATTEINT

Base clients : >10 millions de clients

Base clients: >11 millions de clients d'ici 2026

Base clients: >15 millions de clients d'ici 2030

### FOURNISSEURS

52 % des fournisseurs stratégiques d'Eni évalués en matière de développement durable  
▶ CONFORMÉMENT AU PLAN

Adhésion de 15 partenaires et de plus de 10 000 entreprises, dont 3 600 fournisseurs italiens, à Open-es  
▲ ATTEINT

75 % des marchés passés par l'Italie avec des procédures notées ESG

1 000 fournisseurs locaux étrangers impliqués sur Open-es

D'ici 2025, 100 % des fournisseurs stratégiques d'Eni seront évalués en fonction de la voie du développement durable

D'ici 2024, 50 % des contrats étrangers avec des procédures notées ESG

Mesure des impacts ESG et définition d'objectifs tout au long de la chaîne d'approvisionnement, par le biais d'initiatives d'engagement des fournisseurs, y compris au-delà du premier niveau, et promouvoir des plans de développement spécifiques.

### FORMATION DES FOURNISSEURS

100% de la famille professionnelle des achats formés sur les droits de l'homme  
100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux  
▲ ATTEINT

Conserver 100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux

Poursuivre l'engagement des fournisseurs sur Open-es avec des initiatives de formation sur les questions ESG, y compris les droits de l'homme

### POLITIQUE et AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Code de conduite des fournisseurs ; Position d'Eni sur les minerais de conflit ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; Eni's Slavery and Human Trafficking Statement ; Code de déontologie d'Eni.

### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Programme de chaîne d'approvisionnement durable : initiatives visant à impliquer les entreprises dans le processus de mesure et d'amélioration de leur profil ESG. Processus de Procurement Durable : audits, mécanismes de récompense et plans d'action liés aux caractéristiques ESG du fournisseur, visant à promouvoir une démarche de développement durable. Vendor Development : définition d'outils pour soutenir le parcours de croissance et de transformation des fournisseurs le long des lignes directrices "Transition énergétique et durabilité", "Solidité économique financière" et "Excellence technologique numérique".

### POUR EN SAVOIR PLUS

- ▶ [Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable](#)
- ▶ [Plenitude](#)
- ▶ [Mobilité durable](#)
- ▶ [Code Éthique](#)
- ▶ [Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme](#)
- ▶ [Eni for 2021 - Droits de l'homme](#)
- ▶ [Position sur les Conflict Minerals](#)
- ▶ [Slavery and human trafficking statement](#)

## LA CENTRALITÉ DU CLIENT ET LA DIFFUSION D'UNE CULTURE DE L'UTILISATION DURABLE DE L'ÉNERGIE

Le dialogue et l'implication directe des clients sont essentiels pour qu'Eni soutienne et promeuve des actions en faveur d'une transition énergétique équitable, qui inclut également la diffusion d'une culture de l'utilisation durable de l'énergie. À cette fin, Eni organise de nombreuses réunions et ateliers avec des associations et institutions de consommateurs nationales et locales, des universités, ainsi que de nombreuses initiatives et manifestations à des fins d'information et de formation des clients. Il s'agit, par exemple, de Prosumer Road et Circular Lab, qui visent à stimuler une réflexion plus approfondie sur les questions de recherche et de développement dans le domaine de l'énergie et la diffusion d'idées sur l'économie circulaire. L'engagement d'Eni à cet égard s'affirme également à travers Plenitude, la Benefit Company du groupe, qui fournit du gaz et de l'électricité, principalement à partir de sources renouvelables, à 10 millions de clients en Europe et propose des produits et services d'efficacité énergétique aux ménages et aux entreprises, ainsi qu'un vaste réseau de bornes de recharge d'accès

public pour la mobilité électrique. Pour diffuser la culture de l'utilisation durable de l'énergie, Plenitude promeut des activités de communication, notamment sur les canaux numériques et par le biais de partenariats et d'événements dédiés, tels que des interventions sur l'efficacité énergétique lors d'événements musicaux, qui ont impliqué plus de 700 000 personnes. 2022 a également vu la consolidation du nouveau modèle opérationnel WeCare, qui envisage un service d'assistance innovant structuré autour du concept de centralité client, dans lequel les clients s'interfacent au fil du temps avec une figure de référence unique au sein de l'assistance client afin de disposer d'un service de plus en plus axé sur l'individu et ses besoins. En 2022, le service d'assistance à la clientèle "Tellis" en LIS (langue des signes italienne) est également devenu pleinement opérationnel. Grâce à des interprètes qualifiés connectés à distance, il permet aux personnes sourdes de communiquer avec Plenitude, garantissant ainsi l'égalité des chances pour tous les clients. La centralité du client pour Plenitude se traduit également par l'innovation des outils numériques mis à sa disposition : en 2022, 88% des nouveaux contrats au niveau européen (Italie, France, Espagne et Portugal, Grèce) ont été signés numériquement, et 50% des

transactions clients en Italie ont été réalisées en self-care. L'année dernière, le niveau de satisfaction des clients a augmenté malgré un environnement de marché caractérisé par la hausse des prix de l'énergie. Plenitude est également active dans le soutien aux clients financièrement vulnérables, y compris les jeunes. C'est pourquoi, en 2022, elle est devenue l'une des 50 premières entreprises partenaires de la Carta Giovani Nazionale, une initiative du Dipartimento per le Politiche Giovanili e il Servizio Civile Universale destinée aux jeunes Européens résidant en Italie et âgés de 18 à 35 ans. La carte donne accès à des concessions et des réductions sur des biens et services, notamment : (i) une offre d'électricité et/ou de gaz avec des tarifs avantageux qui comprend également de l'électricité produite à partir de sources renouvelables faisant l'objet d'une Garantie d'Origine incluse dans le prix et du gaz avec compensation de CO<sub>2</sub>; (ii) une réduction de 15 % sur toutes les recharges effectuées via l'appli Be Charge sur le réseau Be Charge. Plenitude accorde également une attention particulière aux clients en difficulté pour permettre le paiement des factures avec des formules de paiement échelonné adaptées aux besoins spécifiques de l'individu, en plus de ce qui est prévu par les réglementations sectorielles.

En 2022, 12,5 TWh d'électricité certifiée avec des garanties d'origine européennes seront vendus en Europe

### FOCUS ON

## La protection des clients et des consommateurs

**OBJECTIF :** Plenitude s'engage à fournir à ses clients un service fortement marqué par la transparence et l'équité, en leur fournissant les informations et les outils dont ils ont besoin pour identifier les comportements répréhensibles et s'en défendre.

**ACTIVITÉS :** également en 2022, le service d'assistance téléphonique antifraude, actif depuis 2020, a été mis à la disposition des clients afin de les aider à identifier d'éventuels comportements répréhensibles sur le marché. Le service a reçu 16 434 signalements en 2022, dont plus de 90 % concernaient des numéros non enregistrés au ROC (Registre unique des opérateurs de centres d'appel) et donc en infraction avec la loi et potentiellement frauduleux. Outre le dialogue direct avec les clients, Plenitude entretient un dialogue constant avec les associations de consommateurs, qui se voient garantir la possibilité de signaler les défaillances de services et les dysfonctionnements de produits qui leur sont rapportés par les clients à travers divers mécanismes de protection et sur lesquels l'entreprise s'engage à mettre en œuvre des mesures correctives et d'amélioration. Il s'agit, par exemple, du Protocole sur les activations non sollicitées, un accord signé avec les associations membres du Conseil national des consommateurs et des usagers, qui vise à renforcer les mesures de protection des consommateurs en ce qui concerne les activations non sollicitées d'électricité et de gaz et, plus généralement, en ce qui concerne les comportements imputables à des pratiques commerciales déloyales dans le processus d'acquisition d'un contrat.



Le réseau d'Eni en Europe compte désormais plus de 5 000 stations

### LA MOBILITÉ DURABLE

Dans l'évolution du modèle de mobilité durable qui accompagne la transition énergétique, les stations Eni trouvent leur force dans leur large distribution sur le territoire, leur marque et leurs clients. Les stations-service traditionnelles se transforment en véritables centres de mobilité, offrant des services de mobilité, offrant des services liés aux personnes et à la mobilité. Outre le ravitaillement en carburants innovants, les clients peuvent accéder à d'autres services en déplacement, également développés dans le cadre de partenariats. Le rôle d'Eni dans la mobilité durable vise à être large et à offrir des produits et services en constante

évolution, dans lesquels la technologie et la numérisation jouent un rôle clé. L'expérience physique est en fait complétée par l'expérience numérique grâce aux applications Enjoy et Eni Live, qui rendent le ravitaillement en carburant, mais pas seulement, de plus en plus automatisé et efficace. Des exemples concrets de cette évolution, qui se développera également en dehors du réseau, sont : (i) Enicafé, qui compte déjà environ 1.200 points de vente en Europe ; (ii) Emporium, le format de magasin de proximité qui complète l'offre Enicafé, orienté vers la qualité italienne et déjà présent dans environ 100 points de vente ; (iii) un réseau de points

Telepass, pour demander, retirer ou remplacer le dispositif Telepass ; (iv) une série d'autres services présents sur les stations Eni Live et conçus spécifiquement pour répondre aux besoins des clients (Amazon Locker pour la livraison des achats en ligne, partenariat avec Poste Italiana pour payer les bordereaux postaux et PagoPa ou retirer de l'argent liquide). La transformation des stations Eni en points de mobilité Eni est le résultat tangible de l'approche innovante d'Eni en matière de mobilité durable, qui valorise les actifs et développe leur rôle pour garantir des services basés sur les différents besoins des clients mobiles.

### DÉVELOPPEMENTS FUTURS POUR LA MOBILITÉ DURABLE

#### SUPPORTS ÉNERGÉTIQUES ALTERNATIFS

L'offre sera élargie du biométhane comprimé et liquéfié, aux biocarburants, à l'électricité (avec des recharges rapides et ultra-rapides) et à l'hydrogène ; Eni, en particulier, en plus d'avoir démarré l'usine d'hydrogène de Mestre, a été la première entreprise à lancer un réseau de distribution de HVO, qui comptera 150 points de vente.

#### ENJOY

Le service de covoiturage déjà présent dans cinq villes sera enrichi de nouvelles solutions. La flotte de voitures déjà entièrement hybrides a été complétée par les XEV YOYO, des voitures 100 % électriques avec possibilité d'échange de batterie, ce qui a permis d'atteindre 1,4 million de clients et 28 millions de locations pour 7 millions de kilomètres parcourus

#### ENI PARKING

Elle mettra à disposition 60 places de parking dans les Live Stations actives et les sites Eni réaménagés et modernisés, pour plus de 1 000 places de parking équipées de services de stationnement intelligents. L'accès aux terminaux est entièrement numérique et peut se faire, en plus des cartes de crédit et de débit, directement avec l'application Eni Live, qui permet la sélection, le déverrouillage et le paiement directement sur votre smartphone

### LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Eni vise à favoriser une transition énergétique équitable et inclusive en impliquant ses fournisseurs dans des initiatives d'innovation et de développement environnemental, social et économique. Les entreprises qui collaborent avec Eni partagent les principes et les valeurs du code de conduite, qui guident et caractérisent toutes les phases du processus de passation des marchés, en répondant aux exigences économiques et financières, techniques et organisa-

tionnelles, à la réputation, à la santé, à la sécurité et à l'environnement, et en s'engageant à mettre en œuvre des actions d'amélioration pour combler les lacunes. Les éléments de durabilité font partie intégrante de toutes les phases du processus de passation de marchés, depuis la sélection et la qualification jusqu'à l'appel d'offres et la gestion du contrat. Pour promouvoir le développement durable des chaînes d'approvisionnement, Eni a renforcé en 2022 son programme de Sustainable Supply Chain avec des initiatives visant à impliquer les fournisseurs et les entreprises dans

la voie de la transition énergétique équitable et durable, en renforçant les aspects de la protection de l'environnement, du développement économique et de la croissance sociale. En 2022, Eni a continué à renforcer le contenu local, notamment par le biais de réunions au sein des associations d'entreprises territoriales et d'événements sectoriels, afin de promouvoir l'innovation, l'identification de voies de croissance et de diversification basées sur la formation et le développement du capital humain, et la valorisation de l'excellence territoriale par le biais d'alliances et de collaborations.

**+6.000**

fournisseurs soumis à des audits de responsabilité sociale

**~€4,5 milliards**

de contrats relatifs à des procédures incluant des évaluations ESG

### PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT DURABLE

#### 1. PARTICIPATION ET COMMUNICATION

Partage des objectifs, des outils de soutien et des meilleures pratiques. Initiatives d'engagement visant à promouvoir les aspects de la protection de l'environnement, du développement économique et de la croissance sociale.

#### 2. QUALIFICATION

Audits de la fiabilité éthique, économique et financière, technique et opérationnelle et de l'application de mesures de protection en matière de santé, de sécurité, d'environnement, de gouvernance, de cybersécurité et de Droits de l'Homme afin de minimiser les risques tout au long de la chaîne d'approvisionnement, grâce à l'évaluation des indicateurs de performance des informations disponibles et à des audits sur le terrain.

#### 3. APPEL D'OFFRES ET ADJUDICATION

Processus concurrentiel de sélection sur la base de critères d'évaluation objectifs et transparents qui incluent des éléments de durabilité pertinents pour l'objet du contrat.

#### 4. REMISE EN MAINS PROPRES

Transmission au gestionnaire du contrat de toutes les informations utiles au suivi des performances du fournisseur (opérationnelles, environnementales, sociales, etc.).

#### 5. RETOUR D'EXPÉRIENCE

Suivi périodique des performances et du respect des engagements avec activation, en cas de non-respect contractuel et/ou d'actes répréhensibles, de mesures de qualification proportionnelles à la gravité des faits.

### FOCUS ON

### Les principales initiatives d'implication des fournisseurs

JT

**IMPLIQUER LES ENTREPRISES DANS LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE** : par la diffusion de la plateforme powered by Eni, > Open-es. Pour le processus d'approvisionnement d'Eni, la participation à l'initiative est une condition préalable à l'évaluation et à l'amélioration de l'engagement de chaque fournisseur dans la voie du développement durable, dans le but d'impliquer l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

**FORMATION** : participation des entreprises à l'initiative "Open-es ESG Competencies", une série d'événements gratuits visant à accroître les connaissances de leurs employés sur les questions ESG et à discuter d'aspects spécifiques (neutralité carbone, durabilité sociale et gouvernance, diversité & Inclusion, responsabilité dans la gestion des fournisseurs, droits de l'homme) avec des experts du secteur ; en plus de ces initiatives ouvertes à toutes les entreprises, Eni a organisé des ateliers sectoriels sur les questions ESG et des webinaires sur les questions de sécurité numérique et cybernétique.

**SOUTIEN FINANCIER** : le programme "Basket Bond - Sustainable Energy", réalisé en coopération avec des partenaires du secteur financier et conçu pour soutenir le développement durable des entreprises de la chaîne énergétique, a permis de financer des minibons pour un montant de 23 millions d'euros.

**CRITÈRES DE DURABILITÉ ET MÉCANISMES DE RÉCOMPENSE** : afin de renforcer l'engagement des fournisseurs et d'encourager l'adoption des meilleures pratiques, des critères de durabilité et des mécanismes de récompense ont été appliqués dans le processus de passation des marchés, lors de l'évaluation des offres pour un montant d'environ 4,5 milliards d'euros.





**+350**

vérifications approfondies des droits de l'homme, des audits documentaires et des audits sur le terrain auprès des fournisseurs directs et indirects

**ÉVALUATION ET SUIVI DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME**

Afin de consacrer et de renforcer leur engagement en faveur des valeurs fondamentales et en particulier du respect des droits de l'homme, les entreprises qui travaillent avec Eni sont invitées à signer le **Code de conduite des fournisseurs** un pacte qui oriente et caractérise les relations avec les fournisseurs à tous les stades du processus d'approvisionnement sur les principes de la responsabilité sociale, y compris les droits de l'homme. L'évaluation et le contrôle du respect des droits de l'homme sont appliqués dans les processus d'achat au moyen d'un modèle basé sur le risque qui permet d'analyser et de classer les fournisseurs selon un niveau de risque potentiel basé sur le contexte du pays et les activités exercées. Afin de renforcer le

**JT**

contrôle sur la question et en particulier sur les risques liés au travail forcé/obligatoire et au droit à la liberté d'association et à la négociation collective, en 2022, l'application du modèle basé sur le risque a été étendue à 13 entreprises étrangères supplémentaires, pour un total de 24, et a permis d'identifier le Nigeria, le Congo et le Mozambique comme les pays ayant le plus grand nombre de fournisseurs à risque. Outre les activités de diligence raisonnable, d'évaluation des offres, de retour d'information sur l'exécution et de mise à jour à l'aide de questionnaires spécifiques, le modèle fondé sur le risque prévoit le renforcement des clauses contractuelles sur le respect des droits de l'homme et la réalisation d'audits auprès des fournisseurs afin de contrôler, conformément aux normes internationales SA8000, la protection des droits de l'homme. Des programmes de formation à distance et des ateliers

des unités de gestion des fournisseurs des filiales étrangères ont également été organisés pour promouvoir la connaissance des dispositifs de protection des droits de l'homme. D'autres mesures visant à lutter contre les formes modernes d'esclavage et de traite des êtres humains et à prévenir l'exploitation de minéraux associés à des violations des droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement sont exposées respectivement dans le **Slavery and Human Trafficking Statement** et dans la **Position sur les Conflict minerals**. Ce dernier décrit les politiques et les systèmes d'approvisionnement en "minerais de conflit" (tantale, étain, tungstène et or) par Eni, dans le but de minimiser le risque que l'approvisionnement de ces minerais puisse contribuer à financer, directement ou indirectement, des violations des droits de l'homme dans les pays concernés.

**IMPLICATION DES ENTREPRISES DANS LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Afin de favoriser une prise de conscience généralisée de la durabilité tout au long de la chaîne

de valeur et d'offrir des solutions et des opportunités concrètes aux entreprises, Eni a déployé divers outils visant à soutenir les fournisseurs et, plus généralement, l'ensemble du système entrepreneurial sur la voie du développement

durable : il s'agit notamment de la plateforme Open-es, de divers événements de formation et de discussions sur les questions ESG et les instruments financiers visant à soutenir la croissance durable des chaînes d'approvisionnement.

**+10.000**

entreprises membres d'Open-es

**FOCUS ON**

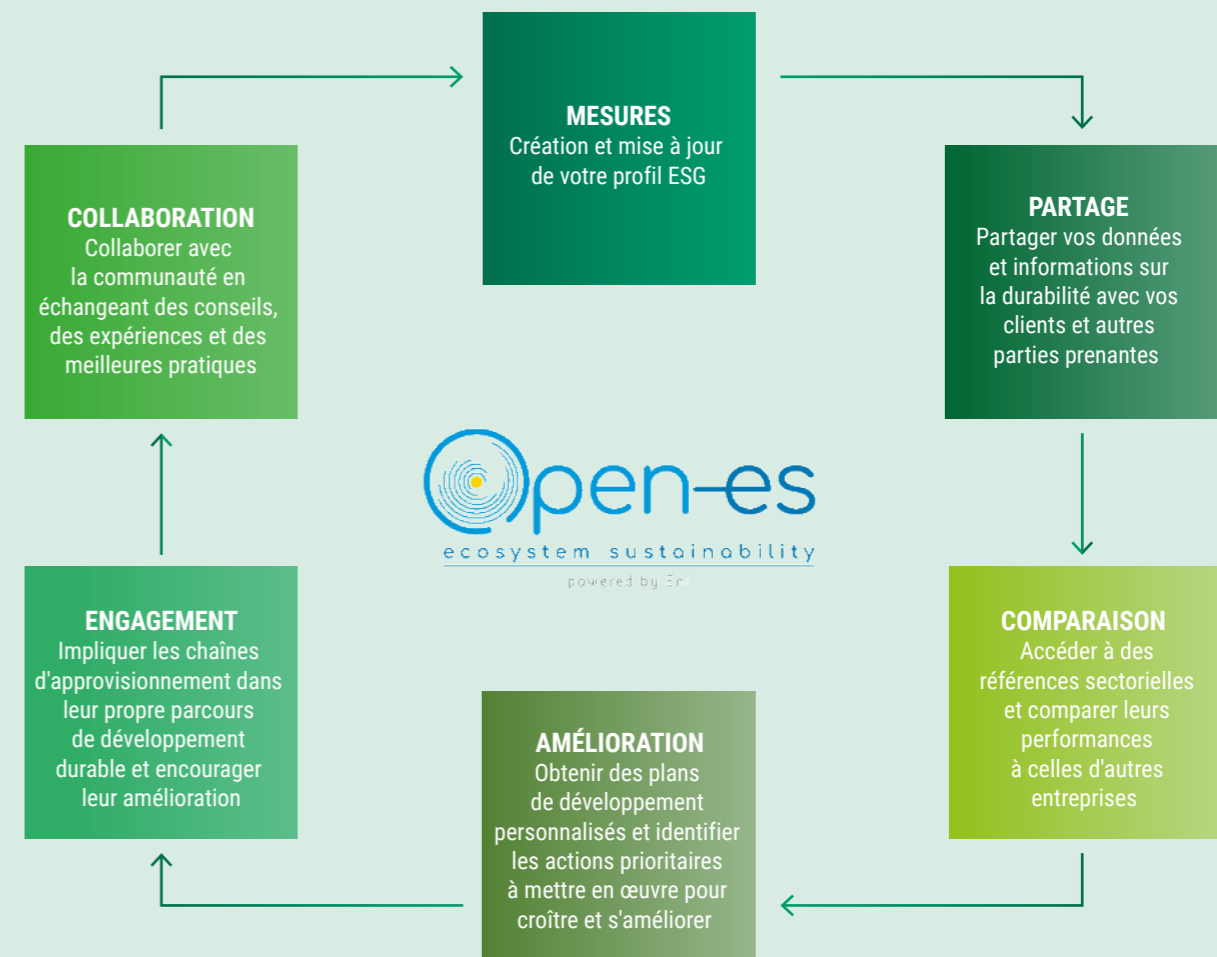
**Open-es, l'alliance ouverte pour une croissance durable des entreprises**

**JT**

**OBJECTIF :** pour impliquer et soutenir toutes les entreprises dans la voie de la mesure et de la croissance sur les dimensions de la durabilité, Eni a lancé l'initiative du système Open-es en 2021. Aujourd'hui, la plateforme compte déjà plus de 10 000 entreprises, une véritable communauté qui, par la discussion, la collaboration et l'identification d'actions prioritaires, contribue au développement durable d'un écosystème ouvert et collaboratif.

**ACTIVITÉS :** Open-es représente un pas important vers la création d'une forte synergie du système entrepreneurial, une opportunité de voir toutes les réalités industrielles et financières, italiennes et autres, travailler ensemble pour impliquer et soutenir leurs fournisseurs et leurs clients, dans une voie commune d'amélioration et de renforcement de la durabilité du tissu productif. En se concentrant sur les plans de croissance des entreprises et en créant des synergies et des opportunités pour l'ensemble du système commercial, Open-es permet également de distribuer et de partager tous ces avantages tout au long de la chaîne de valeur. La création de cet écosystème, sans barrières technologiques ou de connaissances, permet de concentrer les efforts et les investissements de tous les acteurs sur les initiatives de développement durable et l'amélioration de la performance ESG du système industriel et financier.

Open-es event "Sviluppo Italia Sostenibile", une opportunité de discussion avec les protagonistes du monde des affaires sur les actions et les questions ESG prioritaires





# 3 DES PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

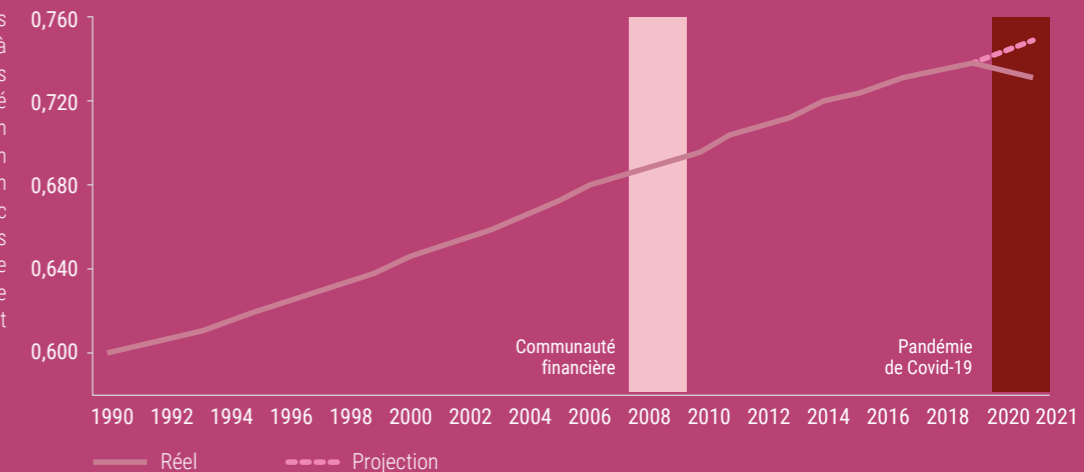
Les Partenariats pour le développement durable, conformément à la stratégie de décarbonisation d'Eni et à l'Agenda 2030, contribuent à la création de valeur pour toutes les parties prenantes et soutiennent les actions d'Eni en faveur d'une transition juste et centrée sur les personnes, qui nécessite des changements technologiques, culturels, sociaux et économiques. Selon l'approche dite "Dual Flag", les actions d'Eni sont basées sur un profond respect de l'individu, la connaissance des instances locales et la volonté de s'engager aux côtés des pays pour promouvoir le développement durable, notamment par le biais de partenariats avec des acteurs reconnus au niveau national et international. Eni met en œuvre des initiatives dans une perspective à long terme en tenant compte de la promotion et du respect des droits de l'homme, des défis liés à la lutte contre les effets du changement climatique et de la croissance démographique.

|  |     |
|--|-----|
| Eni, acteur du développement local                         | 92  |
| Accès à l'énergie  | 94  |
| Analyse du contexte et engagement des parties prenantes    | 96  |
| Analyse d'impact et Droits de l'Homme dans les communautés | 97  |
| Programme de développement local                           | 98  |
| Projets de développement local                             | 100 |
| Le contenu local et son évaluation                         | 105 |
| Partenariat pour le développement                          | 106 |

## CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Pour la première fois depuis sa publication, l'indice de développement humain (IDH) a diminué au niveau mondial pendant deux années consécutives (2020 et 2021), revenant aux niveaux de 2016

Les pandémies, la guerre en Ukraine et le changement climatique sont les principales causes du recul mondial en termes d'accès à l'éducation, d'espérance de vie et de revenus produits. Plus de 90 % des pays ont signalé une baisse de l'IDH en 2020 ou 2021. En 2020, 85 % des pays ont connu une réduction du revenu par habitant et 70 % une réduction de l'espérance de vie à la naissance, qui, avec la crise sanitaire, s'est intensifiée et 2/3 des pays ont connu un nouveau déclin. La reprise est inégale ; l'Amérique latine, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud sont particulièrement touchées par la crise.



Source : PNUD, Bureau d'étude du développement humain, Rapport sur le développement humain 2021/2022.

### Autres défis pour le développement durable

Le rapport sur les objectifs de développement durable (ODD) 2022 décrit l'inversion des années de progrès et souligne la gravité et l'ampleur des défis actuels.

## 25%

des écoles primaires dans le monde (2019-2020) sans électricité, eau potable et assainissement de base

## 147 mln

millions d'enfants auraient manqué plus de la moitié de leur scolarité au cours des deux dernières années

## 24 mln

millions d'étudiants risquent de ne pas retourner à l'école

Pour atteindre les objectifs de 2030 en matière d'eau potable et d'assainissement, il faut accélérer les progrès. Au rythme actuel, en 2030 :

## 1,6 mld

milliard de personnes seront privées d'eau potable

## 2,8 mld

milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité

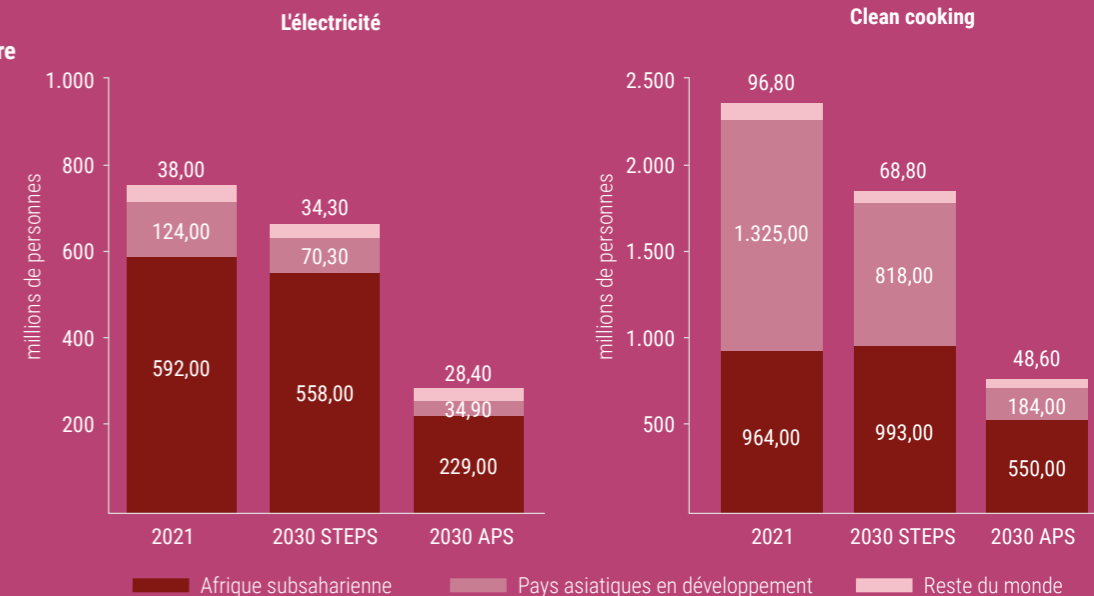
## 1,9 mld

milliard de personnes sans services d'hygiène des mains de base

Source : Rapport 2022 sur les objectifs de développement durable, publication des Nations Unies éditée par le Département des affaires économiques et sociales (DAES), © 2022 Nations Unies. Avec l'autorisation des Nations unies.

### Personnes n'ayant pas accès à l'électricité et à la cuisson propre

En 2021, plus de 750 millions de personnes n'avaient pas accès à l'électricité et 2,4 milliards n'avaient pas accès à des moyens de cuisson propres. En raison de la combinaison de la pandémie et de la crise énergétique actuelle, l'AIE estime que 75 millions de personnes ayant récemment eu accès à l'électricité ne seront probablement plus en mesure de la payer, et que 100 millions de personnes ayant eu accès à une cuisine propre s'en passeront pour des raisons de coût, revenant à l'utilisation de la biomasse traditionnelle.



Source : Agence internationale de l'énergie (2022), World Energy Outlook 2022, AIE, Paris

# Eni en tant qu'acteur du développement local



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

"Les partenariats pour le développement représentent l'engagement d'Eni en faveur d'une transition énergétique équitable, vers des modèles de développement humain global et durable accessibles à tous. Là où elle opère, Eni lance des initiatives communautaires à long terme en collaboration avec les autorités locales et les acteurs internationaux du développement afin de promouvoir une croissance inclusive conforme aux plans de développement nationaux et à l'Agenda 2030 des Nations unies. Un exemple en est la Côte d'Ivoire, où un programme de développement local a été lancé avec des initiatives visant à favoriser l'accès à des systèmes de cuisson améliorés, à l'éducation, à la santé des communautés, à l'eau et à l'assainissement et à la protection du territoire".

▮ NICOLA MAVILLA - DIRECTEUR GÉNÉRAL ENI CÔTE D'IVOIRE

| PROGRÈS 2022<br>par rapport aux engagements d'Eni for 2021 | OBJECTIFS À COURT<br>TERME (2023) | OBJECTIF À MOYEN<br>TERME (2024-2026) | OBJECTIF À LONG<br>TERME (2030 ET AU-DELÀ) |
|--|-----------------------------------|---------------------------------------|--|
|--|-----------------------------------|---------------------------------------|--|

### ÉDUCATION

63 400 nouveaux élèves (sur les 23 000 prévus) bénéficieront de services améliorés et d'écoles construites ou améliorées grâce aux initiatives d'Eni  
▲ ATTEINT

18 200 nouveaux élèves bénéficieront de services améliorés et d'écoles construites ou améliorées grâce aux initiatives d'Eni

44 700 nouveaux élèves bénéficieront de services améliorés et d'écoles construites ou améliorées grâce aux initiatives d'Eni

Garantir l'accès à une éducation de qualité et inclusive pour les étudiants des communautés locales.

### ACCÈS À L'EAU

71 700 personnes (sur les 70 000 prévues) ont accès à l'eau propre et potable  
▲ ATTEINT

49 600 personnes auront accès à de l'eau propre et potable

47 700 personnes auront accès à de l'eau propre et potable

Promouvoir l'accès des communautés locales à une eau propre et potable, notamment par des activités de sensibilisation.

### DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

7 800 personnes (sur les 3 500 prévues) formées du point de vue professionnel et soutenues pour l'autonomisation économique  
▲ ATTEINT

6 100 personnes bénéficieront d'une formation professionnelle et d'un soutien à l'autonomisation économique

20 000 personnes bénéficieront d'une formation professionnelle et d'une aide à l'autonomisation économique

Promouvoir la formation et les activités de soutien professionnel pour favoriser l'emploi et les activités économiques

### SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

120 000 personnes (sur les 100 000 prévues) accèdent à des services de santé améliorés  
▲ ATTEINT

200 000 personnes auront accès à des services de santé améliorés

280 000 personnes auront accès à des services de santé améliorés

Protéger et promouvoir la santé des communautés locales en mettant l'accent sur le renforcement des systèmes de santé

### POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; politique des "peuples autochtones d'Alaska" ; Code Éthique d'Eni.

### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Personne de contact pour le développement durable au niveau local, qui assure l'interface avec le siège afin de définir des programmes de développement pour les communautés locales (programme de développement local) conformément aux plans de développement nationaux, en complément des processus opérationnels. Application du processus ESHIA (évaluation de l'impact environnemental, social et sanitaire) dans tous les projets d'entreprise. Plate-forme du système de gestion des parties prenantes visant à gérer et à contrôler les relations avec les parties prenantes locales et les réclamations. Processus de gestion de la durabilité du cycle de l'entreprise et spécifications du projet conformément aux méthodologies internationales (par exemple, Logical Framework).

### POUR EN SAVOIR PLUS

- Eni for 2022 - Performance en matière de développement durable
- [eni.com](https://www.eni.com)
- Code Éthique
- Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme
- Seeds for Energy
- L'énergie au service du développement

## LA DURABILITÉ INTÉGRÉE À L'ENTREPRISE

Le développement durable fait partie intégrante de toutes les activités commerciales d'Eni, depuis les premières étapes de l'entrée dans un nouveau pays, tout au long de la durée de vie des projets jusqu'aux activités de démantèlement. L'engagement d'Eni en faveur de la **Transition juste** passe par l'adoption de solutions différentes et graduelles, en fonction des spécificités des contextes et des contraintes internes des pays hôtes. Eni ressent avec force ces impératifs : équilibrer la nécessité de **garantir l'accès universel à l'énergie** à une population croissante avec l'urgence de faire face au changement climatique, en accélérant le processus de transition vers un mélange durable qui soit en même temps socialement équitable. Pour promouvoir la transition juste, il est donc essentiel d'adopter des approches différentes entre les pays aux économies avancées et les pays aux économies émergentes, où la transition consistera principalement à surmonter la pauvreté énergétique, notamment grâce au développement des énergies renouvelables. Eni relève le défi de l'énergie, partout où elle est présente et quelle que soit son activité, en agissant pour garantir l'accès à l'énergie, à la fois avec

ses propres projets industriels et avec des projets dédiés au développement des communautés locales. Pour les projets communautaires, Eni utilise une méthodologie pour définir les domaines d'intervention prioritaires pour le développement local, conformément aux ODD, afin d'identifier les objectifs du plan stratégique quadriennal :

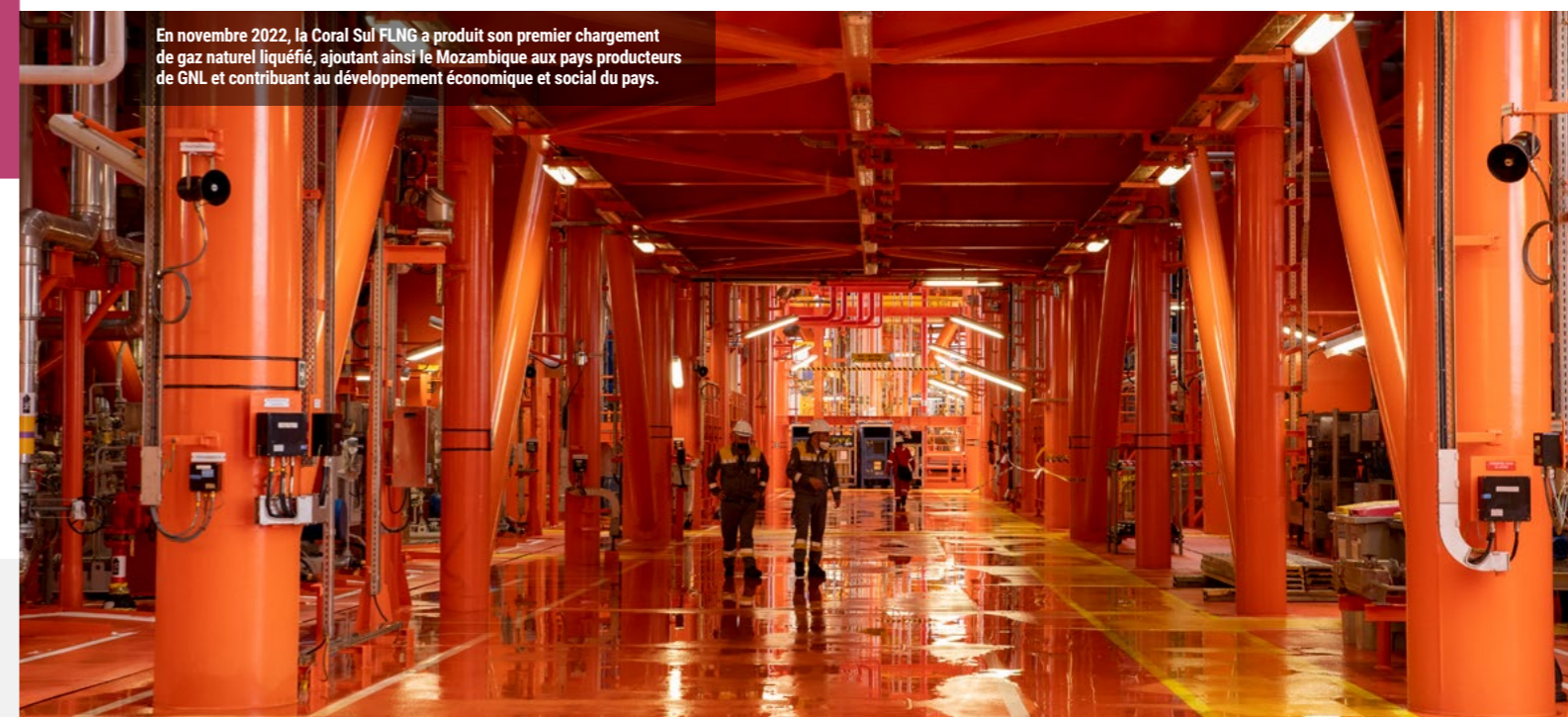
1. **connaissance des contextes** socio-économique, environnemental et culturel du pays à travers l'application d'outils internationalement reconnus et de l'indice global de pauvreté multidimensionnelle (Global MPI) ;
2. **l'implication, directe ou indirecte, des parties prenantes locales**, permettant l'analyse de leurs demandes (et/ou griefs éventuels), la compréhension des besoins et attentes locales et la consolidation de la confiance mutuelle ;
3. **analyse et atténuation des impacts potentiels des activités** sur l'environnement, la santé et les personnes, y compris les droits de l'homme, afin d'identifier les points critiques, les opportunités et les risques ;
4. **définition et mise en œuvre de programmes de développement local** (Local Development Programme) cohérents avec les

plans de développement nationaux, l'Agenda 2030, les contributions déterminées au niveau national et l'analyse des besoins locaux ;

5. **évaluation et mesure du développement local généré** ("learn and adapt") par l'utilisation d'outils et de méthodologies, à la fois internes et développés en collaboration avec des instituts universitaires tels qu'Eni Local Content Evaluation (ELCE) et internationalement partagés et adoptés par Eni, tels que Logical Framework Approach (LFA), l'approche de la gestion axée sur les résultats et la gestion du cycle de projet.

Dans ce contexte, les **nombreuses collaborations** avec des institutions nationales et internationales, des agences de coopération et des acteurs locaux permettent une approche utile pour identifier les interventions clés afin de réduire les besoins des communautés et d'aider à améliorer leur développement. Cette approche permet de concrétiser les engagements de Just Transition dans une démarche d'anticipation des besoins qui pourraient conduire à une révision des pratiques opérationnelles, pour toutes les activités d'Eni, ainsi qu'à l'intégration de nouveaux objectifs commerciaux (par exemple, l'agro-industrie au Congo).

Eni définit les interventions prioritaires pour le développement local en accord avec les plans de développement nationaux, les contributions déterminées au niveau national et l'Agenda 2030 en travaillant avec les parties prenantes locales, les institutions et les agences de coopération



En novembre 2022, la Coral Sul FLNG a produit son premier chargement de gaz naturel liquéfié, ajoutant ainsi le Mozambique aux pays producteurs de GNL et contribuant au développement économique et social du pays.



# Accès à l'énergie

L'accès à l'énergie est une condition nécessaire à la satisfaction des besoins fondamentaux.

## LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE

L'accès à l'énergie est une condition préalable à la satisfaction des besoins fondamentaux liés à la santé, à l'éducation, à la diversification économique, au soutien des entreprises locales et à la création de nouvelles opportunités d'emploi. L'Agenda 2030, en particulier l'ODD n° 7, vise l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables et modernes. L'objectif prend en compte les aspects de l'accès à l'électricité et de l'accès aux combustibles et technologies propres pour la cuisson. La lutte contre la pauvreté énergétique est donc le principal défi du processus de transition vers un avenir à faible émission de carbone, auquel Eni contribue par ses activités industrielles et ses projets de développement local, qui font partie intégrante de son modèle d'entreprise. Les

initiatives d'accès à l'énergie comprennent les infrastructures de production et de transport de gaz naturel, la distribution de GPL, les centrales thermoélectriques, les centrales d'énergie renouvelable et la distribution de cuisinières améliorées.

## INFRASTRUCTURES POUR LE GAZ

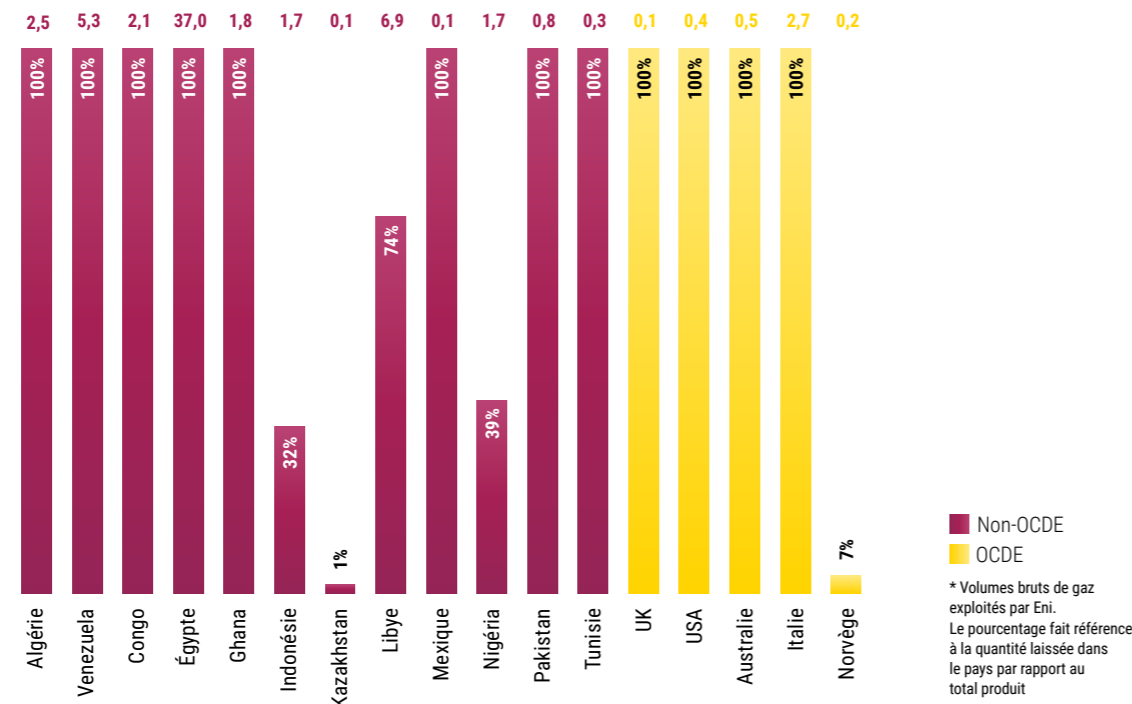
Eni investit dans la construction d'infrastructures de production et de transport du gaz et une partie importante du gaz extrait est transférée localement dans les pays où la ressource est produite, contribuant ainsi à la production d'électricité et au développement économique et industriel du pays lui-même. En 2022, Eni a fourni 77 % du gaz produit dans ses gisements aux marchés locaux, soit environ 64 milliards de <sup>3</sup> Sm. Sur le seul continent africain, le gaz destiné aux marchés intérieurs re-

présente environ 90 %. Plus précisément, en Égypte, Eni a fourni 37 milliards de <sup>3</sup> Sm de gaz au marché local ; 61 % du gaz produit dans le pays est utilisé pour produire de l'électricité (source : AIE), Eni contribuant à hauteur de 38 700 GWh/an d'électricité, soit 28,6 % de la consommation finale. En Libye, Eni a fourni 6,9 milliards de <sup>3</sup> Sm de gaz au marché intérieur, où la part de gaz utilisée pour produire de l'électricité est d'environ 78 % (source : AIE), ce qui porte la contribution d'Eni au pays à plus de 50 %.

## GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ (GPL)

Eni contribue également à l'ODD n° 7 par la distribution locale de GPL à usage domestique. Par exemple, en 2022, Eni a produit environ 1 million de barils en Égypte, qui ont été entièrement distribués sur le marché intérieur.

VENTES DE GAZ SUR LE MARCHÉ LOCAL\* (milliard de Sm<sup>3</sup>/an)



**64 milliards** de <sup>3</sup> Sm gaz vendus aux marchés domestiques dans 17 Pays

## CENTRALES THERMOÉLECTRIQUES

Avec la construction de centrales thermoélectriques en Afrique subsaharienne, Eni a contribué à améliorer l'accès à l'électricité en augmentant la capacité installée et en valorisant le gaz associé, afin de diversifier le bouquet énergétique et d'accroître la qualité du réseau et la fiabilité de l'approvisionnement en électricité. Au Nigeria, la centrale électrique d'Okpai a produit environ 2 000 GWh d'électricité en 2022. Le gaz naturel produit par les usines locales d'Eni a également été fourni à la centrale électrique d'Omoku, exploitée par un tiers, d'une capacité installée de 150 MW pour la production de 326 GWh d'électricité. En 2022, la contribution totale d'Eni à la production d'électricité nigériane est donc d'environ 7,3 %, selon les données de l'AIE. Au Congo aussi, la Centrale Électrique du Congo (CEC) de Pointe Noire, mise en service en 2010, avec une capacité totale de 484 MW, a produit 2 190 GWh d'électricité au cours de l'année, fournissant plus de la moitié de la production d'électricité du pays (AIE).

En Irak, Eni contribue à fournir un accès à une énergie fiable et sûre grâce à une usine de production d'énergie permanente (PPG), dotée de quatre turbines à gaz capables de générer une puissance électrique maximale de 600 MW. Deux des quatre turbines à gaz sont destinées à fournir de l'énergie au réseau national au profit de la population locale, avec une capacité correspondante de 300 MW.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le secteur des énergies renouvelables a atteint une capacité installée à partir de sources renouvelables de 2,3 GW en 2022, doublant ainsi le résultat de l'année dernière. Afin de contribuer à la transition énergétique, y compris dans les pays non membres de l'OCDE, Eni augmente le nombre d'installations photovoltaïques, à la fois pour l'autoconsommation et pour fournir de l'électricité aux communautés locales, ce qui permet de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. La capacité installée actuelle pour ce type de centrale est de 41 MW, dont 21,5 MW hors réseau. En voici deux

exemples : (i) la centrale d'Abu Rudeis (6 MW) en Égypte, connectée aux installations d'Eni, qui évite l'utilisation d'électricité provenant du réseau national égyptien, et (ii) Tatouine (10 MW) en Tunisie, inaugurée fin 2022, qui fournit 20 GWh par an d'énergie au réseau national, ce qui équivaut à une économie de 6 500 tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

## CLEAN COOKING

Grâce à des projets de développement local, Eni favorise également l'accès des ménages vulnérables à des solutions de cuisson modernes en remplaçant les cuisinières traditionnelles par des modèles améliorés qui contribuent à réduire la pollution domestique, limitant ainsi les problèmes de santé des personnes et réduisant les émissions de CO<sub>2</sub>. Il soutient également l'esprit d'entreprise au niveau local, en contribuant à la création d'entreprises et d'emplois. En 2022, la production et la distribution de 25 643 cuisinières améliorées en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mozambique ont été réalisées, au profit de 128 000 personnes.

Eni a contribué à améliorer l'accès à l'électricité au Congo et au Nigeria

**25.643** cuisinières améliorées produites et distribuées dans les pays d'Afrique subsaharienne

### FOCUS ON

## Clean cooking en Côte d'Ivoire

**CONTEXTE :** 60 % de la population du pays utilise encore des méthodes traditionnelles pour cuire les aliments, ce qui nécessite de grandes quantités de biomasse ligneuse et entraîne de graves conséquences pour la santé en raison des fumées émises lors de la combustion.

**PROJET ET OBJECTIFS :** en avril 2022, un projet a été lancé pour promouvoir la distribution de cuisinières améliorées, produites par une entreprise locale, qui réduisent la consommation de biomasse et les émissions associées. Ce bénéfice environnemental se traduit par la génération de crédits carbone (Verified Carbon Units - VCU) certifiés par des normes internationales qui compenseront les émissions résiduelles Scope 1+2 du développement de Baleine. Il est prévu de distribuer au moins 70 000 cuisinières en 3 ans (2022-2024) pour atteindre environ 350 000 personnes, et plus de 150 000 cuisinières en 6 ans, générant 2 millions de VCU.

**RÉSULTATS :** en 2022, plus de 20 000 cuisinières ont été distribués en seulement six mois, touchant plus de 100 000 personnes dans la région de Gbêké. 25 000 cuisinières supplémentaires seront distribuées en 2023. De plus, grâce au projet, le producteur local a augmenté sa capacité de production de 150 % en achetant de nouvelles machines et en embauchant cinq nouveaux travailleurs.



## Analyse du contexte et participation des parties prenantes

Une attention particulière est accordée à l'analyse des femmes et des groupes vulnérables

### COMPRENDRE LE CONTEXTE LOCAL

Pour définir une stratégie de développement local efficace, Eni commence par une connaissance approfondie du contexte dans lequel elle opère. Selon le degré de maturité de la présence dans le pays, différents types d'analyse sont développés pour soutenir les différentes étapes de l'entreprise et, en même temps, pour comprendre les besoins réels des communautés locales. Les principaux thèmes approfondis sont la nutrition et la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'accès à l'énergie et à la cuisine propre ; les plans de développement national sont également analysés, sur la base desquels des synergies et des collaborations potentielles sont établies avec des acteurs stratégiques nationaux et internationaux. Une attention particulière est accordée à l'analyse du

statut des femmes, à l'identification des zones géographiques les plus critiques et des groupes vulnérables. En ce qui concerne les analyses du contexte local, l'Indice Global de Pauvreté Multidimensionnelle, qui compare la pauvreté aiguë pour plus de 100 pays en termes d'accès à l'éducation, à la santé et au niveau de vie, est une référence constante pour obtenir des informations sur les privations affectant les segments les plus pauvres de la population résidant dans une région spécifique. En outre, un projet pilote a été lancé en 2022 pour étudier l'indice de pauvreté multidimensionnelle au niveau local dans un pays d'Afrique subsaharienne. Toutes ces analyses permettent d'avoir une vision plus complète du contexte spécifique et contribuent à définir les projets de développement local les plus appropriés pour répondre aux besoins locaux et créer de la valeur à long terme.

### LA RELATION AVEC LES PARTIES PRENANTES

La connaissance du contexte implique l'implication des acteurs locaux afin de comprendre leurs besoins et leurs attentes, d'analyser leurs demandes et d'établir une relation de confiance mutuelle, de collaboration et de transparence. Pour mieux gérer les relations avec les parties prenantes locales, Eni s'est équipée de l'application Stakeholder Management System (SMS), qui permet de cartographier les relations avec les parties prenantes, de suivre l'avancement des projets, les résultats obtenus et les réclamations reçus, c'est-à-dire les plaintes ou les réclamations relatifs à des accidents ou des dommages ou d'autres impacts environnementaux ou sociaux réels ou perçus causés par les activités d'Eni ou celles de ses sous-traitants ou fournisseurs.

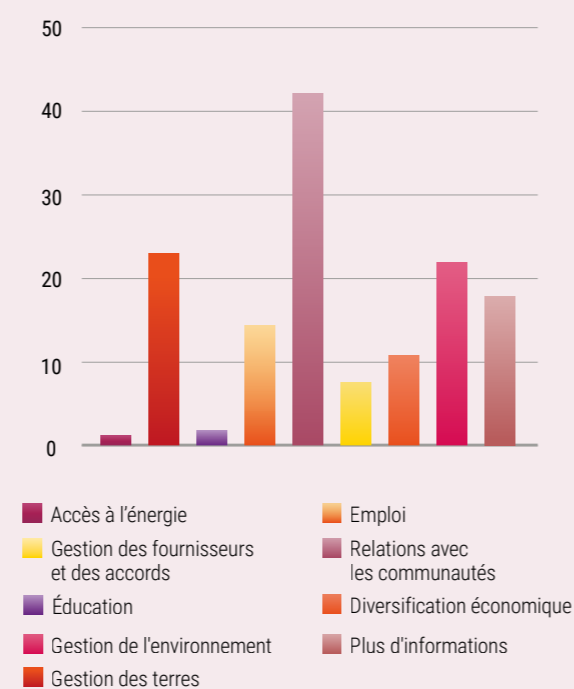
#### FOCUS ON

### Gestion des réclamations

**PROCESSUS DE GRIEVANCE MECHANISM (mécanisme de réclamation) :** les filiales sont chargées de développer le processus de gestion du mécanisme de réclamation, d'analyser et de convenir de la solution avec les plaignants, qu'il s'agisse d'individus ou de communautés, en vertu de leur connaissance accrue du contexte, de la mise en place de canaux d'accès appropriés et de modes spécifiques de dialogue et de gestion de tout conflit. Lors de la conception du mécanisme, les entreprises Eni consultent les communautés locales, en particulier les populations autochtones, en cas de relocalisation de la communauté et dans les cas où, d'après la connaissance du contexte ou des activités antérieures, on suppose qu'un grand nombre de réclamations seront reçues. Les filiales peuvent également demander aux demandeurs concernés de leur faire part de leur degré de satisfaction quant au déroulement de la procédure. Eni demande également à ses fournisseurs, entrepreneurs et sous-traitants de mettre leur propre Mécanisme de Réclamation à la disposition des travailleurs et des communautés avec lesquels ils interagissent au nom d'Eni.

**GESTION DES RÉCLAMATIONS :** toutes les réclamations suivies à la fois au niveau central et au niveau des filiales depuis leur réception jusqu'à leur résolution, sont classées par thème et par pertinence et cartographiées en fonction de l'état de la résolution, de la rapidité de la gestion, de la récurrence des thèmes associés et de leur évolution possible vers un litige. 141 réclamations ont été reçues au cours de l'année, dont 61 (ou 43%) ont déjà été résolues par une proposition convenue entre les parties. Les plaintes concernent principalement la gestion des relations avec les communautés (catégorie la plus récurrente), la gestion de l'environnement, la gestion des terres, le développement de l'emploi et la diversification économique.

GRIEFS PAR THÈME (nombre)



## Analyse d'impact et droits de l'homme dans les communautés

### ANALYSE D'IMPACT

Eni s'engage à prévenir les éventuels impacts négatifs de sa présence en mettant en œuvre des études qui évaluent de manière exhaustive les impacts (ESHIA) et qui sont réalisées avant le début de tout type d'opération. Ces analyses permettent de comprendre l'impact des projets, selon différents aspects et points de vue allant de l'environnement à la santé, en passant par les implications sociales et les droits de l'homme, et visent à réduire les risques et à accroître les opportunités pour toutes les parties prenantes.

### DROITS DE L'HOMME COMMUNAUTÉS

En 2018, Eni a adopté un modèle de priorisation basé sur le risque qui classe les projets commerciaux Upstream en fonction du risque potentiel en matière de droits de l'homme, qui a été étendu depuis 2020 à l'évaluation des **projets pour les énergies renouvelables**. Les projets considérés comme présentant un risque plus élevé font l'objet d'études spécifiques, Human Rights Impact Assessment (HRIA) et Human Rights Risk Analysis (HRRR), qui comprennent une analyse préliminaire du contexte local

et de l'engagement éventuel des détenteurs de droits. Ces études permettent d'identifier les impacts négatifs potentiels, les recommandations et les mesures de prévention et de gestion et de les traduire en plans d'action concrets. En 2022, de telles études ont été menées sur des projets d'agrofourmiture au Kenya et au Congo, où Eni a lancé une série d'initiatives visant à développer la chaîne d'approvisionnement en biocarburants de haute qualité produits à partir de matières premières obtenues sur des terres marginales, qui ne sont pas en concurrence directe avec les cultures vivrières et fourragères. Compte tenu du grand nombre d'usines de transformation agroalimentaire et d'agri-hubs qui seront construits, Eni estime que ces projets auront un impact positif significatif sur les communautés, impliquant des milliers d'agriculteurs, et que les bénéficiaires toucheront plus d'un million de familles (à partir de 2027) vivant dans des contextes difficiles en Afrique. Lors de l'élaboration de tels projets, il est essentiel de gérer dès le départ les éléments susceptibles de générer une criticité et des impacts négatifs tels que, par exemple, la concurrence potentielle avec la production alimentaire, les conditions de

travail des agriculteurs, la gestion des terres et de la chaîne de valeur, et le risque de réputation dû à l'absence d'une participation adéquate de toutes les parties prenantes. En outre, les Plans d'Action HRIA et HRRR sur les projets d'exploration en Angola, aux Émirats arabes unis, en Albanie et à Oman ont été mis en œuvre en 2022.

Les projets qui présentent un risque élevé pour les droits de l'homme font l'objet d'une évaluation de l'impact sur les droits de l'homme (EIDH)



Visite de champs agricoles au Kenya lors de consultations visant à développer la chaîne d'approvisionnement en biocarburants de haute qualité

#### FOCUS ON

### Les relations avec les peuples autochtones

**CONTEXTE :** dans certains pays, comme l'Australie et l'Alaska, Eni opère dans des zones où vivent des populations autochtones, à l'égard desquelles elle a adopté des politiques spécifiques visant à protéger leurs droits, leur culture, leurs traditions, leurs institutions et leurs liens avec leur terre d'origine. Dans sa **Déclaration sur le respect des droits de l'homme** Eni a pris des engagements spécifiques à l'égard des populations autochtones et gère ses relations dans le respect des règles internationales et locales régissant leur participation et leur consultation préalable, libre et informée.

**ACTIVITÉS :** dans le Territoire du Nord de l'Australie, avec des activités dans la communauté de Wadey, Eni entretient des relations régulières avec les organes administratifs locaux qui protègent les droits des peuples autochtones, en mettant en œuvre des projets de développement local et de conservation de l'environnement ; en Alaska, les activités sont menées dans la partie nord du pays, North Slope, où les peuples indigènes vivent d'activités de subsistance (chasse et pêche). En 2020, Eni a adopté une politique de respect des droits des peuples autochtones, renouvelée en 2021, dans la conduite de ses activités et opérations en Alaska, dans le but de prendre des engagements spécifiques envers les villages situés à proximité de ses opérations, ainsi qu'envers les coopératives et les sociétés qui fournissent des biens et des services aux entreprises opérant sur le territoire. Au cours de l'année, les mécanismes locaux de réclamation n'ont donné lieu à aucun rapport sur les droits de l'homme.



# Local Development Programme

Les programmes de développement local (PDL) impliquent des activités, définies en cohérence avec les plans nationaux de développement, et contribuent dans leur ensemble à la réalisation

des objectifs du pays en ce qui concerne l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris (Nationally Determined Contribution - NDC) afin d'améliorer le bien-être des communautés locales. Le Programme

est divisé en cinq lignes d'action : 1) l'engagement des parties prenantes ; 2) les droits de l'homme ; 3) le local content ; 4) le land management ; 5) les projets de développement local.

## LES CINQ LIGNES D'ACTION DES PDL

- 1 DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS**  
Engagement à garantir que ses activités n'ont pas d'impact négatif sur la vie des personnes touchées par ses activités de business, en utilisant un modèle basé sur le risque pour classer les projets commerciaux.
- 2 LAND MANAGEMENT**  
Le développement d'un projet peut nécessiter l'acquisition et/ou l'utilisation de terres (ou d'eau) et entraîner des déplacements physiques et/ou économiques. Il est nécessaire de minimiser les impacts socio-économiques sur leur vie en limitant autant que possible la perte d'actifs ou d'accès aux actifs, ce qui génère la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance.
- 3 LOCAL CONTENT**  
Outil qui soutient le dialogue avec les autorités locales et fournit une évaluation utile pour guider les décisions d'investissement en faveur du développement local, il représente la valeur ajoutée apportée aux pays sur trois lignes d'intervention : le transfert de compétences et de connaissances ; l'activation des secteurs économiques locaux dans la chaîne d'approvisionnement ; et les interventions visant à favoriser la croissance et la diversification de l'économie locale.
- 4 STAKEHOLDER ENGAGEMENT**  
Eni suit et examine toutes les demandes reçues de ses parties prenantes afin de mettre en œuvre des initiatives de développement, partagées avec les communautés locales et conformes au développement durable. Les éléments clés du processus sont l'ouverture à l'écoute et à l'échange mutuel, l'inclusion, la compréhension des points de vue et des attentes des parties prenantes ainsi que le partage des choix.

## 5 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS 6 SECTEURS D'INTERVENTION



### ACCÈS À L'ÉNERGIE HORS-RÉSEAUX

Promouvoir la production et la commercialisation locales de systèmes de cuisson certifiés et de qualité, en créant des emplois et des possibilités de micro-entrepreneuriat local et en remplaçant les systèmes de cuisson traditionnels par des systèmes plus modernes.



### PROTECTION DU TERRITOIRE

Améliorer et protéger le patrimoine naturel local, notamment grâce à des activités de soutien à la gestion des déchets pour les communautés, et restaurer l'écosystème grâce à des activités d'assainissement axées sur le rétablissement de la végétation indigène.



### DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Promouvoir la sécurité alimentaire, le développement d'activités entrepreneuriales, agricoles, de pêche et d'infrastructures, dans une perspective à long terme, en favorisant la création de nouvelles opportunités d'emploi pour les personnes et les entreprises, et l'autonomisation des femmes et des jeunes.



### ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT SANITAIRE

Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour la population locale.



### ÉDUCATION

Promouvoir un accès équitable et inclusif à une éducation et à des possibilités d'apprentissage de qualité.



### SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

Promouvoir l'accès à la santé et lutter contre la propagation des maladies par la prévention et les soins nécessaires.



Eni soutient les plans de développement nationaux, notamment par le biais de partenariats public-privé et en adoptant des normes, des méthodologies et des outils reconnus au niveau international.



## FOCUS ON

### Local Development Programme en Côte d'Ivoire

Eni est présent en Côte d'Ivoire depuis les années 1960 ; en 2015, il a repris ses activités dans le pays en acquérant plusieurs blocs d'exploration offshore dans lesquels la découverte de pétrole et de gaz associés à Baleine a été faite, qui sera le premier développement Net Zéro en Afrique (Scope 1+2), grâce à l'utilisation des meilleures technologies disponibles pour minimiser les émissions de GES et une combinaison d'initiatives de compensation des émissions résiduelles, par le biais de projets de distribution de cuisinières améliorées et de conservation des ressources forestières. Pour accompagner le projet, en décembre 2021, Eni a signé un protocole d'accord avec le gouvernement pour promouvoir le développement durable et la stratégie de décarbonisation d'Eni dans le pays. En 2022, le programme de développement local a été rédigé et les premiers projets ont été lancés.

## LES CINQ LIGNES D'ACTION DU PDL EN CÔTE D'IVOIRE

- 1 Droits de l'homme :** le modèle de hiérarchisation a évalué la phase 1 du projet Baleine comme présentant un risque "moyen", pour lequel des mesures spécifiques ont été prises afin de prévenir et de gérer les impacts négatifs potentiels : tels que le respect des droits de l'homme par les travailleurs et les contractants tiers et les impacts sur les droits des communautés dans les processus de Land Management. Des clauses relatives aux droits des travailleurs ont été incluses dans les contrats des principaux fournisseurs et des mesures en faveur des groupes vulnérables ont été incluses dans le plan de gestion de l'impact.
- 2 Land Management :** l'optimisation des incidences liées à l'installation du gazoduc destiné à transporter le gaz depuis le site offshore a permis d'éviter tout type de déplacement physique, en limitant les incidences aux seules activités économiques. Pour la gestion de ces impacts, un plan d'action a été élaboré avec le soutien du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement et formulé conformément aux politiques ENI et aux Performance Standards de l'International Finance Corporation. Le plan prévoit des actions pour évaluer les impacts sur la population locale et les communautés côtières et pour mettre en place des mesures de compensation et d'indemnisation appropriées. En 2022, 847 des 1 662 personnes affectées par le projet ont été indemnisées.
- 3 Local content :** la stratégie en matière de contenu local est conforme à la législation nationale. En décembre 2021, un protocole d'accord a été signé avec l'Institut national polytechnique Félix Houphouët Boigny pour le développement conjoint d'activités de formation professionnelle pour les ressources locales, qui a été suivi par deux accords lancés en 2022, pour un programme de formation technique pour les opérateurs et le personnel de maintenance pour la production offshore et pour la construction de deux masters en amont et en aval. En 2023, le modèle **Eni Local Content Evaluation** sera appliqué pour évaluer l'impact socio-économique des activités dans le pays, en quantifiant les effets directs, indirects et induits du développement de Baleine et en mettant en évidence les bénéfices économiques et sociaux.
- 4 Stakeholder Engagement :** en 2022, Eni a engagé les principales parties prenantes locales, y compris les institutions gouvernementales et les régulateurs, la société civile, les centres de recherche et les instituts universitaires, les fournisseurs, les entrepreneurs, les partenaires commerciaux et les communautés locales, avec les consultations publiques et les enquêtes envisagées par l'ESHIA pour analyser toutes les questions critiques. Les principales demandes qui ont émergé concernent le renforcement des services publics (par exemple, les écoles, les hôpitaux), le recrutement de la main-d'œuvre locale et l'atténuation des impacts négatifs potentiels sur les moyens de subsistance et l'environnement.
- 5 Projets de développement local :** les secteurs d'intervention identifiés sont les suivants :



### ACCÈS À L'ÉNERGIE OFF-GRID

En avril 2022, un projet a été lancé pour distribuer au moins 70 000 cuisinières améliorées en trois ans **Clean Cooking en Côte d'Ivoire.**



### DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Soutien au micro-entrepreneuriat et à l'insertion professionnelle d'au moins 150 jeunes à partir de 2023.



### SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

Améliorer, à partir de 2023, le système de santé en mettant l'accent sur la prévention, la lutte contre les infections et la nutrition maternelle et infantile. On estime que 200 000 personnes auront accès à des services améliorés.



### ÉDUCATION

**CALENDRIER et OBJECTIF :** septembre 2022-août 2025. Promouvoir l'accès à une éducation de qualité et contribuer à l'amélioration de l'apprentissage des élèves des écoles primaires de Port-Bouët (Abidjan) et de la région du Sud-Comoé.

**ACTIVITÉS et BÉNÉFICIAIRES :** 20 écoles seront modernisées pour assurer l'accès aux services de base (eau, électricité, assainissement). Le projet prévoit également la fourniture de matériel scolaire, l'organisation de cours de rattrapage, la promotion de l'éducation dans les communautés en impliquant les familles, le renforcement des compétences des enseignants et l'encadrement des corps ministériels. Les travaux de rénovation, qui ont commencé en décembre 2022 dans les huit premières écoles, seront achevés dans les 20 écoles en 2023. En trois ans, les bénéficiaires seront 8 500 élèves du primaire, 120 enseignants et 2 000 parents.

Les élèves de l'école primaire de Petit Bassam bénéficient de la distribution de nouveaux pupitres et de fournitures scolaires



# Projets de développement local

€328 millions

d'investissements prévus pour le développement local au cours de la période 2023-2026

€76,4 mln

d'investissements pour le développement local

## PROJETS DANS LE MONDE

Eni définit et met en œuvre des interventions en faveur des populations locales, orientées vers la promotion du développement humain global, qui favorisent l'accès aux droits essentiels comme celui à l'énergie, à l'eau, à l'alimentation, à l'éducation et à la santé et qui sont développées en collaboration avec divers acteurs tels que les institutions, les parties prenantes locales et les acteurs internationaux pour mettre en commun les ressources et le capital humain. Eni met également en œuvre des initiatives visant à la diversification économique (par exemple, des projets agricoles, l'accès au microcrédit, la promotion d'activités entrepreneuriales et d'infrastructures), à la protection des terres et à la formation professionnelle afin de créer de nouvelles opportunités d'emploi. Lors de la définition et de la mise en œuvre des projets, Eni adopte également des outils et des méthodologies conformes aux principales normes internationales ; par exemple, l'approche du cadre logique est utilisée pour structurer les interventions sur le terrain et l'outil de gestion du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage pour les contrôler et, si nécessaire, les réviser afin de maximiser les avantages pour les

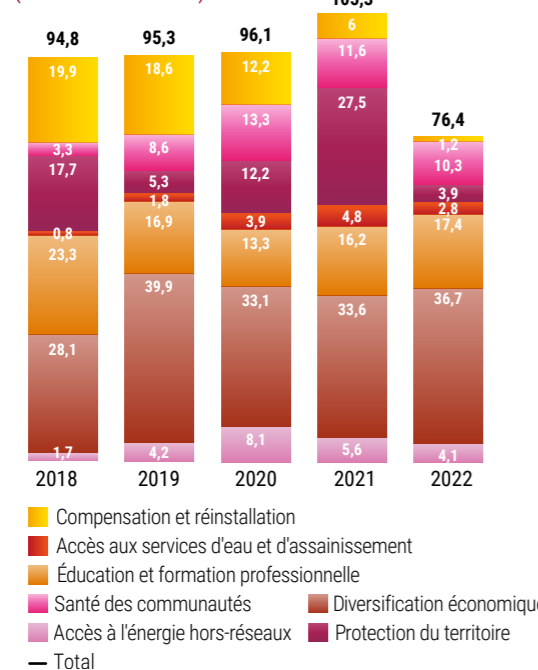
communautés. Conformément aux normes internationales, Eni renforce la perspective de genre dans le cycle du projet en veillant à son adoption dans la phase d'évaluation technique, comme par exemple pour le projet intégré de Cabinda en Angola, où elle a déjà été prise en compte dans l'analyse du contexte afin d'identifier des interventions inclusives visant à répondre aux besoins de tous.

## QUELQUES EXEMPLES D'INITIATIVES EN 2022

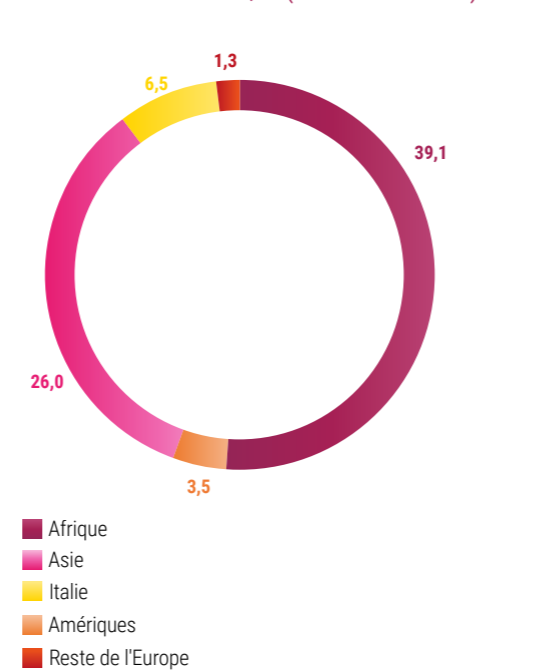
Parmi les différentes initiatives mises en œuvre en 2022 pour soutenir une transition juste, citons celles menées en Côte d'Ivoire, au Mozambique, au Ghana et en Angola pour promouvoir l'accès à la Clean Cooking, la réhabilitation et l'efficacité énergétique d'une école au Kazakhstan et la mise en place d'un système de gestion de l'eau l'efficacité énergétique d'une école et en Indonésie des initiatives pour l'accès à l'eau et aux énergies renouvelables. Au cours de l'année, Eni a promu le droit à l'éducation au Congo, au Ghana, en Irak, au Mexique, au Mozambique et en Égypte, où elle a également inauguré l'école de technologie appliquée de Zohr dans le but d'augmenter de manière significative le nombre de jeunes ayant des com-

pétences techniques et professionnelles appropriées dans les domaines de l'énergie et de la technologie. Une attention particulière est également accordée aux projets visant à l'amélioration de la santé comme par exemple en Angola, en Libye et en Tunisie. En Irak et au Nigeria, des projets ont contribué à améliorer l'accès à l'eau pour les populations locales ; des initiatives d'économie circulaire ont également été développées, telles que le projet de compostage des déchets de cantine dans le cadre du CATREP au Congo, ainsi que des initiatives de diversification économique et de développement de l'esprit d'entreprise (Ghana, Égypte et Mozambique). En outre, la promotion de l'esprit d'entreprise est également soutenue par Joule, qui a aidé six jeunes entreprises du Kenya et de l'Ouganda en leur donnant la possibilité de présenter leurs propositions commerciales à des investisseurs et à des mentors et de discuter des questions liées à la transition énergétique. En Irak, l'initiative Sustainable Agro-Energy a été lancée en coopération avec l'ONUDI et le groupe LVenture pour développer l'esprit d'entreprise et proposer des idées et des projets innovants dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'agriculture.

## INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL (en millions d'euros)



## INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (en millions d'euros)



## FOCUS ON

### Accès aux initiatives en matière d'éducation

**APPROCHE :** Eni promeut le droit à l'éducation au Congo, au Ghana, en Irak, au Mexique, en Égypte et au Mozambique, conformément à la méthodologie de l'approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA) qui reconnaît et vise à responsabiliser tous les bénéficiaires des projets de développement en tant que détenteurs de droits et à renforcer la capacité des États et des autres détenteurs d'obligations à respecter, protéger et faire respecter les droits de l'homme.

**ACTIVITÉS :** les projets, menés en coopération avec les gouvernements nationaux et conformément aux plans ministériels, contribuent à accroître l'offre de formation dispensée par du personnel qualifié. Selon le contexte, les infrastructures créées sont dotées de différents services (eau potable, électricité solaire, cantines, toilettes séparées pour les garçons et les filles, ateliers, activités extrascolaires et bourses d'études). Afin de promouvoir l'accessibilité à l'éducation, l'approche inclusive est adoptée dès la construction/rénovation des écoles, en les adaptant aux besoins des enfants handicapés et aux besoins différents des filles et des garçons. Eni favorise également le sentiment d'"appartenance" à l'école et contribuent à renforcer la responsabilité des parents et des communautés sur diverses questions telles que la protection des enfants, l'éducation, le sport, l'environnement, la nutrition, la santé, l'hygiène, l'égalité des chances, etc. En utilisant l'approche HRBA, les activités visent également à sensibiliser les enseignants à leur devoir éducatif en renforçant leurs capacités à assurer la protection des droits de l'enfant et l'inclusion.

**RÉSULTATS :** en 2022, Eni a soutenu la formation de 593 membres du personnel scolaire national (enseignants, chefs d'établissement et directeurs d'école) dans les différents pays où elle opère, afin d'améliorer leurs compétences professionnelles et non techniques, y compris les pratiques de protection de l'enfance et les méthodologies d'enseignement pour les enfants handicapés. Les écoles bénéficiant de cette approche affichent un taux de fréquentation scolaire supérieur au niveau national (source : Banque mondiale) : Mexique : 100% à 95%, République du Congo : 90% à 88%, Ghana : 100% à 86%, Mozambique : 98,5% à 94%.

**UN EXEMPLE AU MOZAMBIQUE:** dans le cadre du *Projet d'éducation intégrée* dans la province de Cabo Delgado, Eni a construit deux écoles primaires dans la communauté de Paquitiquete. Dans ces deux nouvelles écoles, ainsi que dans les jardins d'enfants de Santo Agostinho et le Jardim Infantil de Pemba, des repas ont été distribués quotidiennement. Les écoles primaires ont également reçu du matériel pédagogique, des fournitures scolaires ont été distribuées, les installations sanitaires ont été améliorées et des initiatives de sensibilisation ont été organisées sur divers sujets tels que l'implication active des parents dans les activités éducatives des enfants, la sécurité routière, l'éducation civique, les questions environnementales et la protection de l'enfance. Au total, plus de 4 000 enfants, dont 50 % de filles, ont bénéficié de services éducatifs améliorés dans ces écoles primaires (1 390 nouveaux en 2022), tandis que plus de 150 enseignants et membres du personnel scolaire (90 en 2022) ont suivi des cours de formation spécifiques visant à améliorer leurs performances professionnelles. Enfin, 348 adultes ont suivi des cours d'alphabétisation. En outre, en partenariat avec le lycée Don Bosco (ISDB) et l'Institut industriel et commercial de Pemba (IICP) et en collaboration avec Colleges and Institutes Canada, Eni soutient un programme de formation professionnelle technique visant à initier ses étudiants à la pratique de professions spécifiques (tourisme et hôtellerie). Outre la formation et la certification de 90 enseignants et responsables de l'IICP depuis le début du projet, Eni a construit et équipé en 2022 un laboratoire qui a bénéficié à 667 étudiants et étudiantes suivant des cours professionnels, dont 150 ont reçu des bourses d'études fournies par Eni.

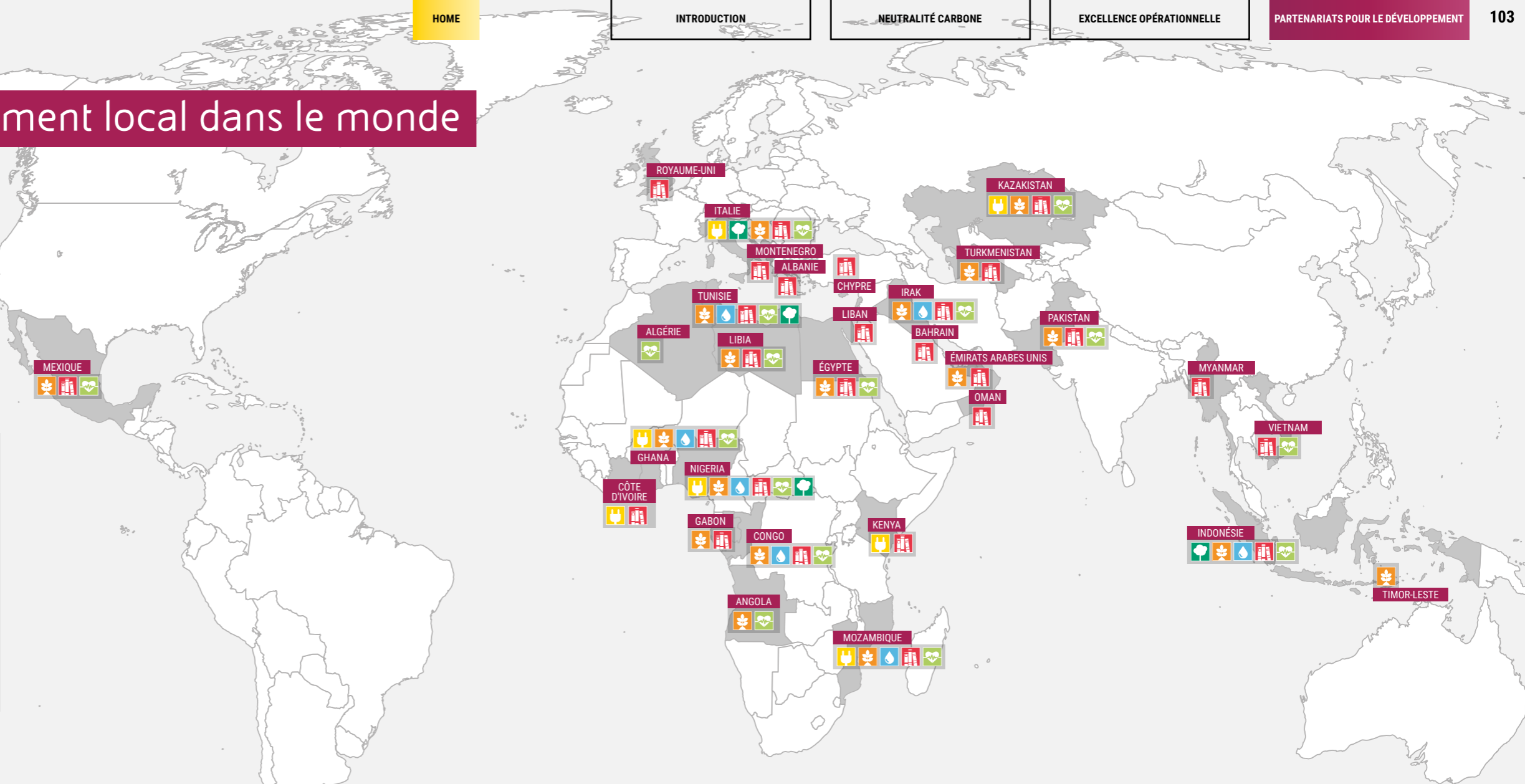




# Projets de développement local dans le monde

## SECTEURS D'INTERVENTION

|  |  |  |
|--|--|--|
|  | Accès à l'énergie hors-réseaux                     |  |
|  | Protection du territoire                           |  |
|  | Diversification économique                         |  |
|  | Accès à l'eau et aux services sanitaires d'hygiène |  |
|  | Éducation  |  |
|  | Santé des communautés                              |  |



### ACCÈS À L'ÉNERGIE HORS-RÉSEAUX

**KAZAKHSTAN - L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**  
**OBJECTIF :** contribuer à assurer l'accès à une énergie propre et durable par l'installation de panneaux solaires et d'autres mesures d'efficacité énergétique dans un lycée de la région du Turkestan.  
**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** contribution à l'installation d'un système photovoltaïque de 50 kW, qui a permis de réduire les coûts d'électricité et les émissions de carbone de 20 %. Elle a également mené une campagne de sensibilisation auprès des élèves et du personnel de l'école en organisant des séminaires sur l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables, et en distribuant du matériel d'information. Les séminaires ont accueilli 1 400 personnes : 1.200 étudiants et 200 enseignants. Bénéficiaires du projet : 1.900 étudiants.

### DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

**ÉGYPTE - PROJET AGRICOLE**  
**OBJECTIF :** améliorer les conditions de vie des communautés bédouines de Meleiha grâce à une gestion durable des ressources naturelles.  
**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** à la fin de 2022, 214 personnes ont accès à des systèmes d'irrigation améliorés, 140 personnes ont un meilleur accès à l'eau potable et 45 femmes ont participé au programme d'alphabétisation. Il est prévu d'augmenter la productivité des terres et d'améliorer la gestion de l'eau grâce à l'installation de 50 réservoirs d'eau, à la construction de 15 puits et de 20 réservoirs. Au niveau agricole, les activités se concentreront sur l'optimisation des compétences et l'autonomisation économique des femmes. Bénéficiaires visés : 604 familles dont 450 agriculteurs et/ou éleveurs et 200 femmes impliquées dans des cours d'alphabétisation.

### PROTECTION DU TERRITOIRE

**NIGERIA - SENSIBILISATION ET FORMATION**  
**OBJECTIF :** sensibiliser aux risques associés à la pollution potentielle due aux marées noires, fournir une formation sur les droits de l'homme et aider les communautés à développer des pratiques agricoles durables.  
**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** organisation de campagnes de sensibilisation aux instruments et à la législation en matière de droits de l'homme, participation à des campagnes médiatiques sur les risques de pollution par déversement d'hydrocarbures, sensibilisation des communautés à la question et aux processus de protection de l'enfance et contrôle de la sécurité alimentaire des populations. Les bénéficiaires de ce projet sont 72 communautés rurales de l'État de Bayelsa, soit un total de 43 200 bénéficiaires directs.

### ACCÈS À L'EAU

**INDONÉSIE - ACCÈS À L'EAU POTABLE**  
**OBJECTIF :** améliorer la qualité de vie des communautés locales par l'approvisionnement en eau potable dans les districts de Muara Jawa et de Samboja, dans la province du Kalimantan oriental.  
**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** afin de fournir aux communautés locales un accès à l'eau, le projet a permis de forer 4 puits, de fournir 4 réservoirs et 5 pompes/moteurs à eau, et d'installer une canalisation d'eau de 772 mètres. Le projet a touché 1 600 bénéficiaires dans les districts de Muara Jawa et de Samboja. La communauté locale a également été sensibilisée aux bonnes pratiques d'entretien des puits, à l'importance de l'accès à l'eau potable et aux bonnes pratiques d'hygiène afin de sensibiliser les bénéficiaires.

### ÉDUCATION

**MEXIQUE - SOUTIEN À L'ÉDUCATION**  
**OBJECTIF :** contribuer à assurer un enseignement primaire de qualité, efficace et inclusif à long terme pour les élèves âgés de 6 à 14 ans dans 13 écoles de la zone scolaire 46, dans la municipalité de Cardenas, État de Tabasco (1 500 élèves).  
**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** 2 infrastructures scolaires améliorées. Bénéficiaires : 335 nouveaux étudiants. Réalisation de 14 événements de sensibilisation des parents, y compris une école des parents pour aider les parents à comprendre les différents aspects de la croissance, du développement, de l'éducation et de la socialisation de leurs enfants. Plus de 800 activités extrascolaires organisées pour les enfants les plus vulnérables. 10 événements organisés pour promouvoir la participation des écoles ; implication constante des enseignants dans des activités de formation officiellement reconnues par les autorités.

### SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

**IRAK - ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ EN ONCOLOGIE À BASRA**  
**OBJECTIF :** soutenir, développer et améliorer les services de santé de qualité à Bassorah, en mettant l'accent sur les soins contre le cancer.  
**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** poursuite des travaux de construction du nouveau centre de médecine nucléaire et installation d'un appareil de diagnostic oncologique et cardiologique (Cyclotron). La construction de la nouvelle aile d'oncologie pédiatrique de l'hôpital d'oncologie pour enfants de Bassorah s'est poursuivie. Grâce aux rénovations précédentes et à la construction de la nouvelle aile, l'établissement disposera de 30 lits supplémentaires et de nouvelles salles de visite. La population bénéficiaire ne sera pas seulement celle qui vit dans la région de Bassorah, mais l'ensemble de la population du sud de l'Irak, estimée à environ 9 000 adultes et 3 000 enfants.

€6,5 millions investis en Italie

**PROJETS EN ITALIE**

En Italie, Eni s'efforce de promouvoir le développement local en collaborant avec des entités privées, des organisations du secteur tertiaire et des institutions locales. Dans le domaine de la diversification économique, Eni a développé plusieurs initiatives pour promouvoir les start-ups locales, à la fois en fournissant des espaces de co-working ► **initiative 'coLABoRA'**, par le biais de programmes de formation à l'entreprenariat tels que le 'Cresco Award' pour les étudiants de Romagne, et en accordant des incitations économiques aux nouvelles initiatives d'entreprise. Par exemple, à Ravenne, en 2022, Joule, en collaboration avec Mind the Bridge, a lancé

l'ORa ! - Outpost Ravenna for Energy Transition, qui vise à soutenir la transition énergétique des entreprises locales grâce à l'innovation technologique, tandis qu'en Basilicate, en synergie avec le projet Centro Agricolo di Sperimentazione e Formazione (CASF), elle a encouragé le développement et l'application de technologies innovantes dans les secteurs de l'AgriTech et de l'agroénergie. Dans le **domaine agricole**, dans le cadre du projet CASF, Eni a développé diverses activités de formation impliquant des centaines d'étudiants et d'opérateurs agricoles de la région ; avec Coldiretti, la promotion des activités des entreprises locales s'est poursuivie à travers le soutien à l'amélioration

de la logistique agricole, des activités de formation et la certification des entreprises lucaniennes impliquées. Eni promeut également des activités de durabilité environnementale pour protéger le territoire, comme elle le fait à Ravenne et pour soutenir la surveillance environnementale sur ses sites d'exploitation en Basilicate, à Sannazzaro et à Tarente. Dans le domaine de **l'éducation**, Plenitude, en collaboration avec la Fondazione Eni Enrico Mattei et l'Associazione Nazionale Presidi, a lancé l'initiative "Più conosco, meno consumo" (Plus je connais, moins je consomme) afin de promouvoir la culture de la durabilité énergétique auprès des élèves de 12 écoles du pays.

**FOCUS ON**

**La transformation de la bioraffinerie de Gela et les avantages pour le territoire**



**CONTEXTE et PROTOCOLE DE GELA :** la transformation industrielle est un exemple d'économie circulaire régénératrice qui non seulement soutient le processus de décarbonisation et de diversification, mais continue également à soutenir le territoire de Gela où Eni est présente depuis plus de 70 ans, grâce à une série d'interventions qui ont eu d'importantes répercussions sur l'emploi, l'économie et la société sur le territoire. Ce parcours s'est accompagné de discussions avec les institutions, les syndicats, la Confindustria et l'ensemble des partenaires sociaux, aboutissant en 2014 à la signature du protocole d'accord pour un investissement de 2,2 milliards d'euros.



**DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL :** l'usine, qui a démarré en 2019 avec une capacité de traitement allant jusqu'à 750 000 tonnes/an, peut traiter progressivement de grandes quantités d'huiles végétales usagées et frites, de graisses animales, de déchets/résidus et d'huiles végétales provenant de cultures n'entrant pas en concurrence avec la chaîne alimentaire pour produire des biocarburants de haute qualité. À partir de 2021, grâce à des interventions techniques, la bioraffinerie pourra utiliser jusqu'à 100 % de biomasse en utilisant des huiles comestibles, des graisses issues de la transformation du poisson et de la viande produite en Sicile, dans le but de créer un modèle d'économie circulaire à kilomètre zéro pour produire de l'huile végétale hydrotraitée (HVO).

**DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI :** Eni s'engage à préserver l'emploi et la conversion des compétences des employés et à sauvegarder les niveaux d'emploi (y compris les employés indirects). Aujourd'hui, près de 400 personnes travaillent dans la bioraffinerie : plus de 450 travailleurs ont été redéployés pour soutenir le développement de nouvelles activités d'Eni et d'autres sociétés du groupe dans la région de Gela et environ 200 personnes ont été relocalisées de manière permanente dans d'autres sites d'Eni en dehors de la Sicile ou ont bénéficié de solutions pour faciliter leur départ à la retraite. Pour soutenir le maintien du niveau d'emploi, la création du **Safety Competence Center (SCC)** a également encouragé le recyclage professionnel dans les domaines de la santé et de la sécurité et, au fil des ans, a formé environ 160 spécialistes dans les activités de supervision et de contrôle HSE pour les opérations d'Eni en Italie et à l'étranger.

**DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE :** le protocole prévoit un investissement d'environ 32 millions d'euros pour promouvoir des initiatives de développement local visant à soutenir la communauté de Gela. En outre, Eni soutient la région de Sicile et la municipalité de Gela dans la réalisation d'initiatives de développement durable dans le secteur des énergies renouvelables et pour des travaux de réaménagement urbain et culturel dans la ville, qui comprennent, entre autres, des interventions visant à mettre en valeur le patrimoine archéologique et artistique de la ville.

**Local Content et son évaluation**

Pour Eni, le Local Content est la valeur ajoutée apportée par ses activités et ses projets au tissu socio-économique du pays d'accueil, en termes de développement de la main-d'œuvre locale, de développement industriel et technologique, de transfert de compétences et de valorisation des communautés locales et de leur patrimoine culturel. L'approche d'Eni se concentre sur trois lignes d'intervention : (i) le transfert de compétences et de connaissances, par la formation et le développement de la population locale, en particulier dans les domaines de l'énergie et de l'innovation technologique ; (ii) l'implication de la chaîne d'approvisionnement

locale, pour augmenter le niveau de compétitivité des entreprises locales et accroître leur capacité à soutenir les activités de Eni ; (iii) les programmes de développement local pour soutenir les communautés afin de favoriser la croissance et la diversification économique. Pour Eni, le développement de la main-d'œuvre et des chaînes d'approvisionnement locales est une priorité dans le cadre du modèle d'entreprise intégré. C'est pourquoi le contenu local est une question essentielle, même dans les pays où il n'existe pas d'exigences minimales dictées par la législation locale ou par des accords avec les autorités. Depuis 2016, Eni utilise

le modèle Eni Local Content Evaluation (ELCE), validé par l'École polytechnique de Milan, pour obtenir une vision quantitative de l'impact de ses activités sur le pays où elle est présente, en mesurant les impacts générés, en termes de bénéfices apportés à l'économie, à la société et aux communautés locales, sur toute la durée de vie d'un projet de développement ou d'un site de production. L'application de l'ELCE s'étend à divers contextes et industries, élargissant les domaines d'intérêt, tels que la phase 1 du CSC de Ravenne, analysée en 2022, et les projets Congo LNG et Baleine en Côte d'Ivoire.

|                                      | EFFET DIRECT   | EFFET INDIRECT  | EFFET INDIUIT   |
|--------------------------------------|--|---|---|
| <b>IMPACTS SUR LA PRODUCTION</b>     | <b>Achats locaux d'Eni :</b> augmentation de la production grâce aux achats effectués directement par Eni auprès de fournisseurs nationaux | <b>Achats locaux tout au long de la chaîne d'approvisionnement :</b> augmentation de la production grâce aux achats auprès des fournisseurs d'Eni par l'intermédiaire de fournisseurs nationaux | <b>Consommation :</b> dépenses en biens, travaux et services générées par les salaires versés par Eni et l'ensemble de sa chaîne de fournisseurs<br><b>Valeur de la production</b> des biens, travaux et services fournis par le système économique national pour répondre à la demande de consommation générée par les salaires versés |
| <b>IMPACTS SUR L'EMPLOI</b>          | <b>ETP locaux employés par Eni</b> dans les activités commerciales et <b>masse salariale</b>   | <b>ETP locaux employés tout au long de la chaîne d'approvisionnement</b> et la masse salariale correspondante   | <b>ETP locaux associés à la production induite</b> et la <b>masse salariale</b>   |
| <b>IMPACTS SUR LES RECETTES TAXE</b> | <b>Taxes locales :</b> impôts payés par Eni au pays  | <b>Taxes locales tout au long de la chaîne d'approvisionnement :</b> taxes associées à la production de biens et de services tout au long de la chaîne d'approvisionnement                      | <b>Taxes locales associées à la production induite</b>  |

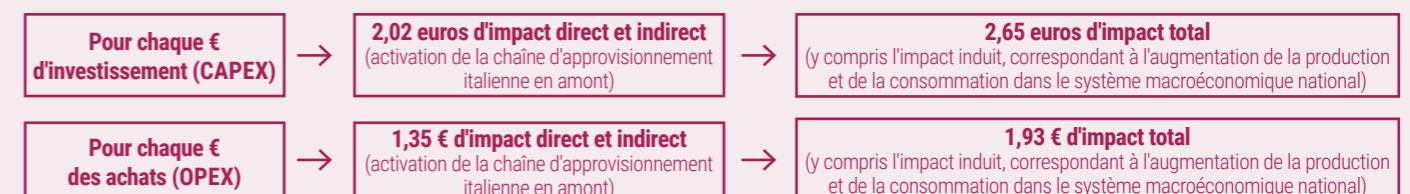
**FOCUS ON**

**Application du modèle ELCE à Ravenne**

**CONTEXTE :** la phase 1 du projet Ravenna CCS prévoit le captage de 25 000 tonnes de CO<sub>2</sub> provenant de la centrale électrique d'Eni à Casalborsetti, son transport par pipeline existant jusqu'au champ de gaz épuisé de Porto Corsini et son injection dans un stockage géologique permanent. Le projet a obtenu les permis de stockage de CO<sub>2</sub> au début de l'année 2023 et le démarrage de l'injection est prévu pour le début de l'année 2024.

**ÉTUDE :** en 2022, le modèle ELCE a été appliqué dans une étude des impacts économiques générés par le projet à la fois pendant la période de construction (qui a duré 2 ans) et pendant une période d'exploitation de 6 mois.

**RÉSULTATS :** l'analyse a montré que les achats effectués directement par Eni ne concernent que les fournisseurs italiens et que, par conséquent, les effets sur la production se font sentir à 100 % sur le territoire national. Sur le plan économique, les résultats de l'étude peuvent être résumés comme suit : pour chaque euro dépensé dans la phase de construction (Capex), le projet génère un impact d'environ 2 euros sur la production, en ne considérant que les effets directs et indirects. L'impact passe à environ 2,65 euros si l'on inclut les effets induits. De même, pour la période d'exploitation des usines, chaque euro dépensé (Opex) a des retombées directes et indirectes d'environ 1,35 € et d'environ 2 € si l'on tient compte des effets induits.





# Partenariat pour le développement

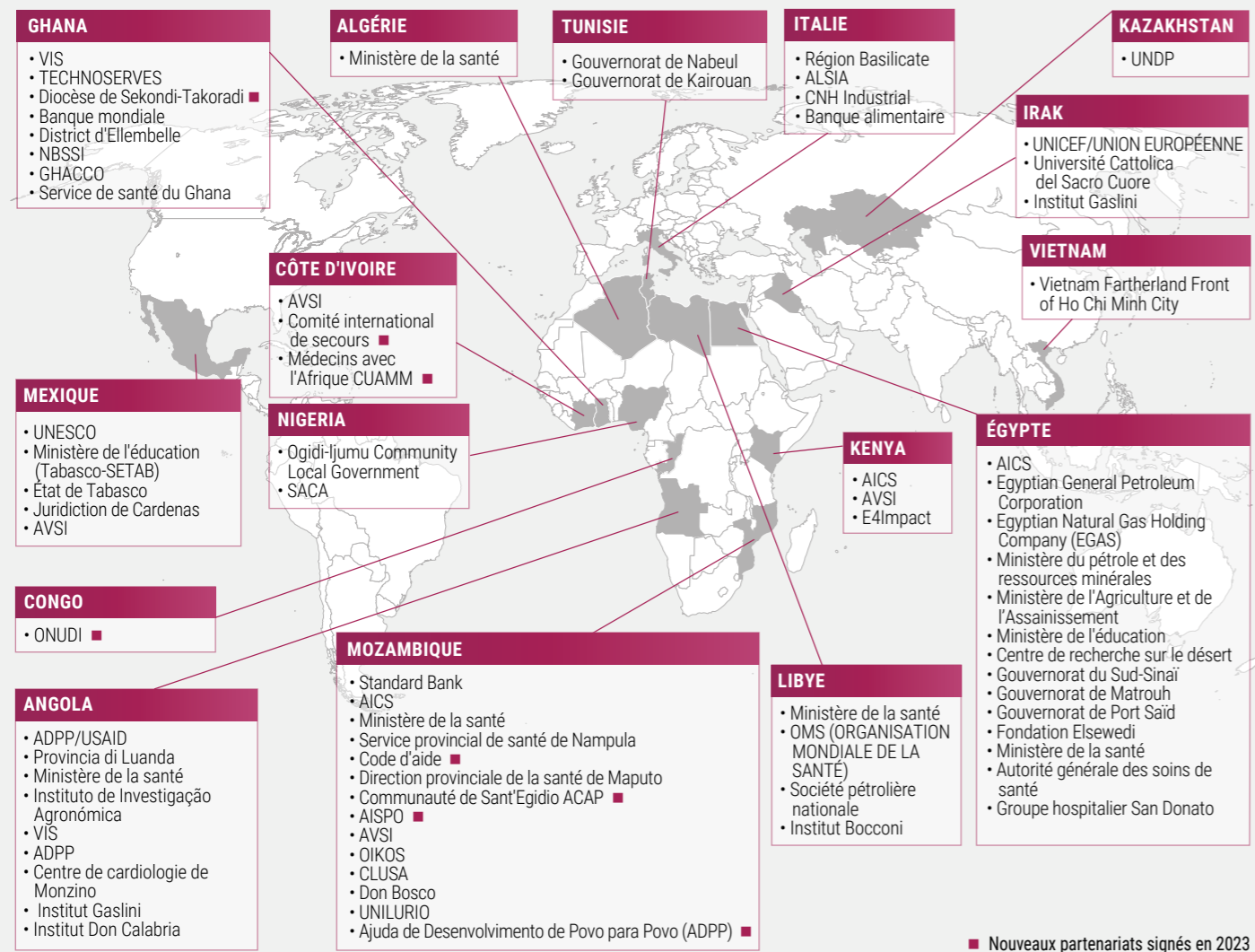
30 accords signés pour des initiatives de développement socio-économiques et de santé

Pour favoriser une croissance socio-économique durable dans les pays où elle opère, Eni s'appuie sur des partenaires stratégiques. Conformément à l'ODD n° 17 "Renforcer les moyens de mise en œuvre et renouveler le partenariat mondial pour le développement durable", Eni, par la réalisation de partenariats, entend renforcer les initiatives locales grâce aux apports spécifiques et hautement spécialisés d'organisations de la société civile, d'agences,

fonds et programmes des Nations Unies, d'organisations nationales et régionales de coopération au développement, d'institutions financières et de représentants du secteur privé. Ces partenariats permettent d'optimiser les ressources et font partie intégrante du troisième pilier du modèle d'entreprise : les alliances de développement. Avec l'approche "Dual Flag", la création d'emplois et le transfert de savoir-faire, les partenariats public-privé permettent

de répondre au mieux aux besoins des communautés dans les pays où Eni opère, toujours en accord avec les plans de développement nationaux et l'Agenda 2030. Ces collaborations, également inspirées par l'Accord de Paris et les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, multiplient les impacts des initiatives lancées dans les pays et accélèrent les progrès vers la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030.

## LES PARTENAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL



## PARTENARIATS MONDIAUX

- CNHi & Iveco Group
- E4Impact
- Carbon Sink
- Cassa Depositi e Prestiti
- UNIDO
- AVSI
- Médecins d'Afrique CUAMM
- VIS

## ALLIANCE AVEC LE PNUD POUR PROMOUVOIR L'ÉNERGIE SOLAIRE AU KAZAKHSTAN

Le projet d'Eni et du PNUD au Kazakhstan visant à améliorer l'efficacité énergétique d'une école secondaire au Turkestan a été mis en service en mai 2022. Quels sont les résultats les plus importants ?

Nous savons que la fourniture de chaleur et d'électricité aux établissements d'enseignement représente un coût important dans le secteur de l'éducation et pèse sur les budgets locaux. Je pense que la mise en œuvre du projet pilote dans l'école du Turkestan est un bon exemple de la manière dont les entreprises peuvent aider les communautés locales à investir dans un avenir plus vert, contribuer à la réalisation des ODD et souligner l'urgence d'une transition écologique.

Toutefois, ces exemples doivent être élargis et nécessitent une approche plus systématique. Il est essentiel de débloquer des investissements "verts" si nous voulons réaliser l'Agenda 2030 pour le développement durable et atteindre l'objectif ambitieux de neutralité carbone d'ici 2060. Le ministère de l'économie nationale de la République du Kazakhstan estime qu'une telle transformation nécessitera 647,5

milliards d'USD d'investissements au cours des 40 prochaines années. Avant tout, des ressources importantes seront nécessaires à la fois pour créer le cadre réglementaire et pour mettre en place l'infrastructure financière et physique, et le secteur privé devrait fournir 96,5 % du financement.

Selon vous, quelle est la valeur ajoutée apportée au développement local par une collaboration entre une organisation internationale et une entreprise privée ? Quels sont les facteurs clés qui peuvent contribuer à la réussite de ces partenariats et quels sont, selon vous, les points à améliorer ?

En tant que PNUD, nous aidons le gouvernement du pays à trouver des voies durables et à définir des stratégies claires pour une croissance à faible émission de carbone, en mettant l'accent sur la transformation du secteur de l'énergie. C'est pourquoi nous pensons que les partenariats avec le secteur privé sont extrêmement utiles pour encourager de nouveaux investissements dans l'économie verte, qui peuvent être un accélérateur de la transformation économique basée sur la connaissance - une perspective d'avenir sur la manière de soutenir les secteurs verts et de promouvoir l'économie de la

connaissance avec de nouvelles compétences et technologies. En saisissant de plus en plus d'opportunités de ce type, nous pourrions lancer la machine de l'innovation verte et stimuler une économie efficace, innovante et productive au profit de l'ensemble de l'économie.

La mise en commun des ressources, des connaissances et des objectifs de durabilité peut accroître le niveau des résultats. À l'avenir, quel est le potentiel de collaboration entre Eni et le PNUD au Kazakhstan ?

Seul un programme intégré des gouvernements, du secteur privé, des organisations internationales et des institutions financières internationales, soutenu par les ODD, peut contribuer à la transition énergétique. Nous attendons avec impatience de nouvelles actions à grande échelle avec Eni et d'autres partenaires de développement pour infléchir la courbe du réchauffement planétaire et faire face à la crise urgente du changement climatique. En tant que PNUD, nous appelons donc à une action collective audacieuse impliquant un large réseau d'acteurs ayant des objectifs communs et travaillant ensemble pour parvenir à un développement durable et prospère pour tous.

## INTERVIEW



Entretien avec **Sukhrob Khojimatov**, Deputy Resident Representative UNDP at Kazakhstan

En coopération avec le PNUD et le gouvernorat du Turkestan, Eni a mis en œuvre plusieurs mesures d'efficacité énergétique dans une école secondaire de la région. (■ Projets de développement local dans le monde)



Inauguration d'un collège à Turkestan, Kazakhstan



# Glossaire

## NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050

|  |  |
|--|--|
| <b>ÉMISSIONS DE GES SCOPE 1,2,3</b>                                  | Émissions directes de GES Scope 1 provenant de sources attribuables aux actifs de l'entreprise (par exemple, combustion, brûlage à la torche, émissions fugitives et ventilation). Émissions indirectes de GES Scope 2 provenant de la production d'électricité, de vapeur et de chaleur achetée à des tiers pour la consommation interne. Émissions indirectes de GES Scope 3 associées à la chaîne de valeur des produits Eni. |
| <b>EMPREINTE CARBONE NETTE</b>                                       | Émissions de GES Scope 1 et 2 associées aux activités d'Eni, comptabilisées sur la base des capitaux propres, nettes des crédits de carbone provenant de Natural Climate Solution et de l'application de solutions technologiques.   |
| <b>ÉMISSIONS NETTES DE GES AU COURS DU CYCLE DE VIE</b>              | Émissions de GES Scope 1+2+3 associées à la chaîne d'approvisionnement des produits énergétiques vendus par Eni, y compris la production propre et les achats à des tiers, comptabilisées sur une base d'équité et nettes des crédits de carbone provenant de Natural Climate Solutions et de l'application de solutions technologiques.   |
| <b>CCUS - CAPTAGE, UTILISATION ET STOCKAGE DU DIOXYDE DE CARBONE</b> | L'acronyme CC(U)S - Carbon dioxide Capture (Utilisation) & Storage fait référence au processus d'absorption du carbone contenu dans le CO <sub>2</sub> de l'atmosphère. Une fois capté, le gaz est soit stocké dans des endroits sûrs (« stockage »), soit utilisé dans la production d'autres substances (« utilisation »).   |
| <b>NATURAL CLIMATE SOLUTION (NCS)</b>                                | Actions visant à promouvoir la conservation et la restauration des écosystèmes et à améliorer les activités de gestion des terres destinées au stockage du carbone et/ou à la prévention des émissions de GES. Parmi les activités, la sylviculture est une sylviculture durable, c'est-à-dire des pratiques de gestion forestière qui reprennent les cycles biologiques naturels.   |
| <b>BIOMASSE</b>  | Partie biodégradable des produits, déchets et résidus de l'agriculture (y compris les substances végétales et animales), de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que la partie biodégradable des déchets industriels et municipaux.   |

## EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

|  |  |
|--|--|
| <b>INDICES D'ACCIDENTS</b>                             | LTIF : indice de fréquence des accidents. Numérateur : nombre d'accidents avec jours d'absence ; dénominateur : heures travaillées au cours de la même période. Résultat du ratio multiplié par 1 000 000.<br>TRIR : indice de fréquence du nombre total d'accidents enregistrables (accidents avec jours d'arrêt, traitement médical et cas de restriction de travail). Numérateur : nombre total d'accidents enregistrables ; dénominateur : heures travaillées au cours de la même période. Résultat du ratio multiplié par 1 000 000.  |
| <b>INTÉGRITÉ DES ACTIFS</b>                            | Capacité d'un actif à fonctionner de manière efficace et précise, tout en préservant le bien-être du personnel et de l'équipement tout au long du cycle de vie du bien, depuis sa phase de conception jusqu'à sa mise hors service.  |
| <b>POLYMÈRES</b>                                       | Macromolécule, c'est-à-dire une molécule de poids moléculaire élevé, constituée d'un grand nombre de groupes moléculaires (ou unités structurales) identiques ou différents, unis « en chaîne » par la répétition du même type de liaison.   |
| <b>HVO</b>   | L'huile végétale hydrotraitee, un biocarburant diesel fabriqué à partir de matières premières 100 % organiques, telles que les graisses animales et végétales résiduelles de l'industrie alimentaire et les huiles de cuisson usagées.   |
| <b>DÉVERSEMENT DE PÉTROLE</b>                          | Déversement de pétrole ou de sous-produits pétroliers issus du raffinage ou de déchets pétroliers survenant au cours d'opérations normales (accident) ou dû à des actions entravant les opérations de l'unité commerciale ou à des actes subversifs de groupes organisés (actes de sabotage et de terrorisme).   |
| <b>UNGP</b>  | Les principes directeurs des Nations unies (UNGP), approuvés par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies en 2011, constituent la référence mondiale en matière de responsabilité des entreprises dans le domaine des droits de l'homme.   |
| <b>QUESTIONS IMPORTANTES SUR LES DROITS DE L'HOMME</b> | Ils indiquent l'ensemble des questions considérées comme les plus importantes, les questions saillantes en matière de droits de l'homme, sur lesquelles se concentrent le modèle de gestion et les activités de surveillance des droits de l'homme. Ces thèmes sont divisés en 4 catégories : (i) les droits de l'homme sur le lieu de travail ; (ii) les droits de l'homme dans les relations commerciales (avec les fournisseurs, les entrepreneurs et autres partenaires commerciaux) ; (iii) les droits de l'homme dans les activités de sécurité ; (iv) les droits de l'homme dans les communautés qui accueillent les activités d'Eni. |
| <b>SIGNALEMENTS</b>                                    | Toute communication reçue par Eni relative au Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques et concernant un comportement imputable au personnel d'Eni en violation du code éthique, des lois, des règlements, des dispositions des Autorités, des règles internes, du Modèle 231 ou des Modèles de Conformité.  |

## PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

|  |   |
|--|---|
| <b>APPROCHE DU CADRE LOGIQUE (ACL)</b>                                     | Approche méthodologique utilisée pour planifier, gérer, suivre et évaluer des initiatives individuelles ou des programmes/projets (de développement) qui permet d'identifier et d'analyser les problèmes, de définir des objectifs et de prendre des mesures pour résoudre les problèmes identifiés. La principale composante de l'ACL est la "matrice du cadre logique", qui décrit la logique de l'opération, décomposée en objectifs, résultats et actions, en tenant compte des risques et conditions externes susceptibles de pénaliser l'exécution et les résultats des interventions planifiées. |
| <b>ACCÈS À L'ÉNERGIE EN RÉSEAUX ET HORS-RÉSEAUX</b>                        | L'accès à l'électricité à partir du réseau de distribution national (énergie en réseaux) ou de systèmes autonomes de production d'électricité (énergie hors-réseaux).   |
| <b>GROUPES VULNÉRABLES</b>   | Groupes d'individus ayant une condition ou une caractéristique spécifique (par exemple, économique, physique, politique, sociale) qui peuvent être affectés négativement par les activités de l'organisation plus sévèrement que la population générale.  |
| <b>ÉVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET SANITAIRE (ESHIA)</b> | Études d'impact environnemental, social et sanitaire mises en œuvre avant le lancement de tout type de projet opérationnel afin de comprendre les impacts directement et indirectement liés au projet.  |
| <b>GRIEF</b>   | Plainte ou grief soulevé par un individu - ou un groupe d'individus - découlant d'impacts réels ou perçus causés par les activités opérationnelles de l'organisation.   |
| <b>MoU - MÉMORANDUM DE LA COMPRÉHENSION</b>                                | Accord non juridiquement contraignant qui établit l'intention de travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs entre plusieurs partenaires.  |
| <b>ÉVALUATION DU CONTENU LOCAL D'ENI (ELCE)</b>                            | Le modèle d'Eni, validé par l'École polytechnique de Milan, qui fournit une vision quantitative de l'impact de ses activités sur le pays de présence, mesure les impacts générés, en termes de bénéfices apportés à l'économie, à la société et aux communautés locales, sur toute la durée de vie d'un projet de développement ou d'un site de production.   |

# Rapport du Cabinet d'Audit



## Limited Assurance report on the Sustainability Report – Eni For 2022

To the Board of Directors of Eni SpA

We have been engaged to undertake a limited assurance engagement on the Sustainability Report - Eni For of Eni Group (hereinafter also the "Group") for the year ended 31 December 2022 (hereinafter also the "Report").

### Responsibilities of the Directors for the Sustainability Report

The Directors of Eni SpA are responsible for the preparation of the Sustainability Report in accordance with the "Global Reporting Initiative Sustainability Reporting Standards" issued in 2016 and updated to 2021 by GRI - Global Reporting Initiative (the "GRI Standards"), as illustrated in the "Reporting criteria" section of the Report.

The Directors are also responsible for such internal control as they determine is necessary to enable the preparation of a Report that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

The Directors are also responsible for defining the sustainability performance targets of Eni Group, as well as for identifying its stakeholders and material topics to be reported on.

### Auditor's independence and quality control

We have complied with the independence and other ethical requirements of the Code of Ethics for Professional Accountants issued by the International Ethics Standards Board for Accountants, which is founded on fundamental principles of integrity, objectivity, professional competence and due care, confidentiality and professional behaviour.

Our firm applies International Standard on Quality Management 1 (ISQM Italia 1) and accordingly maintains a comprehensive system of quality control including documented policies and procedures regarding compliance with ethical requirements, professional standards and applicable legal and regulatory requirements.

### PricewaterhouseCoopers SpA

Sede legale: **Milano** 20145 Piazza Tre Torri 2 Tel. 02 77851 Fax 02 7785240 Capitale Sociale Euro 6.890.000,00 i.v. C.F. e P.IVA e Reg. Imprese Milano Monza Brianza Lodi 12979880155 Iscritta al n° 119644 del Registro dei Revisori Legali - Altri Uffici: **Ancona** 60131 Via Sandro Totti 1 Tel. 071 2132311 - **Bari** 70122 Via Abate Gimma 72 Tel. 080 5640211 - **Bergamo** 24121 Largo Belotti 5 Tel. 035 229691 - **Bologna** 40126 Via Angelo Finelli 8 Tel. 051 6186211 - **Brescia** 25121 Viale Duca d'Aosta 28 Tel. 030 3697501 - **Catania** 95129 Corso Italia 302 Tel. 095 7532311 - **Firenze** 50121 Viale Gramsci 15 Tel. 055 2482811 - **Genova** 16121 Piazza Piccapietra 9 Tel. 010 29041 - **Napoli** 80121 Via dei Mille 16 Tel. 081 36181 - **Padova** 35138 Via Vicenza 4 Tel. 049 873481 - **Palermo** 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091 349737 - **Parma** 43121 Viale Tanara 20/A Tel. 0521 275911 - **Pescara** 65127 Piazza Ettore Troilo 8 Tel. 085 4545711 - **Roma** 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06 570251 - **Torino** 10122 Corso Palestro 10 Tel. 011 556771 - **Trento** 38122 Viale della Costituzione 33 Tel. 0461 237004 - **Treviso** 31100 Viale Felissent 90 Tel. 0422 696911 - **Trieste** 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 040 3480781 - **Udine** 33100 Via Poscolle 43 Tel. 0432 25789 - **Varese** 21100 Via Albuzzi 43 Tel. 0332 285039 - **Verona** 37135 Via Francia 21/C Tel. 045 8263001 - **Vicenza** 36100 Piazza Pontelandolfo 9 Tel. 0444 393311

[www.pwc.com/it](http://www.pwc.com/it)





### **Our Responsibilities**

Our responsibility is to express a conclusion, based on the procedures performed, on whether the Sustainability Report complies with the requirements of the GRI Standards. We conducted our work in accordance with "International Standard on Assurance Engagements ISAE 3000 (Revised) - Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Information" (hereinafter also "ISAE 3000 Revised") issued by the International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) for limited assurance engagements. That standard requires that we plan and perform procedures to obtain limited assurance about whether the Sustainability Report is free from material misstatement.

The work performed was less in scope than in a reasonable assurance engagement conducted in accordance with ISAE 3000 Revised and, consequently, we did not obtain assurance that we became aware of all significant facts and circumstances that might be identified in a reasonable assurance engagement.

The procedures performed on the Sustainability Report were based on our professional judgement and included inquiries, primarily of personnel of the Company responsible for the preparation of the information presented in the Sustainability Report, inspection of documents, recalculations and other procedures designed to obtain evidence considered useful.

In detail, we performed the following procedures:

1. we analysed the reasons for the existence of both a Non-financial Statement (required under articles 3, 4 and 7 of Legislative Decree No. 254/2016) and a Sustainability Report, and the features distinguishing the two documents;
2. we analysed the process of definition of the material topics reported on in the Report, with reference to the method of their identification and prioritization of the results of the process;
3. we compared the financial information reported in the "Governance and business ethics" section of the Sustainability Report with the information included in the Group's annual consolidated financial statements for the year ended 31 December 2022;
4. we obtained an understanding of the processes underlying the generation, collection and management of significant qualitative and quantitative information included in the Report.

In detail, we inquired of and discussed with management personnel of Eni SpA and with personnel of Eni Australia BV, Eni Tunisia BV, Nigerian Agip Oil Co Ltd, Versalis SpA, GTR&M, Eni New Energy SpA, Eni Rewind SpA and we carried out limited analyses of documentary evidence, in order to obtain information about the processes and procedures supporting the collection, aggregation, processing and submission of non-financial information to the corporate function in charge of the preparation of the Report.

Furthermore, for significant information, taking into account the activities and characteristics of the Group:

- at parent company level:
  - a) with reference to the qualitative information presented in the Report, we carried out interviews and obtained supporting documents to verify its consistency with available evidence;
  - b) with reference to quantitative information, we performed both analytical procedures and limited tests to verify, on a sample basis, the accuracy of data aggregation.



- for Eni Australia BV (Blacktip YGP site), Eni Tunisia BV (Tazerka site), Nigerian Agip Oil Co Ltd (OB/OB plant), Versalis SpA (Brindisi plant), Eni SpA (GTR&M – Robassomero plant), Eni New Energy SpA (Stabilimento di Assemini) ed Eni Rewind SpA (Sito di Porto Torres), which we selected on the basis of their activities, contribution to performance indicators at a consolidated level and location, we carried out onsite visits during which we met local management and obtained documentary evidence, on a sample basis, about the correct application of the procedures and calculation methods applied for the indicators.

### **Conclusion**

Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the Sustainability Report - Eni For of Eni Group for the year ended 31 December 2022 is not prepared, in all material respects, in accordance with the requirements of the GRI Standards as illustrated in the "Reporting criteria" section of the Sustainability Report.

### **Other Matters**

With reference to the annex "Statement on GHG accounting and reporting - year 2022" of the Sustainability Report - Eni For 2022, which has been prepared with principles (suitable criteria) that differ from the GRI Standards, the activities envisaged by ISAE 3000 Revised and ISAE 3410 were carried out using the limited assurance approach for the indicators GHG Lifecycle Emissions (Net GHG Lifecycle Emissions and Net Carbon Intensity), Net Zero Carbon Footprint Eni (Scope 1 e 2), Net Zero Carbon Footprint Upstream (Scope 1 and 2) on an equity basis and Scope 3 emissions, and using the reasonable assurance approach, for the indicators Scope 1 emissions and Scope 2 emissions. On the basis of these activities, a specific assurance report was prepared and attached to the document.

Milano, 10 May 2023

PricewaterhouseCoopers SpA

*Signed by*

Paolo Bersani  
(Partner)

*This report has been translated from the Italian original solely for the convenience of international readers. We have not performed any controls on the Sustainability Report - Eni For 2022 translation.*

# Rapports d'Eni sur le développement durable

Grâce à son rapport sur le développement durable, Eni raconte son rôle dans la transition énergétique, en partageant ses valeurs, ses stratégies d'entreprise, ses objectifs et ses réalisations à ce jour. Dans le but de répondre aux besoins d'information de ses parties prenantes de manière complète et opportune, tant en termes de variété que de niveau de détail, Eni a développé au fil du temps un système articulé de rapports sur le développement durable, conscient de la centralité de l'information non financière.



Vos commentaires sont importants pour nous. Si vous avez des commentaires, des suggestions ou des questions, veuillez écrire à l'adresse suivante [sostenibilita@eni.com](mailto:sostenibilita@eni.com)



## Eni SpA

### Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 - Rome - Italie

Capital social au 31 décembre 2022 : 4 005 358 876,00 € entièrement libérés

Registre des Entreprises de Rome, code fiscal 00484960588

Numéro de TVA 00905811006

### Autres Sièges

Via Emilia, 1 - San Donato Milanese (MI) - Italie

Piazza Ezio Vanoni, 1 - San Donato Milanese (MI) - Italie

### Contacts

eni.com

+39-0659821

800940924

segreteria@societaria.azionisti@eni.com

### Bureau des relations avec les investisseurs

Piazza Ezio Vanoni, 1 - 20097 San Donato Milanese (MI)

Tél. +39-0252051651 - Fax +39-0252031929

e-mail : [investor.relations@eni.com](mailto:investor.relations@eni.com)

### Présentation, mise en page et supervision

K-Change - Rome

## RAPPORTS OBLIGATOIRES



La **► Déclaration Non Financière Consolidée 2022 (DNF)**, préparée conformément aux exigences du Décret Législatif italien n° 254/2016 (transposant la Directive Européenne 95/2014) et publié dans le Rapport Financier Annuel 2022, fournit une information synthétique et intégrée sur le modèle de gestion, les politiques pratiquées, les principaux risques et les résultats liés aux différents thèmes de durabilité.

## RAPPORTS VOLONTAIRES



**Eni for 2022 – A Just Transition**, décrit comment, grâce aux trois leviers du modèle d'entreprise intégré, Eni crée de la valeur à long terme. **► Eni for 2022 - Performance de durabilité** (uniquement disponible en ligne) donne un aperçu des indicateurs de performance en matière de développement durable sur 5 ans. Le contenu essentiel et synthétique est disponible dans l' **► Executive Summary**.

**Autres rapports** : dans les mois à venir, Eni publiera également Eni for Human Rights, qui décrit la stratégie de promotion et de respect des droits de l'homme et rend compte des principales activités et des indicateurs de performance. En outre, Eni publie chaque année d'autres rapports de durabilité, tant au niveau local que des filiales, qui seront disponibles au cours de l'année 2023 sur **► eni.com**.

## RÉCOMPENSES REÇUES PAR ENI EN 2022

|   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|
| <b>MSCI ESG RATINGS</b><br>Confirmée par MSCI dans sa notation ESG "A"  | <b>Moody's ESG Solutions</b><br>Confirmée "advanced", classée 1ère sur 30 sociétés européennes O&G  | <b>iTraxx Index</b><br>Confirmée dans l'indice iTraxx ESG   | <b>WDI</b><br>Figurant dans le Top 10% des entreprises participantes  | <b>Bloomberg Gender Equality Index 2023</b><br>Incluse pour la 2ème année |
| <b>SUSTAINALYTICS</b><br>Confirmée dans la catégorie medium risk  | <b>BLOOMBERG NEW ENERGY FINANCE</b><br>Obtention de la 4e place sur 41 grandes entreprises mondiales considérées  | <b>FTSE4Good</b><br>Confirmée dans l'indice FTSE4Good Developed pour la 16ème année   | <b>ISS ESG</b><br>Entrée dans la catégorie PRIME Investment Grade en septembre 2021   | <b>Equileap</b><br>Incluse dans le Top 100 du Gender Equality Ranking     |
| <b>WBA Just Transition</b><br>Incluse dans le 1% d'entreprises répondant à la plupart des exigences de l'évaluation du "Just Transition assessment" | <b>CDP</b><br>Confirmée leadership disclosure en matière de changement climatique (A-). Évaluée B pour la Water Security, en ligne avec la moyenne du secteur du Pétrole et Gaz | <b>WBCSD</b><br>Figurant pour la quatrième année parmi les 10 entreprises les plus performantes pour son rapport sur le développement durable | <b>Climate Action 100+</b><br>Confirmée comme l'une des entreprises les plus en phase avec l'indice de référence "Net Zero Company" de Climate Action 100+ en termes d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de gouvernance climatique et de divulgation d'informations sur le climat |   |
| <b>ISS Quality Score</b><br>Obtention de notes d'excellence en matière d'ESG  | <b>MIB® ESG</b><br>Confirmée pour la deuxième fois dans l'indice  | <b>Carbon Tracker Initiative</b><br>Première parmi ses pairs dans le classement des Integrated Energy Company                                 | <b>ECOVADIS</b><br>Obtention d'une note de 73 sur 100, se situant dans le 98e percentile des entreprises ayant obtenu la note la plus élevée au niveau mondial  |   |





Eni for 2022 - Rapport sur le développement durable

